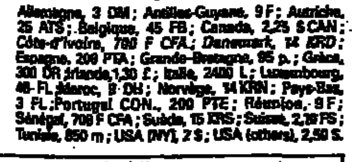
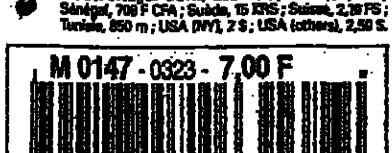
Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 15600 – 7 F | JEUDI 23 MARS 1995 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 780 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 850 m ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 0323 - 7,00 F

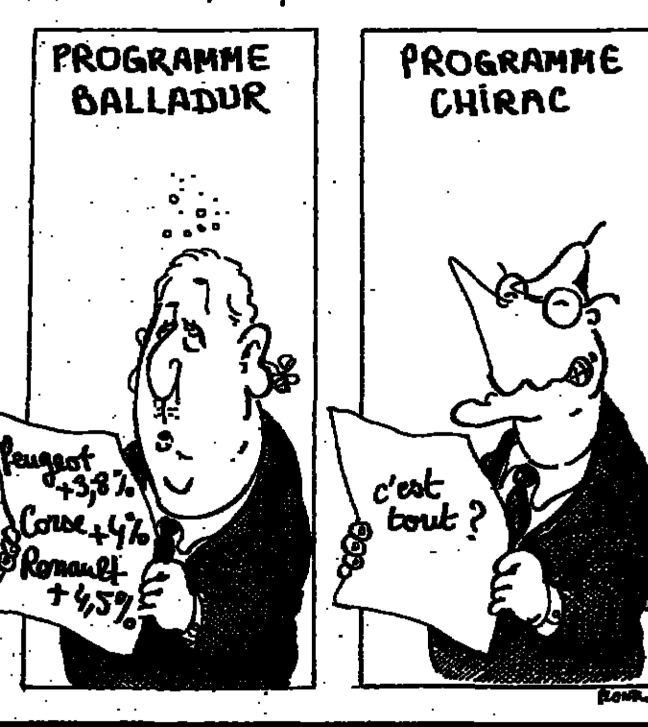
Les revendications salariales se multiplient et se durcissent

Renault concède une hausse de 4,5 % pour les non-cadres

POUR METTRE FIN au conflit, la direction de Renault a accepté *d'augmenter les rémunérations des* non-cadres de 4,5 % cette année, toutes mesures confondues. Il n'est pourtant pas certain que cela suffise à mettre un terme à un malaise qui dépasse le cadre salarial. Alors que la CGT et la CFDT appellent à la poursuite du mouvement, des assemblées générales se tenaient dans les principaux sites mercredi 22 mars. Comme d'autres entreprises ces derniers mois, la direction de Renault a donc accepté de *« lâcher du lest »*.

En accordant aux fonctionnaires en Corse une prime compensant la cherté supposée de la vie, le gouvernement vient également de céder à la principale revendication des grévistes. Les conflits sociaux ne sont pourtant pas terminés. Rien ne dit que Renault ne fera pas « tache d'huile ». Le gouvernement sera confronté le 30 mars à une grève simultanée à la SNCF, à la RATP et à Air Inter.

Lire page 17



La guerre en Bosnie menace de reprendre

Le gouvernement français préconise une nouvelle initiative diplomatique

LA MENACE d'une reprise de la guerre en Bosnie se fait de plus en plus précise. Faute d'avoir pu mettre à profit la fragile trêve hivernale observée entre le gouvernement bosniaque, d'une part, les milices serbes, de l'autre, les Occidentaux redoutent que le printemps ne plonge à nouveau le pays dans la violence. Pour conjurer la menace qui se dessine au moment même où expire l'accord de cessation des hostilités, arraché aux belligérants en début d'année, Alain Juppé préconise une nouvelle offensive diplomatique. Pour le ministre des affaires étrangères, il s'agirait d'obtenir à la fois la prorogation de la trêve en Bosnie et la reconnaissance mutuelle des Républiques ex-yougoslaves en conflit.

Mais la reprise des affrontements entre l'armée bosniaque et les milices serbes augure mal de l'avenir. Le gouvernement de Sarajevo s'oppose au renouvellement de l'accord de cessez-le-feu, persuadé qu'*« une paix juste »* ne pourra s'obtenir que par les armes. De leur côté, les dirigeants sécessionnistes serbes de Pale refusent de faire le moindre geste en direction d'un règlement pacifique. Ignorant les pressions diplomatiques, ils s'obstinent à rejeter le plan de paix que la communauté internationale leur avait soumis à l'été 1994. Ils resserrent l'étau autour de la capitale assiégée où le pont aérien est constamment interrompu par des tirs contre les avions de l'ONU et se sont emparés, mardi 21 mars, d'armes lourdes placées sous le contrôle des *« casques bleus »*.

Les Sarajéviens, otages de toute tentative bosniaque de reconquérir les territoires capturés par les Serbes, attendent dans l'angoisse la reprise des bombardements sur leur ville. Tout comme les habitants de Tuzla, dans le nord-est du pays, qui viennent de subir, pour la deuxième journée consécutive, les représailles serbes à l'offensive de l'armée bosniaque dans le secteur : plusieurs obus se sont à nouveau écrasés sur la ville mardi matin. L'ONU ne désespérait cependant pas : son représentant dans l'ex-Yougoslavie, le Japonais Yasushi Akashi, toujours optimiste, se disait persuadé que le cessez-le-feu n'était pas encore définitivement enterré.

Lire pages 2 et 16

L'heureuse résurrection de Deng Xiaoping

PÉKIN
de notre correspondant

Deng Xiaoping *« va mieux »*. C'est la ligne officielle en cette fin mars. L'assurance s'adresse autant à la population chinoise qu'à l'opinion étrangère : dormez tranquilles, braves gens. Encore que... Un mois plus tôt, il allait, disait la ligne tout aussi officielle, *« très bien pour un homme de quatre-vingt-dix ans »*. De *« très bien »* à *« mieux »*, donc. Voilà qui est clair.

L'affaire rappelle une célèbre blague très sérieusement énoncée par le *Quotidien du peuple* en 1967, alors que le pays avait été plongé dans la guerre civile par Mao : *« La situation de la révolution culturelle prolétarienne en Chine est excellente, mais la lutte des classes devient plus difficile. »* Ou encore un aphorisme de feu le maréchal Lin Biao, dauphin déchu de Mao : *« L'avenir est radieux, mais le chemin qui y mène est tortueux. »*

La santé de Deng Xiaoping n'est pas ici véritablement en cause. Lointain est encore le jour où la Chine publiera un bilan de santé régulier de son ou ses dirigeants suprêmes et on ne voit pas comment M. Deng aurait pu innover sous ce rapport compte tenu de l'univers mental dont il est issu.

En réalité, qu'elle le veuille ou non, la Chine politique reste suspendue à la santé d'un homme de cet âge, au point que toute initiative radicale soit virtuellement interdite à ceux qu'ils a chargés de lui succéder. Ce qui n'est pas sans conséquence pour les gouvernements qui engagent des opérations financières volumineuses à l'exportation industrielle en Chine. Croire le régime chinois sur parole quand il dit que *« la transition est assurée »*, c'est dans une bonne mesure faire confiance à une logique qui conjugue un état de santé de *« très bien »* à *« mieux »*.

Est également en cause, en outre, l'aptitude encore non démontrée du gouvernement chinois à entrer dans une communication réelle avec le reste de la planète sans se retrancher, dès qu'un problème devient sensible, derrière une conception de l'honneur national qui frise la paranoïa. Cette propension est regrettable mais compréhensible dans le cas de la santé de M. Deng ; elle est plus préoccupante, à l'étranger, dans d'autres affaires où la parole de Pékin, puissance nucléaire membre du Conseil de sécurité, devrait porter le poids de ses responsabilités : transferts de technologie sensible à des pays mal inscrits dans la communauté internationale, affaires de piraterie ou d'expansionnisme en direction ou dans les voies maritimes internationales où la libre circulation des marchandises et matières premières nourrit le pôle d'expansion économique le plus dynamique du monde ; ou encore contentieux bilatéraux ou multilatéraux, dans lesquels les Occidentaux ont eu, souvent, tendance à se contenter de *« promesses »* pékinoises, sans vérifier qu'elles soient suivies d'effets.

De *« très bien »* à *« mieux »*, il n'y a pas obligatoirement matière à s'alarmer. Encore que... Ni Deng Xiaoping ni le plus vieil empire du monde ne semblent véritablement à l'abri d'une... rechute.

Francis Deron

Peurs obsidionales en Russie

LES RUSSES ont besoin d'être apaisés ; il faut les réconforter, leur donner confiance, éviter tout geste pouvant éveiller l'impression qu'ils sont isolés, a fortiori menacés. Telles sont les préoccupations premières des Occidentaux dans leurs rapports avec Moscou. C'est un peu le monde à l'envers. Alors que l'artillerie russe continue de bombarder la Tchétchénie, le bon sens voudrait qu'il revienne au Kremlin de rassurer la communauté internationale sur ses intentions, mais l'histoire a montré que les diplomates russes ont toujours été maîtres dans l'art de tirer parti de leurs faiblesses.

Dans le récent entretien qu'il a accordé au *Monde* (*Le Monde* du 18 mars), Boris Eltsine a réaffirmé son opposition à une extension *« immédiate »* de l'OTAN, qui recréerait *« l'opposition des blocs militaires »* en Europe, mais il n'a pas complètement fermé la porte à un élargissement conditionnel et progressif, propice à tous les marchandages.

En contrepartie à l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'organisation atlantique, la Russie veut se voir reconnaître un statut particulier dans l'architecture de la sécurité européenne et un droit de regard sur l'avenir de ce qui fut naguère sa zone d'influence. Sa marge de manœuvre est encore assez grande puisque les seize membres de l'Alliance atlantique prendront des décisions – à l'unanimité et après ratification par les Parlements dans la plupart des pays – seulement si les candidats à l'adhésion satisfont à des critères dont la liste ne sera pas dressée avant la fin de cette année.

Moscou pourrait accepter un élargissement de l'OTAN à certaines conditions : celui-ci ne concernerait, dans un premier temps au moins, que des Etats n'ayant pas de frontière commune avec la Russie, ou des « petits » pays (République tchèque, Hongrie, etc.) à l'exclusion des « grands » (comme la Pologne) et de ceux qui faisaient encore récemment partie de l'Union soviétique (les Etats baltes) ; l'élargissement n'entraînerait pas le stationnement de troupes étrangères et/ou d'armes nucléaires sur le territoire des nouveaux membres...

Daniel Vernet

Lire la suite page 16



Le commerce à l'heure européenne



RENATO RUGGIERO

UNE BATAILLE de neuf mois pour la direction de la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC) a pris fin mardi 21 mars. *Les Etats-Unis* ont renoncé à faire obstacle à la nomination de l'Italien Renato Ruggiero, candidat des Européens pour diriger cet organisme qui va réguler le commerce international à la place de l'ancien GATT et avec des pouvoirs accrus.

Ministre du commerce extérieur de 1987 à 1991, ce juriste courtois de soixante-cinq ans a aussi l'expérience du secteur privé : il a siégé au conseil d'administration de Fiat en 1991-1992. Il s'est fait remarquer par d'exceptionnelles qualités de médiateur, mais aussi par une grande ténacité au cours des batailles agricoles du cycle de l'Uruguay. Son engagement européen a sûrement alimenté l'opposition des Américains.

Pour que le consensus se fasse, il a d'abord fallu que le candidat soutenu par les Etats-Unis, l'ancien président mexicain Carlos Salinas de Gortari, déconsidéré par la débâcle monétaire de son pays et par un scandale impliquant son frère, soit forcé de se retirer. Il a fallu ensuite que le futur directeur général accepte de n'assurer qu'un seul mandat de quatre ans – et probablement d'avoir pour successeur un non-Européen.

Lire page 3

INTERNATIONAL

PEUR L'accord de cessation des hostilités – entre les milices serbes et le gouvernement bosniaque –, qui expire fin avril, pourrait bientôt ne plus être qu'un souvenir. La guerre s'installe à nouveau en Bosnie, où les affrontements meurtriers se multiplient après trois mois de répit dans un conflit vieux de trois ans. Mais le processus diplomatique est aujourd'hui au point mort et chacune des parties fourbit ses armes. Pessimiste sur l'évolution de la crise en Bosnie-Herzégovine, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, appelle ses partenaires à redoubler d'efforts. ● SARAJEVO, la capitale, vit dans l'angoisse d'une reprise des hostilités, redoutant que le gouvernement bosniaque n'envisage d'autre solution que la guerre. ● LA FÉDÉRATION croato-musulmane de Bosnie, d'autre part, n'a pas débouché sur une véritable alliance militaire capable de faire face aux Serbes.

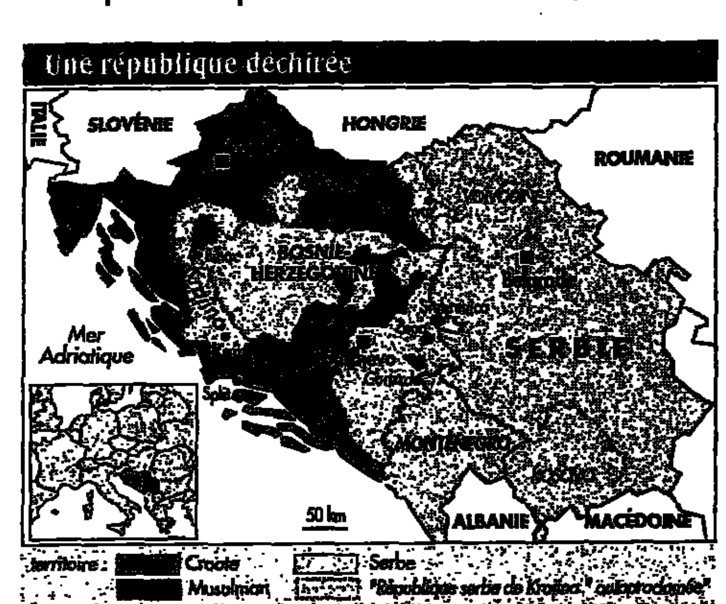
La menace de guerre s'accroît en Bosnie

Sarajevo, la capitale moribonde, retrouve l'atmosphère d'avant la trêve . Après la surprise des premiers affrontements, le découragement et la tristesse, voici revenu le temps de la peur

SARAJEVO
de notre correspondant

Les cimes du mont Trebevic, *nappées des dernières neiges*, sont à nouveau menaçantes. Les Sarajéviens ne scrutent plus la montagne la mine inquiète mais sentent que les artilleurs serbes sont là, près d'eux, sur les hauteurs qui surplombent la ville, et qu'ils n'attendent qu'un ordre pour meurtrir la cité assiégée. De même, les derniers étages des tours de Grbavica, le quartier serbe, sont de nouveau les symboles d'une mort qui rôde. D'invisibles tireurs d'élite attendent un piéton, un tramway, une Golf remplie de combattants et appuyent de plus en plus fréquemment sur la détente. Sarajevo retrouve l'atmosphère d'avant le cessez-le-feu.

« *J'ai peur*, confie Lejla, *peur que de vrais combats éclatent, C'est bizarre mais je suis cent fois plus terrorisée aujourd'hui qu'il y a deux ans, alors que des milliers de bombes s'abattaient sur Sarajevo. A l'époque, la guerre était étonnante. Nous n'avions pas le temps de réfléchir. Il fallait simplement survivre. Aujourd'hui, nous avons connu une sorte de trêve et je vous affirme que, si le pilonnage de la ville reprenait, je deviendrais folle. Mes nerfs ne supporteraient pas cela une seconde fois.* » Voici trois jours, Lejla a entendu une balle ricocher sur le bitume, à quelques mètres d'elle. « *Je me suis mise à trembler. J'ai fait demi-tour et je suis rentrée à la maison*, raconte-t-elle. *Jamais, depuis le début de la guerre, je n'avais été la proie d'un tel sentiment de panique.* »



Après la surprise des premiers jours de guerre, après l'excitation parfois, après le sang et les cris des amis qui s'écroulent, après le découragement et la tristesse, voici venu le temps de la peur. Le mot revient dans la bouche de chaque Sarajévien. Dans les carrefours exposés aux tirs serbes règne une indescriptible angoisse. Les visages se crispent, les regards se durcissent. Des lycéens racontent qu'ils ont refusé, en 1992, d'interrompre leurs études à cause des bombardements. Aujourd'hui, à cause d'un seul tir dans un quartier, ils renoncent et rejoignent leur foyer ou un bistrot en sous-sol.

Dans le cimetière du Lion, une *femme d'une cinquantaine* d'années, le visage grave, dispose des fleurs de papier sur la tombe de son fils, mort il y a deux ans dans une tranchée. « *Almin avait trente ans et il était père de deux enfants*, dit-elle. *J'ai un autre fils, Nenad, qui a vingt-cinq ans. Je ne veux pas le perdre. Il doit partir le mois prochain en Slovénie, si la police ne le trouve pas avant.* » Dans les rues de Sarajevo, des hommes en uniforme marchent lentement, pénètrent dans chaque quartier et contrôlent les papiers militaires des passants. La mobilisation est sévère et les déserteurs risquent désormais, avant de rejoindre les lignes de front, un séjour en prison.

La capitale bosniaque, alimentée par les Nations unies et par des clans de princes du marché noir, est psychologiquement moribonde. Sarajevo agonise. Nul besoin de tirs d'artillerie : le siège, le temps et le sentiment d'abandon mènent tranquillement la danse. Chaque jour, quelqu'un s'écroule encore, fauché par une balle ou l'éclat d'un obus isolé. Mais surtout, côtoyant les mutilés, une espèce différente de blessés s'engouffrent dans l'hôpital. Des cœurs trop éprouvés, des artères qui pourrissent, des nerfs qui lâchent, des visages énigmatiques...

Dans la rue piétonne Vase Miskina, il y a pourtant des cafés et des marchands de patisseries orientales, il y a des jeunes filles resplendissantes et des intellectuels qui discutent autour d'un verre d'alcool de prune. Mais, au-delà de l'apparence, il y a une ville qui ferme peu à peu ses paupières, effrayée par les premiers rayons de soleil printanier et les perspectives guerrières, hantée par le souvenir de ses 10 000 morts.

Rémy Ourdan

Alain Juppé demande une prorogation du cessez-le-feu

Alain Juppé, qui a rencontré les mardi 21 et mercredi 22 mars, à Paris, ses homologues russe et américain, a proposé de redoubler les pressions sur les belligérants de Bosnie afin de rétablir la trêve qui avait été conclue le 31 décembre 1994 pour quatre mois et d'obtenir sa prorogation pour « *plusieurs mois* » au-delà du 30 avril.

L'idée de rassembler les présidents Milosevic, Tudjman et Izetbegovic en vue d'un règlement global des problèmes de l'ex-Yougoslavie n'a pas pu se concrétiser jusqu'à présent. M. Juppé suggère désormais plusieurs démarches parallèles. La reconnaissance mutuelle de la Bosnie et de la Serbie « *est un objectif à notre portée et devrait intervenir avant la fin avril* », écrit le ministre dans le quotidien *Libération*. Parallèlement les présidents Tudjman et Milosevic doivent être incités à trouver un accord de reconnaissance mutuelle incluant le règlement du statut de la Krajina (région de Croatie aux mains de Serbes sécessionnistes). Il suggère enfin que le Conseil de sécurité de l'ONU définisse précisément la façon dont pourraient être progressivement allégées les sanctions qui pèsent contre la Serbie, en échange de gestes de bonne volonté de sa part.

Le fragile mariage d'intérêt entre Croates et Musulmans

SARAJEVO
de notre correspondant

La Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine serait-elle en panne ? Ou ne fut-elle qu'une chimère depuis sa création, le 18 mars 1994, à Washington ? Sur le terrain, rien n'indique une volonté des séparatistes croates et des Bosniaques gouvernementaux de renouer les fils d'une vie commune. Dans les discours des uns et des autres, ce sont au contraire deux conceptions diamétralement opposées de l'avenir qui s'affrontent : les Croates de la « République d'Herzeg-Bosna » (autoproclamée) voient en cette fédération une réunion de deux Etats, unis par l'intérêt d'une lutte contre la puissance militaire serbe, tandis que le gouvernement de Sarajevo souhaite, grâce à elle, préserver l'unité de la Bosnie-Herzégovine dans ses frontières internationalement reconnues. Le résultat est que tous les projets fédéraux sont reportés, ou abandonnés, et que l'Herzeg-Bosna est devenue une région de Croatie.

La communauté internationale ne ménage pourtant pas ses efforts. Un an après que les Croates eurent accepté le principe de la Fédération sous des pressions essentiellement américaines et allemandes, un budget de 130 millions de dollars vient d'être alloué à l'instance croato-musulmane, un médiateur international a été nommé, et un expert militaire américain devrait tenter, une nouvelle fois, d'aider les frères ennemis à construire une armée commune. Les Etats-Unis paraissent décidés à renforcer l'idée de la Fédération, qui fut leur seule véritable initiative pour un règlement du conflit bosniaque, couronnée d'un succès immédiat : le respect du cessez-le-feu après un an et demi de violents combats.

Mais la Fédération, dont le premier anniversaire vient d'être célébré à Washington, n'a pas franchi le cap qui ferait d'elle un outil au service de la paix. Un brin hypocrites, Croates et Bosniaques ont récemment, à Bonn, réaffirmé leur volonté de bâtir une armée fédérale, pour préciser immédiatement que la mesure serait applicable « *lors du retour de la paix en Bosnie-Herzégovine* ». Le partage des postes dirigeants demeure également un sujet d'éternelle discorde, puisque le premier président – croate – de la Fédération, Kresimir Zubak, a refusé, en décembre dernier, de transmettre les rênes au vice-président – musulman – Ejup Ganic, au terme de son mandat légal de six mois.

UNE PERSISTANTE HAINE

A Mostar, où les milices croates ont pilonné la zone musulmane pendant une année, les efforts de l'Union européenne, qui administre la ville, sont loin d'être récompensés. La « police européenne », déployée dans les rues, ne parvient ni à maintenir l'ordre ni à réunifier les milices. La haine est perceptible de chaque côté de la rivière Neretva, où tant de corps sont tombés en 1993 sous les balles des snipers. Et un diplomate raconte notamment que, pour rétablir l'électricité sur la rive est (musulmane), deux mois furent nécessaires pour convaincre les Croates de désamorcer cinq mines qui empêchaient la réparation d'un câble. L'administrateur de Mostar, l'Allemand Hans Koschnik, s'interroge parfois publiquement sur le fait de savoir si une Fédération qui évolue si lentement existe vraiment.

« *Nous avons réussi à construire la maison de la Fédération par le toit. Nous avons moins construit à partir du sol* », a récemment déclaré Ejup Ganic. Dans chaque village, chaque canton, surtout en « République d'Herzeg-Bosna », la perspective de vivre à nouveau ensemble ne paraît pas déclencher l'enthousiasme. Dans cette région croate, l'unification avec la Croatie est déjà entrée dans les mœurs. Les Croates de Bosnie partagent avec ceux de Croatie le même passeport, la même monnaie et un drapeau presque semblable. La création de la Fédération, mariage d'intérêt pour un gouvernement bosniaque désarmé et isolé qui reçoit désormais armes et carburant par l'intermédiaire des Croates, a de plus contribué à l'émergence d'une économie nouvelle en Herzégovine, reposant exclusivement sur les taxes « douanières ».

Bien que la Croatie et l'Herzeg-Bosna ne soient séparées que par un *check-point* symbolique, les miliciens filtrent minutieusement tout convoi à destination de la Bosnie sous contrôle gouvernemental. Les chefs de la « République » étant aussi les responsables de l'armée (HVO, Communauté de défense croate) et du parti unique (HDZ, Union démocratique croate), les taxes finissent toujours dans les poches d'individus naturellement peu intéressés par la disparition de leurs privilèges, et des fortunes se bâtissent chaque jour en Herzeg-Bosna.

UNE « CONSTRUCTION ARTIFICIELLE »

Les sécessionnistes croates n'ont par ailleurs jamais eu à se plaindre du soutien vigilant de Zagreb. Le président Franjo Tudjman a longtemps rêvé d'un partage de la Bosnie-Herzégovine, qu'il qualifiait en privé de « *construction artificielle* », entre la Croatie et la Serbie, et il a toujours soutenu le HVO dans sa guerre ethnique. Depuis un an, Zagreb a simplement évité d'évoquer publiquement ses intentions à l'égard de la Bosnie, déléguant aux Croates de Mostar l'exclusivité des déclarations guerrières. Ces derniers utilisent évidemment la moindre opportunité offerte par la communauté internationale pour réaffirmer leurs souhaits séparatistes, la meilleure étant l'éventualité évoquée par le « groupe de contact » d'une future confédération entre les Serbes de Bosnie et la Serbie. « *Si les Serbes y sont autorisés, pourquoi pas nous ?* », demandent en chœur les Croates de Bosnie, amusés que les chancelleries occidentales, qui défendent l'idée d'une Fédération croato-musulmane, leur donnent des occasions aussi faciles de la renier.

Du côté de Sarajevo, les diplomates et les militaires jouent plus aisément le jeu d'une Fédération qui leur est vitale, l'Herzeg-Bosna et la Croatie étant leur passage obligé vers le monde extérieur. Mais ils ne cachent pas qu'à long terme une telle entité ne pourra survivre. « *Les Croates doivent régler leurs comptes entre eux, entre partisans et ennemis de la Fédération*, commente Kémal Muftic, conseiller de la présidence bosniaque. *Ils doivent assimiler un fait, simple : la Bosnie-Herzégovine va survivre. Ce ne sera pas le cas de l'Herzeg-Bosna.* » La conception bosniaque s'exprime ici clairement : la Fédération doit d'abord servir à ramener les séparatistes croates dans le giron gouvernemental, alors que ceux-ci n'envisagent qu'une collaboration fructueuse entre deux Etats.

Tandis que les Américains tentaient, à Washington, de convaincre Croates et *Musulmans d'intensifier leurs relations*, un événement a contribué à raviver les tensions sur le terrain. Le général Vlado Santic, commandant du HVO dans l'enclave de Bihac, où Musulmans et Croates sont assiégés depuis près de trois ans par les Serbes, a disparu après avoir été arrêté, dans la nuit du 8 au 9 mars, par la police militaire gouvernementale. Selon plusieurs témoignages, il aurait été assassiné. Furieux, les Croates accusent Sarajevo de saccager la Fédération et menacent d'exercer des représailles. Dans la capitale bosniaque, on se contente *d'affirmer* que les coupables sont en prison et qu'ils seront jugés, et que l'affaire est sans doute plus mafieuse que politique, le général Santic étant localement réputé comme le chef d'un juteux trafic entre Bihac et la Croatie. Néanmoins, l'affaire est une fracture supplémentaire entre les mariés d'une Fédération à la silhouette souvent saugrenue.

R. O.

Le difficile renouvellement du mandat de l'ONU en Croatie

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

C'est à la fin du mois de mars que le *mandat de l'ONU dans le territoire de* l'ex-Yougoslavie doit, une fois de plus, être renouvelé. La Force de protection des Nations unies (Forpronu), qui opère en Bosnie, en Croatie et en Macédoine, sera, selon le désir des trois pays, scindée en trois forces distinctes par le Conseil de sécurité. Le mandat des soldats de l'ONU en Bosnie restera inchangé. Il sera prorogé pour six mois et gardera le même nom. Pour les onze cents soldats onusiens en Macédoine, seul le nom sera modifié.

Le rôle des Nations unies en Croatie n'est, en revanche, toujours pas redéfini. Après avoir exigé, en janvier dernier, le départ des quelques douze mille soldats de l'ONU séparant, depuis février 1992, les forces de l'armée croate des Serbes sécessionnistes de la province des Krajina, le président Franjo Tudjman a accepté une présence réduite des Nations unies sur son territoire, à condition que leur mandat soit modifié. Selon M. Tudjman, les « casques bleus » devraient contrôler les frontières internationales entre la Croatie et la Bosnie et empêcher l'aide militaire serbe aux Krajina.

Le diplomate norvégien Thorvald Stoltenberg a été choisi pour négocier avec les Serbes. Ces derniers insistent sur le rôle des « casques bleus » comme force de protection, mais les Croates, de leur côté, refusent le concept même de zones de protection des Nations unies (ZPNU) instaurées par l'ONU depuis 1992... A New-York, les ambassadeurs des cinq pays du groupe de contact (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne) chargé de résoudre les problèmes de l'ex Yougoslavie, préfèrent, pour l'instant, ne pas divulguer la nature de leurs « divergences ». Ils s'accordent pourtant sur un point : l'ONU en Croatie n'aura pas pour mission de contrôler, par la force, les frontières croates, car « *cela nécessiterait* », disent-ils, « *des moyens en hommes dont nous ne disposons pas* ».

Afsané Bassir Pour

Le HCR dénonce des massacres de Géorgiens en Abkhazie

Les incidents intercommunautaires n'ont jamais pris fin malgré le cessez-le-feu conclu en mars 1994

GENÈVE
de notre correspondante

Des rapatriés appartenant à la minorité géorgienne d'Abkhazie ont été « *horriblement* » torturés, puis massacrés par des Abkhazes armés dans le district de Gali, qui jouxte la frontière avec la Géorgie, a annoncé, mardi 21 mars, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Le sort des minorités dans la région indépendantiste d'Abkhazie – exception faite des Arméniens, privilégiés pour avoir pris les armes aux côtés des Abkhazes contre les Géorgiens – continue à préoccuper gravement les organisations humanitaires. Cette inquiétude n'a guère été atténuée en dépit du cessez-le-feu conclu en mars 1994 et du déploiement de la force d'interposition de la Communauté des Etat indépendants (CEI) à nette *prépondérance* russe.

ATTAQUES BRUTALES

La situation des Géorgiens d'Abkhazie est d'autant plus alarmante, sur un fond de *haine intercommunautaire* et de marasme économique, *que les incidents n'ont jamais pris fin.*

Le HCR éprouve de plus en plus de difficultés à porter assistance à quelque 260 000 Géorgiens ayant fui plus d'une année de combats – mais ne parvient en fait qu'à aider les 150 000 des plus vulnérables d'entre eux. Il souhaite que les réfugiés retournent chez eux mais, peu d'Etats s'intéressant à leur sort, les fonds nécessaires au HCR pour l'action à mener dans cette région ne lui sont jamais parvenus. Les indépendantistes abkhazes redoutent un retour important des Géorgiens, qui correspondrait forcément à une nouvelle donne démographique sur leur territoire.

La semaine dernière, selon l'un des porte-parole du HCR, Ron Redmond, quelque quatre cents à six cents *miliciens abkhazes suratmés* se sont livrés à des attaques très brutales contre des civils géorgiens, dont des rapatriés, prétextant le besoin de rechercher parmi ces derniers des rebelles infiltrés.

D'après le HCR, des médecins de l'ONU ont constaté qu'au moins dix personnes avaient péri après avoir été torturées, entre autres au moyen de baïonnettes et couteaux chauffés à blanc. Ces médecins ont d'autre part traité trente-cinq Géorgiens victimes de sévices graves. La population, terrorisée, cherche refuge dans les *locaux du HCR et des observateurs* de l'ONU à Gali. On estime à sept cents le nombre de personnes qui, dans les 48 heures ayant suivi l'attaque, ont traversé la rivière frontière *Ingouri pour trouver asile sur* le rive géorgienne. Le HCR dresse la liste des disparus.

Isabelle Vichniac

هكذا من الأصل

Washington se résigne à laisser un Européen diriger l'Organisation mondiale du commerce

L'Italien Renato Ruggiero est soupçonné d'être protectionniste

Au terme d'une bataille de neuf mois, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui succède au GATT, s'est donné un nouveau directeur général : l'Italien Renato Ruggiero, le candidat des Européens. Pour en arriver là, il aura fallu que Washington, qui soutenait la candidature de l'ancien président mexicain Carlos Salinas, obtienne l'assurance que le nouveau directeur de l'OMC ne ferait qu'un mandat de quatre ans.

WASHINGTON
de notre correspondant

Les Etats-Unis se sont résignés, mardi 21 mars, à la perspective de voir l'Organisation mondiale du commerce dirigée par Renato Ruggiero, un homme qu'ils soupçonnent d'être un protectionniste déguisé en libéral. L'accord de la Maison Blanche est assorti de conditions implicites : le premier directeur général de l'organisation qui succède au GATT n'exercera qu'un seul mandat de quatre ans et, selon le représentant américain pour le commerce Mickey Kantor, il devrait avoir pour successeur un non-Européen.

Le ralliement officiel de l'administration américaine en faveur du « candidat des Européens » n'est pas exempt de rancoeurs. On a pu le mesurer mardi 21 mars, à propos de l'éventuelle nomination de Kim Sul-Chu au poste de directeur général adjoint. Ayant dû s'effacer devant M. Ruggiero, le candidat de la Corée du Sud, qui, dans son pays, est ministre du commerce, de l'industrie et de l'énergie, aurait obtenu la promesse de Washington d'obtenir ce lot de consolation.

Compte tenu de leurs bonnes relations avec Séoul, les Etats-Unis ne voient que des qualités à un allié qui peut les aider à équilibrer l'influence de Renato Ruggiero. Par ailleurs, ils disposent déjà d'un poste de numéro deux, puisque trois postes de directeur adjoint ont été confiés à l'Américain Warren Lavorel, l'Indien Anwarul Hoda et le Mexicain Jesus de Seade.

Mais ces manœuvres ne plaisent pas à tout le monde. *« La situation est grave et elle est décourageante pour l'avenir de l'OMC »*, a estimé Ernesto Tironi, représentant du Chili au conseil de l'Organisation.

La querelle reflète bien la campagne acharnée qui a entouré le choix du successeur de Peter Sutherland à la tête de l'OMC. La candidature de M. Ruggiero, combattue pendant neuf mois par les Etats-Unis, était toujours considérée comme « inacceptable » par Charlene Barshefsky, adjointe de Mickey Kantor, au début du mois. Il aura fallu que l'ancien président mexicain Carlos Salinas de Gortari décide de jeter l'éponge, pour que l'administration américaine se rende à l'évidence : l'image de marque de son candidat favori était irrémédiablement atteinte, à la fois par la débâcle monétaire du Mexique et par la responsabilité de son frère dans un assassinat politique.

Les préventions de Washington à l'égard de M. Ruggiero, qui ne cesse pourtant de stigmatiser le protectionnisme, peuvent surprendre. Les Etats-Unis n'ont pas gardé un bon souvenir de l'action de l'ancien porte-parole de la Commission européenne, qu'ils considèrent comme un *« bureaucrate dans l'âme »* dépourvu d'influence. Aux yeux de Washington, il est surtout l'incarnation d'une « citadelle Europe » attachée à sa spécificité culturelle et ses productions agricoles. Lors de la ratification des accords de Marrakech par le Congrès, les républicains avaient imposé à l'administration démocrate un mécanisme prévoyant que les Etats-Unis pourraient se retirer de l'OMC au cas où celle-ci rendrait des arbitrages au détriment des intérêts américains.

La nomination d'un Européen à la tête d'une instance chargée de régler des conflits commerciaux transatlantiques est donc, de leur point de vue, de mauvais augure. Que M. Clinton ait dû s'y résoudre ne constitue pas un succès politique pour la Maison Blanche.

Laurent Zecchini

M. Ruggiero sait négocier sans toujours plier

C'est un médiateur-né âgé de 65 ans qui va prendre en main les destinées du commerce mondial

ROME
de notre correspondante

C'est à sa manière, réaliste et tenace à la fois, que l'Italien Renato Ruggiero, le candidat « européen » à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a assuré sa nomination, mardi 21 mars. Après le retrait, pour raisons évidentes, du principal rival de M. Ruggiero, le président mexicain sortant Carlos Salinas de Gortari, et le renoncement de l'outsider, le ministre coréen du commerce et de l'industrie, Kim Sul-Chu, la voie était libre. Les dernières réticences des Etats-Unis ne sont pourtant tombées que lorsque M. Ruggiero s'est rendu dans la plus grande discrétion à Washington pour négocier.

Négocier : c'est sans doute le premier mot qui vient à l'esprit pour caractériser celui qui va prendre en main les destinées du commerce mondial. Car, dans toute sa longue carrière, Renato Ruggiero, spécialiste de jurisprudence né à Naples le 9 avril 1930, entré dans la diplomatie à vingt-cinq ans, s'est surtout fait remarquer par d'exceptionnelles qualités de « médiateur », qu'il joue les « sherpas » aux sept sommets des pays industrialisés qu'il a couverts en tant que représentant personnel du président du conseil italien dans les années 80, ou qu'il lance, comme il le fit entre 1987 et 1991, cette fois en tant que ministre du commerce extérieur, le programme de libéralisation du commerce extérieur de son pays ou celui conduisant à la libre circulation des capitaux.

Mais négocier n'est pas toujours plier, les interlocuteurs de cet homme intelligent et courtois s'en sont vite rendu compte. Ce qui explique certaines réticences américaines, nées, paraît-il, en 1990, au temps des grandes batailles agricoles où M. Ruggiero présidait les travaux des Douze consacrés au cycle de l'Uruguay-Round.

Les Français eux, se sont un temps méfiés de son *« anglophilie de jeunesse »*, comme le dit un commentateur, qui lui avait fait soutenir les vues britanniques à l'époque des grands débats budgétaires communautaires. Par ailleurs avocat d'un consensus mondial destiné à *« empêcher le retour des blocs commerciaux et la renaissance du protectionnisme »*, mais aussi d'un nationalisme pragmatique conjugé à un engagement européen sans faille, Renato Ruggiero est certainement un cas atypique dans la classe dirigeante italienne.

GRAND COMMIS DE L'ÉTAT

Exception faite d'un « flirt » très bref avec les socialistes, il traversera toutes ces années de crise en « free-lance », presque en marge de la politique, avec l'image discrète d'un « grand commis » de l'Etat. L'homme juste au poste juste. Outre qu'il semble posséder la « carrure », pour une charge aussi conflictuelle que celle qu'il va occuper, M. Ruggiero était peut-être aussi le plus préparé des candidats. De l'architecture européenne et de son appareil bruxellois, il a tout appris dès 1969 lorsqu'il fut nommé chef de cabinet du président de la Commission européenne, prenant part aux négociations pour l'entrée du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande dans la CEE, avant de devenir directeur général de la politique régionale et porte-parole de la Commission sous la présidence de Roy Jenkins.

Rentré à Rome en 1978, il participera de façon déterminante aux négociations pour l'entrée de l'Italie dans le système monétaire européen et se frottera aux arcanes de la diplomatie et du multilatéralisme puisqu'il sera chef de cabinet de deux ministres des affaires étrangères et secrétaire général de la Farnesina, le Quai d'Orsay italien.

Renato Ruggiero possède un atout supplémentaire : son passage en 1991-1992 dans une grande entreprise privée, en l'occurrence le conseil d'administration de Fiat, où il négociera, en tant que conseiller pour la politique extérieure, l'ouverture à l'Est, notamment en Russie, de l'entreprise de Turin.

Marie-Claude Decamps

L'Ukraine obtient des engagements d'aide financière internationale

L'UKRAINE a reçu en quelques jours plusieurs nouvelles preuves du soutien occidental à ses réformes. Mardi 21 mars, le président américain Bill Clinton a adressé à son homologue de Kiev, Leonid Koutchma, une lettre le félicitant pour le programme de transformations économiques engagé à l'automne et lui annonçant qu'il se rendrait en Ukraine en mai, à la faveur de son voyage à Moscou.

Le même jour, les pays créanciers et organismes multilatéraux, dont les représentants étaient réunis à Paris sous l'égide de la Banque mondiale, ont fait l'addition des différents apports de fonds qui pourraient être faits à court terme. *« Si ces contributions sont confirmées, elles permettront pratiquement à l'Ukraine de faire face à ses besoins financiers extérieurs pour 1995 »*, estimés à 5,5 milliards de dollars (27,5 milliards de francs), a souligné la Banque mondiale.

Il s'agit de 2,1 milliards de dollars de crédits multilatéraux, dont 1,5 milliard sous la forme d'un crédit de confirmation (*stand-by*) qui doit être approuvé par le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) à la fin du mois, de crédits de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que de 850 millions de dollars de prêts bilatéraux.

La répartition de cette dernière somme entre les principaux créanciers n'a pas été rendue publique, principalement en raison de l'hypersensibilité du dossier de Tchernobyl. Aucun calendrier n'a encore été élaboré pour la fermeture de la centrale nucléaire accidentée en 1986, et *« Tchernobyl a limité la contribution de l'Union européenne »*, a déploré Igor Mitioukov, déclarant que l'arrêt définitif de la centrale pourrait prendre dix ans, et coûter jusqu'à 5 milliards de dollars.

Admiré pour ses réformes économiques, qui ont permis au pays de ralentir la hausse des prix, de libéraliser les prix et le commerce, et d'amorcer la privatisation de l'industrie, le gouvernement de Leonid Koutchma est surtout, lundi 20 mars, parvenu à rééchelonner une dette de 2,5 milliards de dollars due à la Russie. Il ne s'agit pas d'argent frais, mais la restructuration de la dette permettra à l'Ukraine de combler en partie le trou de sa balance des paiements pour 1995 et de s'assurer une poursuite des livraisons de pétrole et de gaz naturel russes.

La tentative de reprise en main par Kiev de la péninsule séparatiste de Crimée n'a donc pas pour l'instant eu de conséquences sur les négociations financières de l'Ukraine avec la Russie et les Etats occidentaux, et l'on affirmait mardi à la Banque mondiale que le sujet n'avait pas été abordé.

F. L.

Des pouvoirs renforcés

● **Origine :** Le Gatt (General Agreement on Tariffs and Trade), qui est remplacé par l'OMC, a vu le jour au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Il s'agissait à cette époque d'organiser pour le commerce mondial l'équivalent du FMI pour la monnaie. En mars 1948, lors de la conférence de la Havane, fut adoptée une charte instituant *« une organisation internationale du commerce »* que les Etats-Unis ne signèrent finalement pas pour des raisons internes (conflit de pouvoir entre le président et le Congrès). En revanche, en octobre 1947, une conférence internationale visant à réduire les droits de douane et les contingents a donné naissance à un *« accord général sur les tarifs et le commerce »* comprenant trente-huit articles.

● **Principe de base :** l'OMC, comme le Gatt, aura comme principale tâche de libérer le commerce mondial de ses entraves et de faire accepter par tous les pays participants la règle de base qui est la clause de la nation la plus favorisée. En vertu de ce principe, un pays qui accorde un avantage à un autre pays (baisse d'un droit de douane notamment ou accès aux marchés des services) doit l'accorder à tous les autres pays. La nouvelle organisation mondiale du commerce, qui est entrée en activité le 1er janvier 1995, compte quatre-vingt-un pays représentant plus de 90 % du commerce mondial. Cinquante autres pays devraient rallier prochainement l'OMC.

● **Innovations :** autant le Gatt était avant tout un ensemble de règles de bonne conduite, autant l'OMC, dont l'acte final a été signé le 15 avril 1994 à Marrakech, est un texte institutionnel contraignant. L'OMC dira le droit et autorisera des sanctions. Innovation majeure : une instance d'appel permettra à un pays *« condamné »* de poser un recours. Le jugement devra alors être exécuté sans que les pays membres de l'OMC aient à se prononcer. Aucun pays ne pourra plus se faire justice lui-même en matière de rétorsions commerciales.

Bataille pour l'Unicef

Pour le poste de directeur général de l'Unicef, treize des quinze membres de l'Union européenne se sont prononcés pour l'ancienne ministre de la défense de Finlande, Mme Elizabeth Rehn. Les Etats-Unis avancent les candidatures de Mme Carol Bellamy, directeur du Peace Corp, et de Mme Catherine Bertini, qui préside la FAO, l'agence des Nations Unies chargée des questions alimentaires. Washington aurait l'intention de proposer le compromis suivant aux Européens : la FAO en échange de l'Unicef. Mais les Quinze insistent pour que le prochain directeur général de l'Unicef soit européen, car les trois directeurs généraux de l'Unicef depuis sa fondation ont été des Américains. La décision finale appartient au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui, selon son entourage, devrait se prononcer *« très prochainement »*.

La psychose sécuritaire envahit Moscou

Si les petits délits sont en baisse, la capitale russe connaît une hausse spectaculaire des assassinats commandités

MOSCOU
de notre correspondant

Un attentat « privé », et souvent meurtrier, à la bombe, à la grenade ou à la voiture piégée, dix à quinze assassinats par jour en moyenne à Moscou, près de deux cents policiers tués et quatre cents blessés en 1994 dans toute la Russie, trente-deux mille assassinats au total, dont trois de députés : cinq ans après la chute du communisme, Moscou, la capitale de toutes les Russies puis du prolétariat, est devenue celle du crime. Un conflit non déclaré a éclaté ; une guerre civile économique pour le partage des dépouilles de l'État, l'ex-propriétaire unique. Le gâteau est énorme : immeubles, entreprises, pétrole, or, diamants. Tous les coups sont bons ; un assassinat au colis piégé radioactif a même été recensé...

En octobre 1994, l'assassinat à la bombe, en pleine rédaction, d'un journaliste enquêtant sur la corruption dans l'armée avait bouleversé le pays. Le 1er mars, les Russes ont subi un nouveau choc : un autre journaliste, préparant une réforme de la télévision d'État, a été abattu par des tueurs à gages. Quelques jours plus tard, c'était au tour du président d'une association de *« biznesmeny »* de tomber sous des balles. Avec la fin du totalitarisme, la criminalité a explosé. Elle a plus que doublé entre 1988 et 1993, creusant le lit d'un nouvel autoritarisme, contribuant au succès de Vladimir Jirinovski. Car, dans l'esprit populaire, l'équation est simple : la démocratie, c'est le capitalisme, qui lui-même rime avec mafia.

Un simple coup d'oeil aux rues de la capitale témoigne que l'argent trop vite gagné coule à flots. Vitres fumées, d'énormes limousines, blindées de préférence, sillonnent les rues à grande vitesse au mépris de toutes les règles de circulation, parfois pleines de gardes du corps armés de fusils à pompe et munis de lunettes noires, sous les yeux indifférents des policiers occupés à racketter l'automobiliste de base pour arrondir leur maigre salaire.

LE MARCHÉ DE LA SÉCURITÉ

Au milieu de la misère, les magasins de luxe se multiplient. Les prix des appartements, des restaurants, des boîtes chic, atteignent des niveaux à faire pâlir l'Occident. Pourtant, même si Moscou est plus dangereuse qu'au temps de la répression totalitaire, elle l'est moins que New York, Washington ou Rio, pour peu que votre chemin ne croise pas de puissants intérêts.

Ainsi ceux qui décident de privatiser ou de vendre en viager un appartement bien placé connaissent un taux étrangement élevé de morts violentes ou de disparitions. Mais, autant que les crimes spectaculaires, c'est la petite délinquance qui traumatise une population peu habituée à l'insécurité. Le marché de la porte blindée est en plein boum, comme celui des alarmes d'appartements ou de voitures.

Que fait la police ? *« Elle travaille »*, répond le général Alexandre Nikolaevich Koulikov, vice-ministre de l'intérieur. Selon les chiffres officiels, la petite criminalité, stabilisée en 1994, serait même en baisse. Le nombre des crimes et délits commis en 1994, soit 2,6 millions, est en recul de 6 % par rapport à 1993. La délinquance dans les rues a chuté de 15,1 % ; les vols de 17 %, selon les chiffres officiels, souvent contradictoires et toujours controversés.

Boris Eltsine a pris des mesures, ordonnant à la milice d'écraser le crime organisé, autorisant notamment trente jours de garde à vue, des perquisitions sans mandat, la vérification des comptes bancaires. Pour la police, les résultats sont là : le nombre de détenus (près d'un million) a augmenté de 65 000 ; le taux de résolution des affaires de 9 %. Mais le ministère de l'intérieur se plaint encore de son pauvre budget. Ainsi, officiellement, un policier touche en moyenne moins de 500 F par mois tandis que ses collègues des milices privées, issus de la police à 80 %, sont souvent payés plus du double.

Le tableau pourtant s'assombrit. Comme le mentionne le bilan annuel du ministère de l'intérieur, la baisse globale de la criminalité *« se double d'une augmentation de la gravité des crimes et de leur professionnalisme, de leur agressivité »*. En 1994, le nombre de crimes graves a ainsi augmenté de près de 1 % par rapport à l'année précédente, les crimes économiques de 12,5 % ; les règlements de comptes entre bandes rivales ont fait 157 morts et 104 blessés, le nombre de prises d'otages a été multiplié par 3,5, les meurtres prémédités ont augmenté de plus de 10 %, le volume d'armes volées de 36 %. Les crimes liés à la drogue accusent une hausse de 40 %. Les assassinats commandités ne sont pas une catégorie officielle mais seraient en très forte hausse.

BATAILLE RANGÉE

« En s'organisant, les criminels deviennent plus agressifs, ils commencent à se battre avec la milice », souligne le général Koulikov. Des batailles rangées opposent, en pleine ville, la police, sous-équipée, à des malfaiteurs disposant de puissantes voitures, de téléphones cellulaires, de talkies-walkies, d'armes automatiques. *« Les petits requins sont devenus gros »*, résume une Moscovite. Mais *« Moscou n'est pas la Russie »*, affirme le responsable du ministère de l'intérieur, pour détourner l'attention vers le maire de Moscou, Iouri Loujkov, rival de Boris Eltsine, accusé de laisser se développer la criminalité dans la capitale.

Une autre raison du peu d'efficacité de la police est le développement de la corruption, répandue dans l'État et 80 % des sociétés privées. L'année dernière, les pots de vin ont officiellement augmenté de 10 %. La police est une des premières visées ; près de 9 000 policiers ont été renvoyés en 1994, dont 3 000 pour *« crimes et délits »*. Plus inquiétante encore est l'absence d'État de droit. *« Aucun homme d'affaires ne peut gagner de l'argent en respectant la loi »*, admet un « nouveau Russe », c'est-à-dire un nouveau riche. L'exemple vient de haut : l'oukaze du président Eltsine sur la lutte contre la criminalité est généralement jugé inconstitutionnel.

Jean-Baptiste Naudet

L'armée turque continue de pourchasser les rebelles kurdes en Irak

Déterminé à « supprimer les terroristes », le gouvernement d'Ankara, qui poursuit son opération militaire aéroterrestre, envisage de créer une « bande de sécurité » à la frontière

Alors que Bagdad observait encore le silence, *mercredi 22 mars*, à propos de l'intervention de l'armée turque sur son territoire, la Russie et l'Iran se sont bornés à rappeler le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak. Seule l'Union européenne a dénoncé l'action des troupes turques. Au deuxième jour de son offensive contre les rebelles turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'armée d'Ankara a perdu huit soldats, affirmant que deux cents rebelles avaient été tués. Mais seuls vingt-quatre corps ont été retrouvés. Les dirigeants turcs affirment qu'il n'y aurait pas de victimes « civiles ». Selon le ministre de la défense, le gouvernement d'Ankara est déterminé à créer une « bande de sécurité » à la frontière entre le Kurdistan d'Irak et la Turquie où se trouveraient entre 2 400 et 2 800 combattants Kurdes. Les organisations de défense des droits de l'homme, ainsi que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), s'inquiètent, pour leur part, du sort qui sera réservé aux prisonniers.

L'ARMÉE turque a continué de progresser, mardi 21 mars, dans le Kurdistan irakien, où elle avait lancé la veille sa plus grande offensive contre les rebelles du PKK. Le Congrès national irakien, une coalition des forces d'opposition au régime de Bagdad dont les organes dirigeants se trouvent dans le Kurdistan d'Irak, a notamment affirmé que les chars turcs avaient tenté d'avancer dans le district de Charanich, dans l'extrême nord de l'Irak, mais qu'ils s'étaient heurtés à *« une forte résistance de la part du PKK »*.

Huit soldats turcs ont été tués au cours de l'opération. Le ministre de la défense, Mehmet Gölhan, a affirmé que deux cents militants kurdes avaient été tués. En fait, selon les autorités militaires, nous signale notre correspondante en Turquie, Nicole Pope, seuls vingt-quatre corps ont jusqu'ici été retrouvés. Les F-16 de l'armée de l'air ont, pour la deuxième journée consécutive, lancé des raids aériens contre le camp de Bote, situé près de la frontière iranienne, à plus de 100 kilomètres de la Turquie. Selon le commandant de l'opération, le camp a été totalement détruit.

PROTESTATION EUROPÉENNE

Selon M. Gölhan, l'opération aéroterrestre a été lancée dans quatre zones du nord de l'Irak, où se trouveraient entre deux mille quatre cents et deux mille huit cents combattants du PKK répartis dans huit camps. L'armée turque continuera son opération *« jusqu'à ce que toute organisation terroriste dans le nord de l'Irak soit supprimée et qu'une bande de sécurité soit instaurée »*, a déclaré M. Gölhan, sans préciser ce qu'il entendait par *« bande de sécurité »*, alors qu'il a affirmé que son pays était attaché au respect de l'intégrité territoriale de l'Irak.

L'intervention turque a entraîné la suspension des vols de surveillance aérienne de l'opération « Provide comfort », censée assurer la protection des Kurdes irakiens contre le régime de Bagdad. Le porte-parole du département d'Etat américain, David Johnson, n'a pas exclu que les vols reprennent mercredi, se disant convaincu que *« les Turcs feront tout ce qui est en leur pouvoir pour accélérer la reprise de ces vols comme ils l'avaient fait lors des incursions précédentes dans le nord de l'Irak. »*

De son côté, un porte-parole du Pentagone a affirmé que le président Bill Clinton souhaitait que les vols – assurés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France – *« reprennent le plus vite possible »*. Dennis Boxx a aussi fait remarquer que les Kurdes pourchassés par l'armée turque *« ne sont pas les mêmes gens »* que « Provide comfort » est censée protéger. Ils sont *« certainement considérés par la Turquie et la majeure partie du monde comme des organisations terroristes »*, a ajouté M. Boxx. L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty international a lancé mardi un appel aux autorités turques afin qu'elles garantissent la sécurité des kurdes faits prisonniers, dans la mesure où *« le gouvernement turc bafoue les droits de l'homme sur son propre territoire »*. De son côté, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui avait reçu des informations selon lesquelles des réfugiés kurdes turcs avaient été arrêtés, a demandé à la Turquie de *« prendre grand soin de distinguer clairement entre les réfugiés civils et les activistes armés »*. Le ministère des affaires étrangères turc a catégoriquement démenti que des civils aient été rapatriés.

La Russie a demandé mardi le retrait des troupes turques, *« une fois leur tâche achevée »*. Le président iranien s'est borné à réaffirmer *« l'importance que l'Iran attache à l'intégrité territoriale de l'Irak »*, lequel observait encore mercredi un silence d'autant plus remarqué que Bagdad avait condamné les incursions précédentes de l'armée turque.

Seule l'Union européenne, par la voix du ministre des affaires étrangères français, Alain Juppé, a critiqué l'opération et demandé le retrait des forces turques. – *(AFP, Reuter.)*

Alain Juppé dénonce l'intervention

***« La Turquie en tant que membre du Conseil de l'Europe, en tant que partenaire de l'Union européenne, en tant que membre de l'OTAN, est obligée de respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit, des droits de la défense, etc. »*, a déclaré Alain Juppé, lors d'une conférence de presse à l'issue de la conférence sur la stabilité en Europe. *« L'Union européenne est attachée au principe de l'intégrité territoriale et du respect de la souveraineté des Etats. Ce principe est valable pour tout le monde, y compris pour la pénétration des troupes kurdes en Irak »*, a ajouté le ministre, qui a néanmoins qualifié le PKK d'organisation terroriste.**

Nouvel An et printemps sans joie à Téhéran

La crise économique et le mécontentement s'aggravent en Iran

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

Il est vrai qu'au moment du Nouvel An, le 21 mars, jour du printemps, l'impatience est devenue habituelle en Iran. On achète des cadeaux, on n'a pas d'argent. Les enfants font crépiter des pétards, jouent à cache-cache avec les *pasdarans* (gardiens de la révolution), impuissants. Les magasins regorgent de poissons rouges dans des aquariums, indispensables à la fête tout comme les graines de blé qui ont germé sous un torchon – on en nouera les jeunes tiges en prononçant un vœu avant de les jeter à la rivière. Le jour du printemps est une fête laïque et millénaire.

Il est vrai qu'à Téhéran on a l'habitude de râler dans les taxis et dans les rues. On se plaint, on en rajoute, pour un peu, tout le monde serait corrompu. Un vieil homme raconte, la voix encore émue, qu'il faisait la queue pour acheter de l'huile dans une coopérative d'Etat lorsqu'une femme devant lui se fit arracher son sac par un passant. *« Un seul homme est venu la défendre et il a reçu un coup de couteau en plein cœur, il était jeune... »*. Le passager d'un autre taxi s'insurge contre la pénurie de beurre entretenue, selon lui, par des familles qui viennent, frères et sœurs, cousins alliés, acheter des portions au prix subventionné et les revendent dans la rue deux fois plus cher, par *« camions entiers »*. Un chauffeur, ancien footballeur de l'équipe nationale, voit des prostituées partout : *« On dirait des étudiantes avec leur tchador et leur cartable, détrompez-vous, leurs maris finissent par accepter. Quand il s'agit de manger... ,* dit-il en chantonnant. *Les mollahs sont les nouveaux chahs. »*

Téhéran, en matière de criminalité, reste une des villes les plus sûres du monde. Personne n'est pour le moment prêt à renverser les mollahs. La prostitution a peut-être augmenté (à en croire les Téhéranis et en l'absence de chiffres officiels). Mais comme le suggère Ali, un fonctionnaire qui ne craint pas la subtilité et le paradoxe de la langue de bois : *« Les gens sont optimistes mais ils sont terriblement anxieux... »*

L'angoisse. Après l'euphorie de l'après-guerre, le boom des importations en 1990 et le retour d'une consommation un peu « flambeuse », pour reprendre le mot d'un expert occidental, l'Iran connaît sans doute l'une des passes les plus difficiles depuis l'avènement du régime islamique : une dette extérieure de 36 milliards de dollars ; une inflation qui est passé de 50 % à 100 % ces derniers mois ; le rial, monnaie officielle, perdant en un an deux tiers de sa valeur face à l'or ; une banque centrale à court de trésorerie ; un pouvoir politique morcelé, discrédité dans sa capacité à gérer le pays et préservant une apparence d'unité en ménageant ses diverses sensibilités, au point que le quotidien *Iran News* estime qu'*« il devient urgent de décider si l'Iran suit les règles d'une économie de marché, d'une économie administrée ou d'une économie mixte »*.



A la spéculation des grands commerçants s'ajoute une corruption qui touche tous les rouages de la société. Avec des nuances entre le backchich qui permet au petit fonctionnaire de survivre et celle, beaucoup plus imposante, des proches du pouvoir qui ont bénéficié des premières privatisations ou se sont singulièrement épanouis dans l'import-export grâce à des dollars achetés... à des taux subventionnés par l'Etat.

> « On a le sentiment qu'il va se passer quelque chose, mais quoi ? Les gens sont fatigués de cette vie »

Dans la déroute, *« l'Iran est comme l'équipe de France cette année. Il y a de bons joueurs mais chacun joue dans son coin. On a envie de ne rien faire ensemble »*, commente un commerçant du bazar, milieu traditionnellement fidèle au régime et aujourd'hui accusé par celui-ci de s'enrichir par la spéculation. Pour Mohamad Atrianfar, le directeur du quotidien *Am Chari*, pourtant proche du pouvoir, le pays ressemble à une histoire que l'on se raconte à Téhéran : un travailleur creuse un trou dans la rue, immédiatement suivi d'un autre ouvrier qui rebouche le trou du premier. Quand on lui demande pourquoi il fait cela, il répond : *« Hier, il y avait un collègue qui mettait le tuyau de canalisation dans le trou, mais, aujourd'hui, il n'est pas venu. »*

Le tour de vis donné par les autorités à l'occasion du nouveau plan quinquennal (de 1995 à l'an 2000) prévoit, outre une réduction drastique et contrôlée des importations de 28 milliards à 10 milliards de dollars par an, des hausses des services, le maintien voire l'augmentation des subventions aux produits alimentaires de première nécessité, le report des privatisations ainsi que celui de la mise en place d'un taux de change unique flottant. Il laisse les experts occidentaux sceptiques tant il apparaît que les intentions de moderniser l'économie et de restaurer la signature de l'Iran à l'étranger s'accommodent mal du maintien d'un dirigisme populiste et *« archaïque »*. *« On ne peut faire évoluer une utopie sans renier certains de ses principes. Il y aura donc à un moment une cassure, un changement de nature »*, se hasarde l'un d'eux.

Pour le moment, *« ce n'est pas l'anarchie, c'est la folie, plus rien n'est maîtrisé »*, dit un spécialiste de l'immobilier qui préfère se taire sur les innombrables « taxes » officieuses dont il doit s'affranchir pour mener à bien ses projets. *« Tout est fait pour décourager l'investissement productif*, dit un ancien chef d'entreprise reconverti dans le commerce. *Il n'y a aucune sécurité. Les réglementations sont pointilleuses et changent en permanence, on a affaire à plusieurs administrations concurrentes et personne n'est à l'abri d'une expropriation. »* L'agriculture, qui, elle, avait fait des progrès considérables, est victime de la même crise du management. *« Il n'y a pas de véritable organisation. Les paysans sont très dépendants des distributeurs, une mafia de camionneurs qui font la loi, fixent leurs prix. Certains préfèrent laisser pourrir leur production sur place plutôt que de vendre à perte »*, explique un observateur iranien.

« Nous sommes obligés de faire deux métiers dans la journée », raconte un employé qui fait le taxi l'après-midi. *« Nous vivons sur nos réserves*, dit une femme de chirurgien. *Chaque jour, c'est l'obsession, il faut placer l'argent en achetant quelque chose sinon ça ne vaut plus rien. »* Une femme, dans un magasin, dit simplement que *« ça ne peut plus durer »*. *« On a le sentiment qu'il va se passer quelque chose, mais quoi ? Les gens sont fatigués de cette vie ; en même temps ils ne veulent pas d'une deuxième révolution, d'une deuxième guerre... »*, observe un cadre d'une entreprise privée. *« Le régime est-il capable de se réformer de l'intérieur sans s'effondrer ? »*, s'interroge un intellectuel de l'opposition. *« Ni l'armée, qui semble divisée, ni les pasdarans, qui sont des « établis » et n'attirent plus aucun jeune, n'ont les moyens d'une répression aujourd'hui*, assure-t-il. *A force de se dire que c'est le commencement de la fin, même si politiquement il n'y a aucune alternative crédible, il est en train de se passer quelque chose. »*

Un autre intellectuel, plus jeune, est sceptique sur la capacité de ses aînés, notamment du Front national (ralliant les nationalistes et les libéraux), à constituer une force importante : *« Ils sont rouillés dans des jeux politiques qui datent de la révolution et sont isolés du reste de la population. »* Pour lui, les ferments de l'opposition sont peut-être dans les files d'attente des jeunes des quartiers populaires pour assister à une séance « sauvage » du feuilleton américain *Alerte à Malibu*, capté par antenne satellite... interdite par le régime. Ces mêmes quartiers qui autrefois avaient fait la révolution.

Dominique Le Guilledoux

Israël renforce ses mesures de sécurité après l'échec d'un attentat suicide

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Un nouvel attentat suicide – qui aurait été le cinquième en moins d'un an – a été évité de justesse, lundi 20 mars, à Beersheva, dans le sud d'Israël. C'est presque par hasard que deux policiers, qui suspectaient plutôt un trafic de drogue, sont tombés sur une centaine de kilos d'explosifs, prêts à l'amorçage, dans un camion palestinien. Au volant, un homme de quarante-quatre ans ; à l'arrière, caché par des caisses, un jeune de vingt-deux ans.

Selon la police, qui a arrêté les deux hommes, c'est ce dernier, un militant du Mouvement de la résistance islamique Hamas, nommé Issam Farhat Rabah, qui devait conduire mardi matin le véhicule au centre de Beersheva et le faire exploser. La ville, capitale du Néguev (140 000 habitants), a eu une immense peur rétrospective et des critiques contre l'armée se sont fait entendre.

Immatriculé à Gaza, le camion piégé avait passé le matin même, sans encombre, les contrôles militaires d'Erez, point de passage entre l'enclave autonome et Israël. Apparemment muni des autorisations de sortie nécessaires, le véhicule n'avait pas été fouillé. *« Grave échec des services de renseignements et des dispositifs de sécurité »*, commente la presse locale.

Mettant en cause les méthodes de Tsahal – *« pourquoi des réservistes sans qualification particulière sont-ils chargés de la sécurité à des points aussi sensibles ? »* –, le ministre de la police, Moshe Shahal, a proposé de remplacer les soldats par des spécialistes de ses services. Le premier ministre, Itzhak Rabin, qui commençait tout juste à lever progressivement le bouclage imposé aux territoires autonomes et occupés, depuis le dernier attentat suicide du 22 janvier, a décidé d'interdire de circulation en Israël tous les véhicules de Gaza.

Plus grave, le chef de l'exécutif a annulé la réunion interministérielle qui devait se tenir, mercredi 22 mars, pour étudier la libération d'une partie des six mille palestiniens détenus en Israël. Yasser Arafat, à qui, il y a deux semaines, le chef de la diplomatie, Shimon Pérès, avait promis la réunion de cette commission, a vigoureusement protesté. Dans une réunion publique de plusieurs milliers de personnes, le chef de l'Autorité autonome a néanmoins condamné avec véhémence cette nouvelle tentative d'attaque à partir de Gaza.

Patrice Claude

Bruits de guerre dans la capitale du Burundi

BUJUMBURA
de notre envoyé spécial

Pour la deuxième nuit consécutive, Bujumbura a résonné de bruits de guerre. Du crépuscule à l'aube, explosions de grenades, coups de feu, rafales d'armes automatiques se sont succédé dans le quartier de Bwiza, près du centre-ville, en dépit d'une forte présence militaire appuyée de véhicules blindés... Les affrontements de Bwiza ne sont que les derniers événements d'un cycle d'agressions et de représailles commises par les extrémistes hutus et tutsis et provoquées par l'assassinat du ministre hutu de l'énergie et des mines, le 11 mars. Deux jours plus tard, un colonel tutsi avait été enlevé ; une source policière assurait à la presse étrangère que son cadavre avait été retrouvé crucifié et éviscéré. Mais cette version a été démentie de différentes sources, même au sein de l'opposition.

La spirale de violences s'est accélérée après l'attaque, dimanche 19 mars, à la tombée de la nuit, d'un convoi de plusieurs voitures civiles, qui a coûté la vie à trois étrangers et deux Burundais. Le lendemain, des bandes de jeunes miliciens tutsis s'en sont pris aux vendeurs hutus du marché central. Quatre personnes au moins ont été tuées. Pris de panique, de nombreux habitants ont alors quitté le centre-ville pour rentrer chez eux. Enfin, ces dernières nuits, les fusillades de Bwiza auraient fait une douzaine de morts, un chiffre sans doute loin de refléter la réalité. Plusieurs témoins affirment avoir vu des familles entières de Hutus, baluchon sur la tête, commencer à quitter ce quartier, un des seuls qui avaient échappé jusque-là à ce qu'on appelle ici la « balkanisation » de Bujumbura.

Depuis plus d'un an, la plupart des quartiers de la capitale ont été « purifiés ethniquement ». Aujourd'hui, dit-on dans les milieux hutus, c'est au tour de Bwiza. Mais, du côté de l'opposition, on affirme qu'il s'agit de représailles après l'assassinat de quatre civils tutsis, lundi soir, dans un bar de Bwiza.

L'attentat de dimanche soir contre un convoi ramenant des expatriés à Bujumbura suscite aussi beaucoup de controverses. Des rescapés ont affirmé que les étrangers ont bien été visés. *« La première rafale n'a fait qu'un blessé*, a raconté un survivant interrogé par Radio-France international. *Les autres passagers se sont levés en criant qu'ils étaient des Muzungus* [des Blancs, en swahili], *mais ils ont été tués à bout portant. »* D'autres sources, on continue d'affirmer que les Blancs n'étaient pas la cible des agresseurs...

Jean Hélène



هكذا من الاصل

La police japonaise a investi plusieurs locaux d'une secte suspecte

Aum Shinri-kyo pourrait être liée à l'attentat au gaz du métro de Tokyo

Investissant les locaux d'un groupe religieux tenu en suspicion par de nombreux Japonais, les forces de l'ordre nippones y ont découvert non seulement une cinquantaine de personnes dénutries, dont une dans la coma, mais aussi des produits chimiques. Des présomptions existent que la secte Aum Shinri-kyo puisse ainsi être mêlée à l'attentat au gaz qui a fait 10 morts et a intoxiqué 5 000 personnes dans le métro de Tokyo.

TOKYO
de notre correspondant

A l'aube du mercredi 22 mars, deux mille cinq cents policiers accompagnés de membres des brigades anti-émeutes casqués et portant des boucliers ont investi les locaux de la secte Aum Shinri-kyo, à Tokyo et dans les environs du mont Fuji, au sud-ouest de la capitale. Une cinquantaine de fidèles, présentant des signes de dénutrition ont été hospitalisés, dont une personne dans le coma. La police aurait découvert dans ces locaux un certain nombre de produits chimiques.

Le mandat de perquisition a été délivré dans le cadre d'une enquête sur l'enlèvement, le 28 février, du secrétaire général d'une étude de notaire de Tokyo. Bien que la police se refuse à établir un lien entre cette affaire et l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo, il semble qu'elle ait de sérieuses présomptions que la secte soit mêlée à cette agression, dont le bilan s'établit désormais à dix morts, tandis que le nombre des personnes intoxiquées est passé à cinq mille.

Le secrétaire général de l'étude de notaire, Kiyoshi Kariya, avait été enlevé en plein jour par quatre jeunes, qui l'ont contraint à monter dans une Estafette. La police a découvert que le véhicule avait été loué par un cadre de la secte, dont les empreintes ont été relevées sur les formulaires de location du véhicule. M. Kariya était en lutte avec Aum Shinri-kyo : sa soeur, fidèle de la secte, voulait faire don à cette dernière du droit de propriété du terrain sur lequel se trouve l'étude de notaire. Elle lui avait déjà donné une forte somme provenant d'un héritage. Apparemment, son frère l'avait convaincue de quitter la secte et l'avait placée en lieu sûr. Depuis il était harcelé par les membres du groupe. La veille de son enlèvement, M. Kariya avait dit à des voisins qu'il se sentait menacé.

Des équipes munies de masques et de canaris en cage (permettant de détecter la présence d'émanations) ont participé aux perquisitions et ont découvert des substances qui ont pu être utilisées dans l'attentat. Des caisses de documents ont d'autre part été saisies. La veille, des membres de Aum Shinri-kyo avaient déménagé, dans deux camions, des kilos de dossiers du siège de la secte, dans le quartier de Kameido à Tokyo. Mardi 21 mars, au cours d'une conférence de presse, l'avocat de Aum Shinri-kyo a déclaré que non seulement celle-ci n'avait rien à voir dans l'attentat mais qu'elle était victime d'une répression de ses activités.

RÉSISTANCE

L'intervention de la police a donné lieu à des échauffourées avec les membres de la secte, notamment à son siège à Kameido, où la police a dû découper à la scie à métaux une porte blindée pour pénétrer dans le local. Les forces de l'ordre ont également rencontré une résistance au centre de la secte situé à proximité du village de Kamikuichiki, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tokyo, où l'enquête a été le plus systématique.

S'étendant sur une dizaine d'hectares en pleine campagne, ce siège comporte dix-sept bâtiments, qui font plutôt penser à des hangars d'usine qu'à des édifices religieux. Le plus grand abrite une salle d'exercice à la méditation et une chapelle. Au moment de l'intervention de la police, neuf cents membres de la secte s'y étaient barricadés. La cinquantaine de fidèles en état de dénutrition qui se trouvaient dans la chapelle étaient gardés par quatre membres du groupe, qui ont été arrêtés.

En juillet 1994, les villageois de Kamikuichiki s'étaient plaints des odeurs de gaz provenant des bâtiments de la secte. Par la suite, la police identifia sur le sol des traces de produits chimiques proches du sarin. Aum Shinri-kyo déclara alors que ces gaz avaient été répandus par ses ennemis. Des voisins du local de la secte à Kameido avaient également senti des émanations de gaz en juillet 1993.

La police est aussi intervenue dans un autre local de la secte situé dans la région de Fujinomiya, proche du mont Fuji, ainsi qu'au « siège » de celle-ci dans le quartier résidentiel d'Aoyama à Tokyo. Au bas de l'immeuble, dont elle occupe deux étages, se trouve un magasin d'ordinateurs dont est propriétaire son gourou, Shoko Asahara. Une vingtaine de fidèles ont été évacués par la force.

Philippe Pons

L'archipel compte près de 200 000 « religions nouvellement surgies »

TOKYO
de notre correspondant

Aum Shinri-kyo (« la religion de la vérité ») fait partie de ces sectes qui pullulent au Japon. Le phénomène des *« religions nouvellement surgies »* n'est pas nouveau. Il a connu plusieurs vagues. Après celle de l'après-guerre, on a noté une recrudescence depuis le début des années 80. Ces nouvelles sectes puisent souvent dans l'héritage des *pratiques magico-religieuses*, chamanisme et autres.

Aum Shinri-kyo a été enregistrée en 1989. Elle compterait dix mille membres. Elle a pour chef un « gourou » barbu, le visage encadré de longs cheveux, âgé d'une quarantaine d'année, Shoko Asahara. Presque aveugle, il aurait été initié aux pratiques ascétiques dans l'Himalaya. Il se veut un incarnation de la libération suprême et affirme qu'il a la faculté de lévitation. Se réclamant du bouddhisme originel et prônant des pratiques ésotériques tibétaines, la secte vénère la divinité indienne Shiba.

Selon Jean-Pierre Berthon, chercheur au CNRS et représentant de l'Ecole française d'Extrême-Orient à Tokyo, l'« enseignement » de Shoko Asahara promet la libération de la maladie, le salut dans le monde présent et la *« libération bouddhique »* (nirvana): *« Afin d'y parvenir, les adeptes doivent quitter leur famille et «entrer en religion» comme le veut le bouddhisme originel.. »* Les membres de la sectes subissent des rites d'initiation rigoureux. Ils doivent méditer les oeuvres du gourou dans un isolement prolongé, et pratiquent le yoga. Ils se livrent à des rites tels que l'absorption d'eau ensuite vomie pour *« purifier le corps »*. Le dogme a une dimension apocalyptique : la fin prochaine du monde. Une guerre nucléaire a été prédite par le gourou pour 1999 dans une publication parue en B.D. et intitulée *Le Jour où tout disparaîtra*. *« Cette prédiction situe la secte dans un courant millénariste, tendance spécifique des nouvelles religions au Japon »*, précise Jean-Pierre Berthon.

Shoko Asahara a dit et répété qu'il était l'objet d'attaques par les gaz et que la secte devait donc en posséder pour se défendre. Elle se serait procuré des documents sur les armes chimiques d'origine américaine et soviétique. Aum Shinri-kyo est présente non seulement au Japon, mais aussi à l'étranger, notamment à Moscou.

Comme beaucoup de ses homologues, mais sans doute encore plus que les autres sectes, Aum Shinri-kyo est au centre de controverses. Il s'est formé une Association des parents des enfants victimes de la secte, qui a pour objet de lutter contre le prosélytisme coercitif et l'obligation faite à ses membres de rompre avec leur famille. L'avocat de cette association et toute sa famille ont disparu en 1989. Selon un professeur de l'université de Tsukuba, on dénombre au Japon 185 000 organisations religieuses reconnues. Susumu Oda explique que l'apparition de nouvelles sectes correspond à des périodes de rupture avec l'ordre antérieur. Ainsi une première vague s'était manifestée dans la seconde moitié du XIXe siècle, après la restauration de Meiji (1868). La seconde vague a été enregistrée après la défaite de 1945 : c'est alors que se développèrent les grandes sectes actuelles, Soka Gakkai, Reiyukai, PL kyodan. Une troisième vague correspond à la prospérité contemporaine.

Mais alors que les adhérents des vagues précédentes venaient de franges marginalisées de population, les fidèles actuels sont surtout des jeunes cherchant à remédier à leur stress, souvent fascinés par les forces surnaturelles (la popularité des devins et des ouvrages sur l'occultisme est une autre expression de cette quête). La secte tend à devenir un espace culturel se développant sous forme de réseau, et surtout parmi une population urbaine. Susumu Oda voit dans ces cultes une sorte de substitut à la drogue d'autres sociétés. Certaines de ces sectes abusent de la crédulité publique pour devenir des entreprises d'extorsion.

Ph. P.

La justice argentine exige la liste des victimes de la dictature

BUENOS AIRES
de notre correspondante

Pour la première fois depuis que s'est terminée, en 1983, une dictature militaire de sept années, la justice argentine a exigé du gouvernement qu'il fournisse les listes des personnes disparues pendant la dictature militaire, de 1976 à 1983. *« Ces listes n'ont jamais existé »*, a répondu, mardi 21 mars, le ministre argentin de l'intérieur Carlos Corach.

La requête du tribunal fédéral de Buenos Aires fait suite à une demande de l'avocat de la famille d'une religieuse française, Alice Domont, qui, en 1977, fut enlevée et torturée dans les bâtiments de l'École mécanique de la marine (ESMA), considérée comme un des principaux centres de détention de la capitale. Une autre religieuse française, Léonie Duquet, avait disparu dans les mêmes conditions. Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, avait déclaré, de passage à Buenos Aires, en octobre dernier, que *« la France n'oubliait pas »* ces crimes.

Début mars, Adolfo Scilingo, un ancien officier, avait confessé que la marine avait tué près de deux mille prisonniers politiques, en les jetant, vivants, à la mer (*Le Monde* du 7 mars). Aujourd'hui, un autre officier de l'armée de terre, le capitaine (à la retraite) Hector Vergez, demande que soit publiée, outre la liste des victimes de la répression, celle des militaires qui ont été tués par la guérilla pendant la *« guerre sale »*. Vergez est responsable de nombreuses opérations de répression menées au début de la dictature dans le nord du pays et fut le chef du centre de détention La Perla à Cordoba, où ont été torturés et tués de nombreux prisonniers politiques. Selon lui, la liste des victimes, si elle n'existe pas, peut être aisément reconstituée : il affirme se souvenir lui-même de beaucoup de noms.

« CHANGER L'HISTOIRE »

Les associations de défense des droits de l'homme, et notamment les « Mères de la place de Mai », qui estiment à trente mille le nombre de morts et de disparus pendant la dictature, ont établi ces listes et ont réuni d'imposantes archives sur les victimes et leurs tortionnaires. Pendant le procès retentissant des militaires en 1985, d'anciennes victimes avaient apporté des témoignages très détaillés. Les militaires qui avaient été condamnés à de lourdes peines de prison pour violations des droits de l'homme avaient été remis en liberté, en vertu de deux lois approuvées par le gouvernement du radical Raul Alfonsin. Son successeur Carlos Menem avait gràcié en 1990 les anciens dirigeants militaires et le chef de la guérilla « Montonero », Mario Firmenich.

« Ce qui peut changer l'histoire et rétablir la paix entre les Argentins, c'est que les assassins soient en prison », nous a déclaré Hebe de Bonafini, présidente des « Mères de la place de Mai ».

Christine Legrand

L'ouverture économique brésilienne donne la priorité aux investissements

PEDRO MALAN, ministre brésilien des finances, en visite à Paris, a confirmé mardi 21 mars la politique prudente d'ouverture économique de son pays en matière d'investissements et de commerce. Le Brésil a signé avec la France un accord de protection des investissements. D'une durée de dix ans au minimum, celui-ci accorde aux investisseurs étrangers le même traitement qu'aux locaux, limite très strictement les possibilités d'expropriation, assure la liberté des transferts et prévoit le règlement par un arbitrage international de différends éventuels avec l'État hôte.

Pour faciliter la venue d'investisseurs étrangers, Brasilia leur accorde l'accès à de nouveaux secteurs : *« L'ouverture à la participation de la communauté internationale est irréversible »*, a déclaré M. Malan. Le gouvernement a déjà transmis au Congrès un projet permettant l'entrée d'étrangers dans le capital des entreprises minières, énergétiques, gazières, et des télécommunications. Le texte doit encore être approuvé par le Congrès. Mais, d'ores et déjà, les sociétés étrangères vont pouvoir prendre une part accrue dans le capital des banques privatisées par l'État fédéral ou par les États (le Minas Gerais et le Ceara ont déjà décidé de privatiser les leurs) et l'on envisage d'étendre cette possibilité à d'autres secteurs, comme les assurances.

D'autre part, le gouvernement brésilien met l'accent sur sa volonté de maintenir la stabilité économique, notamment en matière de prix et par un contrôle de la demande intérieure, et cela entre autres par la limitation du crédit, pour parvenir à une croissance *« sans surchauffe »*. Ainsi pèse-t-il soigneusement la hausse envisagée de 45 % du salaire minimum, qui répond au souci de justice sociale du président Federico Henrique Cardoso, mais augmenterait les charges de la sécurité sociale brésilienne et de nombreuses municipalités, notamment dans le Nord-Est, à l'heure où le gouvernement entend limiter strictement les dépenses du secteur public.

Sur le plan des échanges commerciaux, Brasilia reste prudent dans la libéralisation. L'abaissement progressif des barrières douanières a déjà commencé dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round et du Mercosur. Mais, pour éviter que continue le déficit des échanges commerciaux constaté depuis novembre, et dû en bonne partie à la croissance des importations d'automobiles, le gouvernement brésilien n'a pas hésité à rétablir les droits de 32 % sur celles-ci. M. Malan compte bien retrouver dans l'année l'excédent commercial enregistré en 1994. De même est-il favorable à la surtaxe de 3 points sur le tarif extérieur commun du Mercosur, pendant un an, qu'a proposée l'Argentine et qui est discutée avec les deux autres partenaires, l'Uruguay et le Paraguay.

Guy Herzlich

Les rebelles sierra-léonais ont libéré sept religieuses

LA RÉBELLION SIERRA-LÉONAISE a relâché, mardi 21 mars, *« saines et sauves »*, les sept religieuses qu'elle détenait depuis le 25 janvier, a confirmé une source catholique à Freetown. Les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) détiennent encore au moins neuf ressortissants étrangers (six Britanniques, un Allemand, un Suisse et un Austra-lo-Suisse) capturés dans le pays entre novembre 1994 et janvier. Les sept religieuses (six Italiennes et une Brésilienne) ont été remises en liberté dans une zone forestière au pied des Malal Hills, à une centaine de kilomètres à l'est de Freetown, *« sur une base purement humanitaire »* et *« sans qu'aucune rançon ait été versée aux ravisseurs »*, a-t-on déclaré de source catholique. Le gouvernement sierra-léonais n'a pas officiellement réagi à cette libération, mais, de sources militaires, on la considère cependant comme *« un signe positif témoignant d'une possible volonté des rebelles d'engager des pourparlers de paix avec le gouvernement »*. La libération des religieuses, capturées à Kambia (nord de Freetown) dans le centre de traitement de la poliomyélite où elles étaient en mission, intervient deux jours avant le quatrième anniversaire de l'entrée du RUF en rébellion armée. La guerre civile a fait quelque 10 000 victimes et a largement contribué à ruiner le pays. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ITALIE : le gouvernement a obtenu la confiance au Sénat**, mardi 21 mars, sur son projet de collectif budgétaire, qui se trouve ainsi définitivement approuvé, a annoncé le président du Sénat Carlo Scognamiglio. Le président du conseil Lamberto Dini avait posé la question de confiance sur son projet de collectif budgétaire de 20 800 milliards de lires (60 milliards de Francs environ) pour éviter que ce dernier ne soit amendé. Il avait été adopté par la Chambre des députés jeudi. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE : le premier ministre Mokdad Sifi a démenti**, mardi 21 mars, avoir indiqué au quotidien saoudien *Asharq Al-Awsat* que les principaux dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani et Ali Benhadj, avaient été remis en prison (*Le Monde* du 22 mars). Par ailleurs, le directeur de la société Média-TV, spécialisée dans la fabrication de programmes vidéo d'information, a été assassiné, mardi. Ancien journaliste du secteur public, Ali Boukerbache a été tué par balles, alors qu'il circulait en voiture dans la banlieue est d'Alger. – *(AFP.)*

■ **ALGÉRIE : des représentants de l'opposition devaient se retrouver, mercredi 22 mars, à Londres**, à l'Institut royal des affaires étrangères, afin d'*« expliquer la situation de l'Algérie à l'opinion publique britannique »*, a précisé l'ancien ministre des affaires étrangères, Abdelhamid Brahimi, qui patronne cette rencontre. Plusieurs des signataires de la plate-forme de Rome étaient attendus à Londres, à l'exception du FLN et du Front des forces socialistes. – *(AFP.)*

■ **RWANDA : vingt-deux personnes incarcérées à la suite du génocide** de l'an dernier ont péri étouffées dans une cellule, a rapporté la radio rwandaise. Le colonel Deogratias Dnibwami, chef de la gendarmerie, cité par la radio, a déclaré que les 22 victimes faisaient partie d'un groupe de 74 prisonniers enfermés jeudi dernier à Kigali dans une petite cellule de commissariat faite pour *« 5 à 10 personnes »*. Il a précisé que les gardiens responsables de cette situation avaient été arrêtés. – *(AFP, Reuter.)*

■ **TCHAD : Anthony Johnson, un Américain travaillant pour le Programme des Nations unies pour le développement** (PNUD), a été enlevé dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 mars par des inconnus, dans l'ouest du pays, a annoncé mardi le ministre de l'intérieur, Abderamane Izzo Miskine. Les ravisseurs, dont les traces se seraient *« évanouies vers la région du lac Tchad »*, n'ont pas revendiqué leur acte, a affirmé le ministre. Il a toutefois précisé que des contacts avaient été pris avec les autorités nigériennes à propos de cet enlèvement. – *(AFP.)*

■ **GHANA : le bilan officiel des affrontements interethniques** intervenus à la mi-mars dans le nord-est du pays fait toujours état de 38 morts. Mais, selon des informations recueillies près de Bimbila (370 km au nord d'Accra) par l'Agence France-Presse, le nombre des victimes s'élèverait au moins à 80. Un calme précaire règne dans cette région où les Konkombas, paysans animistes, revendiquent une part du pouvoir coutumier détenu par leurs rivaux Dagombas, Nanumbas et Gonjas. Une précédente flambée de violence avait fait 2 000 morts en février 1994. – *(AFP.)*

ASIE

■ **TIBET : les moines bouddhistes verront leur nombre limité** dans chaque temple, et ceux en surnombre seront expulsés, rapporte dans un article de première page le journal *Tibet Daily* daté du 10 mars, reçu le lundi 20 à Pékin. Le 10 mars était le 36e anniversaire de l'insurrection manquée des Tibétains contre la domination chinoise. La publication officielle donne la parole à un responsable local qui met en garde les habitants de la *« région autonome »* contre le Dalaï-Lama, traité d'*« instrument des forces occidentales hostiles »* et accusé de chercher à diviser la Chine. – *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **BAHREIN : l'Iran a déployé des armes chimiques, des missiles** terre-mer et 8 000 hommes sur des îles situées à l'entrée du Golfe, a déclaré, mercredi 22 mars, lors d'une conférence de presse à Manama, le secrétaire américain à la défense. Selon William Perry, ce renforcement du dispositif militaire iranien risque de menacer la circulation des pétroliers dans le Golfe et Téhéran pourrait tenter de contrôler le trafic maritime dans le détroit d'Ormouz. – *(Reuter.)*

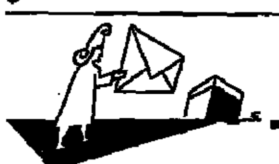
AMÉRIQUES

■ **MEXIQUE : l'assassin de Francisco Ruiz Massieu, ancien secrétaire général du parti au pouvoir**, et trois de ses complices ont été condamnés, mardi 21 mars, à cinquante ans de prison chacun. Daniel Aguilar Trevino, qui avait tiré le coup de feu mortel, Fernando Rodriguez, Jorge Rodriguez et Carlos Cantu se sont ainsi vu infliger la peine maximale. Raul Salinas, frère de l'ancien président du pays, a été accusé d'être l'instigateur du crime. Son procès n'a pas commencé. – *(Reuter.)*

■ **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : deux personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées** dans la capitale et ses environs, mardi 21 mars, où des manifestants ont saccagé des centres commerciaux pour protester contre l'augmentation du prix des transports et des denrées alimentaires. Les incidents avaient éclaté la veille à l'université. – *(AFP.)*

Démission du gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre

LE GOUVERNEUR ADJOINT de la Banque d'Angleterre, Rupert Pennant-Rea, a démissionné, mardi 21 mars, après des révélations de la presse sur ses aventures extra-conjugales. M. Pennant-Rea, 47 ans, était numéro deux de la Banque depuis 1993, après avoir été rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The Economist*. Le *Sunday Mirror* avait écrit dimanche qu'il *« avait fait l'amour sur le tapis dans une pièce attenant au bureau du gouverneur »* de la Banque, avec une journaliste irlandaise d'origine américaine. Selon le journal, la liaison a duré trois ans avant que M. Pennant-Rea y mette fin. Il a reconnu ces faits et regretté leur publication. – *(AFP.)*



POUVOIR GRIS Les onze millions de retraités, qui représentent désormais un quart du corps électoral et 30 % des votants, constituent un « pouvoir gris » qui pèse de plus en plus lourd dans le débat politique. Leurs associations, très actives en période électorale, exercent une forte pression sur les candidats. ● REVENDICATIONS. Elles se sont multipliées au fil des ans : augmentation du pouvoir d'achat, représentativité dans diverses institutions, amélioration de la prise en charge des personnes âgées dépendantes, élargissement du financement de la Sécurité sociale, revalorisation des pensions des veuves. ● INTENTIONS DE VOTE. Le corps électoral vieillit. Le phénomène s'amplifiera au début du siècle prochain. Les derniers sondages indiquent que les plus de 65 ans soutiennent plus largement les candidats de la majorité, même si leurs sympathies sont moins marquées à droite qu'autrefois.

Les retraités accentuent la pression sur les candidats à la présidentielle

Les plus de 60 ans représentent désormais 30 % des votants. Leurs associations, qui revendiquent 2,5 millions d'adhérents, se mobilisent, révélant un lobby de plus en plus actif

CE CONSEILLER de Jacques Barrot, vice-président du CDS, député de Haute-Loire, se souviendra longtemps de l'accueil que l'Union française des retraités (UFR) lui a réservé, il y a quelques semaines, à Lyon. Invité à débattre de leurs problèmes, il eut le mauvais goût de plaider pour la création de fonds de pension et de rappeler que de nombreuses personnes âgées ont des revenus supérieurs à ceux des actifs. L'imprudent ! La réunion tourna court, et Jacques Barrot reçut par la suite des dizaines de lettres indignées.

Les hommes politiques savent désormais combien les retraités peuvent aligner de « divisions » : 25 000 associations, 11 millions d'électeurs, 25 % du corps électoral et 30 % des votants *(lire ci-dessous)*. Au rythme actuel du vieillissement de la population, ils représenteront même 40 % des électeurs en 2040. Cette force, que l'Union confédérale des retraités CGT entend déployer jeudi 23 mars dans les rues de Paris, ils ont commencé à en prendre conscience il y a une quinzaine d'années, à une époque où l'amélioration continue des prestations commençait à porter ses fruits. A la traditionnelle image du pauvre s'est alors peu à peu substituée celle d'un citoyen aisé et même, à mesure que le chômage s'aggravait, d'un « nanti ».

« Ils l'ont ressenti comme une menace », note un conseiller de Simone Veil, ministre des affaires sociales. D'autant que cette aisance a justifié, pour les gouvernements, le patronat et les syndicats, qu'on les rappelle régulièrement à leur devoir de solidarité : baisse des remboursements pour les malades ayant une affection de longue durée (« plan Séguin ») en 1987, instauration de la contribution sociale généralisée (CSG) en 1991, réduction des majorations familiales dans le régime des cadres cette année. Des réformes que certains ont perçues comme autant d'entorses au *« contrat entre les générations »* qui fonde notre système de protection sociale.



CAHIERS DE DOLÉANCES

Depuis quelques semaines, des associations ont trouvé un nouveau sujet de mécontentement : la création d'un « carnet médical » pour les plus de soixante-dix ans souffrant d'au moins deux maladies, pourtant destiné à améliorer le suivi de ces malades et la qualité des soins. Dans une lettre adressée à Simone Veil, un responsable de la Fédération nationale des associations de retraités (FNAR) a vigoureusement dénoncé cette *« ségrégation »*, réclamant une extension de la réforme à d'autres catégories.

« A l'origine, nos associations avaient un caractère convivial ; elles sont désormais là pour nous défendre », résume un membre de la Confédération nationale des retraités (CNR), qui revendique cinq cent mille adhérents. Les cahiers de doléances – ouverts à l'Elysée, à Matignon et au ministère des affaires sociales – s'enrichissent chaque année : maintien du pouvoir d'achat, représentativité des retraités au Conseil économique et social (CES) et dans les caisses d'assurance-vieillesse, élargissement du financement de la Sécurité sociale aux revenus du capital, amélioration de la prise en charge des personnes âgées dépendantes, revalorisation des pensions de reversion des veuves *(lire ci-contre)*.

Ces doléances, le Bureau de liaison des organisations de retraités (Blor), qui affirme représenter deux millions de personnes, les reprend régulièrement dans un « manifeste » adressé aux candidats. Car, à chaque rendez-vous électoral, les associations repartent en campagne. Au palmarès de l'activisme, l'Union française des retraités (UFR) décroche la première place. *« Nous faisons pression dans toute la France et à tous les niveaux*, reconnaît Claude Lallet, vice-président chargé des médias. *Nous allons, bien sûr, rencontrer personnellement tous les candidats et nous organisons une journée nationale d'action le 6 avril. »* Et, pour être certaine qu'elle sera entendue, l'UFR ira déposer le « manifeste » du Blor dans les conseils généraux et les préfectures.

L'Union française des retraités dispose même d'une structure *« chargée de relever, dans toute la France, les déclarations des hommes politiques »*, poursuit M. Lallet. *« En 1990, nous avions transmis à toutes nos associations locales la liste des parlementaires ayant voté la CSG. »* Pour exercer des représailles politiques ? *« Nous sommes apolitiques, et nous ne donnons aucune consigne de vote »*, jurent toutes ces associations. C'est tout juste si l'on avoue, à l'UFR, avoir fait campagne contre Claude Evin, artisan de la CSG, lorsque l'ancien ministre des affaires sociales de Michel Rocard a cherché, en 1991, à reprendre son siège de député de la Loire-Atlantique. Apolitisme ne signifiant pas immobilisme, Guy de Clarens, président de la CNR, a prévenu dans son dernier bulletin que, *« pour les prochaines élections,* [les retraités] *élimineront ceux ou celles qui refusent leur représentation ou ne font rien pour la réaliser. Afin de les aider, les noms des personnes concernées leur seront communiqués en temps voulu »*.

Le pouvoir des onze millions de retraités réside pourtant moins dans leurs actions que dans la crainte qu'ils inspirent aux hommes politiques. Comment expliquer autrement qu'Edith Cresson, alors premier ministre, ne leur ait pas appliqué la hausse de la cotisation maladie en juillet 1991 alors qu'ils contribuent quatre fois moins que les actifs au financement du système de santé ? Ce n'est un secret pour personne que si Edouard Balladur a renoncé à créer une allocation dépendance, c'est qu'il jugeait politiquement difficile de leur réclamer une quote-part pour financer une prestation qu'ils sont pourtant les premiers à réclamer.

UNE BRÈCHE DANS L'INDEXATION

Pour autant, les candidats ne versent pas toujours dans la démagogie préélectorale. Ainsi, l'échéance présidentielle n'a pas empêché le premier ministre-candidat de se montrer rigoureux sur la revalorisation des pensions pour 1995. Est-ce pour se faire pardonner sa rigueur auprès d'un électorat qui lui est en partie acquis que M. Balladur a reconnu que les retraités devaient être mieux représentés *« au sein des organismes qui traitent de leurs problèmes spécifiques »* ? Le candidat socialiste, Lionel Jospin, est allé plus loin en proposant qu'ils puissent *« participer au partage des fruits de la croissance »*, ouvrant ainsi une brèche dans la règle de l'indexation des pensions sur les prix en vigueur depuis 1987.

Le mouvement des retraités ne se limite pas à la seule défense d'intérêts corporatistes. *« Il est très diversifié*, nuance Maurice Bonnet, vice-président du Comité national des retraités et personnes âgées. *Les plus conservatrices parmi les personnes âgées se contentent de dire :* "Nous avons des droits et nous devons les faire respecter." *Mais il y a aussi ceux qui pensent que si les actifs sont taillables et corvéables à merci, on ira vers des conflits de générations. »*

ÉVOLUTION DES MENTALITÉS

De fait, les mentalités ont évolué sous l'effet de la crise économique. *« Elle a eu des effets pédagogiques*, estime Jean-Yves Chamard, député (RPR) de la Vienne et spécialiste des questions de retraite et de dépendance. *Tous les retraités ont un chômeur dans leur famille. Les solidarités financières des personnes âgées vers les jeunes ont été un formidable amortisseur de la crise. »* Il n'est même pas rare que certains viennent en aide à la fois à leurs enfants en mal d'insertion sociale et à un père ou une mère dépendants. Encore mal évalués, ces flux financiers et ces services n'en sont pas moins considérables. Cela explique que nombre d'entre eux récusent leur image de « nantis ».

Que les hommes politiques se rassurent, le « pouvoir gris », même s'il intervient de plus en plus dans les débats électoraux, ne les menace pas encore. Comme aux Pays-Bas, du moins. Lors des élections législatives de mai 1994, deux mouvements de personnes âgées ont envoyé sept de leurs représentants au Parlement, devenant ainsi la cinquième formation politique du pays. Devant les écologistes ! *« On nous prend pour une bande de vieux cons, mais on ne pourra plus nous ignorer*, tempêtait alors le président d'un de ces mouvements. *Et nous sommes prêts à entrer dans le prochain gouvernement. »*

Jean-Michel Bezat

Les veuves civiles en campagne

ELLES SONT PARFOIS JEUNES mais plus souvent âgées, actives comme au foyer, avec ou sans enfant. Leurs intérêts sont parfois bien hétérogènes. Elles constituent pourtant un lobby déjà ancien : ce sont les veuves civiles.

Organisées en quatre-vingt-dix-huit associations départementales, elles sont regroupées au sein de la Fédération des associations de veuves chefs de famille (Favec). Fondée en 1949, affiliée à l'Union nationale des associations familiales (Unaf), parmi les mouvements familiaux *« à recrutement spécifique »*, la Favec a pour elle, si l'on ose dire, la démographie. Les statistiques sont inflexibles : les veuves sont, en France, plus de 3,250 millions – contre un peu plus de 600 000 veufs. La très grande majorité (quelque trois millions) a plus de 55 ans. Une bonne moitié avoue 74 ans ou plus. Un foyer sur quatre, résume la Favec, est un foyer de veuve.

Leur exemple démontre pourtant que le nombre n'est pas la force. Les veuves civiles ont beau s'être organisées dès 1946, elles ne sont pas toujours parvenues, loin s'en faut, à se faire entendre des pouvoirs publics.

« MANIFESTE »

Certes, après plusieurs années d'acharnement, elles ont fini par obtenir l'institution d'une assurance-veuvage. Mais, outre que ses conditions d'attribution sont drastiques, les fonds dégagés par le prélèvement de 0,1 % assis sur les salaires, destinés à la financer, sont aux trois quarts détournés de leur destination officielle pour alimenter d'autres régimes sociaux. Certes, le taux des pensions de réversion a été récemment porté de 52 % à 54 %. Mais, sans augmentation de la limite forfaitaire de son cumul avec un droit propre, cette mesure est restée sans effet pour la majorité des veuves.

Une fois encore, la Favec est donc entrée en campagne. En plaçant Edouard Balladur largement en tête des candidats, le début de la campagne électorale avait quelque peu déconcerté la fédération : *« Dans un tel contexte, on avait l'impression que nos demandes étaient superflues »*, se souvient sa présidente, Henriette Fabre. La nouvelle tournure prise par la compétition a redonné de l'espace à l'action de la Favec, qui a envoyé à chacun des candidats un *« manifeste »* faisant le points de ses revendications.

En outre, les veuves civiles ont pris la mesure des pouvoirs que la décentralisation a dévolus aux élus locaux. Elle entend bien profiter du calendrier électoral, qui place les élections municipales en juin, juste après la présidentielle, pour demander aux candidats la part qu'ils entendent prendre, le moment venu, dans la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Ses soixante et une mille adhérentes revendiquées, au 31 décembre 1993, sauront en tenir le meilleur compte les 11 et 18 juin.

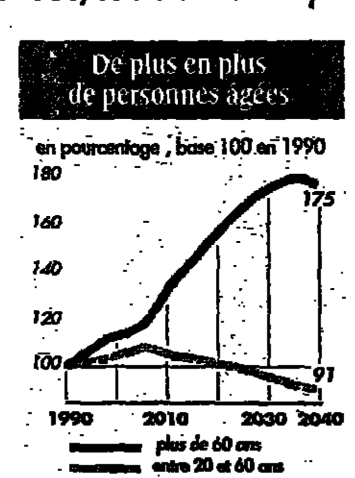
Cécile Chambraud

Le corps électoral vieillit

Depuis 1988, le nombre des plus de 65 ans a augmenté de 14,9 % alors que celui des 18-24 ans a diminué de 3,8 %

LA FRANCE et le corps électoral vieillissent. Pourtant, le nombre d'habitants ne cesse d'augmenter, indique l'Institut national d'études démographiques (INED) dans un bulletin rendu public mercredi 15 mars. Le cap des 58 millions d'habitants a été franchi au 1er janvier 1995 : la population de la France métropolitaine est précisément de 58 027 000 personnes. La barre des 57 millions avait été franchie en 1991, et celle des 56 millions en 1988. Mais cette progression est davantage due à un allongement de la durée de vie qu'à un nombre élevé de naissances. En conséquence, la population française vieillit.

Le corps électoral subit la même évolution. Son vieillissement est même plus important que le laissaient entendre les prévisions des démographes lors du dernier recensement de 1990. Aujourd'hui, les plus de 65 ans représentent 19,6 % de la population en âge de voter, soit près d'un électeur potentiel sur cinq. Leur proportion a augmenté de 1,5 % depuis la précédente élection présidentielle de 1988. Globalement, 15 % de l'ensemble de la population française a plus de 65 ans.



Les enfants du "baby boom" arriveront à l'âge de la retraite à partir de 2005-2010

Parallèlement, les jeunes sont moins nombreux. La tranche d'âge des 18-24 ans s'est réduite depuis l'élection de 1988, qui avait vu la victoire, pour la deuxième fois consécutive, de François Mitterrand. Les sept générations qui ont accédé à la majorité depuis cette date sont aujourd'hui 5,8 millions, soit 13,1 % de la population majeure. Ils étaient 6 millions en 1988 et représentaient alors 14,4 % du corps électoral. Globalement les effectifs des 18-24 ans ont diminué en sept ans de 3,8 %, alors que ceux des plus de 65 ans ont augmenté de 14,9 %. Et l'INED de conclure : *« Le paradoxe veut que ce soit un corps électoral où le poids des personnes âgées s'est sensiblement accru qui débatte de difficultés qui assaillent plutôt les jeunes générations. »*

Ces chiffres sont à manier avec prudence, rappelle l'INED. En effet, la population française en âge de voter n'est pas équivalente au corps électoral, puisque n'y figurent pas les départements et territoires d'outre-mer et qu'à l'inverse y sont comptabilisés les résidents étrangers. Mais l'écart est infime : *« Au recensement de 1990*, indiquent les experts, *l'écart entre la population de nationalité française et l'ensemble de la population était, pour les personnes de plus de 65 ans, de 0,4 %. »*

Cette évolution de la population est la résultante d'un triple phénomène. Tout d'abord, le nombre de naissances est resté à peu près stable. Il y a eu 708 000 naissances en 1994, contre 711 500 en 1993. La fécondité est restée à 1,65 enfant par femme, un palier sensiblement plus bas que celui observé pendant seize années, de 1976 à 1991 – 1,8 enfant par femme. L'âge moyen de la maternité a reculé de deux mois par an depuis 1983 (*Le Monde* du 9 février). Le nombre d'enfants par femme reste, toutefois, bien supérieur en France aux résultats enregistrés dans beaucoup de pays d'Europe.

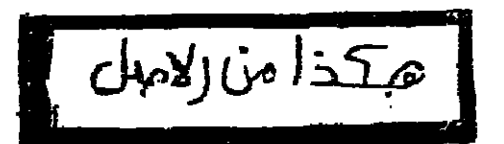
Paradoxe : c'est un électorat vieillissant qui devra débattre des solutions aux difficultés des jeunes générations

Un deuxième facteur explique pourquoi la population a quand même augmenté : la mort recule. Le nombre de décès est passé de 532 000 en 1993 à 520 000 en 1994, ce qui fait baisser le taux de mortalité de 9,2 à 9 décès pour 1 000 habitants, un résultat jamais atteint en France. L'allongement de la durée de vie se confirme, au rythme d'un an tous les quatre ans. L'espérance de vie à la naissance atteint 81,8 ans pour les femmes et 73,6 ans pour les hommes. Mais l'accroissement global de la population a été limité par un troisième facteur, la baisse du solde migratoire : 60 000 personnes en 1994, contre 70 000 en 1993 et 90 000 en 1992. La diminution du solde migratoire modère la hausse de l'accroissement naturel, et l'augmentation totale de la population serait, comme en 1993, de 250 000 personnes. Le taux d'accroissement reste de 0,4 % par an. A ce rythme, estime l'INED, le cap des 60 millions d'habitants sera franchi en 2002.

Avec cette modification du corps électoral, deux questions s'imposent : le vieillissement de la population agit-il mécaniquement sur le vote et l'idée préconçue selon laquelle les personnes âgées seraient plus conservatrices que les autres électeurs est-elle exacte ? *« Les derniers résultats des sondages montrent que les plus de 65 ans soutiennent plus largement les candidats de droite à l'élection présidentielle que ceux de gauche »*, confirme Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof). Mais les études sur le vote des personnes âgées sont peu nombreuses. Une enquête de l'INSEE de 1988 indique que, si les électeurs entre 50 et 75 ans sont parmi les votants les plus assidus, l'abstentionnisme touche surtout les plus de 75 ans, tout comme les 25-30 ans.

Pour Annick Percheron, auteur d'un ouvrage collectif sur *Âge et politique* paru en 1991, *« les personnes âgées sont des sympathisants politiques moins marqués à droite qu'autrefois »*. Selon elle, le glissement vers la droite des électeurs ne se manifesterait pas brutalement à 65 ans, mais en douceur à partir de 75 ans. Et ces évolutions resteraient très mesurées. Car, indique-t-elle, *« en vieillissant, on ne devient pas de plus en plus à droite, mais on appartient à un groupe où sont surreprésentés les individus ayant de fortes chances de préférer la droite à la gauche, notamment les femmes, les travailleurs indépendants, les catholiques pratiquants réguliers et les possesseurs d'un patrimoine »*.

Michèle Aulagnon



M. Jospin réoriente sa campagne en proposant « une France plus juste »

Le candidat socialiste a tenu son premier grand meeting à Rennes

Lionel Jospin a réuni près de 7 000 personnes, mardi 21 mars à Rennes, pour son premier grand meeting de campagne. En présence de Pierre Mauroy, le premier premier ministre de François Mitterrand, et de Michel Rocard, ancien candidat « *naturel* » du PS, le candidat socialiste a changé le slogan de sa campagne – « *Une France plus juste* » – pour affirmer son idée d'incarner une nouvelle gauche

RENNES
de notre envoyé spécial

Rennes, ville de contrastes pour les socialistes. 8 avril 1988 : premier rassemblement du candidat-président de « La France unie », François Mitterrand, 15 000 personnes sous un grand chapiteau blanc, Trénet chante *Douce France*, le Mitterrand-impérial s'avançait déjà. 18 mars 1990 : le congrès des déchirements et des magouilles, images noires jamais effacées. On ne sait si c'est pour conjurer le mauvais sort ou pour puiser aux sources de l'inspiration mitterrandienne que M. Jospin, pour son premier grand meeting de campagne, avait choisi la capitale de la Bretagne.

En tous cas, point de roses, de stars, de paillettes. M. Jospin fait dans la sobriété. Les socialistes aujourd'hui ne roulent plus sur l'or. Ils sont passés, comme s'en amusait le maire de Quimper, Bernard Poignant, « *du syndicat des R 25 au syndicat des R 19* ». Mais les militants bretons n'ont pas semblé le regretter. Économie, modestie, éthique, moral, partage, justice, tous ces mots qui se bousculent dans le discours jospiniste imposent un décor qui ne jure pas.

Près de 7 000 personnes se massaient pourtant sur le coup de 20 heures dans la salle omnisports du centre ville. Affluence inimaginable voici encore quelques mois. Merveilleux plan pour la télévision qui impose ses horaires et ses goûts : le candidat Jospin immergé enfin dans la foule, façon Chirac, l'image fut bonne. Cela parut pour son entourage être l'essentiel.

Mais le « clip » achevé, on sentit tout de même que ce candidat-là avait quelques progrès à faire. Trop crispé, ton trop monocorde, n'est évidemment pas, sur ce registre, M. Mitterrand qui veut ! Lui savait parler aux salles, dialoguer avec elles, les amuser, les séduire. M. Jospin assène sa vérité, explique doctement, n'arrive pas encore à laisser dans la « salle des profs » sa blouse grise. Sans doute, pour ce premier grand rendez-vous avec le « peuple de gauche », n'était-il pas facile d'évacuer une intense et visible émotion. M. Jospin poursuit son apprentissage accéléré, prend la mesure des espoirs placés sur ses épaules. Quand, après une heure de discours, il dut saluer, seul sur la vaste tribune, son épouse Sylviane lui fit signe d'un regard de garder la veste ouverte. Précieuse conseillère, madame avait saisi que monsieur devait davantage... se déboutonner.

« ÉTHIQUE RÉPUBLICAINE »

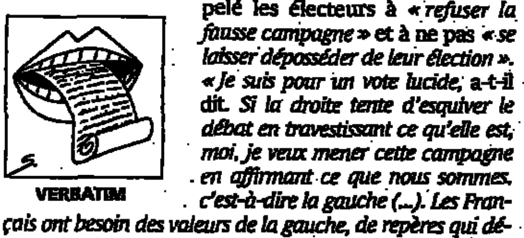
Premier premier ministre de François Mitterrand, Pierre Mauroy trônait au premier rang. Dernier candidat « naturel », Michel Rocard prit beaucoup sur lui pour annoncer en dix minutes la montée de son « *ami Lionel* ». « *Quand ça barde et quand nos désaccords peuvent donner une chance à nos adversaires, alors il n'y a plus de désaccord entre nous* », rappela-t-il, avant de s'employer avec efficacité à démonter les entreprises de « *mystification* » d'Edouard Balladur et de Jacques Chirac. « *On nous dit que Jacques Chirac a changé*, lança-t-il. *J'ai envie de dire : encore !* »

Sous le nouveau slogan « *une France plus juste* », M. Jospin a détaillé son projet, qui, selon lui, confirme bien que gauche et droite ne sauront jamais se confondre dans ce pays. Le slogan de « la France unie » était bien enterré. Une France plus juste, ce sont « *des salariés mieux payés, des emplois plus nombreux* », « *une fiscalité rénovée* », « *un développement solidaire des territoires* ». Mais dans cette Bretagne largement favorable au traité de Maastricht, M. Jospin a longuement développé son credoeuropéen, sous le patronnage de Jacques Delors. Enfin, M. Jospin a insisté sur sa volonté de rétablir une « *éthique républicaine* », s'appuyant sur « *les valeurs de justice, de vérité, de progrès* », pour donner à ce pays « *une nouvelle gauche* ». Une nouvelle gauche pour aussi « *changer la vie* », comme le susurrait une musique du départ inspirée d'un titre à succès de Jean-Jacques Goldman. Le rêve de 1981 revenait aussi...

Daniel Carton

« Incarner une nouvelle gauche »

LE CANDIDAT socialiste mènera « *campagne tambour battant et drapeaux déployés* » pour « *incarner une nouvelle gauche* », face à une droite qui « *tente d'esquiver le débat* ». Affirmant, mardi 21 mars, à Rennes, que la « *victoire est nécessaire et possible* », Lionel Jospin a appelé les électeurs à « *refuser la fausse campagne* » et à ne pas « *se laisser déposséder de leur élection* ». « *Je suis pour un vote lucide*, a-t-il dit. *Si la droite tente d'esquiver le débat en travestissant ce qu'elle est, moi, je veux mener cette campagne en affirmant ce que nous sommes, c'est-à-dire la gauche (...). Les Français ont besoin des valeurs de la gauche, de repères qui désormais soient respectés par tous.* »


VERBATIM

« *Il faut refuser la fausse campagne*, a continué M. Jospin, *démonter le mythe d'un Jacques Chirac à gauche, dissiper l'illusion d'un Edouard Balladur réformiste et montrer que l'un et l'autre sont de droite (...). M. Chirac veut nous faire croire que son livre de chevet est le* Capital *– ce qui à certains égards, d'après ce que je lis dans la presse, pourrait se comprendre – et que, au lieu d'écouter des marches militaires, il chante tous les matins* l'Internationale. »

M. Jospin s'est inquiété de voir « *le RPR mettre en place, avec deux candidats, une campagne RPR, avant d'essayer de remettre en place l'Etat RPR* ». « *Nous avons eu la droite arrogante avec Edouard Balladur*, a-t-il dit, *nous avons maintenant la droite condescendante avec Jacques Chirac (...), mais j'ai des craintes après l'élection présidentielle, si l'un des deux candidats RPR devait être élu, pour l'indépendance de la justice.* »

M. Jospin a demandé aux socialistes de s'employer à « *convaincre que ses propositions sont à la fois différentes, crédibles, fortes, et qu'elles incarnent une France plus juste* ». Il s'est présenté comme « *le candidat d'une gauche porteuse des valeurs de justice, de vérité et de progrès* », mais aussi, plus largement, « *de tous ceux qui en France aspirent à un renouveau de l'éthique républicaine et de la morale publique* ».

« LA SITUATION PEUT CHANGER EN MA FAVEUR »

Détaillant ses propositions, le candidat socialiste a insisté sur sa vision européenne. « *Je suis le seul à être crédible en matière européenne*, a-t-il assuré. *Comment croire en la foi européenne de M. Balladur, qui a le soutien, à la fois, de M. Méhaignerie et de M. Pasqua ? Comment croire à la conversion de M. Chirac lorsqu'il est obligé de trouver le plus petit dénominateur commun entre M. Juppé et M. Séguin ?* »

M. Jospin estime que le « *rassemblement nécessaire* » est en train de s'opérer autour de sa candidature. « *Il y a eu une bulle Balladur, il est bien possible qu'il y ait aujourd'hui une bulle Chirac, mais la situation peut changer en ma faveur* », a-t-il affirmé.

L'affaire Mellick provoque l'embarras du Parti socialiste

Un nouveau « syndrome Boucheron »

QUAND, dans son discours de Rennes, rappelant l'urgence de restaurer dans ce pays « *une éthique républicaine* » et « *une morale publique* », Lionel Jospin a évoqué, sans le nommer, mardi 21 mars à Rennes, le cas de Jacques Mellick, les milliers de militants bretons se sont faits encore plus attentifs. Dans un silence étrange, mettant dans le même sac le conseiller général des Hauts-de-Seine Didier Schuller et le maire de Béthune, leur candidat a affirmé : « *Quand un député, fût-il socialiste, commet un faux témoignage, il est de notre responsabilité de dire que c'est une faute grave et qu'il faut en tirer les conséquences politiques.* »

M. Jospin a été applaudi. Ainsi signifiait-il que si pour lui le combat entre gauche et droite n'était pas dépassé, il ne pouvait y avoir, devant la balance de l'honneur, deux poids et deux mesures. Depuis le 17 mars, depuis que le « *révolutionnaire* » Mellick a outragé à Valenciennes la justice et la politique, les socialistes dignes de ce nom semblent frappés par le « syndrome Boucheron ». Ce député de Charente qui avait perdu la tête, parti assaisonner d'autres plats en Argentine et qui n'aura pas peu contribué, lui aussi, à brader les valeurs morales de la gauche.

Plus jamais, cela ! Depuis quatre jours, on cherche à passer la consigne au PS. Elisabeth Guigou, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Pierre Mauroy ont réclamé depuis le 19 mars, que leur parti « *tire les conséquences* » des divagations du maire de Béthune. Mais M. Mellick n'entend pas. Et, pour l'instant, Henri Emmanuelli est resté tout aussi sourd. « *Je ne fais pas partie de ceux*, expliquait-il mardi sur Europe 1, *qui jettent la pierre sur la place publique.* » Et pour cause. Porte-parole muet du candidat Jospin, Daniel Percheron, patron de la puissante fédération du Pas-de-Calais, entend protéger M. Mellick, ses oeuvres et son système. Depuis des années, les pratiques des socialistes dans le département prêtent à controverse. Ancien trésorier de cette fédération, M. Mellick sait beaucoup de choses. Il semble en espérer le soutien de ses amis et la prudence de la direction du PS.

D. C.

M. Balladur au milieu des enfants d'une école rurale

BOURGES
de notre correspondant

« *Je sais, je me suis invité, et au dernier moment, deux choses qui ne se font pas...* » Dans la petite salle des fêtes de Cerbois, commune de trois cent quarante-trois habitants, le premier ministre, mardi 21 mars, flagelle le candidat, conscient d'avoir semé la panique dans le Cher depuis sa décision, annoncée la veille en fin d'après-midi, de venir ici. Préfet, recteur, inspecteur d'académie, élus de toutes tendances, ont encore la tête qui résonne d'un tocsin bouleversant leur agenda. Que vient donc faire Edouard Balladur dans un canton où, en mars 1994, un RPR chiraquien, Rémy Pointreau, avait battu un député UDF-PR balladurien, Franck Thomas-Richard ? Flanqué de son ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, le premier ministre veut simplement visiter une école sauvée par un regroupement pédagogique de trois communes appartenant au canton de Lury-sur-Arnon.

Mme le maire de Cerbois, Huguette Ponroy (divers droite), n'a pas hésité à rappeler qu'il « *a fallu batailler ferme contre l'inspecteur d'académie* ». Mais c'est justement pour cette réussite que le premier ministre-candidat est là, répétant que, tant qu'il dirigera les affaires de la France, « *il n'y aura plus d'école en milieu rural qui fermera, sauf à la demande expresse d'élus* », car « *l'école est un élément essentiel de l'égalité entre les enfants* ».

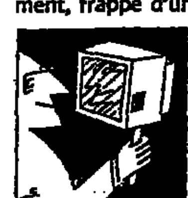
Le bâtiment pavoisé tremble sous les applaudissements. Ragaillardi par quelques dames lui ayant susurré : « *Vous allez gagner, monsieur le premier ministre* », à sa descente de l'hélicoptère, Edouard Balladur, le salut un peu raide, a traversé la cour d'école, s'est attendri devant une saynète de Courteline, *Le Petit Malade*, et une farce, celle du cuvelier, dispensée sans le moindre trac par les élèves d'un section de grands déjà prêts pour la fête de fin d'année. Il a aussi tenu le main de quelques plus petits pour faire des ronds au pinceau. « *Tu veux que l'on mette du vert dans ton cercle ?* » a-t-il même proposé à un petit Nicolas. Comment peut-on alors lui trouver un regard « *glacial* », comme ne put s'empêcher de murmurer un élu chiraquien ?

Le candidat sait que ce sont les adultes qu'il lui faut convaincre : « *Je sais les difficultés du Cher, mais ce déclin peut être enrayé. Notre nouveau contrat pour l'école va y veiller.* » Il a donc confirmé « *la création d'une école d'ingénieurs à Bourges pour laquelle l'Etat s'investira à 60 %, un polytechnicum, qui ouvrira dès septembre 1997* ». La salle est ravie. C'est l'ovation. Un buffet organisé à la hâte mélange la galette et le vin blanc de Reuilly et de Quincy. Edouard Balladur trinque avec les Compagnons du Poinçon du Quincy, promet d'accrocher l'assiette de porcelaine qui lui est offerte dans son salon de Chamonix, tandis que la fanfare, La Banda de Cerbois, attaque *Petite Marie* et poursuit par *Paquita*. Il est temps de prendre congé. La visite a duré une heure vingt, et les six cars de CRS dépêchés par le préfet sont restés discrètement aux alentours. La campagne continue, L'hélicoptère n'a pas disparu à l'horizon que les chiraquiens fourbissent déjà le projet d'inviter ici leur candidat dont la venue n'était prévue qu'entre les deux tours.

Patrick Martinat

L'affiche sans les murs

C'EST un vrai mur à affiches, près du cimetière Montmartre. Du tout bon mur, qui, en 1981 et en 1988, avait été à la hauteur de sa réputation, foi de militants ; un beau mur en ciment, frappé d'un Défense d'afficher, sur lequel on pouvait coller des centaines d'affiches, verticales, horizontales – on parle d'« italiennes » – et *tutti quanti*. « *A gauche !* », criait Pierre Juquin. « *Nous irons plus loin ensemble* », signait « *Chirac président* ». La « *France unie* », déclinait la « *génération Mitterrand* ». Bref, « *Du sérieux, du solide, du vrai* », comme disait Raymond Barre en parlant de lui. La muraille à idées s'habillait la nuit pour s'effeuiller le jour et, comme un palimpseste, témoignait impitoyablement des ajustements des « communicants » et des moindres reniements.


HORS-CHAMPS

Aujourd'hui, le mur est gris. Pour moraliser la vie politique, les lois du 15 janvier et du 10 mai 1990 interdisent aux candidats de recourir à la publicité commerciale durant les trois mois précédant l'élection. Depuis le 31 décembre 1994, on ne voit donc que des affiches « sauvages », apposées hors des panneaux électoraux. Et pour cause, puisque ceux-ci ne seront en place que pour la campagne officielle.

PAPILLONS SAUVAGES

Sauvages, les papillons de Dominique Voynet collés sur les réverbères ou les wagons de métro. Sauvages, les grosses « 4 par 3 » des petits candidats. Robert Hue – plus vite vu, plus vite reconnu – avait ouvert le feu avant janvier mais, la loi portant sur la date d'apposition, les placards peuvent rester en place. Jean-Marie Le Pen, quant à lui, a signé habilement la campagne des têtes de liste de son parti... pour les municipales de juin.

Balladurienne en diable, l'affiche du premier ministre-candidat veut « *croire en la France* », mais n'ose rien d'autre qu'une promenade en veste trois boutons à chevrons le long d'un confluent virtuel du ruisseau de Chamonix, de la mer de Deauville et de la Seine des bouquinistes. « *La France pour tous* » : Chirac, gros plan sur un visage de trois quarts, la joue plus *gentleman farmer*, avec son trench doublé d'écossais. Le fond est vert comme son pommier : malin, pour damer le pion aux écologistes. Le candidat socialiste a eu la même idée, qui occupe le terrain en déclinant ses slogans sur un fond céladon. « *Avec Lionel Jospin, c'est clair* », dit, jusqu'à maintenant, sa campagne. Dommage pour lui que, sous son sourire figé et son regard face caméra, comme à la télévision, le candidat vendéen – « *Villiers, c'est clair* » – ne dise pas autre chose.

C'est à Rennes, mardi 21 mars, qu'on a commencé à s'amuser un peu. Haut les bras et les coeurs ! Des pancartes en forme d'affiches de cinéma dénoncent une fine équipe d'*Arnaqueurs* nommés Edouard Balladur, Charles Pasqua et François Bayrou. Les autres affiches, les tristes, servent à des séances de signature, à la fin des meetings, devant les caméras. L'affiche se dédicace aujourd'hui, devant les caméras, comme au concert et au match de foot. Cela devait arriver : le plus ancien des médias du monde a quitté les murs pour se montrer, lui aussi, à la télé.

Ariane Chemin

M. Chirac ironise sur les « prudents »

JACQUES CHIRAC a dénoncé, mardi 21 mars à Tours, *« la recherche permanente du plus grand consensus, version moderne de l'immobilisme »*, en critiquant les *« modestes »* et les *« prudents »*, qui *« ne veulent pas faire de fausses promesses »* et qui *« ne veulent pas décevoir »*. Devant plus de cinq milles personnes, le maire de Paris a expliqué : *« Nous devrions nous contenter d'un chômage qui baisse un peu et d'une fracture sociale qui serait contenue dans les limites du supportable. »* Il a opposé à cette démarche la *« volonté politique »*.

Auparavant, à Meung-sur-Loire (Loiret), lors d'une table ronde avec des entrepreneurs, M. Chirac était revenu sur son idée d'organiser un référendum sur la monnaie unique. Il a affirmé qu'il s'agissait d'une *« proposition tactique »* et qu'il l'avait faite *« après s'en être entretenu avec le chancelier Helmut Kohl »*. Estimant qu'il faudrait un référendum pour adopter la réforme des institutions européennes après la conférence intergouvernementale de 1996, M. Chirac a ajouté que *« les deux peuvent être liés »*.

Les sondages confirment le « décrochage » de M. Balladur

DEUX NOUVELLES ENQUÊTES d'opinion confirment les écarts qui existent désormais entre Jacques Chirac, Lionel Jospin, et Edouard Balladur. Selon une étude de l'Ifop, réalisée les 16 et 17 mars auprès de 932 personnes et publiée dans *L'Express* daté du 23 mars, M. Chirac obtient 29 % des intentions de vote, contre 22 % au candidat socialiste et 17 % au premier ministre. L'enquête effectuée par BVA du 16 au 19 mars auprès de 1 925 personnes, publiée dans le numéro de *Paris-Match* daté du 23 mars, ainsi que par France 2 et Europe 1, attribue 28,5 % des intentions de vote à M. Chirac, contre 19,5 % à M. Jospin et 17 % à M. Balladur. Dans les deux études, le maire de Paris l'emporte nettement au second tour, que ce soit face à M. Jospin ou face à M. Balladur.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **ROBERT HUE : le candidat communiste** s'est prononcé, mardi 21 mars, pour *« l'abrogation pure et simple des lois Pasqua »* sur la nationalité, en précisant que *« la citoyenneté française doit rester fondée sur le droit du sol »*. Selon M. Hue, les lois Pasqua *« donnent lieu (...) à des comportements racistes faisant de tout immigré un suspect »*. En outre, M. Hue s'est prononcé pour le droit de vote de tous les étrangers aux élections municipales et européennes, après cinq ans de résidence en France.

■ **SYNDICATS : la CFE-CGC** a rendu publique, mercredi 22 mars, une lettre de son président, Marc Vilbenoît, adressée à tous les candidats à l'élection présidentielle afin de leur demander de réagir à son *« projet social »*. Dans ce texte de onze pages, la centrale de l'encadrement, *« indépendante de toute attache politique »*, veut notamment *« cogérer l'édifice de protection sociale et soutenir le dialogue social »*. M. Vilbenoît se déclare prêt à rencontrer les candidats mais la CFE-CGC s'abstiendra d'indiquer une quelconque préférence.

■ **ANTOINE WAECHTER : le candidat écologiste**, en campagne devant le surgénérateur de Creys-Malville (Isère), a symboliquement inauguré, mardi 21 mars, un *« musée français de l'inutile »*. Superphénix, a expliqué M. Waechter, est *« un symbole des mauvais choix technologiques français, qui a englouti des milliards pour ne rien produire »*.

DÉPÊCHES

■ ***PARIS* : Michel Charzat, conseiller socialiste** de Paris et candidat dans le vingtième arrondissement a appelé, mardi 21 mars, à *« un rassemblement dès le premier tour, de toutes les forces de gauche et de progrès, dans leur arrondissement comme dans la capitale »*. Cet appel intervient alors que les responsables du PS, du PC, du MDC et d'associations se rencontrent pour la préparation des élections municipales à Paris.

■ **CLICHY : Didier Schuller, conseiller général (RPR)** de Clichy (Hauts-de-Seine), a fait savoir à son second de liste, Rémi Muzeau, qu'il avait l'intention de renoncer à conduire la liste RPR aux prochaines municipales de Clichy et qu'il se désisterait en sa faveur. Mis en cause dans l'affaire des fausses factures des HLM de la région parisienne, Didier Schuller a quitté la France peu avant la perquisition menée le 10 février à son domicile par les juges.

■ **MAL-LOGÉS : les services municipaux parisiens** estiment qu'environ 540 logements, pouvant abriter plus de 1 300 personnes, auront été mis à la disposition des plus démunis, entre le 19 décembre 1994, date à laquelle Jacques Chirac a décidé de recourir aux réquisitions, et la fin mai. La Ville elle-même a réouvert 188 appartements et 30 studios destinés à la démolition. Les propriétaires institutionnels ont offert 184 logements et 138 appartements ont été réquisitionnés. Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris, a précisé, jeudi 16 mars, que, la menace des réquisitions ayant fait son effet, M. Chirac ne recourrait plus, désormais, à cette procédure.

■ **AIDE À LA PROPRIÉTÉ: Edouard Balladur a annoncé**, mardi 21 mars, le déblocage de 800 millions de francs permettant de financer *« dès maintenant »* 10 000 PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) supplémentaires. Cette rallonge porte à 30 000 le nombre de PAP financés à ce jour sur un total de 50 000 annoncés pour 1995. Elle permettra de satisfaire la demande croissante des ménages modestes désirant acheter leur logement. Le déblocage de ces crédits, qui intervient quelques jours après le cri d'alarme lancé par le ministre du logement, Hervé de Charette, sera obtenu grâce à une levée du gel qui pesait sur des crédits du ministère du logement.

■ **INFLATION : les prix à la consommation** ont augmenté de 0,4 % en février, selon l'indice définitif de l'Insee, publié mercredi 22 mars. Inhabituel, ce mauvais indice – qui prend en compte un fort relèvement des prix des produits pétroliers dont la fiscalité a été alourdie – a cependant des effets limités. Sur un an, le glissement des prix reste inchangé à 1,7 %.

Cinq régions prêtes à gérer leurs chemins de fer

LA RÉFORME des transports régionaux avance à petits pas. Elaborée par Hubert Haenel, sénateur (RPR) du Haut-Rhin, elle vise à déléguer aux conseils régionaux l'exploitation de leurs chemins de fer. A l'occasion de la réunion du comité de pilotage, mercredi 22 mars, cinq régions, sur les treize qui avaient fait acte de candidature, pourraient être désignées pour se lancer dans les premières expérimentations : Nord - Pas-de-Calais, Aquitaine, Centre, Rhône-Alpes et Alsace. Selon M. Haenel, des protocoles pourraient être établis dès le mois d'avril, mais les contrats définitifs ne seront pas signés avant l'automne, après la conclusion du contrat de plan entre la SNCF et l'Etat.

En dépit des 4 milliards de francs que l'Etat verse chaque année à la SNCF au titre des transports régionaux, leur exploitation accuse un déficit de l'ordre de 1,4 milliard. Et les régions ne veulent pas prendre en charge ces pertes. *« Si l'Etat ne remet pas les compteurs à zéro au niveau financier, aucune région ne s'aventurera dans cette affaire*, estime M. Haenel.

Alain-Michel Grand, adjoint CDS de M. Chirac à Paris, a été contraint à la démission

L'élu était critiqué pour la gestion d'une société immobilière

Mis en cause par le groupe socialiste du Conseil de Paris et soumis à une enquête de l'inspection générale des services, Alain-Michel Grand, président de la Société anonyme d'économie mixte immobilière interdépartementale de la région parisienne (Semidep, contrôlée par la ville) et adjoint au maire de Paris chargé des affaires scolaires, a renoncé à ces deux postes, lundi 20 mars (*Le Monde* du 22 mars).

IL Y AVAIT deux mois déjà que l'affaire suscitait des rumeurs dans les couloirs de l'Hôtel de Ville de Paris. Les comptes de la Société anonyme d'économie mixte immobilière interdépartementale de la région parisienne (Semidep), l'une des trente SEM contrôlées par la ville, présenteraient des anomalies méritant quelques explications. Aux éclaircissements demandés par Daniel Marcovitch, conseiller socialiste du 19e arrondissement, lors de la séance du Conseil de Paris du 23 janvier dernier, Roger Romani, qui présidait ce jour-là, avait répondu que le bilan de toutes les SEM était contrôlé, accessible à n'importe qui et transparent. Pourtant, peu après, l'inspection générale des services municipaux demandait à Alain Rigolet, l'un de ses vingt inspecteurs, d'aller y voir de plus près. Cet audit est en cours et ses conclusions devraient être communiquées à Jacques Chirac dans les prochains jours.

Mais, sans attendre, M. Marcovitch a posé une nouvelle question lors de la séance du 20 mars et a révélé des détails si embarrassants que le président de la Semidep, Alain-Michel Grand, conseiller UDF-CDS du 19e arrondissement et adjoint au maire chargé des affaires scolaires, a cru devoir, le soir même, abandonner ses fonctions. *« Les assertions de M. Marcovitch sont diffamatoires et je me réserve de leur donner des suites judiciaires*, dit-il, *mais je ne veux pas que ce contentieux nuise au maire de Paris et à sa candidature nationale. C'est pourquoi, pour assurer ma défense en toute liberté, je renonce à la fois à mes fonctions d'adjoint et de président de la Semidep. Mais je reste élu du 19e arrondissement et je répondrai coup pour coup. D'ici au premier tour des élections présidentielles, l'abcès sera vidé. »*

Les critiques formulées à l'encontre de M. Grand sont diverses : d'abord, des notes de frais d'une ampleur inexplicable. La Semidep est une société de taille modeste qui gère 7500 logements sociaux dans Paris et dans les trois départements de la petite couronne. Elle construit ou réhabilite quelques centaines d'appartements par an. Selon M. Marcovitch, cette activité ne justifie par les centaines de milliers de francs que dépenserait chaque année son président en réceptions, voyages, repas gastronomiques et nuits en hôtel de luxe.

En outre, on ne comprend pas pourquoi la Semidep achète ou commande des œuvres d'art comme ce cavalier chinois de l'époque han qui a été mis en dépôt au Musée Cernuschi. De même, on se demande quelle est la tâche exacte de l'une des collaboratrices de M. Grand dont les émoluments et les frais de déplacement se montaient à 800 000 francs en 1992. Qu'allait-elle faire en Corrèze et pourquoi la Semidep empruntait-elle à la Banque populaire du Massif Central, établissement financier auquel le juge Halphen, enquêtant sur les fausses factures de la région parisienne, a été amené à s'intéresser ?

Enfin, M. Marcovitch trouve singulier que l'Urssaf ait condamné la Semidep à un redressement de cotisation de 95 000 francs et que ni les administrateurs de la société ni les élus parisiens n'en aient rien su.

Alain-Michel Grand répond point par point à chacune de ces questions mais pas toujours de manière vraiment convaincante. Ce quinquagénaire aimable et courtois cumule de multiples activités. Bien que résidant à Paris dans le 17e arrondissement, il dirige un bureau de relations publiques installé à Lyon et une fonderie sise à Sainte-Lizaigne, bourgade de l'Indre. Membre du CDS, il est depuis 1983 conseiller du 19e arrondissement, où on le voit rarement. En 1990, Jacques Chirac, en accord avec Jacques Dominati, patron de l'UDF Paris, lui a confié la responsabilité de la Semidep, dont la ville et ses filiales possèdent 60 % des parts. Enfin, en 1993, M. Grand a été nommé adjoint chargé des affaires scolaires en remplacement de Pierre-André Périssol (non inscrit), élu à l'Assemblée nationale.

L'ex-président de la Semidep a-t-il coûté trop cher à sa société ? Si le total de son traitement et des frais entraînés par sa fonction aurait atteint 900 000 francs en 1992, cette somme a été ramenée à 558 000 francs en 1994. Les objets et œuvres d'art dont il était fort amateur ? *« Chaque fois que nous construisons*, répond-il, *nous consacrons un faible pourcentage du financement à faire réaliser une sculpture ou une fresque. Quant à l'achat du cavalier de l'époque han (375 000 francs), c'est du mécénat pur et simple. »* Sur les activités de sa collaboratrice, M. Grand veut être clair. Cette dame, qui a travaillé au cabinet du maire de Paris puis qu'il a lui-même employée comme secrétaire, est aujourd'hui directrice de la communication de la Semidep : *« Elle ne se rend en Corrèze que deux ou trois fois par an pour voir sa famille. »* Si le président de la Semidep a eu parmi ses collaborateurs le fils de son ami du CDS Claude Goasguen, adjoint chargé des relations internationales, c'est comme stagiaire, durant un seul été. Mais M. Grand ne se rappelle pas quel était le motif du redressement infligé par l'Urssaf à la Semidep. Il ne s'explique pas comment les membres de son conseil d'administration (dont Jean-Yves Autexier, MDC, et plusieurs élus de gauche des départements de la petite couronne) n'en ont rien su. Et pas davantage pourquoi les commissaires aux comptes n'y ont rien vu à redire.

Sur toute cette polémique, Jean Tiberi, premier adjoint, est discret. Alors que l'opposition demande des explications et l'ouverture d'une enquête judiciaire, lui ne fera aucun commentaire et ne bougera pas tant que le rapport d'enquête ne sera pas achevé. L'affaire de la Semidep montre en tout cas à quel point il est difficile de contrôler les sociétés d'économie mixte (le *Monde* du 24 janvier). Ni la présence de représentants de l'opposition municipale dans leur conseil d'administration, ni la publication légale de leur bilan, ni les investigations de la chambre régionale des comptes ne parviennent à assurer à leur gestion une véritable transparence.

Marc Ambroise-Rendu

Alain Juppé, « Le Monde » et le Port de Paris

Lors d'une réunion publique, mardi 21 mars, à Paris, Alain Juppé a qualifié de *« grossière manipulation »* l'article publié par *Le Monde*, le même jour, sur le profit retiré, par M. et Mme Chirac, de la vente, au Port autonome de Paris, de terrains situées à Vigneux (Essonne), appartenant à l'indivision Chodron de Courcel, belle-famille du maire de la capitale. *« Comme on n'a rien à reprocher à Jacques Chirac, on a trouvé la combine : on va s'attaquer à la famille de sa femme »*, a dit le président par intérim du RPR. *« On dit d'ailleurs, noir sur blanc, que les explications fournies sont limpides, mais le titre entretient la confusion »*, a-t-il indiqué en soulignant – sans le nommer –, que *Le Monde* *« publie à la une des choses qui laissent pantois »*.

Le Mont-Saint-Michel va redevenir une île

L'ULTIME RÉUNION a eu lieu mardi 21 mars à Matignon. L'arbitrage d'Edouard Balladur en personne y a été décisif : en décidant de fixer à un prix modéré (30 francs par jour) la place du parking visiteurs, le premier ministre-candidat a débloqué le chantier de lutte contre l'ensablement du Mont-Saint-Michel, qui stagnait dans les rares eaux de la fameuse baie depuis des décennies. Les ministres de l'environnement et de l'équipement, Michel Barnier et Bernard Bosson, ainsi que les élus de Bretagne et de Basse-Normandie présents n'ont pas caché que des projets de cette envergure pouvaient, en effet, tenir à ce genre de détails (*Le Monde* du 14 mars).

Après avoir annoncé fièrement *« ce grand chantier lancé hors de l'Ile-de-France, qui démarrera cette année et durera environ sept ans »*, et engagé *« la parole de l'État »*, M. Barnier a admis que le nombre de places de stationnement (270 exactement) réservées aux Montois aux pieds des remparts était encore en discussion le matin même. M. Bosson a pu alors marquer la fin d'âpres négociations en concluant : *« Conformément à la volonté des représentants des collectivités locales, il n'y aura pas de barrière financière pour accéder au Mont, dont la clientèle est majoritairement populaire et familiale. »*

UN BARRAGE PERMÉABLE

La principale mesure susceptible de rendre au Mont-Saint-Michel son caractère insulaire est le remplacement, sur un kilomètre, de l'actuelle digue-route par un pont. Là circuleront piétons, cyclistes, véhicules des Montois et de sécurité. Les voitures et autocars des touristes stationneront, eux, sur le continent, dans un parc de 3 300 places. Les visiteurs pourront franchir les deux kilomètres restants grâce à des cabines sur rail tractées par câble. Par ailleurs, le barrage construit à l'embouchure du Couesnon sera rendu un peu plus perméable aux marées. A l'est du célèbre rocher, deux petits cours d'eau – la Guintre et le Ruisseau-Landais – seront rétablis. Ce plan doit s'accompagner d'une *« opération grand site »* dans la baie, c'est-à-dire d'un ensemble de programmes de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel de Granville à Saint-Malo.

Le financement de ce dernier volet est estimé à 50 millions de francs sur un total de 550 millions. L'État promet d'en apporter 300 millions, les collectivités locales consentent à un bel effort en acceptant de s'engager sur 200 millions (dont les deux tiers à la charge de la région Basse-Normandie et du département de la Manche, un tiers à celle de la Bretagne et de l'Ile-et-Villaine). Les 50 millions manquants seront empruntés puis remboursés grâce aux recettes du parking.

Martine Valo

Le gouvernement cède aux revendications des Corses

La communauté territoriale sera intégrée dans la « zone zéro »

AJACCIO
de notre correspondant

« Nous aurions pu être satisfaits plus tôt, le gouvernement l'aurait pu. » Cette phrase de Jean Baggioni, président du conseil exécutif de Corse (RPR, ex-UDF-PR), député européen, résume la manière dont les insulaires ont accueilli, mardi 21 mars, l'annonce faite par André Rossinot, ministre de la fonction publique, aux secrétaires nationaux des syndicats de la fonction publique corse. La CGT, Force ouvrière et la FSU devaient, mercredi, se prononcer sur la décision ministérielle : l'intégration de la Corse tout entière dans la zone zéro qui porte *« progressivement le taux de l'indemnité de résidence servie aux fonctionnaires affectés en Corse à 3 % au 1er décembre 1996 »* (voir *Le Monde* daté 5-6mars).

Les autres syndicats, le STC, la CFDT, la CGC, la CFTC et la FEN avaient, le 10 mars, accepté de reprendre le travail sur la base de la création d'une zone de résidence spécifique à l'île, avec indemnités autour de 1,5 % à compter du 1er juillet, portée à 2 % le 1er janvier 1996. En accordant 1 % de plus en deux fois (1er juillet et 1er décembre 1996), le gouvernement a démontré qu'il était *« conscient de l'évolution de la situation en Corse et des risques qu'elle comporte »*. Ces risques s'aggravaient en effet chaque jour, même si le nombre des grévistes n'était que de l'ordre d'un tiers, avec le durcissement de l'action syndicale et l'intrusion dans le débat des organisations nationalistes clandestines.

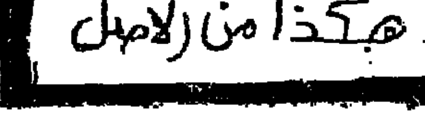
La création de la zone zéro, revendication qui remonte à l'institution des indemnités de résidence au lendemain de la seconde guerre mondiale, ne remet pas en question l'augmentation, déjà acquise au taux de 112 %, de l'indemnité de transport, soit 256 francs par mois pour un agent célibataire. L'intégration de l'île dans la zone zéro apportera une augmentation mensuelle de 327 francs aux agents de l'intérieur de l'île et de 218 francs aux agents en poste à Ajaccio et Bastia.

RETOUR DE L'ÉCHELLE MOBILE ?

Les porte-parole des syndicats corses estiment avoir remporté une victoire mais s'étonnent une fois de plus du procédé gouvernemental. Le 10 mars, ils avaient qualifié les réunions de concertation tenues sous la présidence du préfet de Corse, Jacques Coëffé, de *« simulacre de négociations »*. Le même sentiment est exprimé aujourd'hui, avec la préoccupation de maintenir la pression : ils ajoutent que d'autres points restent à débattre, notamment la suite à donner à la revendication des vingt points supplémentaires d'indice – l'augmentation de l'indemnité de transport en représente un peu plus de la moitié – et l'extension de cette indemnité aux retraités, indépendamment du problème posé par les salariés et retraités du secteur privé. D'ores et déjà, la CFDT relance cette revendication. On s'attend toutefois à la reprise du travail.

Par ailleurs, M. Rossinot a annoncé – clin d'œil aux organisations socioprofessionnelles – que la compétence de l'observatoire des prix qui sera prochainement installé sera étendue à l'ensemble des questions touchant à la vie économique. Mais on discerne mal comment cet *« instrument au service de l'aménagement du territoire »* pourra jouer *« utilement »* son rôle dans un régime d'économie libérale, alors que l'observatoire devait initialement déterminer les ajustements à apporter à une indemnité de transport destinée à compenser des distorsions en matière de prix entre l'île et le continent. A moins qu'il ne soit envisagé d'instituer une sorte d'échelle mobile.

Paul Silvani



Le congrès de la CFDT fait bon accueil au secrétaire général de la CGT

La visite de Louis Viannet à Montpellier intervient alors que les deux organisations sont en rivalité depuis trente ans

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

LOUIS VIANNET a été chaleureusement accueilli, mercredi 22 mars, par les délégués du 43e congrès de la CFDT réunis à Montpellier. C'est la première fois qu'un secrétaire général de la CGT se rend – pour quelques heures – à un congrès de la CFDT. Commentant devant la presse les propos de Nicole Notat qui avait affirmé que la CFDT était désormais la première organisation syndicale, M. Viannet a déclaré : *« Il ne faut pas faire la course entre les organisations mais rattraper le lot considérable de salariés qui ne sont pas syndiqués. » « Ma présence au congrès,* avait-il expliqué la veille, *est donc d'abord la traduction de la volonté de la CGT d'apporter toute sa contribution aux progrès de l'unité d'action, à la recherche de positions convergentes qui sont aujourd'hui indispensables pour que le syndicalisme retrouve une crédibilité dont il a bien besoin. »* Cet événement montre pour M. Viannet *« à quel point les relations entre organisations ont besoin d'être modifiées »*. Sobrement, Mme Notat, qui avait invité tous les dirigeants syndicaux, a noté que *« Louis* [Viannet] *nous courtise mais Marc* [Blondel] *nous boude »*.

Régulièrement invitée, malgré la quasi absence de relations entre les deux confédérations depuis 1980, la CGT avait coutume jusqu'alors de déléguer un membre de son bureau confédéral. Dans la perspective de son prochain congrès, en cette année de son centenaire, la CGT multiplie les signes de bonne volonté. Le 28 février, elle a participé à la table ronde patronat-syndicats et a signé sans difficulté le communiqué final.

Pourtant les relations entre la CFDT et la CGT ont toujours été tumultueuses. En 1964, Benoît Frachon, alors secrétaire général de la CGT, juge que la naissance de la CFDT n'est pas *« utile à l'unité ouvrière »*. Résolument laïque, pour se détacher de ses racines chrétiennes, la CFDT s'est développée sur des valeurs assez éloignées de la CGT. De 1964 à 1970, elle semble trouver sa voie en disputant sa conception du socialisme à une CGT calquant sa démarche sur celle du PCF. Creuset de la *« deuxième gauche »*, elle estime que le syndicalisme doit être porteur d'un projet de société. Les événements de mai 1968 lui sont favorables et la CFDT profite davantage du regain de syndicalisation.

En 1971, avant de prendre ses fonctions de secrétaire général, Edmond Maire estime, dans un entretien à *L'Humanité*, que l'unité d'action avec la CGT est *« irréversible »*. Pendant ses dix-sept années de règne, les relations entre les deux centrales seront émaillées de chauds et de froids. Le 26 juin 1974, M. Maire signe une importante déclaration commune avec la CGT sur les objectifs et les méthodes de l'unité d'action. Mais le 20 décembre 1975, il dénonce la CGT qui n'est pas *« sur une ligne unitaire, mais sur celle du Parti communiste »*. Après la rupture de l'union de la gauche et l'échec aux élections législatives de 1978, M. Maire accuse le PCF d'avoir *« assassiné l'espérance »*. La dégradation des relations atteint son point culminant en 1980. La rupture est consommée.

L'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 ouvre une période de difficulté pour la CFDT. A partir de 1983, elle paie les conséquences d'une image de syndicat *« progouvernemental »*. Elle connaît quatre années difficiles jusqu'en 1987, perdant chaque année près de 10 % de ses effectifs. Au congrès de Strasbourg, en 1988, où Jean Kaspar est porté à la tête de la CFDT, la centrale abandonne toute référence au socialisme. Elle juge toujours indispensable de promouvoir les convergences avec les centrales *« démocratiques et indépendantes »*, c'est-à-dire avec FO, la CFTC et la CGC, hormis la CGT – qui *« s'exclut d'elle-même »*. Au début des années 90, les rapports intersyndicaux plongent cependant dans l'assoupissement, voire la sclérose. En attendant un nouveau ressort...

Alain Beuve-Méry

Les instances dirigeantes

● **Le congrès confédéral.** Réuni tous les trois ans, il est l'instance souveraine qui fixe les orientations de la CFDT. Les 1 410 délégués mandatés à Montpellier par leur syndicats ont pour mission d'élire les membres du bureau national et d'adopter les résolutions présentées.

● **Le conseil national.** Organe de contrôle de l'activité du bureau national et composé des représentants des unions régionales et des fédérations, il se réunit trois fois par an pendant trois jours.

● **Le bureau national.** Comprenant trente et un membres, il se réunit huit à dix fois par an et est chargé, dans l'intervalle des congrès, d'assurer le suivi de l'action de la confédération, de son organisation administrative et financière et de sa représentation extérieure. Il élit en son sein les membres de la commission exécutive.

● **La commission exécutive.** Gouvernement de la CFDT, elle prend les décisions quotidiennes et dirige les services confédéraux. Jusqu'au congrès de Montpellier, elle était composée de sept membres, dont six se représentent : Marguerite Bertrand (60 ans), Jacky Bontems (44 ans), Jean-René Masson (47 ans), Nicole Notat (48 ans), Jean-Marie Spaeth (50 ans) et Jean-François Troglic (48 ans). Elle devrait accueillir deux nouveaux membres : Michel Caron (46 ans), secrétaire régional de l'union régionale Picardie, et Michel Jalmain (46 ans), secrétaire général de la fédération Construction-Bois.

Les contestataires de la « ligne Notat » donnent de la voix

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

« Ayons, mes camarades, un débat riche. » La consigne donnée par Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, lors de la présentation de son rapport d'activité, mardi 21 mars à l'ouverture du 43e congrès confédéral, a été appliquée à la lettre. Réunis à Montpellier, les 1 410 délégués ont donné de la voix. D'emblée, Mme Notat, qui avait dû évoquer la *« crise des instances dirigeantes »* ayant contraint son prédécesseur, Jean Kaspar, à la démission en octobre 1992, a été confrontée à une assemblée animée où se confondaient sifflets, huées et applaudissements.

Les griefs à l'encontre de Nicole Notat ont porté sur trois points. Tout d'abord, les conditions *« peu glorieuses »* de son accès à la tête de la CFDT, qualifiées *« d'épreuve pénible »* par les plus iréniques, *« de putsch inadmissible »* par les plus belliqueux. La démission de Jean Kaspar, six mois après sa réélection sans difficulté au congrès de Paris, en avril 1992, est toujours bien présente dans les esprits. C'est l'atteinte au fonctionnement démocratique interne de la CFDT qui a le plus choqué. *« Plus jamais cela »*, se sont écriés plusieurs délégués.

Ce sont ensuite les *« liaisons dangereuses »* avec le gouvernement qui ont fait l'objet de sérieuses critiques. De l'acceptation de la loi quinquennale sur l'emploi à la gestion jugée *« poussive »* de l'affaire du contrat d'insertion professionnelle (CIP), en passant par le rassemblement des jeunes CFDT baptisé *« Turbulence »*, que la direction confédérale avait organisé en présence de Michel Giraud, ministre du travail, les positions prises par Nicole Notat et la confédération ont laissé sur leur faim plus d'un délégué. Enfin, des congressistes ont vivement dénoncé les dangers d'une ligne confédérale trop consensuelle et menant sur la voie d'un *« réformisme trop tranquille »*.

Si plusieurs délégués se sont montrés fiers de la priorité donnée par leur confédération à l'emploi et à la réduction du temps de travail, ils ont également considéré que cette orientation ne devait pas pour autant occulter la question des salaires. Face à un *« syndicalisme consensuel, raisonnable avec le patronat, frileux devant le conflit »*, c'est, pour certains congressistes, un devoir de *« muscler les revendications »*. La CFDT gagnerait en crédibilité si elle réactualisait sa critique du système capitaliste et précisait des objectifs de transformation sociale, a estimé Jean-Pierre Leduc, secrétaire général de l'Union régionale Pays de Loire.

A. B.-M.

Le gendre de M. Le Pen a été placé en garde à vue à Auch

Deux lycéens ont été blessés par des membres de la « caravane publicitaire » du Front national. Le président du mouvement d'extrême droite parle de « nouvelle provocation »

AUCH
de notre correspondant

Les Auscitains se souviendront longtemps du passage, bref mais musclé, de la *« caravane publicitaire »* du Front national en tournée présidentielle qui faisait étape, mardi 21 mars, sur la place principale de la préfecture du Gers. Pour des lycéens de la ville, la « publicité » du Front aura même eu un goût prononcé de matraques, deux d'entre eux étant blessés par des membres de la caravane le matin dans une échauffourée, tandis qu'un octogénaire qui assistait à la scène était renversé par un véhicule pris entre les deux groupes antagonistes. Après le retour au calme, deux membres de la caravane du Front ont été placés en garde à vue, dont le responsable de la tournée, Samuel Maréchal, « patron » des jeunes du Front et gendre de Jean-Marie Le Pen.

Alors qu'une plainte a été déposée par un lycéen blessé – il souffre de traumatismes crânien et du rachis cervical – pour *« coups et blessures volontaires avec armes »*, M. Le Pen a estimé que ses troupes ont été *« victimes d'une nouvelle provocation »* et se sont défendues *« à main nue »*. Des propos infirmés par des témoignages de lycéens invoquant la présence de battes de base-ball, de bombes lacrymogènes et d'un pistolet à grenaille dans les mains des militants qui les ont poursuivis.

Dès mardi, l'origine de ce grave incident semblait à peu près clairement établie par les enquêteurs : *« Au départ*, expliquait Bruno Régis, commissaire d'Auch, *il y a la rencontre fortuite de deux événements. »* D'un côté, une manifestation de cent cinquante à deux cents élèves du lycée Pardailhan, place de la Libération, qui protestent contre la suppression de postes d'enseignants et réclament un relèvement du montant des bourses. D'un autre côté, à quelques mètres de là, l'arrivée spectaculaire de la caravane du Front, une dizaine de véhicules fourgons, camping-cars et Safrane noires, et une dizaine d'« accompagnants », uniforme bleu marine et grosses lunettes.

On se regarde en chiens de faïence quand un jeune homme de vingt ans, *« un non-lycéen »*, précise-t-on du côté du parquet, vient interpeller les membres de la caravane. Une première fois, puis une seconde, avec une pelle de chantier trouvée sur place. Il est repoussé sans ménagement et cet incident semble avoir mobilisé les lycéens. Ce sont d'abord les invectives qui pleuvent puis... des œufs. Non sans quelque inconscience, *« car au Front national on sait que ce ne sont pas des enfants de chœur »*, indiquait-on du côté des autorités. La réaction des militants sera disproportionnée : des matraques contre des œufs. La police devra intervenir pour mettre fin à la bastonnade. Après de longues tractations, le procureur de la République Guy Etienne et le commissaire Régis ont obtenu que la caravane du Front stationne dans la banlieue de la ville pour éviter tout nouvel incident. Les deux membres de la caravane du Front national gardés à vue pourraient être présentés au parquet mercredi.

Daniel Hourquebie

PROCÈS L'audience du tribunal correctionnel de Valenciennes, dans l'affaire VA/OM, devait s'achever, mercredi 22 mars, *par les plaidoiries* des avocats des six prévenus. Mardi, le procureur Eric de Montgolfier avait requis à l'encontre de M. Tapie une peine de dix-huit mois de prison, *dont six mois ferme.* ● DANS DEUX ARRÊTS, rendus mercredi 15 mars, à propos de l'affaire du yatch le *Phocéa*, la cour d'appel de Paris a signifié que l'instruction était close. *Mis en examen pour abus* de biens sociaux et fraude fiscale, M. Tapie risque désormais d'être renvoyé devant le tribunal correctionnel. ● DÉJÀ CONDAMNÉ à plusieurs reprises pour diffamation et coups et violences, Bernard Tapie est sous le coup de multiples poursuites. Le 31 mars, la cour d'appel de Paris doit se prononcer sur sa mise en liquidation judiciaire personnelle, qui entraîne son *inéligibilité pour cinq ans.*

L'affaire du « Phocéa » menace M. Tapie d'autres procès correctionnels

Deux arrêts de la cour d'appel de Paris viennent d'entériner la fin de l'instruction concernant le yacht du député des Bouches-du-Rhône. Mis en examen pour abus de biens sociaux et fraude fiscale, l'homme d'affaires devrait à terme être renvoyé devant le tribunal

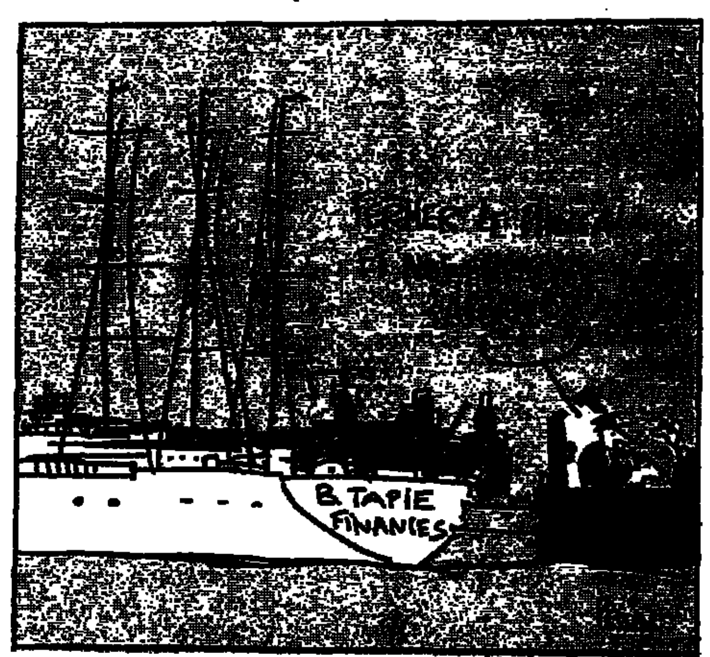
ALORS QUE BERNARD TAPIE se trouvait mobilisé à Valenciennes pour un procès VA-OM qui s'annonçait périlleux, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, mercredi 15 mars, dans la plus grande discrétion, deux arrêts qui ouvrent la voie à un renvoi de l'ancien président de l'OM devant une autre juridiction correctionnelle. Par ces deux décisions, en effet, la cour d'appel a entériné la fin de l'instruction sur l'affaire du *Phocéa*, le quatre-mâts du député-homme d'affaires, racheté à la veuve du navigateur Alain Colas en 1982.

Ouverte le 19 avril 1994, l'information judiciaire confiée au juge parisien Eva Joly avait conduit à la levée de l'immunité parlementaire puis à la mise en examen, le 29 juin 1994, de M. Tapie pour *« abus du crédit et abus de biens sociaux »* (*Le Monde* du 30 juin 1994). Egalement visé par une plainte de la direction des services fiscaux de Paris-Ouest, le député se voyait en outre notifier une mise en examen pour *« fraude fiscale »*.

Depuis, Mme Joly s'est efforcée, avec le concours de la brigade financière de Paris et deux cabinets d'expertise, de démonter le mécanisme sophistiqué des comptes de la société Alain Colas Tahiti (ACT) – chargée de l'exploitation du *Phocéa* –, qui permettait à M. Tapie de mener un train de vie de milliardaire tout en diminuant le montant de ses impôts. *« Le* Phocéa, *écrit la cour d'appel de Paris, dans le premier de ses deux arrêts, bateau destiné à être exploité commercialement, a en réalité été utilisé de manière quasi exclusive par Bernard Tapie, qui se voyait sous-facturer le coût de location, d'où une exploitation déficitaire depuis 1982, date d'acquisition des actions de la société ACT par les sociétés du groupe Tapie. »*

« COMPLÉMENT D'EXPERTISE »

Le fisc avait pour sa part démontré *que ces déficits artificiellement entretenus* étaient déduits par M. Tapie du montant de ses revenus, qui profitait de la sorte de la structure juridique de son groupe, celle d'une société en nom collectif. La boucle étant ainsi bouclée, le Trésor a chiffré son préjudice à 12 471 832 francs, pour la seule période 1989-1991. La fin des recherches de Mme Joly leur ayant été notifiée à l'automne 1994, les avocats de M. Tapie avaient sollicité un *« complément d'expertise »* afin d'établir *« la situation patrimoniale consolidée »* de l'ensemble de ses sociétés, de manière à montrer, disaient-ils, l'existence d'un *« intérêt de groupe »* justifiant les flux financiers constatés dans les comptes d'ACT. Le juge leur a opposé un refus, que la cour d'appel a confirmé, le 15 mars, estimant



que *« les mesures d'expertise sollicitées apparaissent purement dilatoires »*.

S'agissant de la situation financière du groupe Tapie, les conclusions des magistrats ne sont d'ailleurs pas plus aimables. Fondées sur les constatations du juge Eva Joly, celles-ci relèvent que les deux branches du groupe, la Financière immobilière Bernard Tapie (FIBT) – qui gère le patrimoine des époux Tapie – et la société Groupe Bernard Tapie (GBT) – qui gère les actifs industriels –, présentent des bilans nettement négatifs. Filiale de la FIBT, la société ACT était elle-même d'autant plus endettée qu'un crédit de 80 millions de francs, qui lui fut consenti en 1992 par la SDBO (filiale du Crédit lyonnais), a été utilisé à tout autre chose qu'à redresser son bilan.

Sur cette somme, 55 millions de francs ont été ventilés vers la « maison mère », FIBT, soit sous forme de remboursement de compte courant, soit sous forme d'avance. L'enquête a confirmé, au passage, que 9 millions de francs avaient été *« transférés dans les comptes de l'Olympique de Marseille »*, afin d'augmenter le poids personnel de M. Tapie dans le capital du club... *« En 1992 et 1993,* indique encore l'arrêt, *les croisières* [sur le *Phocéa*] *étaient facturées à Bernard Tapie respectivement 18 200 000 francs et 19 320 000 francs ; ces sommes, non réglées, étaient portées au compte courant de la FIBT. »*

L'enquête de Mme Joly a conduit à la mise en examen de tous les principaux collaborateurs de M. Tapie (*Le Monde* du 27 août 1994) : Fabien Domergue, Elie Fellous, Noëlle Bellone, dirigeants successifs d'ACT, Brahim Benaicha, commissaire aux comptes du groupe Tapie, et même Pierre Despessailles, ancien président de la SDBO et indéfectible banquier du député-homme d'affaires, qui avait lui-même signé le prêt de 80 millions de francs, le jour de son départ en retraite... L'audition de ces membres de l'entourage de M. Tapie, ainsi que les rapports d'expertise – du cabinet Kling et des experts Salustro et Peronnet – portent les magistrats à conclure que M. Tapie était le *« dirigeant de fait »* d'ACT, et donc le principal responsable de l'impéritie de sa gestion.

Ainsi les découvertes ultérieures ont-elles conforté les soupçons du juge d'instruction, qui avait donné l'ordre aux policiers d'interpeller M. Tapie dans son hôtel particulier parisien, le 29 juin 1994 au petit matin. Prescrites deux jours plus tôt par Mme Joly, des écoutes téléphoniques sur les lignes du député, de sa fille et de deux de ses sociétés avaient permis, par l'interception d'une conversation entre M. Tapie et Jean-François Hory, le président de Radical, d'empêcher les deux hommes de s'envoler pour le Rwanda, afin d'éviter la mise en examen... L'ancien président de l'OM ayant contesté la validité de ces écoutes, et donc de sa mise en examen, la cour d'appel a précisé, dans son second arrêt du 15 mars, que ces écoutes *« effectivement motivées par les nécessités de l'instruction, réalisées, sans stratagème ni provocation, dans les formes prévues par la loi »* étaient *« régulières »*, en soulignant, à toutes fins utiles, *« le risque de voir Bernard Tapie quitter la France »*.

Hervé Gattegno

Les condamnations intervenues et les enquêtes judiciaires en cours

L'HOMME D'AFFAIRES Bernard Tapie, contre lequel Eric de Montgolfier a requis à Valenciennes six mois de prison ferme, a déjà été condamné à de nombreuses reprises par la justice.

En matière de diffamation et d'injures, le député République et Liberté des Bouches-du-Rhône détient un joli palmarès : en 1988, il a été condamné à 10 000 francs d'amende pour diffamation envers Guy Teissier, candidat UDF aux élections législatives de Marseille ; en 1989, il a été condamné à 10 000 francs d'amende pour diffamation envers Jean-Claude Gaudin ; en 1992, il a été condamné en appel à verser 30 000 francs de dommages et intérêts au président de la commission nationale de discipline de la Fédération française de football, André Soulier, toujours pour diffamation. Enfin, Bernard Tapie, qui avait traité les électeurs du Front national de *« salauds »*, a été condamné en 1992 à verser un franc symbolique à trois dirigeants du mouvement de Jean-Marie Le Pen.

Les promesses inconsidérées du député des Bouches-du-Rhône ont, elles aussi, été sanctionnées par la justice. En 1992, le groupe Bernard Tapie a été condamné par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à verser 20 000 francs de dommages et intérêts à quatre-vingt-dix-huit ouvriers des chantiers navals de La Ciotat, qui avaient intenté une action en justice pour *« promesses d'embauches non tenues »*.

Bernard Tapie s'est en outre vu sanctionné à plusieurs reprises pour des violences. Il y a un mois, l'ancien dirigeant de l'OM a ainsi été condamné à 5 000 francs d'amende par le tribunal de Saint-Martin parce qu'il avait frappé un policier des renseignements généraux qu'il affirmait avoir pris pour un *paparazzo*. Dans ce domaine, la condamnation la plus lourde a cependant été prononcée le 30 septembre 1994 par le tribunal de Toulon : Bernard Tapie, qui avait jeté à la mer une caméra de télévision de France 3, s'est vu infliger une peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis. Si le tribunal de Valenciennes sanctionne la corruption et la tentative de subornation de témoin par une peine de prison ferme, Bernard Tapie devra donc accomplir en sus les quatre mois prononcés en septembre 1994 par les magistrats toulonnais.

En plus de ces condamnations, Bernard Tapie est mis en examen dans de nombreuses affaires qui sont encore à l'instruction. C'est notamment le cas pour un dossier de diffamation qui concerne les magistrats de Valenciennes : Bernard Tapie, qui avait évoqué les méthodes *« gestapistes »* des juges, a été mis en examen le 16 juillet 1993 à la suite d'une plainte déposée par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie. C'est également le cas pour l'instruction menée à Marseille sur les comptes de l'Olympique de Marseille : le 26 mars 1994, le député des Bouches-du-Rhône a été mis en examen pour *« faux, usage de faux, abus de confiance et abus de biens sociaux »* par le juge Pierre Philipon.

Enfin, les déboires financiers des sociétés du groupe Bernard Tapie ont valu de nombreuses poursuites à son dirigeant. Le 22 décembre 1993, M. Tapie a ainsi été mis en examen pour *« abus de biens sociaux et complicité »* par les deux juges de Béthune chargés de l'affaire Testut, qui ont bouclé leur dossier à l'automne 1994. En décembre 1994, après avoir constaté que la couverture du passif des sociétés de M. et Mme Tapie était *« illusoire »*, le tribunal de commerce de Paris a en outre placé Bernard Tapie en liquidation judiciaire à titre personnel. Cette décision qui entraîne *de facto « l'incapacité d'exercer une fonction publique élective »*, sera examinée en appel fin mars.

Anne Chemin

Le CSA sermonne France 2

Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Hervé Bourges, s'est *« interrogé »*, dans une lettre, adressée mardi 21 mars au président de France-Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, sur l'entretien accordé dans le journal de 20 heures de France 2, dimanche 19 mars, à Bernard Tapie. Relevant que l'interview avait duré *« plus de la moitié du journal »*, le CSA rappelle que *« les journaux télévisés se doivent d'informer les téléspectateurs sur l'ensemble de l'actualité »*. Les sages ont constaté *« qu'aucune réelle contradiction n'a été apportée à la personnalité invitée »*. Jean-Luc Mano, directeur de l'information de France 2, a indiqué que la chaîne *« tiendrait le plus grand compte des remarques du CSA »*.

La charge du procureur de Montgolfier contre « une décennie de fric et de toc »

VALENCIENNES
de notre envoyé spécial

« Vous n'avez pas respecté la démocratie, vous avez bafoué la République et son image. » C'est en ces termes que le procureur de la République, Eric de Montgolfier, a conclu son réquisitoire, mardi 21 mars, devant le tribunal correctionnel de Valenciennes. Cette ultime accusation contre Bernard Tapie a donné la dimension symbolique du procès : pas seulement une affaire crapulo-sportive, un match arrangé par un quarteron de pieds nickelés du football, mais une époque, *« une décennie de fric et de toc »*. C'est une conception du pouvoir, celle de M. Tapie et de son faux témoin Jacques Mellick, qu'il a fustigée. *« Ce dossier a une importance en termes de société, il faut refuser de le banaliser »*, a-t-il insisté.

Dix-huit mois d'emprisonnement, dont six mois ferme. Du stade à la prison. Bernard Tapie redoutait de telles réquisitions. Elles semblaient pourtant inéluctables, tant sa situation s'était détériorée, de jour en jour, depuis l'ouverture des débats. Ses incohérences, ses excès médiatiques, sa conception du mensonge – *« J'ai menti de bonne foi »* –, tout avait facilité la tâche du procureur. Tapie avait trop joué les Tapie.

A l'inverse, Eric de Montgolfier, si souvent critiqué pour sa propension à s'exprimer en public en *phase d'instruction, avait paru* relativement discret. D'aucuns l'avaient même trouvé timoré, voire décevant, comme en retrait par rapport à son personnage de franc-tireur. Sans doute attendait-il son heure. *A quoi bon s'affoler,* ou *« affoler la meute »*, selon sa formule, désormais célèbre, de l'été 1993 ? L'adversaire sombrait tout seul, s'abîmait en solitaire. Au moment du réquisitoire, il ne resterait plus qu'à évaluer le prix de son naufrage.

En soixante-quinze minutes d'une intervention souvent brillante, mesurée au silence près, M. de Montgolfier a retracé l'affaire VA-OM. Son affaire. Ce n'est pas une simple enquête, mais tout un contexte, qui ressurgit alors : les pressions, les menaces, l'intoxication. Sous l'ironie courtoise de l'homme de loi, par-delà son verbe riche d'orateur gourmand, se profilait un scandale hors normes, aux confins du sport et de la politique, de l'argent et du cynisme.

Chaque phrase de ce réquisitoire panoramique convergeait en fait sur M. Tapie. Chaque argument venait étayer les accusations de corruption et de subornations de témoins retenues contre lui. Debout derrière son bureau, le procureur avait presque un côté proviseur de communale devant un écolier tricheur. Assis sur le banc des cancres, le député l'écoutait en bougonnant. Il fulminait de ne pouvoir réagir, de ne pouvoir se *lever et contre-attaquer* de vive voix. Il affichait son visage des soirs de défaite de l'OM, quand il pestait contre un Papin trop maladroit devant le but.

Ce constat d'impuissance l'irritait *d'autant plus que le procureur,* dont le propos restait d'une froide sérénité, commençait à dresser de lui un portrait peu flatteur: *« Le problème des hommes forts, c'est qu'il leur manque parfois la dimension de la réflexion... »* Plus tard, il aura ce compliment plus cruel que mille critiques: *«Quel homme vous pourriez être, si vous le vouliez! Vous méritez mieux que l'image que vous nous avez donnée ! »*. Là encore, Eric de Montgolfier puisait l'inspiration dans l'affaire et ses développements. *« J'ai appris à vous connaître »*, lançait-il à l'ancien ministre de la ville.

L'examen des faits fut tout aussi pénible pour un prévenu réduit au silence. M. de Montgolfier s'évertua en effet à démontrer sa responsabilité dans les trois volets du dossier : la corruption présumée du match OM-VA et les deux tentatives de subornation de témoin visant Boro Primorac et Jean-Jacques Eydelie. A l'appui de sa démonstration, il répertoria les épisodes au cours desquels M. Tapie aurait essayé, plus ou moins directement, de freiner la justice. Il y en avait cinq. A chaque nouvel épisode, revenait en mémoire le contexte de l'époque, ces temps tumultueux où l'affaire passait encore pour un « complot » anti-*marseillais*, une *« affabulation »* de journalistes trop imaginatifs et de magistrats trop bavards

La première « pression » date du 23 mai 1993. Trois jours après le match litigieux, le scandale n'a pas *encore pris trop d'ampleur mais* M. Tapie s'arrange pour entrer discrètement en contact avec les joueurs valenciennois Philippe Robert et Jorge Burruchaga. Analyse du procureur : *« Un innocent aurait pris du recul, il n'aurait pas cherché à les joindre. »*

Le portrait peu flatteur de Bernard Tapie : « Le problème des hommes forts, c'est qu'il leur manque parfois la dimension de la réflexion »

Deuxième intervention, le 17 juin 1993, date du fameux rendez-vous avec Boro Primorac, l'entraîneur de Valenciennes. M. Tapie aurait tenté d'obtenir un faux témoignage de M. Primorac. L'enjeu est déterminant: le seul indice matériel *sur la corruption – le listing* téléphonique du Novotel où logeaient les Marseillais – confirmait l'appel de la chambre de M. Bernès à destination de l'hôtel des Valenciennois. Il fallait dès lors inventer *un autre appel, prétendre,* par exemple, que M. Bernès n'avait pas téléphoné aux joueurs mais à leur entraîneur, M. Primorac. Celui-ci devait donc jouer le jeu. D'où le rendez-vous du 17 juin, pour tenter d'«acheter» sa complicité. Sur ce point aussi, M. Bernès s'est confessé : il a admis que la stratégie du faux appel avait été décidée en accord avec M. Tapie.

Le 23 juin 1993, troisième « pression » du député: il se rend à Valenciennes pour rencontrer le procureur. *« J'ai accepté, par curiosité sociologique »*, a concédé celui-ci. *« Il m'était donné d'approcher un homme d'influence, je n'ai pas su résister. Ce n'était pas une pression dans le vocabulaire mais dans la démarche. »* A écouter M. de Montgolfier, l'assistance put alors mesurer l'erreur commise ce jour-là par M. Tapie. Il était entré chez le magistrat comme on s'impose dans le vestiaire d'un arbitre à la mi-temps d'un match mal engagé.

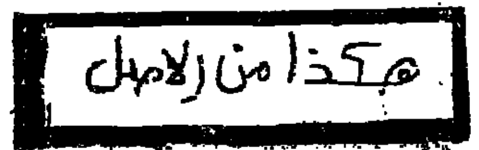
Quatrième « pression », le 25 juin 1993. Le jour où l'argent vient d'être découvert dans le jardin de la tante de Christophe Robert, M. Tapie conseille fortement à son joueur Jean-Jacques Eydelie de prendre les devants. Il le pousse à se rendre «spontanément» à Valenciennes afin de rencontrer le juge Beffy. Une stratégie de défense aurait été peaufinée au préalable, en présence d'avocats marseillais, imposés à Eydelie par *M. Tapie.*

Enfin, le 16 septembre 1993, jour d'une entrevue Tapie-Eydelie, au domicile parisien de l'homme d'affaires. Rentré d'Argentine avec un agent, Raphaël Santos, et parvenu à Paris par un itinéraire discret – par avion *jusqu'en* Belgique; dans la voiture d'un ami des époux Tapie de Bruxelles à Paris –, Jean-Jacques Eydelie aurait fait l'objet de pressions pour revenir sur ses aveux devant les instances du football. Le joueur nie ses pressions. Le procureur est pourtant convaincu qu'il s'agissait d'une subornation de témoin contre un versement de 500 000 francs en liquide, sortis d'un compte personnel de la femme de M. Tapie.

De ce discours nourri d'éléments factuels, de ce portrait brossé à traits critiques, M. Tapie ne pouvait sortir indemne. Il avait face à lui Eric de Montgolfier, la « mémoire » du dossier, au même titre que le juge Beffy, présent au fond de la salle. Un moment sonné par ces réquisitions, l'ancien patron de l'OM sortit sans s'exprimer devant les caméras. Une première depuis le début du procès. Il ne revint pas dans l'après-midi, préférant sans doute se préparer à la plaidoirie de son avocat, qui était prévue mercredi matin 22 mars.

Philippe Broussard

هكذا من الأصل



Les éditeurs d'une Bible « antijuive » passent outre le veto de l'épiscopat

Le risque d'une épreuve de force entre juifs et catholiques n'est pas écarté

La société éditrice de la *Bible latino-américaine*, traduite et vendue depuis un an à soixante mille exemplaires en France sous le titre *Bible des communautés chrétiennes*, a décidé de reprendre la diffusion de ce livre, suspendue depuis le retrait d'imprimatur, annoncé le 6 mars par l'évêque de Versailles, en raison des références antijuives que contient cet ouvrage. La justice pourrait être saisie.

LE SCÉNARIO semble en place pour une nouvelle épreuve de force entre la communauté juive et une partie de l'Eglise catholique. Les éditeurs de la *Bible des communautés chrétiennes* (BCC) ont refusé d'obtempérer aux ordres de l'évêque de Versailles, qui avait retiré son imprimatur (*Le Monde* du 10 mars) et demandé le retour des exemplaires de cet ouvrage disponibles en librairie. La position de Mgr Thomas était pourtant soutenue par le Conseil permanent de la conférence des évêques, par le nonce à Paris, par le conseil du Vatican chargé des relations avec le judaïsme, pour qui la BCC est en contradiction avec l'enseignement du dernier concile sur les juifs et le judaïsme.

Dans un communiqué publié à Rome mardi 21 mars, les sociétés éditrices (Société biblique catholique internationale à Rome, Mediaspaul en France) et les auteurs de cette *Bible des communautés chrétiennes*, Bernard et Louis Hurault, deux prêtres du diocèse de Versailles, s'estiment victimes d'une campagne qui *« par ses excès même, pourrait ranimer les braises de l'antisémitisme »*. Leur Bible, assurent-ils, *« n'est antijuive, ni dans les intentions de ses auteurs ni dans la teneur de ses textes* [...]. *Rien n'a été fait pour blesser le peuple juif. Quelques citations tronquées, quelques interprétations orientées ne changeront rien à ce fait »*. Estimant que les ventes de la BCC doivent reprendre *« leur cours normal »*, ils se déclarent toutefois disponibles pour coopérer à une *« troisième édition »*, pour laquelle ils solliciteront l'imprimatur de la conférence épiscopale.

La communauté juive, dont plusieurs responsables français et belges réclament depuis plusieurs semaines la mise au pilon de l'ouvrage, n'en restera pas là. La menace d'une saisie avait été lancée par la Licra et les B'nai Brith de Belgique. Restant en contact avec la hiérarchie catholique, Jean Kahn, président du Consistoire central, craint pour l'avenir du dialogue entre les deux confessions. Les principaux griefs portés contre les commentaires de cette Bible sont, rappelons-le, la reprise de l'accusation historique de juifs *« déicides »* (notion rejetée lors du dernier concile Vatican II), la réduction des pratiques juives à des attitudes *« folkloriques »*, *« affairistes »* ou *« fanatiques »*.

CASCADE DE NÉGLIGENCES

Comment l'adaptation de cette *Bible latino-américaine*, connue depuis vingt ans en Amérique latine comme la « Bible du peuple », proche de la théologie de la libération, dénoncée autrefois jusqu'à Rome par le régime militaire argentin, traduite et commentée en français par Louis Hurault, prêtre du quartier sinistré des Indes à Sartrouville, a-t-elle pu devenir l'objet d'une telle polémique ? Comment Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles, qui jouit d'un grand crédit au sein de l'épiscopat, a-t-il également pu être abusé, au point d'accorder, en avril 1994, son imprimatur à un ouvrage facile d'accès dans les milieux populaires, mais dont le souci d'apologétique chrétienne rappelle l'*« enseignement du mépris »* à l'égard du judaïsme et des juifs, banni par Vatican II ?

Une cascade de négligences et de dysfonctionnements a permis d'en arriver là. D'abord, pour des raisons pratiques, Mgr Thomas n'a pu obtenir à temps l'avis de la conférence épiscopale, dont l'imprimatur collectif est exigé quand il s'agit d'un document aussi important qu'une Bible. Ensuite, les « censeurs », exégètes et théologiens requis pour examiner ce texte, ont négligé de lire les notes et commentaires. Sans doute, comme leur évêque, avaient-ils été impressionnés par la réputation flatteuse des auteurs, par le sérieux des cautions épiscopales qui avaient appuyé les éditions originales en Amérique latine puis aux Philippines et en Corée. Mgr Thomas confesse ce manque de vigilance : *« Une erreur et une faute à l'égard du peuple juif d'aujourd'hui. »*

L'alerte n'est pas venue d'abord de la communauté juive, ni des éditeurs concurrents, comme les auteurs de la *Bible des communautés chrétiennes* le laissent supposer, en parlant de *« campagne orchestrée »*. Le bureau d'études doctrinales de l'épiscopat français a bien consulté les éditions spécialisées du Cerf, mais avait conclu, dès le 15 septembre, à *« des imprécisions et des erreurs de traduction posant des questions graves »*. Le « retournement » du Père Cazelles – un exégète éminent, dont la caution avait été obtenue de façon discutable par les auteurs et qui a fait retirer son nom de la première édition –, ainsi que le manque de rigueur déploré d'emblée par le Comité épiscopal des relations avec le judaïsme avaient depuis longtemps aussi valeur de verdict.

Les autorités catholiques ont voulu traiter cette affaire, jugée interne à l'Eglise, dans la plus grande discrétion. Mais elles ont été abusées par des auteurs dont elles ne soupçonnaient pas l'opiniâtreté, renforcée par leur succès en librairie. Elle n'ont pu empêcher que la prétendue « deuxième édition » de janvier 1995 ne soit qu'une quasi-réimpression de la première, assortie de minuscules corrections. C'est alors qu'un chercheur belge, Menahem Macina, et les responsables de communauté juive en France et Belgique ont fait pression jusqu'au retrait de l'agrément de Mgr Thomas.

Cet argument des négligences successives peut-il tout à fait convaincre ? Une comparaison attentive de l'édition latino-américaine de cette Bible et de son adaptation française montre que des motifs antijuifs qui ne figuraient pas, ou de façon édulcorée, dans la version espagnole sont présents, de manière plus affirmée, dans la version française. Le traducteur Louis Hurault, animateur de pèlerinages en Israël, connu des guides de ce pays, est réputé pour sa *« truculence verbale »*. Il n'exclut pas lui-même d'avoir commis quelques *« maladresses »*. La question posée est donc bien celle de l'incapacité, pour certains auteurs et éditeurs, à sortir de schémas intellectuels et de références linguistiques, hérités de près de deux millénaires de pensée théologique négative sur le judaïsme et les juifs.

Henri Tincq

★ Lire aussi le point de vue de Bernard et Louis Hurault en page 15.

L'Agence du médicament interdit aux laboratoires Skansen de fabriquer des produits pharmaceutiques

MONTPELLIER et NÎMES
de nos correspondants

Ainsi que nous le laissions entendre dès le mois dernier (*Le Monde* du 14 février), le laboratoire Skansen de Saint-Mathieu-de-Tréviers (Hérault) vient de se voir interdire de fabriquer des produits pharmaceutiques. Cette sanction, prise la semaine dernière à titre conservatoire par l'Agence du médicament, se fonde sur un rapport rédigé sous la direction de Mme Lagarde, chef du service de l'inspection et des établissements pharmaceutiques de l'Agence du médicament, à la suite d'une inspection effectuée les 1er et 2 mars.

Réalisé à l'attention de Mme Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, et de M. Tabuteau, directeur général de l'Agence du médicament, ce rapport relève, dans le laboratoire, *« la présence de matières premières dont l'étiquetage n'était pas conforme au guide de bonnes pratiques de fabrication »*. Il dénonce encore un mauvais état général du sol et des murs dans deux des pièces, et fait état de la présence d'*« une bouche d'évacuation des eaux usées ouverte à même le sol »*. Les rapporteurs critiquent également l'absence de pharmacien responsable.

SANCTION PRÉVENTIVE

Ils estiment donc que *« les constatations relevées* in situ *engagent au retrait de l'autorisation d'ouverture de l'établissement pharmaceutique »* et précisent que *« la reprise d'une activité pharmaceutique devrait faire l'objet du dépôt d'un nouveau dossier de demande d'ouverture »*. Skansen a maintenant un délai d'un mois pour se mettre en conformité avant qu'une décision définitive ne soit prise à son sujet.

Dans un courrier envoyé le 8 mars à l'Agence du médicament, Pierjean Albrecht, directeur du marketing de la société « Skansen nouvelle » (depuis son rachat par la société WTI), dénonçait *« la mauvaise foi »* et *« l'attitude partisane »* des inspecteurs, estimant qu'on cherche à *« mettre en évidence des problèmes mineurs d'étiquetage ou même de locaux qui, en tout état de cause, ne fonctionnent pas à l'heure actuelle »*.

En fait, la sanction infligée par l'Agence du médicament a un aspect préventif. Le laboratoire ne fabrique plus de produits pharmaceutiques depuis le mois dernier. Il a cessé de commercialiser des sérums anti-tissulaires équins qu'il importait de Suisse, à la suite d'un précédent rapport de l'inspection régionale dénonçant les conditions douteuses dans lesquelles ils étaient produits.

Depuis plusieurs semaines, Pierjean Albrecht accuse l'Agence française du médicament de *« vouloir la fermeture »* de son laboratoire. Il se dit victime d'une *« diabolisation »* orchestrée depuis 1992 par Michel Lang, président de la Cerp Rhin-Rhône-Méditerranée (répartiteur pharmaceutique), et Marie-Josée Augé-Caumon, présidente de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, qui, selon lui, chercheraient à régler sur son dos des comptes personnels. La fédération et l'ordre des pharmaciens ont reproché à IRL (première société créée à Saint-Mathieu-de-Tréviers), puis à Skansen (qui a repris l'activité pharmaceutique d'IRL dans les mêmes locaux), d'avoir attribué des vertus thérapeutiques à des produits qui n'étaient pas des médicaments. Mais M. Lang comme Mme Caumon se défendent d'avoir privilégié le moindre intêret personnel dans cette affaire.

« CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT »

Lors d'une conférence de presse contrôlée par un huissier, Pierjean Albrecht a encore affirmé que sa *« société est victime d'une campagne de dénigrement menée pour* [l']*empêcher de mettre en place* [son] *projet de production de superoxyde dismustase contre le sida »*. Un *« complot »* supposé qui profiterait aux grandes firmes pharmaceutiques.

Skansen doit aussi faire face à la justice. Une plainte pour *« infraction au code de la santé publique »* déposée par la Drass a été transmise au parquet de Montpellier. Deux autres plaintes, pour *« exercice illégal de la pharmacie »* et pour *« escroquerie »*, déposées contre IRL, sont en cours d'instruction au cabinet du juge Claudine Laporte, à Montpellier. Mis en examen à Belfort, dans une autre affaire de vol de matériel de laboratoire, M. Albrecht reproche à la justice de détenir *« les preuves de son innocence »*. Il accuse en bloc *« la Drass, la direction du travail et de l'emploi, la préfecture* [de l'Hérault], *la direction générale des impôts et la Datar »* d'avoir *« tous cédé sous la pression des rumeurs et des fausses informations »*.

Richard Benguigui et Jacques Monin

Les vacanciers français préfèrent toujours la mer

L'ENQUÊTE réalisée pour la quatrième année consécutive par Démoscopie auprès de 2 000 personnes à l'occasion du Salon mondial du tourisme (du 22 au 27 mars, à la porte de Versailles, à Paris) fait apparaître quelques évolutions parmi les habitudes des Français, qui, cependant restent plutôt conservateurs.

Comme l'année précédente, 57 % d'entre eux sont partis au moins une fois en vacances en 1994 pour des destinations qui évoluent peu (la France reste largement en tête, pour 81 % des vacanciers). Ceux qui partent se dirigent de préférence vers le bord de mer (62 %) et dans une moindre mesure vers la montagne (34 %), qui reste essentiellement une destination hivernale, la campagne (32 %) ou vers les villes (23 %), étrangères principalement.

Au total, près de la moitié des hébergements s'effectuent à titre gratuit chez des amis ou de la famille, alors que le recours aux agences de voyages, en léger recul, reste l'apanage des plus mobiles. On relève pourtant quelques frémissements : légère augmentation de la fréquence des départs par rapport au creux enregistré l'an dernier, succès croissant des vacances à l'étranger, qui retrouvent, après le repli de 1993, leur niveau de 1992 avec une faveur marquée pour l'Espagne et l'Italie devant le Portugal, la Grande-Bretagne, la Grèce, les Etats-Unis, le Maroc et la Tunisie, le Canada et, nouvelle venue, l'Amérique latine. L'enquête enregistre cette année un peu plus d'intentions de partir (60 %) que les années précédentes, la majorité des personnes interrogées annonçant néanmoins, en matière de durée, de fréquence et de dépenses, un comportement semblable à celui de 1994.

De quoi tempérer les espoirs des professionnels du tourisme qui, dans l'attente d'une reprise toujours à venir, devront s'appuyer plus que jamais sur la minorité très active (jeunes, foyers aisés, Franciliens et habitants des grandes villes, retraités), qui constitue, très majoritairement, la clientèle privilégiée du tourisme marchand. Une minorité qui, toujours mobile et curieuse, part plus souvent et plus longtemps, en France comme à l'étranger.

A croire qu'il existe une sorte « d'accoutumance » aux vacances : plus on aime et plus on pratique, avec des durées confortables dépassant, chez ceux qui sont partis plus de trois fois, dans l'Hexagone et ailleurs, les quarante jours, voire, dans certains cas, les huit semaines. Sachant que, toutes périodes de vacances confondues, les Français sont, en 1994, partis en moyenne vingt-huit jours, on découvre ainsi, là comme ailleurs, une France à deux vitesses. Avec, d'un côté, une minorité privilégiée s'offrant une « overdose » de vacances, de l'autre, une majorité qui ne part qu'une seule fois, en été, en France et au bord de la mer.

Patrick Francès

Manifestations d'étudiants à Paris et en province

LA MOBILISATION des étudiants se poursuit dans les trois universités de Caen, Rennes et Pau. En grève depuis le 8 mars, près de cinq mille étudiants de l'université de Caen ont manifesté, mardi 21 mars, pour demander *« l'enterrement total du rapport Laurent »* et la baisse du coût des études universitaires. Deux étudiants ont été blessés lors d'un incident avec un automobiliste qui avait voulu forcer le défilé. Une semaine après la reprise des cours à l'université de Rennes-II, quatre mille étudiants ont voté une nouvelle grève de deux jours. Dans la soirée de mardi, ils ont invité près de deux mille sans-abri et des chômeurs à dîner gratuitement dans le restaurant universitaire jouxtant la salle où se tenait une réunion publique de Lionel Jospin. Toujours contre le *« rapport Laurent »* et les *« insuffisances de postes comme de locaux »*, les étudiants de Pau ont de nouveau manifesté, mardi, dans les rues avant de bloquer le trafic ferroviaire à la gare. Enfin, à Paris, plus d'un millier d'étudiants en soins infirmiers se sont retrouvés près de l'hôtel Matignon pour *« exiger du gouvernement l'ouverture de véritables négociations sur la reconnaissance de* [leur] *statut au niveau bac + 3 »*.

Des avocats réclament la fermeture du « dépôt des étrangers »

UNE CENTAINE d'avocats ont manifesté mardi 21 mars devant le « dépôt des étrangers » de la préfecture de police de Paris pour demander sa fermeture et ont réclamé l'ouverture d'une information judiciaire après le décès dans sa cellule d'un jeune homme qui affirmait être marocain (*Le Monde* du 17 mars). Mobilisés à l'appel de la section parisienne du Syndicat des avocats de France (SAF), les avocats ont chacun déposé une rose devant l'entrée du « dépôt », qui se situe au sein du Palais de justice. Me Henri Leclerc, nouveau président de la Ligue des droits de l'homme depuis dimanche, a demandé que cesse l'existence de cette *« zone de non droit »*, dont l'accès reste interdit aux avocats, aux journalistes et aux associations humanitaires. Le Syndicat de la magistrature, le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (Gisti), l'Association de défense des droits des étrangers et SOS-Racisme ont participé au mouvement de protestation.

DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION : une manifestation nationale *« contre la politique française des visas »*** accordés aux Algériens est organisée, samedi 25 mars à Nantes, par plus d'une centaine d'associations, syndicats et formations politiques. Les manifestants se rassembleront devant le bureau des visas algériens du ministère des affaires étrangères, qui a été rapatrié des consulats français en Algérie le 6 octobre dernier. Selon les organisateurs de cette manifestation – mouvements de soutien aux étrangers (Cimade, Gisti...), syndicats (FSU, CGT, CFDT...), partis politiques (PCF, Verts...) –, le nombre de visas accordés aux Algériens est passé de 800 000 en 1989, *« période de paix civile »*, à moins de 100 000 en 1994, *« année de pleine guerre civile »*.

■ **EXCLUSION : Edouard Balladur s'est prononcé, mardi 21 mars, pour *« une loi d'ensemble contre l'exclusion »***, qui définirait un *« effort financier sur plusieurs années »*, dans *« six secteurs-clés »* : logement, santé, travail, école, justice et vie familiale. Recevant, à l'hôtel Matignon, la Commission nationale consultative des droits de l'homme venue lui remettre son rapport annuel (*Le Monde* du 22 mars), le premier ministre a précisé que la prochaine étape de la modernisation de l'Etat devait concerner les politiques sociales. La déclaration de M. Balladur intervient une semaine après que le collectif Alerte a jeté les bases d'un *« pacte contre la pauvreté et l'exclusion »* (*Le Monde* du 14 mars). Le 15 avril 1994, M. Balladur avait déjà annoncé *« un programme global de lutte contre la pauvreté »*, réclamé alors par les associations de solidarité et qui ne s'était traduit à l'automne que par une série de mesures ponctuelles.

■ **MONNAIE : un nouveau billet de 500 francs à l'effigie de Pierre et Marie Curie** a été mis en circulation mercredi 22 mars. Il s'agit de la deuxième coupure de la gamme lancée en octobre 1993 par la Banque de France avec le 50 francs présentant un portrait de Saint-Exupéry. Les actuels billets de 500 francs à l'effigie de Pascal conservent leur cours légal et continueront de circuler.

■ **MÉDECINE : une plainte pour publicité et concurrence déloyale** a été déposée auprès du conseil départemental de la ville de Paris de l'ordre des médecins contre treize professeurs présentés dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *L'Express* comme les meilleurs de leur spécialité, a annoncé, mardi 21 mars, la section parisienne de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Ces médecins – parmi lesquels figure le professeur Bernard Debré, urologue et ministre de la coopération – avaient été « élus » par 834 généralistes d'Ile-de-France. Le syndicat plaignant conteste cette méthode, *« porte ouverte à tous les abus »*, et estime que *« la diffusion de ce palmarès pourrait être assimilée par le grand public à une évaluation sérieuse de la qualité des soins dispensés par ces médecins, alors qu'aucun élément statistique n'appuie ce jugement »*.

■ **JUSTICE : le juge Halphen, chargé d'enquêter sur les fausses factures des HLM en région parisienne**, n'a pas obtenu le réquisitoire supplétif qu'il avait demandé au parquet de Créteil, début mars, afin d'instruire sur d'éventuels détournements de biens publics concernant un chargé de mission à la Ville de Paris, Philippe Ceaux, qui est aussi permanent du RPR en Corrèze. Le parquet général de Paris a en effet considéré que le juge Eric Halphen n'est pas territorialement compétent, M. Ceaux n'étant pas salarié de l'Opac HLM de Paris. Aussi le ministère public a-t-il demandé au magistrat de transmettre les éléments concernant M. Ceaux au parquet géographiquement compétent (Brive, pour la Corrèze, ou Paris).

Commercialisation d'un « leurre olfactif » pour arrêter de fumer

LA FIRME Warner-Wellcome (filiale des multinationales pharmaceutiques Warner-Lambert et Wellcome) va lancer dans les prochains jours sur le marché français un nouveau produit, mis au point par une équipe médicale française, visant au sevrage de la consommation des tabacs. A la différence des méthodes actuellement existantes, basées sur des nicotines de substitution (*via* des gommes à mâcher ou des patches cutanés), cette approche est fondée sur la fonction olfactive. Elle consiste à proposer un « leurre olfactif », mélange odorant de différentes essences végétales (clous de girofle, musc, odeurs utilisées pour parfumer les tabacs, etc.). Le principe consiste à saturer, durant quelques minutes, la fonction olfactive lorsque le consommateur ressent l'envie de fumer. La consommation de cigarettes, durant cette période, ne génère plus, alors, le plaisir olfactif habituel.

Une étude menée auprès de 115 consommateurs de tabac, sur une durée d'un mois, et publiée dans le numéro de décembre dernier de la *Revue française de phytothérapie*, conclut à 62 % de réduction de la moitié de la consommation ou plus (parmi lesquels 26 % d'arrêt total) et à 20 % d'échec complet. Ce procédé commercialisé en pharmacie (au prix de 150 francs le « leurre olfactif » utilisable de quatre à six semaines) sera disponible sans ordonnance médicale. Il peut, selon ses promoteurs, être associé ou non aux méthodes plus traditionnelles de sevrage tabagique.

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER
PARIS – ILE-DE-FRANCE



MESURES D'URGENCE

Le ministère du logement et le conseil régional d'Ile-de-France ont signé, le 14 mars, une convention visant à inciter les propriétaires de logements vacants à les remettre en location.

Le Conseil Régional attribue ainsi une prime de 10 000 F à tout propriétaire bailleur, possédant au plus trois logements locatifs, qui accepterait de louer un logement d'une surface supérieure à 20 m2 et vacant depuis au moins le 31 décembre 1993.

L'Etat accorde pour sa part une aide forfaitaire de 15 000 F par logement aux associations ou organismes à caractère social qui se portent locataires de logements vacants et les sous-louent aux personnes défavorisées, ou qui garantissent le paiement du loyer aux propriétaires qui ont remis en location des logements bénéficiant aux démunis.

Socialement justes et politiquement exemplaires, on observera avec intérêt l'efficacité de ces mesures d'urgence qui pourraient concerner, selon leurs auteurs, environ 30 000 logements en Ile-de-France.

Mais en aucun cas elles ne doivent dispenser nos futurs gouvernants d'une remise à niveau raisonnable de la fiscalité immobilière, et notamment de la fiscalité locale.

C'est une bonne mesure, mais nous la prenons comme un commencement et non comme une fin.

Jacques LAPORTE,
Président de la chambre FNAIM Paris-Ile-de-France

Appartements Ventes

4e arrondt

HENRI IV, 320 M² exceptionnel, magnifique, appart. de caractère à rénover, récep. 100 m², gd balc., 5 900 000 F. PARTENA - 42-66-36-53

5e arrondt

BD PORT-ROYAL pierre de t., gd 3 p., charme, dble expo., 1 700 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

VAL-DE-GRACE, vue, récent, stand. 4-5 p. park. possible, 3 180 000. Mel - 43-25-32-56

CENSIER, 3 P. 2e ét., chambre sur jardin, bon état. 43-36-17-36

ST-GERMAIN SUD près Institut monde arabe, 4-5 pièces, balcon, service cave, 4 200 000 F. Serge Kayser - 43-29-60-60

CENSIER DAUBENTON 20 M², 440 000 F, petit studio tt cft, 4e ét., bel imm. 42-66-36-53

6e arrondt

CHERCHE-MIDI, très bel imm., studette, 6e s/rue, kitchen, dche, 390 000 F. RUE DAUPHINE, bel anc., 4e, calme, clair, studio tt cft, 425 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

7e arrondt

BAC-RASPAIL pierre de t., 5 p., angle, 6e, asc., balc., serv., park., 4 200 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

RUE DE LILLE studio, 4e dernier ét., cuis., bains, parf. état, 620 000 F. ST-FRANÇOIS-XAVIER, studio, cuis., bains, 34 m², clair, r.-d.-c., parf. état, 750 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

13e arrondt

PORT ROYAL, 7 P. Gobelins, 1er ét., 2 entrées, 2 lots, rare. 43-36-17-36

AV. D'ITALIE gd stand., 3 p., 88 m², loggias, park., parf. état, 1 680 000 F. FONCIA - 45-44-55-50

Tolbiac, imm. 76, ét. él., 4-5 p., gde cuis., 104 m², terr. 34 m², calme, dble box. 43-35-18-36

45 M², 520 000 F BD MASSÉNA, imm. récent, 2 p. tt cft, refait neuf, park. s/sol, IMMO MARCADET - 42-51-51-51 3615 FNAIM * MARCADET

GOBELINS 3 P., parfait état, 5e, balc., soleil, bel imm., 890 000 F. AWI - 42-67-37-37

14e arrondt

Plaisance, 2-3 p., 45 m², 820 000 Mairie, 4 p., 90 m², 2 320 000 F; proche Mairie, 3 pièces, 48 m², 950 000 F. Denfert, 2 p., 40 m², 6e, asc., 930 000 F - 43-35-18-36

Alésia, stand., ét. él., 5-6 p., 150 m², séj., 48 m², gde cuis., 2 bns, sol., vue, box. 43-35-18-36

15e arrondt

PORTE DE VERSAILLES gd 2 p., 60 m², parfait état, vestibule, cuis. aménagée, s. d. bns, nbx placards, chambre service, cave, 1 600 000 F. Tél : 43-25-88-68

PORTE DE VERSAILLES 4 P TT CFT, imm. stand., 1 200 000. AWI - 42-67-37-37

RUE MADEMOISELLE impeccable 2 p., 35 m², vue square, soleil, 790 000 F. 42-66-36-65

17e arrondt

Prox. MARÉCHAL-JUIN, dans HÔTEL PARTICULIER, beau 2-3 p., 88 m², charme, 1 950 000 F. 42-66-36-53

WAGRAM, 3 P. séj. + 2 ch., s. d. bns, w.c., bel imm., p. d. t., 1 300 000 F. IMMO MARCADET - 42-51-51-51 3615 FNAIM * MARCADET

4, AV. AMPÈRE, 17e, bel imm. 1970, 3e étage, 2 p., 45 m², 1 134 000 F Tél. : 42-80-96-39

18e arrondt

IMMO MARCADET 42-51-51-51 18e Mº JULES-JOFFRIN, 32 M², 465 000 F

60 M², 890 000 F imm. 1974, stand., balcon, appartement refait neuf ;

54 M², 735 000 F imm. 1974, beau 2 p., balc.

3615 FNAIM * MARCADET

STUDIO, imm. stand., vue square et Sacré-Cœur, meublé et équipé, ht de gamme, 7e, asc., 450 000 F. 42-52-14-14

20e arrondt

Mº GAMBETTA, Villiers-de-l'Isle-Adam, gd studio tt cft, imm. 1991, 535 000 F, frais notaire inclus. LERMS - 40-30-39-69

Mº GAMBETTA, GD 5 P., imm. gd stand., 3e ét., park. LERMS - 40-30-39-69

94 Val-de-Marne

VINCENNES, Mº BERAULT, 4 p., 3e, asc., ch. collectif, 1 218 000 F. 43-74-03-39

BRY-SUR-MARNE, 20 mn Paris asc., résid. 1970, beau 3 p., balc., 750 000 F. Mel - 43-25-32-56

Bureaux Locations

MADELEINE au cœur des Affaires, BURX, 25 m², 4 000 F/mois. PARTENA - 42-66-36-53

ÉTOILE, 425 M², luxueux hôtel part., 1 900 F le m²/an. AWI - 42-67-37-37

Appartements Achats

IMMO MARCADET recherche appartements Paris toutes surfaces Tél. : 42-51-51-51 FAX : 42-55-55-55

Locations Offres

9e STUDIO, 25 M², 5e, asc., imm. récent, 2 650 h. ch. - 42-66-36-53

14e ALÉSIA, beau 2 p., 6e ét., asc., vue dégagée, 4 443 net - 42-66-36-65

15e PASTEUR, 3-4 p., 87 m², ét. élevé, vue dégagée, balcons, soleil, 2 s. de bns, 8 500 F ch. avec parking. 42-66-36-53

MADELEINE, 150 M² beau 5 p., parf. état, 13 000 h. ch. PARTENA - 42-66-36-53

Parking

Pptaire vds Mº M.-Bizot, 3, impasse Wattignies, 12e, 25 parkings et boxes. 46-28-61-83

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER
3615 FNAIM

SPÉCIAL VENTES

appartements ventes

1er arrondt

Pal.-Royal, imm. XVIIe, s/b. cour, calme, 3e, asc., 4 p., tt cft, 100 m², habl. ch. – Pont-Neuf, imm. XVIIe, 2e ss asc., s./cour, 3/4 p., 78 m², soleil, calme - 43-35-18-36.

3e arrondt

AU CŒUR DU MARAIS dans Hôtel Partic entr. cour et jardin superbe DUPLEX 170 m², 2 chbres + studio jard. privatif Exclus DOURDIN 46-24-93-33

Mº SAINT-MARTIN studio tt conf. Refait neuf. 430 000 F. IMMO MARCADET 42-51-51-51 3615 FNAIM * MARCADET

135 m² : 6 pces, cuis., cft BORDURE MARAIS bon imm., asc. 48-73-57-80.

4e arrondt

ÎLE SAINT-LOUIS 83 m², rénovation à finir. 1 800 000 F – 42-76-00-66

SUPERBE 310 m² A.I.M. - Tél. : 42-78-40-04 23, bd Henri-IV.

CHATELET : STUDIO cuis. équipée, bains, 2e ét. Parfait état. Jolie vue. 435 000. AIM. - Tél. : 42-78-40-04.

5e arrondt

VUE PANTHÉON. RÉCENT. 4e ét., asc., 2/3 p., 55 m², env. Park., balcon, 1 950 000 F. DVI 44-18-07-07

PANTHÉON studio, cuis., s. de bains, 33 m² env., balc. 900 000 F DVI 44-18-07-07

ST-MÉDARD, beau 2 p., s/rue et cour, cuis., bains impecc. 1 100 000. MEL : 43-25-32-56

MAUBERT 2/3 pces VUE Très beau séjour : 1 230 000 F RUE NAVARRE-ARENES 2 p. 897 000 F. 42-78-40-04.

6e arrondt

VAVIN-BREA Bel imm., 3e ét., asc., 4/5 P., 95 m². SOROVIM 53-76-17-47.

MONNAIE Bel imm. XVIIe STUDIO 20 m² env., 3e étage, clair et calme. 4 P., 110 m² env., 4e étage, vue dégagée. CLMP 45-03-30-40

VAVIN Gd studio style atelier. Bon état sur verdure, calme, 850 000 F SYNDIC 43-20-77-47

Buci Imm. XVIIe, 3e ss asc., pl. sud, calme, gd stud. 47 m², cuis., séj., poss. 2 p. HSP, poutr. + débarras 43-35-18-36.

Montparnasse, vue dégagée, anc., 4e, asc., beau 2/3 P. sud. 1 600 000. MEL 43-25-32-56

CHERCHE-MIDI 120 m², gde récept. 2 chbres impec., calme, soleil LARGIER Tél. : 42-65-18-83.

7e arrondt

ALMA 130 m² à rénover imm. pierre de taille. EPI 44-91-95-15 poste 14

Sur Seine, vue superbe, dernier étage, appartement 150 m² + studio + 2 parkings s/sol. Prix : 7 500 000 F. Tél. : 46-83-13-95

AVENUE BOSQUET 350 m² env., triple réception, 6 chbres + serv. 10 500 000 F. DVI 44-18-07-07

CHAMP DE MARS 2 p., 36 m². 950 000 F. IMMOVIDEO 47-05-02-02

SAINT-GERMAIN près université, 310 m², duplex, 3e et 4e étage. récept., 5 chambres, box, service, soleil, calme, verdure. EURO BUILDING 40-65-99-99

8e arrondt

PARIS-8e MALESHERBES Exceptionnel 9 pces très gd stand. 4 pces de réception 5 ch. + ch. de service Prix : 15 000 000 F ATYS. - Tél. : 48-05-58-12

MADELEINE 3 p., 75 m², 4e ét., asc. 1 700 000 F. 47-20-17-88

TRIANGLE D'OR 3-4 pièces, 145 m², balc., 5e ét., p. de t. Prix : 4 900 000 F. AV. MONTAIGNE 2-3 p., 110 m², balcon, box. Prix : 5 900 000 F. GRAND STUDIO 1 700 000 F PARTENA 47-20-17-82

Parc Monceau, pdt, 2e, asc., 5 p., 115 m², gde cuis. poss., 125 m², chf. Ind., calme + 2 gr. ch. serv., à saisir. 43-35-18-36

9e arrondt

PARIS-9e ST-GEORGES 3 pces 105 m², dble orientation vue sur les toits de Paris 5e ét., asc., séjour 50 m² 2 ch. très bon état Prix : 2 300 000 F ATYS. - Tél. 48-05-58-12.

10e arrondt

SACRIFIÉ 113 m², clair à rénover. EPI 44-91-95-15 poste 14

CANAL DE L'OURCQ 3 p., 66 m², tout conf., étage élevé, vue dégagée, pkg s/sol. Prix : 850 000 F. IMMO MARCADET 42-51-51-51

11e arrondt

PARIS 11e RICHARD-LENOIR 3 P., 91 m² ds bel immeuble P. de t. Orientation s/o, 3e ét., très bon état, séjour 36 m², 2 ch. 2 050 000 F ATYS : 48-05-58-12

PARMENTIER 2/3 P. Très bien distribué ds imm. ravalé en pierre de Paris, cuis. équipée, sdb carrelée. 46 m². Prix : 775 000 F ATYS : 48-05-58-12.

VOLTAIRE-NATION imm. style hôtel part. restauré par vendeur. Grds volumes à aménager, 76 ou 126 m² avec jard, 4 m HSP. Autres 80-100 ou 145 m². Tél. : 47-00-77-27.

VOLTAIRE, près mairie, beau studio, balc. 580 000 F. Poss. park. API 43-73-62-61

Bastille/L. Rollin, grand duplex (190 m²), ascenseur, plein sud, 3 150 000 F. API 43-73-62-61

Faidherbe Chaligny, atelier à aménager, ravalement payé. 1 150 000 F. API 43-73-62-61

12e arrondt

PARIS 12e, 160 m² Imm. Pdt. 3 600 000 F. STEEL IMMO 43-96-53-10

R. DIDEROT STUDIO tt cft., im., stand. 530 000 F cpt. Tél. : 43-46-56-47.

PENTHOUSE TERRASSES BASTILLE 7 P. s. d'eau, 3 pkg part. 6 800 000 F Tél. : 43-44-01-90

MICHEL BIZOT plusieurs 2 pièces, confort, à rafraîchir. 630 000 F API 43-73-62-61

14e arrondt

Près Denfert-Rochereau, récent, grand standing 2 P. DUPLEX, frais réduits 43-35-06-73

BD MONTPARNASSE 5 P., 92 M², 1er ét. asc. Double expo. Possib. profess. 2 100 000 F – 43-20-32-71

PARIS 14e PLAISANCE 74 m², imm. bourgeois 1910, séj. 26 m² + 2 ch (11 + 17 m²). calme sur jard, soleil, parquet, chevron, moulures. SYNERGIE 45-42-90-30

14e NEUF 250 m², 4 ch., terrasses, calme, soleil, pkg. PPI 40-43-08-17

BOYER BARKET 2 P. de caract. ds imm. pdt, sud, chem., parquet. 592 000 F. SYNDIC 43-20-77-47

14e GAITÉ 2 P., 51 M² immeuble 1900 très bien tenu, très clair, vue dégagée, balcon, parquet, moulures, cheminée. Prix : 950 000 F. SYNERGIE 45-42-00-30

15e arrondt

BEL ANCIEN 1901 IMPECC. - RUE LABROUSTE GD STUDIO, BON PLAN 6e ET., ASC. 595 000 F 3 PIÈCES, LUMINEUX 6e ET., ASC. 1 160 000 F. Exclusivité – 43-20-32-71

CAMBRONNE, 82 m² 2 chbres, balcon, soleil. 7e ET., ASC., PARKING 2 180 000 F – 43-20-32-71

Mº PASTEUR 2/3 p., modulables ds immeuble ravalé, charme qq trx. A VOIR
MAIRIE DU XVe 2/3 P. avec balc. sur jardin, calme ds bel imm. récent. Prix : 1 690 000 F
FACE ÉCOLE MILITAIRE spacieux studio + pkg en s/s, calme et clair, imm. gd stand. 7e ét. sur jardin. Prix : 1 043 000 F
VUE SUR SEINE, STUDIO équipé + pkg. Dernier ét., pisc. Prix : 750 000 F
PARC GEORGES-BRASSENS 2 P. + pkg. Bon état, sans vis-à-vis. Ouest sur verd. A saisir 15 000 F/m².
AGENCE DU RÉCOLEINE 45-75-93-93

PARIS 15e DUPLEIX 86 m² imm. Pdt., gd stand. 1900 3e + 4e ét., asc. Parfait état, soleil sud sur jard. Très calme, Prix : 2 200 000 F + studio équipé 18 m² 450 000 F SYNERGIE 45-42-00-30.

EXCEPTIONNEL 40 M² 730 000 F Mº LOURMEL Beau studio. Parfait état, 4e, asc. Imm. stand, soleil 42-66-36-53.

MOTTE-PICQUET 2 P., 45 m² 850 000 F IMMOVIDEO 47-05-02-02

16e arrondt

MAISON RADIO imm. récent, tt cft, 4e ét., séj., 1 chbre, 69 m² – 48-73-57-80

PL. MEXICO 190 M² dble récent, 3 chambres + 2 chambres serv. 5 000 000 F.
TROCADÉRO 350 M² en angle, 4e étage, pierre de taille + studio, service.
PARTENA 42-66-36-53

H. MARTIN 160 M² imm. gd stand. + studio 25 m². 5 300 000 F. Tél. : 47-27-84-24

Pl. V. HUGO 125 M² à rénover, 5e, asc., p. de t. 3 900 000 F. Tél. : 47-04-88-18

AVENUE VICTOR-HUGO 16e Immeuble récent de standing, studio, 34 m² au 6e étage, ascenseur, sur jardin, clair et calme, chauffage et eau chaude collect. Prix : 892 000 F MANSART : (1) 53-70-13-13

16e SUD 2 P. 48 M² idéal placement. 870 000 F. Tél. : 47-04-88-18

225 M² S/SEINE VUE TOUR EIFFEL superbe appartement de récept, 4-5 p., grand standing, box
S/RANELAGH av. Raphaël, vue imprenable, 250 m², grand terr. + 50 m² de balcons + appartement 2 pièces; service + parkings.
PARTENA 47-20-17-88

FACE TOUR EIFFEL superbe appt, 340 m², 4e ét. EPI 44-91-95-15 poste 12

16e RUE LAURISTON imm. pierre de taille, standing, 3-4 p., 91 m², 2 chambres, double living, 2 salles de bain, cuis. équipée, ch. de service, cave, calme, sur cour. Bat neuf. Prix : 2 300 000 F. MANSART (1) 53-70-13-13

17e arrondt

R. des Dames, 106 m², 3-4 p., 1 640 000 F, poss. prof. libérale. 46-22-60-60. Urgt 47-66-97-71

LA MÉDITERRANÉE, son architecture, de cet appartement, 250 m², sa réception plein ciel, terrasse 150 m², site privilégié et arboré. PPI 40-43-08-17

EXCEPTIONNEL villa sur le toit, 245 m², 3-4 chbres + terrasses, 2 box, calme, verdure, lumière

L'AFFAIRE DU MOIS ! appartement de réception 390 m², imm. p. de taille, récept., 5 ch., 2 box, grand standing. Prix : 8 400 000 F. EURO BUILDING 40-65-99-99

18e arrondt

RUE LAMARK 3 P. dans beau pierre de taille, 3e ét., asc., allure remarquable. Prix : 1 100 000 F. SYNDIC 43-20-77-47

BUTTES MONTMARTRE beau 3 pièces, confort, calme. 1 260 000 F. API 43-73-62-61

19e arrondt

RUE RIQUET 320 000 F studio tout confort, calme. IMMO MARCADET 42-51-51-51

Mº CRIMÉE, STUDIO avec cuis. indépendante, 3e ét., calme, faibles charges. RÉCOLEINE 45-75-93-93

20e arrondt

MARAICHERS atelier à rénover + mezzanine possible. 730 000 F. API 43-73-62-61

78 Yvelines

CHATOU PRÈS RER récent, standing à partir de 16 000 F/M² 34-80-65-53

M. GAMBETTA Villiers-de-l'Isle-Adam Gd studio, tt cft, imm. 1991, 535 000 F. Frais de notaire inclus LERMS. 40-30-39-69

VERSAILLES Notre-Dame, 217 m², séjour s. à manger, 5 chbres, charme, emplact exceptionnel. Prix : 4 300 000 F. Exclusivité Saint-Louis Immo 39-02-38-10

VERSAILLES-ERMITAGE côté parc du château, résidence grand standing, dernier étage, exposition sud, 5 pièces, exceptionnel 2 parking s/sol. Prix : 3 950 000 F. Saint-Louis Immobilier 39-02-38-10

VERSAILLES SAINT-LOUIS Immeuble XVIIIe, 184 m², entrée, salon salle à manger, salon de musique, 3 chambres, grenier (possibilité 2 chambres), 2 caves. Prix : 3 500 000 F. Saint-Louis Immobilier Tél. : 39-02-38-10

92 Hauts-de-Seine

LEVALLOIS-NEUILLY récent, standing, immeuble de 2 pièces avec parkings souterrains 47-73-51-26

NEUILLY CENTRE Dble living, 3 ch, 2 Sdb, 2 wc, terrasse, balcons, pkg. Prix : 3 300 000 F STEEL IMMO 43-96-53-10

NEUILLY PTE DE VILLIERS immeuble récent, jardins, standing, soleil, 3 pièces, parfait état. Prix : 2 250 000 F. CLMP 45-03-30-40

NEUILLY BOIS très bel appartement 115 m², 5e ét., park. vue exceptionnelle. EPI 44-91-95-15 poste 12

SAINT-CLOUD proximité parc 2-3 p., 68 m². Prix : 1 250 000 F. 47-05-02-02

NEUILLY JAMES duplex 280 m² + jardin. EPI 44-91-95-15 poste 15

94 Val-de-Marne

NOGENT (BOIS) à partir de 13 000 F/m² 43-94-95-52

CHARENTON/BOIS, 80 m² Dble living, 2 ch, sdb, cuis., chauf. gaz, imm. 1950 STEEL IMMO 43-96-53-10

Province

Vends superbe 5 pièces entièrement rénové BÉZIERS (34) CENTRE-VILLE 3e étage, terrasse 50 m². Prix : 750 000 F. Tél. : 47-25-17-59

PERPIGNAN 4 pièces, 85 m², 3e et dernier étage sur 3 faces, cuisine équipée, 1 terrasse, 1 cellier, 1 cave + parking privé. Prix à débattre : 400 000 F. Tél. : 40-99-06-74 (16) 68-85-36-43.

Maison

Près Eurodisney et RER CHESSY maison 1960 de 120 m², sur parc 3 500 m², clos, situation except. dominante hors inond., belle vue, séj. 40 m², large baie vitrée, cheminée danoise, chauf. fuel, cir chaud, bonne isolat., dbles vitrages, 2 garages Prix : 1 300 000 F Tél. : (16) 68-75-08-66 (24/24)

COURBEVOIE, MAISON FACE ÎLE DE LA JATTE 7 P., 120 m², pierres meulières 4 ch., dble living, 2 sdb jardin 100 m², atelier 40 m² exposition sud, garage Prix : 2 650 000 F MANSART (1) 53-70-13-13

BOIS-COLOMBES gde maison, 560 m², 14 P., parc 1 300 m². EPI 44-91-95-15 poste 16

MONTPARNASSE maison 160 m², 4 ch., terrasse, calme, verdure PPT : 40-43-08-17

Centre Bretagne près du lac de Guerlédan, proximité tous services, pavillon F 4, tout aménagé, au calme, jardin clos, nbres dépendances. Prix : 400 000 F Tél. : HR, 96-28-56-83

Terrains

COTE VAROISE entre HYÈRES et LE LAVANDOU lots de terrain de 1 700 m² à 2 800 m². A part. de 760 000 F TTC. Vue imp. sur mer, îles et collines. Golf 18 trous. AG DES ÎLES D'OR LA LONDE Tél. : (33) 94-66-81-47 Fax (33) 94-35-01-24

villas propriétés

VERSAILLES Plateau de Montbauron Maison bourgeoise 1900, séj. s. à manger, bur. 6 chbres, s/sol, gar. jard., 570 m², excellent état. 5 250 000 F. St-Louis IMMO 39-02-38-10

immeubles hôtels particuliers

NEUILLY JAMES H. P. 440 m², 5 ch., jard., 800 m² piscine. EPI 44-91-95-15 p. 16

locations offres

ILE ST-LOUIS impeccable original 2 P., cuis. équipée, bains. 7 500 F + 600 F. LAGARDE. 43-26-22-63.

ARGENTEUIL (95) 5' DE LA GARE 4 P., 78 M², 5e ét. Cave, Park. 4 532 F T.C. Commiss. : 2 289,21 F. AGIFRANCE. 39-82-73-31.

Mº PORTE-DE-BAGNOLET TRES BEAU 4 P. 109 M² avec balc. 4e ét. Park. 8 951 F T.C. Comm. 5 306,40 F. AGIFRANCE. 43-67-05-36.

ILE ST-LOUIS, 3 P., raffiné, cuisine, s. de bains. 8 500 F net. 43-26-22-63.

14e TOMBE-ISSOIRE. 3 P. Ancien. Plein sud, calme. Reprise biblio. Px : 6 500 F. Tél. : 45-38-92-49.

ILE ST-LOUIS, studio kitchen. équipée, bains. 4 500 F + 400 F. 43-26-22-63.

PART. LOUE BON 15e 100 M², dble liv., 2 ch., cuis. équip. 10e et dernier étage, cave et box fermé. Accès direct clair et pratique. Bonnes prest. 9 600 F + 1 200 F ch./mois. Tél. : 45-67-92-61.

Mº V.-Hugo, 2 P., 6e asc. s. de bns, 4 000 F + 400 F CIGESTIM - 44-26-19-37

Mº ODÉON, 3 P. duplex refait 6 500 F + 750 F CIGESTIM 44-26-19-37

NEUILLY, 85 m² 2-3 P., 3e étg, ascenseur s/jardin, balcon, parking 8 200 H CH 47-20-17-82

TUILERIES 2 P., 50 m², 5 000 H CH 3-4 P., 85 m², 8 500 H CH PARTENA 47-42-07-43

AV. MONTAIGNE APPT GD STANDING 5 PIÈCES 21 000 F 350 m², 35 000 F PARTENA 47-20-17-82

ÉCOLE MILITAIRE BEAU 2 P., 40 m², 3 900 H CH PARTENA 42-66-36-65

S/INVALIDES superbe 2 P., 7 500 H CH PARTENA 42-66-36-65

TROCADÉRO ATELIER ARTISTE Beau volume SOLEIL 8 000 net. 47-20-17-82

ARGENTEUIL, 5' gare, beau 4 p., 78 m², 5e ét., park., 4 531 F tc, comm. 2 289,21 F tc. AGIFRANCE - 39-82-73-31

Mº OURCQ, beau 3 p., 67 m², 6e ét., park., 5 633 F tc, comm. 3 330,99 F tc. AGIFRANCE - 42-06-37-14

Mº OURCQ, très beau 2 p., 54 m², 5e ét., park., 4 121 F tc, comm. 2 392,39 F tc. AGIFRANCE - 42-06-37-14

15e Mº CAMBRONNE Res. standing appt., 2 p., 40 m². Ter. 10 m², calme. Park. s/sol gardé. Prix : 5 000 F + ch. Tél. : 45-33-06-41.

Mº GAMBETTA, beau 4 p., 83 m², 7e ét. avec balc., park., 7 589 F tc, commiss. 4 689,44 F tc. AGIFRANCE - 43-61-54-59

location demandes

EMBASSY SERVICE rech. APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE, VIDES ou MEUBLÉS, GESTION POSSIBLE. (1) 47-20-30-05

appartements achats

CABINET KESSLER 78, Champs-Élysées 8e recherche de tte urgence beaux appts de standing, petites et grandes surfaces. Evaluation grat. sur demande 43-22-03-80 43-59-68-04

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS. Paiement comptant chez notaire. Tél. : 48-73-48-07.

villégiatures

CAP FERRET sauvage, bord plage, grande et petite villas (16) 56-60-40-02 (rép.)

viagers

GOBELINS LIBRE DS 7 ANS 55 m² + balc. s/jardin stand. 400 000 F + 3 500 F/m. ou cpt 900 000 F ss rente. 42-65-07-57

immobilier d'entreprises

A VOTRE LOCAL COMM. situé devant le grand marché ENGHIEN (95). Affaire tenue depuis 1955. Murs et fonds : 750 000 F. T. : 39-64-13-61 (mar., jeu., sam.).

ÉTOILE, 425 M², luxueux hôtel part., 1 900 F le m²/an. AWI - 42-67-37-37

MADELEINE, au cœur des affaires, bur., 25 m², 4 000 F/mois. PARTENA - 42-66-36-53

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS ET TOUS SERVICES. 43-55-17-50

DOMICILIATION à partir de 130 F RÉEXPÉDITIONS DU COURRIER INCLUSES SARL, EURL, SA et autres formes juridiques TOUTES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES
SECRÉTARIAT à partir de 14 F la page FRAPPE DE TOUS DOCUMENTS (thèses, rapports, scénarios...) C.V. PERSONNALISÉS (tirage laser) PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE, TÉLÉCOPIE TOUTES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES
LOCATION BUREAUX - JOURNÉE, SEMAINE, MOIS Tél. : (1) 46-27-66-68 Fax : (1) 46-27-43-93.

8e AV. MARCEAU ÉTOILE 150 m², gd stand., 6e ét., pkg ASTINE 44-14-90-10

MERCREDI 29 MARS
SPÉCIAL LOCATIONS

informations immobilières

ABC UV, depuis 1978, domiciliation ts services, prix très intéressant. Tél. : 43-57-21-51

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 20-mardi 21 mars 1995 sont publiés :

● **Aménagement du territoire** : un arrêté fixant la composition et les règles de fonctionnement du comité interministériel des aides à la localisation des activités. Ce comité, qui devra donner un avis sur l'attribution des primes d'aménagement du territoire, sera présidé par le ministre chargé de l'aménagement du territoire.

● **Centre des études européennes** : un décret concernant la nomination du président du Centre des études européennes de Strasbourg, groupement d'intérêt public, dont la constitution a été annoncée dans le *Journal officiel* du 19 mars. Le président est Gaston Thorn, président de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), l'un des groupes de communication les plus importants d'Europe, et ancien président de la Commission des communautés européennes (lire ci-contre).

NOMINATION

CENTRE DES ÉTUDES EUROPÉENNES

Gaston Thorn, ancien chef du gouvernement luxembourgeois et ancien président de la Commission européenne, a été nommé, par décret paru au *Journal officiel* daté lundi 20 - mardi 21 mars, président du Centre des études européennes de Strasbourg qui vient d'être transformé en complément de l'installation de l'ENA dans la capitale alsacienne.

[Gaston Thorn est né à Luxembourg, le 3 septembre 1928. Il a fait des études de droit en France, en Suisse et en Autriche. En 1959, il est élu, pour la première fois, député, au Luxembourg, sur les listes du Parti démocratique (libéral). Il sera réélu jusqu'en 1979. Il est aussi, un temps, membre du Parlement européen. Il préside le Parti démocratique luxembourgeois, de 1961 à 1980. A partir de 1968, il occupe de nombreuses fonctions ministérielles. Il devient chef du gouvernement en 1974.

Gaston Thorn préside par ailleurs l'Internationale libérale (de 1970 à 1982) et l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (1975-1976). Après les élections de juin 1979, il songe à la présidence du Parlement européen, mais le groupe libéral se laisse convaincre d'accorder ses voix à Simone Veil. M. Thorn renonce alors à son mandat européen pour retrouver des fonctions au gouvernement luxembourgeois. En 1981, il devient président de la Commission des communautés européennes, et le reste jusqu'en 1985. Depuis 1987, il est président-directeur général de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), maison mère de RTL.]

AGENDA OFFICIEL

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vendredi 24 mars :

Le président de la République se rend à Bourges pour l'inauguration du centre hospitalier général et à Nevers pour l'inauguration de l'Institut supérieur de l'automobile et des transports.

PREMIER MINISTRE

Vendredi 24 mars :

– 11 heures : le premier ministre ouvre le Conseil national des professions de santé à l'hôtel Nikko à Paris.

– 14 h 30 : le premier ministre reçoit Giuseppe Pino Grimaldi, président du Lions International.

DISPARITIONS

José Maria Forqué

JOSÉ MARIA FORQUÉ, cinéaste espagnol, est décédé vendredi 17 mars à Madrid. Il était âgé de soixante-douze ans.

José Maria Forqué était né le 8 mars 1923 à Saragosse. Il avait reçu récemment, des mains de sa fille, l'actrice Veronica Forqué – que l'on a vue notamment dans *Kika*, de Pedro Almodovar –, le prix Goya, plus haute distinction cinématographique espagnole, pour l'ensemble de son œuvre.

Il avait débuté dans la réalisation en 1951 avec *Niebla y oro* (coréalisé par Pedro Lazaga) et obtenu en 1957 l'Ours d'argent du Festival de Berlin pour *Amanecer en Puerta Oscura*, avec Francisco Rabal.

Réalisateur de plus de quarante longs métrages, pour la plupart inédits en France, il fut un des rares cinéastes espagnols à mener une carrière suivie dans les années 50 et 60. Bien qu'il ait parfois fait preuve d'ambition, notamment avec *Embajadores en el infierno* (1956), évocation de la destinée des combattants espagnols sur le front russe pendant la dernière guerre, l'académisme de ses films contribua par la suite à donner de lui l'image d'un cinéaste du passé.

■ **WERNER LIEBRICH**, footballeur allemand, est mort lundi 20 mars, à Kaiserslautern, à l'âge de soixante-huit ans. Seize fois international entre 1951 et 1956, Werner Liebrich occupait le poste de stoppeur dans l'équipe de RFA qui remporta la Coupe du monde de football en 1954 en Suisse. Werner Liebrich, qui avait aussi remporté deux titres nationaux de champion en 1951 et 1953 avec le FC Kaiserslautern, auquel il est toujours resté fidèle, a succombé à une maladie cardiaque.

■ **RUDOLF GEIGY**, ancien membre du conseil d'administration du groupe chimique Ciba-Geigy, est mort mercredi 8 mars, à l'âge de quatre-vingt-douze ans, à Bâle (Suisse). Rudolf Geigy et sa seconde épouse Charlotte, soixante-douze ans, tous deux très malades, se sont suicidés par narcose (sommeil artificiel provoqué par des médicaments), ont précisé plusieurs quotidiens suisses.

Rudolf Geigy est né le 20 décembre 1902 à Bâle. Licencié en sciences biologiques en 1926 et docteur en philosophie (dominante zoologie) en 1930, il entame sa carrière en tant qu'assistant à l'Institut zoologique de Genève. En 1935, de retour à Bâle, il devient chargé de cours en embryologie et génétique expérimentales. En 1943, il est l'un des fondateurs de l'Institut tropical suisse, dont il prend la présidence. En 1962, il est nommé recteur de l'université de Bâle et, en 1965, il est élu à la chaire de zoologie tropicale. Tout au long de sa carrière, Rudolf Geigy a effectué de nombreux voyages en Afrique, où il s'est particulièrement intéressé à la lutte contre le paludisme et la maladie du sommeil.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Le professeur et Mme Pierre LLAU
ont la joie d'annoncer la naissance, le 15 mars 1995, de

Maxime,

chez Pascal et Anne-France,
et Arthur.

3, avenue de la Tranquillité,
78000 Versailles.

Florence BRIAND
et Laurent SETTON
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Nicolas,

le samedi 18 mars 1995.

Florence Briand et Laurent Setton,
228, boulevard Raspail,
75014 Paris.

Décès

– Nous avons le regret d'annoncer le décès de

Mme Irène DUMONVILLIER

dans sa quatre-vingt-troisième année (1912-1995).

Ses enfants,
Petits-enfants,
Arrière-petits-enfants.

– Ses enfants,
Petits-enfants,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Léon DULIEU,
née Solange Bérénice VESCHAMBRE

survenu le 18 mars 1995, en son domicile, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité au Claux (Cantal).

86, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

– Sa famille,
Ses amis,
Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active,
La Guilde française des flûtes de bambou,
ont la douleur de faire part du décès de

Henriette GOLDENBAUM,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des Palmes académiques,
militante et responsable nationale
des CEMEA,
depuis leur création en 1937,

survenu à Paris, le lundi 20 mars 1995, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 23 mars 1995, à 15 heures, au cimetière nouveau de Boulogne-Billancourt (92), avenue Pierre-Granier.

CEMEA,
76, boulevard de La Villette,
75940 Paris Cedex 19.

Pierre Dutrieu,
61, rue du Faubourg-Poissonnière,
75009 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Isabelle Proietti-Plaud,
Michel Plaud et Sabine,
ont l'immense douleur de faire part du décès d'

Émilie,

survenu le 17 mars 1995, à l'âge de quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 mars 1995, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours (55, boulevard de Ménilmontant, à Paris-11e).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

Martin LACAILLE

nous a quittés le 21 mars 1995, à l'âge de vingt-sept ans.

Merci à tous ceux et à toutes celles qui l'ont entouré et aidé à trouver sa Lumière au long de ses deux dernières années.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Eustache à Paris (1er), le jeudi 23 mars, à 15 heures.

De la part de
Jean Lacaille,
Jacques et Mimé de Laurens,
née Monaque,
Virginie, Karel et Margot Röell,
Et leurs familles.

Dons à l'association « L'Ancre, unité de soins palliatifs », 42, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

Marie-Amélie LOBJOY

est partie retrouver la paix des étoiles, le 20 mars 1995.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 24 mars, à 14 h 30, en l'église de Ménerbes.

« Nous n'avons pas d'autre souffle que le nôtre... mais il vient du « no man's land » où le cœur dialogue avec l'esprit au clair des étoiles.
» La cavalerie au galop est arrivée aux confins des pays de la couleur, au galop l'âme conquiert le risque. »

NÉJAD

nous quittait le 26 février 1995.

Peintre de l'école de Paris, son œuvre témoigne de la fusion des traditions orientales et de l'abstraction lyrique d'Europe.

Maria Néjad Devrim,
Sa fille Véronika Devrim,
Et sa famille.

– Le président,
Le conseil d'administration,
Le personnel de l'AREPA,
ont la grande tristesse de faire part du décès, le 18 mars 1995, de

M. Yves OLIVIER,
ingénieur ESTP,

à l'âge de cinquante-cinq ans.

– La galerie Claude Bernard,
Les amis de

Jean PAGET,

ont la grande tristesse d'annoncer son décès, survenu le 20 mars, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

7 et 9, rue des Beaux-Arts,
75006 Paris.

– Jeanine,
son épouse,
Sylvie, Jean-Jacques,
ses enfants,
Elodie, Gabriel, Judith,
ses petits-enfants,
Benjamin,
son arrière-petit-fils,
Agnès, Laurent,
ont la douleur d'annoncer le décès, le 15 mars 1995, à soixante-douze ans, de

Gabriel RASSIAL.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

91, route de Carrières,
78400 Chatou.

– Veyras (Ardèche).

Mme Andrée Ribeyre,
son épouse,
Pierre Ribeyre,
son frère,
Guy Ribeyre,
son fils,
Mireille Ribeyre,
sa fille,
Serge et Brigitte Ribeyre,
son fils et sa belle-fille,
Guillaume, Olivier et Mathieu,
ses petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne RIBEYRE,

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à l'hôpital des Charpennes (Villeurbanne).

La cérémonie religieuse a eu lieu, le mardi 21 mars en l'église de Veyras (Ardèche).

L'inhumation s'est faite dans le caveau familial.

35, rue de la Batterie,
69500 Bron.

– Marguerite Roder,
sa femme,
Sandrine, Yannis Roder,
Olivier Bailleux,
ses enfants,
Christine Bret,
sa belle-fille,
Yann Bailleux-Bret,
son petit-fils,
Jean-Pierre et Sophie Roder,
Anne et Stéphane Roder,
Marie-France Ferrière,
font part du décès de

Georges RODER,

dans sa cinquantième année.

Nous nous réunirons à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux (92220), à 10 h 45, le vendredi 24 mars.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

47, rue de Villiers,
91880 Bouville.

Remerciements

– Mme Alain Barrère et toute la famille remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine et les invitent à se joindre à eux à l'occasion d'une messe célébrée le mercredi 29 mars, à 18 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse, à la mémoire d'

Alain BARRÈRE,

disparu le 6 mars dernier.

238, boulevard Raspail,
75014 Paris.

– Ziyad Chabbi,
au nom de son grand-père
Taïeb Chabbi,
et de sa mère
Jacqueline, née Barbe,
remercie tous ceux qui leur ont témoigné leur solidarité lors du décès de son père

M'Hammed CHABBI.

– Mme Simone Michel
et les siens
remercient tous ceux qui se sont joints à eux pour partager leur chagrin lors de la disparition de

M. Jean-Marcel MICHEL.

Anniversaires

– Le 12 mars 1994,

Ernest FRIZ

nous quittait.

Nos mains reliées à l'amble
Sous la voûte blanche
Sont blotties dans l'invention de ton repos.

Guylaine et Raymond Dartevelle.

– En ce 23 mars, huit ans déjà que nous a quittés

Jacqueline LEPINASSE,
née Barrue,
professeur agrégé
au lycée Hélène-Boucher.

Son mari, sa famille, ses amis et ses élèves, à qui elle manque toujours plus, pensent à elle avec ferveur.

Communications diverses

– **La Maison de l'hébreu** : 47-97-30-22. Stages express individuels (moderne/sacré). Sur place et à domicile.

– Dirigeants d'entreprise :
Réussir sur les marchés publics
Journée d'info. Paris 30 mars.
Institut européen des marchés publics.
Tél. : 88-57-27-57 - Fax : 88-57-27-60.

DEMANDES D'EMPLOI

AUTODIDACTE 37 ANS, 15 ANS D'EXPERIENCE COMMERCIALE EN AFRIQUE ET DOM-TOM

Maîtrise d'Anglais

CONNAISSANCE DE LA VIE DU SUD EST ET PLUS PRECISEMMENT DU VIETNAM

– Homme de Terrain doté d'un réel goût de la négociation, d'une véritable motivation ainsi que d'un sens relationnel et commercial aigu, souhaite offrir ses compétences, son expérience, et sa totale implication au service d'une Société déjà basée ou désirant implanter son antenne au Vietnam. Pouvant se déplacer sous 48 H. en Métropole en vue d'un entretien. Contacter :

Mr SPESSA Mario – 6 bis, rue des Longoses
97434 St. Gilles-Les-Bains – Ile de la Réunion.

LE MONDE DES CARRIÈRES

La Société Club Tarahal Management Recherche Des AGENTS, indépendants Pour promouvoir UN MAGNIFIQUE ET LUXUEUX COMPLEXE IMMOBILIER au TENERIFE, en Espagne.
Nous souhaiterions des personnes avec une bonne expérience en marketing, qui puisse gérer avec professionnalisme les familles intéressées qui souhaiteraient visiter avant l'achat.
Notre stratégie marketing comprend UNE SEMAINE D'ESSAI GRATUITE pour les familles qui répondent aux critères d'acheteur.
Contacter Mary Speich :
Tél. : 19-22-370608.
Fax : 19-22-373-811
URB : LA PAZ 38100,
PUERTO DE LA CRUZ, TENERIFE.

URGENT :
école de formation professionnelle linguistique recherche professeur de LANGUE MATERNELLE ANGLAISE et professeur de LANGUE MATERNELLE ESPAGNOLE français parfait exigé, statut travailleur indépendant.
Excellente présentation.
Tél. : 46-40-37-60 ou
Fax : 46-40-37-59.

Lycée français Pondichery, recherche cert. lettres résident.
Fax CV : 19-91-413-34-265.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS
RECHERCHE
COLLABORATEURS (F/H)
Bon niveau de culture générale pour poste à caractère commercial (pas de porte à porte).
– Formation assurée.
– Rémunération très motivante comportant un minimum garanti.
– Evolution de carrière rapide pour candidat de valeur.
Tél. : 40-59-02-38.

Ingénieur CC (INSA de Lyon), 52 ans, vivant à Vienne-Autriche, avec expérience dans l'acquisition et la réalisation de projets à l'étranger, parlant couramment le français, l'anglais et l'allemand, désire travailler avec société de construction en Autriche, au Maghreb, au Liban ou ailleurs. Ecrire à PUBLIMEDIA, nr. 003253, Springergasse, 3, A-1020 Vienna, Austria.

FISCALISTE HT NIVEAU
ts redressements d'impôts, ch. employeurs. Tél. : 45-39-99-95.

INTERNATIONALE

Lycée français de Los Angeles
3261 Overland, LA, CA90034
Profs biologie - français
philo - EPS (escrime) - instit.

Lycée français Pondichéry
rech. cert. lettres résident
FAX CV : 19-91-413-34-265

Le Lycée Français de Sao Paulo (Brésil)
Tél. : (55) (11) 574 78 22 -
Fax (55) (11) 571-60-76
recrute
– un professeur certifié d'EPS (à compter du 01-09-95),
– un professeur certifié de Sciences Naturelles (à compter du 01-08-95)
avec complément de service éventuel en Sciences Physiques, de préférence au premier cycle sous le statut de Résident, défini par le Décret 90-469 du 31 mai 1990. Les personnes intéressées voudront bien demander les dossiers de candidature :
LYCÉE PASTEUR CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE A SAO PAULO
128 bis rue de l'Université
75351 PARIS 07 SP
ou
LYCÉE PASTEUR, Rua Vergueiro, 3799 04101-300 - SAO PAULO BRESIL
Les dossiers de candidature devront être acheminés par les moyens les plus rapides au Proviseur du lycée Pasteur
AVANT LE 15 AVRIL 1995
(ÉVENTUELLEMENT PAR FAX).

Secrétaire comptable bilan, payes, déclarations fiscales et sociales, habitudes relations humaines, cherche place stable auprès associations ou similaires.
Pas sérieux s'abstenir.
Connaissance SAARI, TTX WORD. Tél. : 48-55-89-62 à partir de 17 heures.

Ing. 24 ans, Méca. flu et thermique, ch. poste r. et d. France entière, angl. cour. (1) 48-46-45-18.

ASSISTANTE EN COMMUNICATION
26 ans, bac + 3, communication et publicité, expérience de 3 ans : organisation de salons et de conférences, réalisation d'interviews et de communiqués de presse, chef de publicité, étudie toutes propositions
se nº 8 796 Le Monde Publicité, 133, av. des Champs-Elysées, 75409 Paris Cedex 08.

JF 40 ans, assistante accueil, téléphone, suivi de planning, agenda, rv, préparation facturation, paie, ordonnée, méthodique, rigoureuse disponible immédiatement.
Tél. pour rendez-vous : 39-93-22-75.

GARDE DU CORPS
très bonnes réf. prof. et militaires, 10 ans d'exp., mission courte et longue durée. France ou étr. Tél. (rép.) : 43-26-61-23
Alphapage : 36-60-60-60 code 01-23-204.

GARDE DU CORPS JH 25 A. sérieux avec expérience professionnelle, cherche fonction de la protection rapprochée (garde du corps et chauffeur) expert dans les arts martiaux. Libre de suite.
Tél. : 09-17-95-14 -
(16) 88-31-61-81.

J.F. bonne présentation, ch. poste ASSISTANTE de SECRÉTARIAT
Tél. : 46-05-80-05
46-51-62-60 après 19 h, ou matin avant 9 h.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix.
« Que des affaires exceptionnelles ! » Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie.

ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens
4, rue Chaussée-d'Antin
Magasin à l'Étoile :
37, avenue Victor-Hugo
Autre grand choix.

Cours

ACCENTS OF AMERICA
L'américain avec
des professeurs américains
Aussi : TOEFL
8, rue Casimir-Delavigne
75006 PARIS
44-07-05-05
Mº ODÉON

Jeune fille au pair

Ch. J. F. au pair pr garder pt garçon 1 1/2 ans au Danemark pendant 6 mois, 2 500 F/mois, nourrie loger. T. (16) 98-45-14-11

Vacances Tourismes Loisirs

● Vos vacances en 4 saisons. Dans parc régional du Queyras. Station-village 1 750 m-2 450 m.
Été-hiver : neige, air pur, soleil, repos, détente.
Location d'apparts semaine ou quinzaine dans chalet ou cadre rustique, confort ***.
Doc. et tarifs sur demande à :
Mme J. GARCIN
chalet « Le pain de sucre »
05350 Molines-en-Queyras.
Tél. : (16) 92-45-83-65.

L'EUROSTAR
au prix du train-bateau
pour nos séjours
linguistiques dans la région de
Londres
PRO-LINGUA
(Agrément T 27-50-42)
Tél. : 42-46-34-11

Villégiatures

Loue pour un an rés. secondaire neuve, meubl., AIGUES-MORTES, 50 000 F/an. (16) 66-53-81-87.

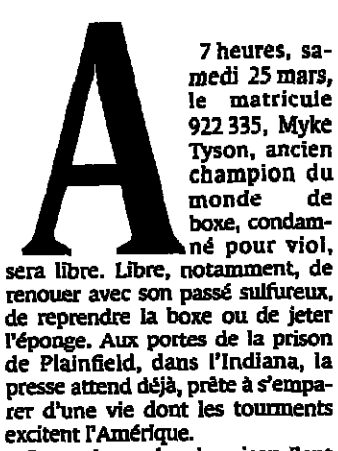
HORIZONS

PORTRAIT



Mike Tyson, trois ans K.-O. debout

Condamné pour viol, l'ancien champion du monde de boxe catégorie poids lourds sort de prison le 25 mars. Il a 29 ans. A l'ombre, il a lu Voltaire, Dumas, Hemingway, et s'est converti à l'islam. A la lumière, nul ne sait de quoi il aura l'air.



A 7 heures, samedi 25 mars, le matricule 922 335, Myke Tyson, ancien champion du monde de boxe, condamné pour viol, sera libre. Libre, notamment, de renouer avec son passé sulfureux, de reprendre la boxe ou de jeter l'éponge. Aux portes de la prison de Plainfield, dans l'Indiana, la presse attend déjà, prête à s'emparer d'une vie dont les tourments excitent l'Amérique.

Ses trois années de prison l'ont changé, disent ses amis et ceux qui ont pu lui rendre visite pendant sa détention. Mike Tyson, converti à l'islam, est devenu Michael Abdul Aziz, lointain écho de l'aventure d'un autre roi de la catégorie des poids lourds, Cassius Clay, transformé en Mohammed Ali. Il s'est mis à la lecture, a découvert Alexandre Dumas, Voltaire, Hemingway. Il a reçu les cours particuliers d'un professeur venu tout exprès d'Indianapolis lui enseigner l'anglais, l'histoire, les mathématiques. Il laisse planer le doute sur son avenir. Car il ne sait plus trop quoi penser de la boxe. Les gants, le ring, se sont égarés dans un coin de sa mémoire qu'il ne visite plus. *« Je ne pense plus à combattre qui que ce soit*, murmure-t-il de cette voix de miel qui étonne chez un homme si fort. *Je veux simplement rentrer chez moi.* »

On ne se remet pas comme ça de trente-six mois vécus à l'écart du monde, d'une descente vertigineuse des feux de la gloire aux flammes de l'enfer. Dans toutes ses déclarations, l'ex-champion du monde a laissé comprendre combien il souffrait de la prison, de la promiscuité, des douches prises avec les autres détenus – alors qu'il déteste se montrer nu –, des trois heures de ménage qu'il effectue chaque jour, pour un salaire de 65 cents. *« Ici, je suis sur le fil du rasoir*, a raconté Tyson dans un entretien à la chaîne NBC. *En prison, on ne traite pas les gens comme des êtres humains, on les traite comme des animaux. Cet endroit n'est pas fait pour se racheter, croyez-moi. A chaque fois que je me couche, puis que je me lève et que je suis toujours vivant, je me dis : voilà ma victoire.* »

Victoires du boxeur-spectacle, défaites de l'homme à scandales : la vie de Tyson oscille entre ces deux Mike, terreur des rings et mauvais garçon. Mike Tyson est né le 30 juin 1966 à Bedford Stuyvesant, un quartier de Brooklyn. La légende situe sa vraie naissance dix années plus tard, le jour où un garçon du voisinage a voulu lui voler ses pigeons. Le petit Mike s'est mis à frapper, encore frapper. Un massacre. Il est devenu Tyson. *« Quand j'ai commencé à lui taper dessus*, expliquera-t-il plus tard pour raconter sa découverte de la violence et de sa force, *je me suis rendu compte à quel point j'aimais ça. Je laissais sortir toutes mes frustrations.* » Ainsi est né le mythe.

Avant cette grosse colère, Mike Tyson n'était qu'un enfant timide. Il vivait avec sa mère, Lorna, institutrice, son frère et sa sœur, sans père. Quand la famille avait déménagé pour Brownsville, ghetto noir encore plus dur, Mike était devenu le souffre-douleur de ses copains. On lui piquait ses vêtements, son argent, on le rossait. Les pigeons étaient sa seule passion de môme solitaire, le refuge secret des années tendres. Il les recueillait, leur fabriquait des nids. Le prisonnier de Plainfield n'a pas renié cet amour des oiseaux. A chaque visite de Jay Bright, un ami d'enfance, il réclame des nouvelles de ses pigeons.

En défendant ses oiseaux, le gosse de Brownsville a gagné sa place parmi les autres. Le souffre-douleur se transforme en coqueluche des plus grands à cause de sa force, la valeur la plus appréciée dans le quartier. Il participe à des braquages de commerçants. Il remplit les sacs d'un butin souvent maigre, pendant que ses complices tiennent les victimes en respect avec une arme. Mike Tyson est expédié dans une maison de correction à Tryon, dans l'Etat de New York. Jeune Noir perdu au milieu de frères de malheur, il se mure dans le silence. L'institution pense avoir affaire à un attardé mental. *« Je n'avais rien à dire à tous les autres »*, dira Tyson.

C'est dans ce monde de dureté et d'indifférence que le garçon au cou de taureau va découvrir la boxe, exigeant moyen de faire fortune pour les plus pauvres. Elle va permettre au jeune Mike d'échapper au destin des enfants perdus des ghettos de l'Amérique noire. Sa chance s'appelle Bobby Stewart, un ancien boxeur qui travaille à la maison de correction. Il sera son initiateur. Impressionné par les capacités de son élève, il décide de le présenter à Cus D'Amato. Celui-ci possède une salle à Catskill, à une centaine de kilomètres de Tryon. C'est un entraîneur de renom. Il a formé le plus jeune champion du monde poids lourds de l'histoire de la boxe, Floyd Patterson. Il a mis au point une technique fondée sur l'offensive, appellation contrôlée au nom intraduisible, le *peeckaboo boxing*. Il s'agit de viser les points sensibles de l'adversaire : le foie, la côte flottante gauche, la pointe du menton et le point de jonction de l'oreille et de la mâchoire. L'entraîneur découvre dans un coin de ring crasseux l'élève le plus doué de sa carrière.

Un boxeur tel qu'il en rêvait, puissant, doué, facile, celui qui va transformer le *peeckaboo boxing* en formule magique. Le jeune Mike s'est trouvé le mentor capable de le mener au sommet. Et il a découvert un père, un homme qui va prendre soin de lui, l'accueillir dans sa maison aux quatorze chambres, l'adopter après la mort de sa mère. Désormais, il sera impossible de comprendre Tyson sans D'Amato. Le 4 novembre 1985, Cus D'Amato meurt à soixante-dix-sept ans d'une pneumonie. Ce jour-là, Mike Tyson se sent vraiment orphelin.

A cette date, le voyou de Brownsville est entré dans la carrière. Il est boxeur professionnel, et pas n'importe quel boxeur. Les reporters l'appellent « Kid Dynamite », le premier surnom d'une série destinée à exalter la force de Tyson, ses victoires expéditives, les K.-O. foudroyants qu'il inflige à des adversaires de plus en plus inquiets à l'idée de l'affronter. Le « Kid Dynamite » deviendra « Docteur K.-O. », puis « Iron Mike ». Tyson ajoute à ses qualités naturelles, résumées par son tour de cou de 50 centimètres, une science du ring stupéfiante pour un professionnel de son âge. Il faut dire que, chez Cus D'Amato, Mike a étudié des heures durant le style des grands poids lourds, avec pour unique assistant le magnétoscope de son entraîneur. Il connaît l'astuce d'Ali, la force de Marciano, et la classe de Joe Louis, son favori.

Les adversaires de Tyson sont les premiers à annoncer son futur sacre. Débordés sur le ring, assommés de coups, ils se réfugient dans une course à ces phrases-chocs qui font les délices des magazines. *« Je me rappelle*, commence Eddie Richardson, K.-O. en 77 secondes, *j'ai déjà croisé un truc aussi dingue : un camion qui m'a renversé, il y a quelques années.* » *« Je n'en ai jamais pris plein la gueule à ce point-là*, poursuit Sammy Scaff, un balourd de 120 kilos. *Ils devaient être plusieurs.* » La conclusion revient à Angelo Dundee, premier prix de ce concours de bons mots. *« Comment faire pour descendre Tyson ?* s'interroge l'ex-manager d'Ali. *A part avec un flingue, je ne vois pas.* »

Bill Cayton, l'homme qui s'occupe des intérêts du champion, expédie aux cent cinquante journalistes qui comptent dans la boxe la cassette des premiers combats de son poulain. Impossible d'imaginer meilleure promotion. La presse sportive, puis toute la presse, vont suivre l'ascension fulgurante de Mike Tyson vers le titre mondial. Le phénomène Tyson envoûte jusqu'aux intellectuels et artistes peu familiers de la boxe. L'écrivain Joyce Carol Oates brosse son portrait dans *Life*. Elle le compare aux plus grands. Explique qu'il associe dans ses poings leurs qualités les plus frappantes, qu'il y ajoute quelque chose qui n'appartient qu'à lui.

Le samedi 22 novembre 1986, Tyson bat le Canadien Trevor Berbick par K.-O. à la deuxième reprise. A 20 ans, 4 mois et 22 jours, il devient le plus jeune champion du monde de l'histoire de la boxe. Il collectionne les victoires, mais le plus dur est ailleurs. Parfois, Tyson est pris d'étranges absences. Il disparaît pendant des heures, traîne dans les boîtes de nuit, dans les rues, dans de luxueux hôtels de New York. Il a des jours d'ennui, de spleen et de douleur où il se réfugie chez lui, dévore à la chaîne des films d'épouvante. Un soir, il engloutit quinze ailes de poulet et plusieurs litres de glace. Le lendemain, il jeûne. En ces moments-là, Mike Tyson n'a plus confiance en personne, ne sait plus quoi faire de sa vie. Les femmes, l'argent, les relations avec son entourage, tout lui devient tourment.

Les dollars coulent à flots sur la tête du champion du monde. Tyson est le sportif le plus riche des Etats-Unis. A vingt-deux ans, il dispose d'un contrat de 26 millions de dollars avec une chaîne de télévision pour six championnats du monde. Mais il soupçonne tout le monde d'en vouloir à son argent. Il a la hantise des faux-amis, peur de retourner là d'où il est venu, à cette misère sœur obligée des boxeurs trop naïfs. *« Je ne veux pas terminer comme Joe Louis »*, proclame Tyson. A la mort de son entraîneur Jeremy Jacobs, il veut rompre avec son manager Bill Cayton, parce qu'il lui prend ses dollars. Il se jette dans les bras de Don King, personnage sulfureux au centre de toutes les bonnes et mauvaises affaires de la boxe ; Don King dont il disait hier le plus grand mal et qu'il présente désormais comme son meilleur ami.

> « Quand j'ai commencé à lui taper dessus, je me suis rendu compte à quel point j'aimais ça. Je laissais sortir toutes les frustrations »

ET puis il y a un mariage raté, échec d'une histoire commencée comme un conte de fées et qui s'est terminée en cauchemar. Mike Tyson a connu Robin Givens en regardant la télé. La belle comédienne joue dans l'une de ces séries qui encombrent les programmes. Il l'invite à dîner. Elle vient, accompagnée de sa mère. Mike veut épouser Robin. Il lui téléphone tous les quarts d'heure pour s'assurer qu'elle l'aime, raconte la presse du cœur, qui se délecte d'une romance présentée comme une version moderne de la Belle et la Bête. Les rumeurs, les accusations montent. Tyson frappe Givens. Sa belle-mère, sorcière tout droit sortie d'un feuilleton à la mode « Dallas » ne rêve que d'une chose : lui soutirer un maximum d'argent. Mike doit divorcer presque aussi vite qu'il s'est marié. José Torres, un ancien élève de Cus D'Amato, publie une biographie non autorisée du champion du monde. On y trouve cette phrase prêtée à Tyson : *« J'aime faire mal aux femmes quand je leur fais l'amour. J'aime les entendre crier de douleur, les voir saigner, cela me donne du plaisir. »* Le boxeur a beau porter plainte, l'Amérique profonde est horrifiée.

Lorsqu'il débarque le 17 juillet 1991 à l'aéroport d'Indianapolis, invité vedette de l'élection de Miss Black America, Mike Tyson est à la dérive. Le boxeur a perdu son titre de champion du monde et connu le premier K.-O. de sa carrière à Tokyo. L'homme est à nouveau seul, en proie au chagrin et à la haine. Dans une larmoyante confession télévisée, il s'est étendu sur ses malheurs conjugaux pour conclure : *« C'est fini, les femmes ne m'intéressent plus, je veux cogner, cogner et encore cogner.* » C'est pourtant ce Mike Tyson-là qui va être accusé du viol de Désirée Washington, une concurrente du concours de beauté, puis condamné à six ans de prison par un tribunal d'Indianapolis.

Samedi, il sera libre. Boxeurs rivaux, promoteurs de combats se sont bousculés ces derniers jours dans sa cellule avec l'espoir d'organiser le match du siècle, un match à 100 millions de dollars. L'Amérique s'interroge. A la majorité blanche, Tyson fait encore peur. Pour une partie de la minorité noire, il n'a été qu'une victime sanctionnée pour la couleur de sa peau.

Pascal Ceaux

Le frisson qui rassure

par Daniel Béhar et Philippe Estèbe

CONTINUERA-T-ON longtemps encore, à la veille de chaque élection, à frémir devant le tableau apocalyptique de la situation des banlieues ? A croire sur parole ceux qui ont pris pour habitude de brosser sans nuance la fresque de la misère et annoncent, inlassables prophètes, l'émeute sociale ?

Le tableau tragique que dresse Banlieuscopies est faux. Non dans ses détails : personne ne conteste la misère sociale et les difficultés sans nombre auxquelles certains habitants des cités en question font quotidiennement face. Mais il est faux lorsqu'il laisse entendre que la question sociale se réduirait aux banlieues. Sait-on que les bénéficiaires du RMI sont deux fois plus nombreux dans les logements privés que dans le parc HLM ? Peut-on oublier que plus de trois chômeurs de longue durée sur quatre habitent ailleurs que dans ces banlieues « à problèmes » ? Comment prendre le risque de tracer la frontière du malheur, alors que les processus de désaffiliation sociale et économique s'étendent à l'ensemble de l'espace urbain ?

Pourquoi ces diagnostics alarmistes qui assimilent l'exclusion sociale à la relégation spatiale rencontrent-ils un tel succès ? Lorsqu'il proclame que les exclus sont toujours plus exclus et concentrés dans les quartiers d'exil, le rapport de Banlieuscopies vise à nous complaire : il nous apporte le frisson qui rassure. L'exclusion, toujours plus grave, est confinée dans un ailleurs social et géographique ; clairement circonscrite, elle ne nous concerne que comme objet de compassion. Dès lors – deuxième ressort du succès – la solution devient évidente. L'Etat n'en fait pas assez, son action n'est pas à la hauteur de l'enjeu ; il en faut plus, plus de volonté politique, plus de moyens, bref, il faut, selon une expression que l'auteur du rapport aime à employer, déclencher un *« plan Marshall pour les banlieues »*.

A peine ose-t-on, devant ce déferlement de bonnes intentions, poser la question : des moyens oui, mais pour quoi faire ? Or, derrière ce consensus sur le diagnostic et les solutions qu'il suggère, le thème des banlieues constitue un élément central du débat politique sur la *« nouvelle question sociale »*.

Pour Banlieuscopies et nombre de responsables politiques et administratifs, les grands ensembles de banlieue représentent autant de *« poches de pauvreté »* mises à distance du reste de la ville et du corps social par leurs caractéristiques intrinsèques : le décor maussade de l'urbanisme des années 60, la monofonctionnalité résidentielle, la trop grande différenciation sociale et ethnique par rapport au reste de la ville, la distance des habitants par rapport à l'activité économique.

Il s'agit donc de remettre les banlieues à la norme : produire de la mixité sociale, diversifier les fonctions, remettre à niveau les habitants. Cette reconquête de territoires « hors droits » dans une logique de discrimination positive se révèle comme une illusion dangereuse. L'inflation des catégories dérogatoires au droit commun par laquelle elle prétend saisir toujours plus finement les handicaps individuels s'épuise devant l'infinie singularité des situations ; la délimitation de catégories sociales et territoriales prioritaires provoque le ressentiment des groupes sociaux et des quartiers limitrophes en même temps qu'elle accuse la mise à l'écart de ceux que l'on prétend réintégrer.

D'autres analystes et acteurs préfèrent voir dans les banlieues la résurgence d'une culture populaire qui a perdu en partie ses attaches ouvrières et se nourrit d'apports ethniques ou religieux mais qui constitue toujours un noyau de résistance à la normalisation. Il n'est donc pas question de reconquête, au contraire. La politique de la ville doit valoriser l'autonomie populaire et les solidarités de voisinage. L'action publique devrait appuyer dans les banlieues une administration spécifique, autonome, voire communautaire. Certains services publics se satisfont de cette perspective, trop heureux de déléguer au secteur associatif *« issu du milieu »* la régulation de problèmes trop perturbateurs à leur goût.

Il faut changer de perspective à propos des banlieues : rien ne distingue leurs habitants du reste du corps social et urbain

Les tenants de cette analyse poursuivent l'objectif d'une (re) constitution de mouvements sociaux à partir de cette nouvelle culture populaire. Comment ne pas souscrire à ce souhait ? Mais en attendant cette renaissance cet objectif s'enlise souvent dans des expérimentations nécessaires et innovantes, mais trop peu durables pour assurer un véritable relais de services publics défaillants et qui, surtout, esquissent une autogestion concédée. Au final, cette ligne qui prône un abandon de la norme risque d'entériner le clivage social et géographique que l'on souhaite précisément abolir.

Comment, dès lors, reprendre le problème, si l'on ne peut ni restaurer les normes ni les dissoudre ? Il nous faut changer de perspective. Les banlieues constituent non pas le précipité mais l'épicentre de la crise économique et sociale, soit le point où celle-ci se fait sentir avec le maximum d'intensité. Le caractère « sensible » des banlieues ne provient pas de leur distance à la norme mais au contraire de la contradiction dont souffrent leurs habitants entre proximité culturelle et sociale et mise à distance économique.

Les banlieues posent problème parce que rien ne distingue leurs habitants du reste du corps social et urbain. Elles constituent l'équivalent géographique de ce que Robert Castel nomme les *« surnuméraires »*, ou les *« valides invalidés »*. Aucun handicap objectif n'écarte les banlieues et leurs habitants de l'échange économique. Ils se trouvent laissés de côté – ou plutôt mis en situation de précarité – du fait de la désagrégation des rapports salariaux et des relations urbaines : la perte des liens, la disparition progressive de toute perspective de mobilité géographique, l'extinction de toute espérance de promotion sociale.

Face à une question qui touche l'ensemble de la société urbaine, la politique de la ville doit favoriser la refondation des normes de l'action publique. Plutôt que de poursuivre un objectif mythique d'égalité par la reconstitution de quartiers *« à la moyenne »*, comment repenser un droit qui prenne en compte la diversité des usages de la ville et qui garantisse l'équité d'accès aux fonctions urbaines ?

La force de la politique de la ville ne se mesure pas à la hauteur des moyens qu'elle met en œuvre. Aussi élevés soient-ils, ils seront de toute façon toujours dérisoires par rapport à ceux des politiques sectorielles. Son enjeu réside plutôt dans sa capacité à mettre en tension et en débat, nationalement et localement, les options politiques sous-jacentes aux différents types d'action et de mesures prises pour agir dans les banlieues. Ce débat ne doit pas être étouffé par les accents alarmistes de ceux qui, pour des fins indéfinies, réclament infiniment des moyens.

Daniel Béhar *est directeur de la coopérative Acadie ; il a été responsable du groupe de travail « quartiers et prévention de l'exclusion » lors des travaux préparatoires au XIe Plan.*

Philippe Estèbe *est chercheur à la coopérative Acadie ; il a été rapporteur adjoint du comité d'évaluation de la politique de la ville du Xe Plan*

Entre le dialogue et la violence

par Arezki Dahmani

TOUT LE MONDE s'accorde sur l'urgence de mettre en place un ministère de la citoyenneté et de la ville. Tout le monde s'accorde pour réaffirmer l'importance du modèle républicain, *« l'exception française »*, contre le modèle communautariste. Tout le monde s'accorde pour dire que la France n'est pas une société multiculturelle ni multiraciale mais une nation. C'est-à-dire une société non raciale où des hommes et des femmes de couleurs, de cultures, de religions différentes adhèrent aux mêmes valeurs de la République et poursuivent le même dessein dans la même communauté de destin.

Certains pensent que ce modèle a vécu et qu'il est trop tard pour le défendre. D'autres pensent qu'il est encore temps de réagir. A France Plus, nous nous interrogeons aujourd'hui légitimement sur la meilleure méthode pour défendre les valeurs de la République. Issus de milieux défavorisés, nous avons longtemps cru en l'idéal de la gauche. Quatorze ans d'expérience du socialisme nous ont transformés en citoyens aigris et cyniques. Selon certains, la droite républicaine n'était pas capable de répondre à nos aspirations sociales et à notre volonté d'intégrer la communauté nationale. Nos réticences idéologiques n'ont pas résisté à l'épreuve de la réalité.

France Plus a longtemps cru en l'idéal de la gauche : quatorze ans d'expérience du socialisme nous ont transformés en citoyens aigris

Désormais, pour nous, il n'y a plus de valeurs de gauche ni de valeurs de droite. Il existe simplement des valeurs de la République. Il n'existe plus d'hommes de gauche ou de droite, mais simplement des hommes de terrain confrontés à la réalité sociale.

Aujourd'hui, nous nous interrogeons sur la meilleure méthode pour négocier avec les pouvoirs publics. Est-ce le dialogue, est-ce la violence ? Nous avons pratiqué le dialogue pendant dix ans : dialogue de sourds ? Le recours de certains à la violence semble être plus efficace. Cette méthode, nous ne pouvons que la condamner, dans un pays démocratique. Mais les faits sont là et nous poussent à réagir.

Nous avons toujours pensé que dans une société démocratique nous avions besoin de partis politiques et de syndicats forts. Il apparaît désormais que l'anarchie et la chienlit sont les vertus de la démocratie.

Après dix ans de militantisme, France Plus, qui a longtemps privilégié le dialogue, s'interroge sur la civilisation, l'intelligence et sur l'opportunité de revendiquer ses droits et ses devoirs.

Notre cœur balance aujourd'hui entre le dialogue et la violence.

Arezki Dahmani *est président de France Plus.*

Ecoutez-nous !

par Emile Perez

A la lumière de l'affaire Maréchal, et après une véritable tempête médiatique dans laquelle les arrière-pensées politiques n'étaient pas absentes, le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale se doit de rétablir la vérité sur un certain nombre de points concernant le dossier des interceptions téléphoniques, des « écoutes ». De plus, en soulignant l'hypocrisie générale – toutes tendances politiques confondues – qui entoure ce sujet depuis 1991, cette organisation attend des pouvoirs publics des réponses claires aux problèmes aujourd'hui posés.

Les « écoutes téléphoniques » constituent un moyen d'investigation utile, voire indispensable, au travail des enquêteurs et à la manifestation de la vérité. Mais qu'il s'agisse d'écoutes judiciaires ou administratives, ces techniques sont attentatoires aux libertés. C'est pourquoi leur nombre doit être limité et leur contrôle rigoureux.

A cette occasion, il convient de rappeler que certains chiffres sont devenus très significatifs :

– un nombre maximum d'« écoutes administratives » a été fixé. Il reste exactement le même depuis 1991, permettant ainsi 3 000 écoutes chaque année, dont 850 pour la police judiciaire,

– dans le même temps, pour la même période 1991-1993, le nombre des « écoutes » ordonnées par des magistrats a, quant à lui, doublé. On est ainsi passé, en trois ans, de 5 660 « écoutes » à plus de 10 000 aujourd'hui.

Rien n'indique que cette progression va se stabiliser. Pour les commissaires de police, cette situation n'est pas sans susciter quelques inquiétudes.

En matière d'écoutes administratives, plus particulièrement en ce qui concerne les situations d'urgence, et contrairement à tout ce qui a été dit, ces procédures ne sont ni légales ni exceptionnelles. Aucune disposition dans la loi du 10 juillet 1991 ne prévoit de procédures pour les « urgent » ou les « très urgent ». Il ne s'agit en fait que d'un usage qui s'est développé en marge de la loi avec l'autorisation de toutes les autorités qui se sont succédé depuis 1991 jusqu'à aujourd'hui au ministère de l'intérieur et à Matignon.

Les procédures dites d'urgence en matière d'écoutes administratives ne sont ni légales ni exceptionnelles

On constate également que la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) et son président n'ont jamais fait état dans leurs rapports d'activités 1991-1992 et 1993 de ces pratiques, dont ils n'ont pourtant jamais rien ignoré. Il faut attendre le rapport 1994, rendu après l'affaire Maréchal, pour que cette procédure et ses effets pervers soient opportunément dénoncés...

Cette coïncidence, pour le moins troublante, nous conduit à nous demander si la CNCIS n'entend pas se prémunir contre la responsabilité qu'elle porte dans l'existence et le maintien de cette procédure depuis 1991.

Il est également faux de prétendre que les « procédures d'urgence » ne représentent que 10 à 12 % des cas et qu'elles ont été ramenées à moins de 5 % depuis plusieurs mois. En matière de police judiciaire, le taux de toutes les urgences confondues est de 41 %, les « très urgent » y représentant plus de 25 % ! Il convient ici de rappeler que ce recours quasi quotidien aux « urgences », qui dénature l'esprit de la loi mais dont l'usage a été strictement accepté par tous, y compris par la Commission, s'explique par les lenteurs de la procédure « normale ». Il faut, en effet, compter quinze jours à un mois pour obtenir une écoute.

En ce qui concerne le champ d'application des écoutes, comme précédemment, on ne peut que constater l'attitude frileuse de la Commission, qui n'a pas pris la moindre initiative depuis 1991 pour apporter des éléments de définition du domaine des interceptions et qui, fort opportunément de nouveau et *a posteriori*, précise aujourd'hui quelles auraient dû être ces conditions.

Force est de constater que si la Commission était intervenue à temps pour faire respecter les procédures légales et définir le champ d'application des interceptions de sécurité, l'affaire Maréchal n'aurait pas eu lieu.

Au-delà, il en est de même de l'utilisation de l'enregistrement téléphonique « judiciaire » de la conversation entre M. Maréchal et M. Schuller. Dans ce dernier cas, trois niveaux du parquet, trois magistrats dont le procureur de la République de Paris et le procureur général devant la chambre d'accusation, s'opposent encore sur une jurisprudence dont on nous affirme qu'elle est des *« plus claires »*.

Aussi, avant que les écoutes téléphoniques ne disparaissent d'elles-mêmes en raison des progrès technologiques qui les rendront quasiment impossibles – au seul bénéfice des truands d'ailleurs – il faut que la clarté et la transparence l'emportent.

Ce constat conduit aujourd'hui les commissaires de police à demander au législateur de revoir la loi du 10 juillet 1991 de façon à rendre plus efficaces ses procédures, en interdisant tous les usages « en marge de la loi » ainsi qu'en assurant une réelle protection des citoyens et des fonctionnaires.

Emile Perez *est secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale.*

AU COURRIER DU MONDE

MACHIAVEL, PAS NAPOLÉON

Laurent Greilsamer attribue à Napoléon, dans son article de première page du *Monde* du 14 mars, la sentence selon laquelle il faut savoir être *« tantôt renard, tantôt lion »*. Je me permets de vous informer que cette formule ne doit rien à Napoléon, mais est issue du chapitre XVIII du *Prince* de Machiavel. Dans ce chapitre célèbre, Machiavel souligne qu'un prince doit savoir agir à propos, soit en homme, soit en bête. Et il poursuit ainsi : *« le prince, devant donc agir en bête, tâchera d'être tout à la fois renard et lion : car, s'il n'est que lion, il n'apercevra point les pièges ; s'il n'est que renard, il ne se défendra point contre les loups ; et il a également besoin d'être renard pour connaître les pièges, et lion pour épouvanter les loups. Ceux qui s'en tiennent tout simplement à être lions sont très malhabiles »* (traduction de Périès). Si M. Balladur a été malhabile, c'est sans doute moins par manque de capacité à être lion ou renard qu'en raison de la multitude des pièges et de la férocité des loups.

Julien Lévy, Paris

« UNE BIBLE ANTIJUIVE »

Bernard et Louis Hurault, auteurs de la *Bible des communautés chrétiennes*, dont l'imprimatur a été retiré par Mgr Thomas, évêque de Versailles, pour des allusions antijuives (*Le Monde* du 10 mars), nous écrivent.

« Une Bible antijuive ! » Voilà une condamnation sans appel. Pour l'étayer, deux ou trois phrases sorties d'un contexte qui leur donnait un sens tout différent de ce qu'on veut leur faire dire. Chacun a pu parler, juger, sans avoir même regardé les textes, sans avoir vu que, tout au long de l'Ancien Testament, nous mettions en valeur la vocation unique d'Israël, et que, dans le Nouveau, nous montrions sa vocation à côté de l'Eglise, en dépit de son refus de reconnaître en Jésus l'envoyé de Dieu. Mais dans nos commentaires nous avons voulu être fidèles à l'esprit de la Bible, laquelle n'épargne pas les susceptibilités du peuple de Dieu, qu'il soit juif ou chrétien.

Voilà donc une campagne réussie ! Ceux qui l'ont lancée savaient tout comme nous qu'aucun tribunal ne recevrait leurs plaintes. On nous avait donc avertis, un chantage : si nous ne mettions pas au pilon toute notre seconde édition, au jour et à heure fixée, nous serions attaqués dans toute l'Europe. Ce qu'aucune justice, aucune conscience n'aurait toléré, on voulait l'obtenir des évêques, et c'était le prix, disait-on, pour nouer ou renouer l'amitié judéo-chrétienne. Peut-on encore parler d'amitié lorsqu'elle est à ce prix ! En divers pays, nous avons été affrontés à des campagnes d'inspiration politique, aujourd'hui l'opposition veut se placer sur un plan religieux. Dans un cas comme dans l'autre, ce qui est en cause est le respect de l'autre et de son droit à penser de façon différente. C'est ce droit que bien des juifs ont défendu jusqu'à la mort au milieu de la chrétienté, et ce droit, personne ne l'a mis en valeur mieux que l'Evangile.

Commentant le livre hébreu d'Esther, la TOB (traduction œcuménique de la Bible) dit ceci : « (...) *au gibet sera pendu non plus alternativement le juif par ses ennemis et l'ennemi des juifs par les juifs, mais Jésus-Christ, crucifié par les juifs et les païens pour que les deux se convertissent et s'unissent en lui.* » Dans un monde où les fondamentalismes religieux enferment leurs adeptes dans le carcan de prescriptions innombrables et minutieuses, l'Evangile apporte un souffle de liberté et la joie d'accueillir un Dieu autre et à la fois si proche.

Ecrivant la *Bible des communautés chrétiennes* pour des chrétiens et plus largement pour tous ceux qui sont en recherche de foi, nous n'avons pas eu d'autre but que de leur permettre de découvrir et de vivre cette expérience de la foi en Jésus-Christ. Est-ce assez pour dire que nos commentaires n'ont nullement la volonté d'asséner une vérité que nous voudrions imposer à tous, mais la seule valeur du témoignage donné, laissant à chacun de l'accueillir ou de le refuser.

Bernard et Louis Hurault

LE SOUVENIR DE JEAN-LUC BOUTET

J'ai appris avec une grande tristesse le décès de Jean-Luc Boutet, emporté par le cancer.

J'avais eu l'occasion de découvrir l'immense talent de ce comédien hors pair lors d'une représentation d'*Ondine*, de Jean Giraudoux, donnée au Français, dans une mise en scène de Raymond Rouleau. Isabelle Adjani lui donnait la réplique tandis qu'il incarnait un chevalier Hans plein de fougue et de jeunesse, conférant une présence et une stature quasi miraculeuse à ce personnage un peu falot.

Cette représentation m'a laissé un souvenir inoubliable, bien que datant de près de vingt ans, car tel était le pouvoir de cet acteur : il dévorait la scène, envoûtant le spectateur au point de lui faire perdre la notion même de l'existence du monde extérieur, effet qui subsistait par-delà la représentation. Mais la dernière image que je garderai de Jean-Luc Boutet sera celle de son regard, qu'il savait plonger au plus profond de ceux du public, s'adressant personnellement à tous et à chacun, tour à tour.

Philippe Corradini, Montereau (Seine-et-Marne)

Le Monde

La Bosnie, encore...

PROGRESSIVEMENT, la Bosnie se rapproche de la guerre annoncée. La trêve en vigueur depuis janvier est chaque jour violée. C'est l'armée bosniaque, cette fois, qui lance des attaques ponctuelles, comme en avant-première à sa grande *« offensive de printemps »*.

La reprise de la guerre était programmée dès l'instant même où fut conclu, entre les forces serbes et l'armée bosniaque, un accord de cessation des hostilités. On déposait les armes pour quatre mois seulement ; le gouvernement de Sarajevo prévenait qu'il ne laisserait pas s'installer plus durablement cette fausse paix, qui fige les lignes de front et entérine les conquêtes territoriales des Serbes. Les autorités bosniaques donnaient quatre mois à la communauté internationale pour convaincre le leader serbe Radovan Karadzic d'accepter un plan de règlement qu'elles-mêmes jugeaient inique, mais auquel elles avaient cependant accepté de souscrire. Elles se donnaient aussi un répit, conscientes que ni l'armée, ni la capitale assiégée par les Serbes depuis mars 1992, ni le reste du pays, ne pouvaient supporter un autre hiver de guerre. La trêve aura servi, dans chaque camp, à reconstituer les stocks d'armes et de munitions, à remettre les troupes en ordre de combat.

La diplomatie pendant ce temps n'est parvenue à rien. Pour que les efforts déployés, essentiellement par la France, en vue d'un règlement politique aient une petite chance d'aboutir, il aurait fallu, au minimum, une cohésion sans faille des grandes puissances réunies au sein du « groupe de contact » sur l'ex-Yougoslavie. Or Moscou et Washington, tout en appuyant officiellement les démarches de la France et de ses partenaires européens, ont continué de jouer un double jeu. Les Russes sont allés à Belgrade encourager Slobodan Milosevic à réclamer de la communauté internationale ce qu'elle ne lui concédera pas : une levée des sanctions économiques qui pèsent sur son pays, comme condition préalable à une attitude plus coopérative de sa part. L'administration américaine de son côté s'est à peine cachée d'aider les Bosniaques à préparer une nouvelle guerre, et elle n'a toujours pas tranché entre les démarches contradictoires de l'Europe, qui cherche à éviter une reprise des combats, et des républicains du Congrès qui prônent à bon compte un règlement du conflit par les armes.

Sans se lasser, Alain Juppé et son homologue allemand Klaus Kinkel tentent de nouveau aujourd'hui de recoller les morceaux du « groupe de contact » en remobilisant les Russes, les Américains et l'ONU pour éviter qu'on en revienne là. Là, c'est-à-dire au point où les « casques bleus » devraient se retirer, où les dirigeants bosniaques s'apercevraient, mais trop tard, que leur population exsangue n'en peut plus de la guerre et que le soutien américain sur lequel ils comptaient ne leur permet pas de la gagner.

L'information respectueuse

TOUTE campagne électorale est aussi une compétition entre des hommes. C'est encore plus vrai, comme l'observait Simone Veil dans ces colonnes, depuis que les années 80 ont estompé les clivages idéologiques qui séparaient la droite de la gauche depuis soixante-dix ans. On pourrait ajouter que la révélation tardive de l'itinéraire de François Mitterrand a aussi appris aux citoyens à tenir compte du parcours autant que du discours avant d'accorder leur confiance.

La candidature à l'élection présidentielle de deux prétendants issus du même courant d'idées, sinon tout à fait du même parti, a pour effet de concentrer davantage encore l'attention sur les personnalités, leurs comportements, leur éthique, leurs réseaux d'amitié, leurs systèmes de pouvoir. Qu'on le regrette, parce que les enjeux collectifs sont éclipsés, ou qu'on s'en félicite, parce que la transparence y gagne, la campagne se joue pour une bonne part sur ce que les candidats révèlent d'eux-mêmes, de leur histoire et de leurs méthodes.

Force est de constater qu'à cet égard (comme dirait l'un d'entre eux) la balance n'est pas égale entre les principaux postulants à l'Elysée. Edouard Balladur paie cher, aujourd'hui, le retard et la mauvaise grâce avec lesquels il s'est résigné à faire la lumière sur ses relations avec la Générale de services informatiques (GSI), entreprise dont il avait été le PDG de 1977 à 1986 et dont il était redevenu salarié en 1988. Il en résulte une suspicion sur la part faite, dans ses choix personnels, à la politique et aux affaires. Entre ces deux mondes, M. Balladur eut, certes, le tort de ne pas choisir. Mais cette faute morale ne s'est accompagnée d'aucun manquement au regard de la loi. Il a fait preuve d'une transparence tardive quoique scrupuleuse.

Exigeante avec un homme dont l'engagement dans la vie politique est encore récent, « l'opinion » serait-elle devenue indulgente avec Jacques Chirac, habitué des tribunes et des mandats depuis trente ans, maire de Paris depuis dix-huit ans, candidat à l'Elysée pour la troisième fois ?

Que le premier magistrat de la capitale ait tiré profit d'une vente de terrains au Port autonome de Paris, même si cet établissement public n'est pas placé sous sa tutelle, ne devrait-il pas interpeller les gardiens vigilants de la morale républicaine ? Tout comme les mises en examen es qualités dans les instructions sur les HLM de Paris, de deux anciens directeurs du cabinet du maire, Michel Roussin et Robert Pandraud. Resterait-on muet quand un de ses adjoints – Alain-Michel Grand – est invité à se démettre prestement de ses fonctions à la suite des questions posées par l'opposition sur la gestion d'une des trente sociétés d'économie mixte qui forment, autour de l'Hôtel de Ville, une galaxie aussi active qu'opaque ?

Les vieux réflexes qui avaient cours dans les années 60 et 70, au plus beau temps de l'Etat-UDR (l'ancêtre du RPR), du « gaullisme immobilier » et de l'information respectueuse seraient-ils déjà à l'œuvre ?

Le Monde est édité par la SA *Le Monde*, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ;
Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé,
adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du *Monde des débats* ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet,
directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, *président du directoire*

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Fin de siècle
par Ronald Searle

Peurs obsidionales en Russie

Suite de la première page

Les Occidentaux ont beau dire qu'ils ne reconnaîtront pas de droit de veto aux Russes dans les affaires de l'OTAN, il est difficile d'imaginer qu'ils puissent leur proposer un *« dialogue stratégique »* et refuser la concertation sur un sujet aussi essentiel pour la sécurité européenne que l'extension vers l'est de l'Organisation atlantique.

Dans cette partie de poker – qui devait se poursuivre jeudi 23 mars à Genève entre le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, et le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher –, les Russes parient sans vergogne sur la volonté des Occidentaux de ne pas offrir des arguments aux nationalistes *« extrémistes »*. A ce jeu, le Kremlin a engrangé déjà quelques succès. Après avoir amené les Américains à proposer le « partenariat pour la paix », puis à lui tailler une place sur mesure, il se fait prier pour signer les accords préparés depuis des mois dans le seul but d'arracher quelques avantages supplémentaires.

Toutefois, les craintes exprimées par les Russes ne sont pas seulement des ruses tactiques. Elles sont la résurgence d'une peur obsidionale séculaire, d'une mentalité d'assiégés, à laquelle ils avaient cru échapper avec l'extension du camp soviétique au lendemain de Yalta. La chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide ont ramené la Russie plusieurs siècles en arrière. Sa situation géopolitique n'est même pas celle de la période pré-révolutionnaire ; elle renvoie à ce qu'était le pays à la fin du XVIIe siècle, avant le règne de Pierre le Grand. Or, quels que soient les changements des arts de la guerre, les stratèges russes ou soviétiques ont toujours raisonné en termes d'espace. Depuis 1989-1990, la Russie a perdu ses marches occidentales ; elle a été privée de ses deux premières lignes de défense – les démocraties populaires de l'Europe centrale, d'une part, l'arc allant de la Baltique à la Moldavie en passant par la Biélorussie et l'Ukraine, d'autre part, où son armée, aujourd'hui humiliée par une retraite sans combat, avait développé ses plus forts bastions.

Elle se retrouve avec une dizaine de voisins dont certains particulièrement instables ; elle est la seule des grandes puissances à devoir faire face à un danger militaire sur ses frontières, non à l'ouest où, quoi qu'elle en dise, aucune menace ne pèse sur elle, mais au sud et au sud-est (cinq millions de Chinois se sont installés au cours des quatre dernières années en Sibérie méridionale).

Quelles sont d'ailleurs ces frontières ? *« La Fédération de Russie n'a d'autre intérêt que la défense de ses frontières »*, affirmait Grigori Iavlinski, un des représentants de la tendance démocratique, lors d'une récente réunion du groupe sur la stratégie européenne à la Fondation Bertelsmann. Mais à la question de savoir où cette défense devait avoir lieu, par exemple à la limite de la Russie et du Tadjikistan, ou entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, sa réponse était claire : sur l'Amou Daria, à la frontière du Tadjikistan et de l'Afghanistan. Les raisons invoquées méritent examen : pendant soixante-dix ans, le régime soviétique a consolidé ses frontières – au sens matériel du terme – à la périphérie de l'URSS ; la Russie nouvelle n'a ni les moyens financiers ni la possibilité physique de reconstruire des installations dans les déserts où passent les lignes de démarcation entre le territoire proprement dit de la Fédération et les Républiques récemment indépendantes d'Asie centrale.

On peut condamner au nom de la morale et des droits de l'homme l'intervention musclée de l'armée russe au Tadjikistan ; on peut d'autant moins ignorer les arguments du Kremlin que les Occidentaux ne sont pas prêts à aller rétablir l'ordre ni dans le Pamir, ni dans le Caucase.

Toute l'histoire de la Russie est l'histoire d'une conquête de la périphérie – ce qu'on n'appelait pas encore *« l'étranger proche »* – pour assurer la sécurité du centre.

La chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide ont ramené la Russie plusieurs siècles en arrière

« Quand on a dix-sept millions de kilomètres carrés, dit Henry Kissinger avec son sens de la formule tranchante, *il n'y a pas lieu d'être claustrophobe. »* Mais ce qui compte pour les Russes, c'est que leur territoire – rétréci – se trouve ouvert à tous les vents et qu'ils se croient contraints, pour le protéger, de poursuivre plusieurs objectifs à la fois : garantir les frontières de la Fédération, renforcer la coopération avec les Etats de la CEI afin de stabiliser *« l'étranger proche »*, améliorer leurs relations avec les Occidentaux (pour ne pas avoir à lutter sur plusieurs fronts) et rétablir leurs positions dans la *« zone grise »* d'Europe centrale, ou au moins empêcher que celle-ci tombe complètement sous l'influence de l'OTAN.

Tel est, pour Moscou, l'enjeu du bras de fer actuel avec l'Alliance atlantique. Son principal atout réside dans l'incapacité des Occidentaux à définir une attitude cohérente face à un pays dont ils craignent autant la faiblesse que la force ; la limite du jeu, c'est que les « réformistes » russes – Boris Eltsine y compris – savent pertinemment avoir besoin de l'aide d'une Europe engagée sur la voie de l'intégration pour redresser l'économie du pays et lui permettre ainsi de rejouer, à terme, un rôle à sa mesure sur le continent.

Daniel Vernet

RECTIFICATIFS

COURBE EN CLOCHE

Dans l'entretien avec le professeur Stephen Jay Gould publié dans nos éditions datées du 19-20 mars, une erreur nous a fait traduire *The Bell Curve* par « La courbe de Bell » alors qu'il s'agissait de la courbe en cloche, ou courbe de Gauss, bien connue des statisticiens.

JACQUES HABERT

A la suite de notre article intitulé « Les deux candidats de la majorité courtisent les Français de l'étranger » (*Le Monde* daté 12-13 mars), *Jacques Habert, sénateur (non inscrit)* représentant les Français établis hors de France, dont le nom figurait sur une liste de parlementaires ayant apporté leur soutien à la candidature d'Edouard Balladur diffusée par l'état-major de campagne du candidat à l'élection présidentielle, précise qu'il n'a pas souhaité prendre parti pour l'un ou pour l'autre des candidats de la majorité.

DÉFENSE

Philippe de Villiers nous précise, à propos de sa doctrine en matière de défense, que si *« les armées modernes ont incontestablement besoin de personnel très professionnel, ce qui s'accommode mal d'un recrutement uniquement par conscription »*, il n'en est pas pour autant favorable à une *« armée de métier »* (*Le Monde* daté 19-20 mars), mais à une armée *« mixte »*, *« composée de professionnels et d'appelés »*.

COUP D'ETAT

La critique du film de Nikita Mikhalkov *Anna* publiée dans *Le Monde* du 16 mars faisait référence à la tentative de coup d'Etat à Moscou en 1993, et non en 1992 comme indiqué par erreur.

TÉLÉVISION

Dans la chronique de télévision du samedi 18 mars, intitulée « Le trou du pendu », c'est par erreur que nous avons cité « Soir 3 » comme étant le diffuseur du sujet. Le sujet est bien passé sur FR 3, mais dans le journal de l'Ile-de-France diffusé juste après 19 heures.

AU FIL DES PAGES/SOCIÉTÉ

Le travail désenchanté

DES emplois, Qui ne les réclame, qui ne les promet ? Il faut créer à tout prix des emplois, *« même temporaires, même sans contenu, même sans intérêt, même s'ils renforcent les inégalités*, remarque Dominique Méda. *Pourvu qu'ils existent »*.

Voici un vrai livre, dense, profond et stimulant, qui nous change de beaucoup de faux essais aux pages creuses et aux titres accrocheurs. Fallait-il en attendre moins d'une agrégée de philosophie, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure et de l'ENA, professeur à Sciences-Po ?

Dominique Méda ne nous propose pas une énième étude sur le chômage. Son propos est plus ambitieux puisqu'il relève de l'histoire des idées et de la philosophie. C'est une invitation à réfléchir sur le sens du travail, son rôle social et la place qu'il occupe dans notre vie. Des questions essentielles, mais absentes du débat public, car le sujet n'est généralement traité que sous un angle restreint (l'emploi) et par une seule corporation (les économistes).

Le travail apparaît aujourd'hui comme l'alpha et l'omega. Au citoyen, il doit permettre de se réaliser et de s'intégrer ; à la société, de s'enrichir et, finalement, d'exister. C'est à travers lui que se distribuent les richesses. C'est par lui que se détermine le prix de toute chose et le statut social de chacun.

Il n'en a pas toujours été ainsi, souligne Dominique Méda. Dans les sociétés primitives, la chasse et la cueillette occupaient beaucoup moins de temps qu'on ne le croit généralement. Non seulement elles ne déterminaient pas le statut social, mais la notion même de travail n'existait pas.

Il ne faut pas seulement changer la répartition du travail mais réduire sa place dans la société

Dans la Grèce antique, seuls les esclaves étaient contraints à des tâches jugées dégradantes. Un homme civilisé avait beaucoup mieux à faire. Et, de toute manière, les bras étaient suffisants et on ne voyait pas la nécessité de produire davantage.

L'Église catholique a mis beaucoup de temps à se défaire du texte de la Genèse condamnant Adam à *« manger à la sueur de son front »*. Les théologiens du Moyen Age ont commencé par désigner des métiers plus licites que d'autres. Puis ils ont reconnu à de nombreux travaux le mérite d'occuper le corps et de libérer l'esprit. Rien de tel pour éloigner les tentations...

Mais la véritable « invention » du travail attendra le dix-huitième siècle, avec Adam Smith, qui le définit comme moyen d'accroître les richesses. La philosophie allemande et la technocratie française enfonceront le clou quelques décennies plus tard, en le considérant comme l'essence de l'homme et sa contribution au progrès de l'humanité. Jamais pourtant les conditions de travail n'auront été pires qu'au cours de cette révolution industrielle. Marx réclamera de rendre le travail conforme à son essence, c'est-à-dire épanouissant, l'homme n'étant pleinement homme qu'en transformant le monde par son labeur... L'idéologie du travail est devenue ainsi le dénominateur commun des trois grands courants, chrétien, marxiste et humaniste.

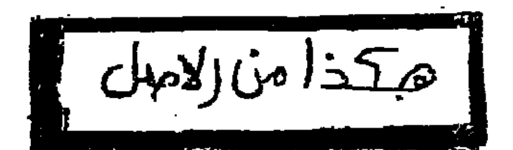
Aujourd'hui, dans une société de services, l'activité ne va plus forcément de pair avec la production et l'effort. La distinction entre travail et non-travail s'estompe. Tout devient travail. C'est désormais la seule norme, le seul ordre. On charge le travail de toutes les espérances, oubliant qu'il existe d'autres formes de sociabilité, d'intégration et d'épanouissement. Le citoyen n'est plus considéré qu'à travers sa capacité à apporter de la valeur. L'économie devient la science sociale par excellence, celle qui inspire les décideurs. Cette conception réductrice de l'homme conduit au dépérissement de la politique et empêche d'imaginer de véritables solutions.

N'est-il pas urgent de désacraliser le travail ? demande Dominique Méda. De le *« désenchanter »* en quelque sorte ? Il faudrait y consacrer moins de temps, réduire son rôle social et instituer d'autres canaux de redistribution des richesses. Un tel « désinvestissement » comporte, bien sûr, des risques : un retour de la femme au foyer, par exemple, ou un repli sur la sphère privée. Tout dépend de notre capacité à inventer d'autres activités, individuelles ou collectives, à côté du travail, pour permettre à chacun d'atteindre la pleine activité... Cela mérite pour le moins qu'on y réfléchisse. Mais comment le faire dans le climat actuel, sans donner l'impression d'insulter trois millions de chômeurs ?

Robert Solé

★ ***Le travail, une valeur en voie de disparition*, de Dominique Méda, Aubier, 358 p., 120 F.**

هكذا من الأصل



ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 23 MARS 1995

SALAIRES A la suite des nouvelles propositions d'augmentation salariales faites, mardi 21 mars, par la direction de Renault, les salariés hésitaient sur la poursuite du mouvement de grève engagé depuis deux semaines dans les usines du constructeur automobile. Le travail reprenait à Choisy-le Roi, mais des débrayages étaient maintenus au Mans et à Sandouville. A Flins, une assemblée générale devait réunir le personnel, mercredi. ● LA DIRECTION a proposé une hausse totale des rémunérations des salariés non-cadres de 4,5 %, dont 3 % pour les augmentations générales. ● LES SYNDICATS ont conscience que la direction a fait un effort, mais ils craignent que les salariés le jugent insuffisant. ● L'année 1995 devrait creuser le décalage entre Renault et Peugeot, ce dernier ayant proposé une hausse globale de 3,7 %.

Renault concède de nouvelles augmentations pour mettre fin à la grève

La direction du constructeur automobile propose une hausse totale des rémunérations de 4,5 %, dont 3 % pour les augmentations générales. Mercredi 22 mars, les salariés hésitaient pourtant à reprendre le travail

AU LENDEMAIN des négociations salariales, les syndicats et les salariés de Renault semblent hésiter, mercredi 22 mars, sur les suites à donner à la grève qui perturbe l'entreprise depuis deux semaines. Alors que la CGT et la CFDT appelent à maintenir le mouvement pour *« contraindre la direction à poursuivre les négociations »*, des assemblées générales se tenaient, dans la matinée du mercredi, sur les différents sites. Si le travail avait repris à Choisy-le Roi (Val-de-Marne), la situation était plus incertaine à Flins (Yvelines) ainsi qu'à la direction des études, basée à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Au Mans (Sarthe) et à Sandouville (Seine-Maritime), les appels à des débrayages d'une ou deux heures étaient maintenus.

Mardi, à l'issue de huit heures de négociation, la direction avait émis de nouvelles propositions salariales pour les salariés non cadres, puisque les rémunérations de ces derniers sont entièrement individualisées. En plus du 1 % d'augmentations générales au 1er mars déjà prévu, Georges Bouverot, directeur du personnel et des affaires sociales, avait annoncé deux autres augmentations générales : 0,5 % le 1er avril et 1 % le 1er octobre. Par ailleurs, le complément mensuel uniforme – que chacun perçoit – est augmenté de 0,5 % (70 francs en avril et 30 francs en novembre). En tenant compte des augmentations individuelles (1,2 %) et de l'ancienneté (0,3 %), la direction estime que les rémunérations augmenteront donc au total de 4,5 % cette année. Soit davantage que chez Peugeot (3,7 %), fait-elle valoir... et nettement plus que ce qu'elle prévoyait d'accorder à l'issue de la première séance de négociation, le 8 mars : 2,5 % toutes mesures confondues, mais sur un semestre.

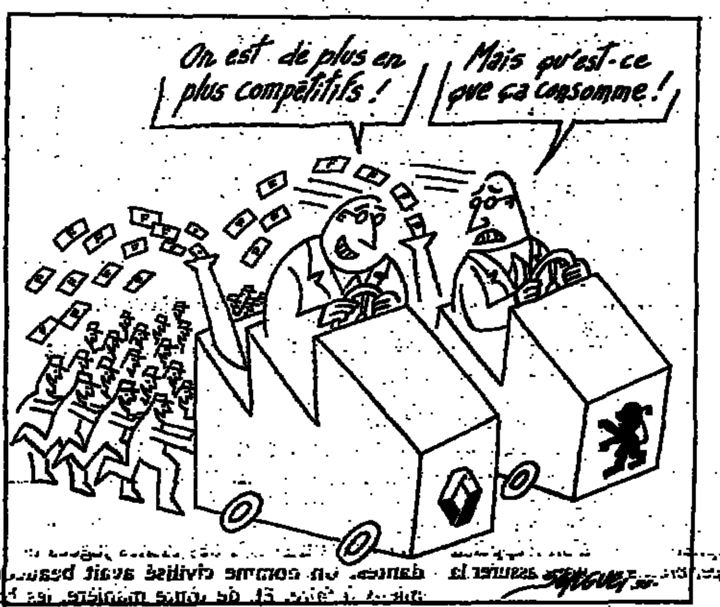
A l'issue de la réunion, les syndicats se gardaient bien de crier victoire. Certes, l'augmentation de la masse salariale atteindra 4,5 %, mais les salariés pourraient être davantage sensibles au seul chiffre de 2,5 % des augmentations générales. Ce n'est pas un hasard si la direction n'a même pas soumis aux syndicats un accord salarial de fin de conflit en bonne et due forme, mais leur a proposé une rencontre le 28 mars pour *« discuter »* d'autres sujets, comme l'aménagement du temps de travail.

Les négociations laissent les organisations syndicales dans une situation délicate. Conscientes que la direction a voulu se montrer constructive, elles craignent pourtant que la base, très « remontée », ne considère ces mesures comme nettement insuffisantes. *« La direction a commencé à nous entendre, mais il reste un écart énorme par rapport aux demandes des salariés »*, estime Gérard Muteau, administrateur CGT. Pour Lucien Merel, délégué syndical central de Force ouvrière : *« On a avancé. 3 % d'augmentations générales sur l'année, ce n'est pas négligeable. Mais, compte tenu de l'ampleur du contentieux, je ne suis pas sûr que ce soit satisfaisant. La direction n'a pas pris conscience de la gravité de la situation. »* La CFDT, qui, à l'occasion du conflit, a radicalisé son discours et recréé une intersyndicale avec la CGT, n'était pas plus à l'aise : *« Dans le cadre d'une négociation salariale à froid, cela aurait pu être acceptable. Mais aujourd'hui, c'est en deça des attentes des salariés. Dans une situation aussi chaude qu'aujourd'hui, avec une fracture sociale aussi profonde, cela me paraît insuffisant »*, estime Daniel Richter (CFDT).

PARTIE ÉMERGÉE

Comme chez GEC-Alsthom, à Aluminium-Dunkerque et dans la plupart des conflits salariaux, la revendication salariale ne constitue chez Renault que la partie émergée de l'iceberg. Pour des raisons diverses et parfois contradictoires, chaque catégorie sociale a des raisons d'être mécontente : les ouvriers, mais aussi la maîtrise, qui ne sait pas toujours précisément quel est son rôle dans la nouvelle organisation des équipes polyvalentes, les techniciens et les ingénieurs, qui vivent difficilement la réorganisation de la direction des études et son déménagement dans le technocentre de Saint-Quentin-en-Yvelines, et enfin les cadres, qui mettent en avant une charge de travail excessive dans la nouvelle organisation, selon M. Bouverot, et, depuis l'échec de la fusion avec Volvo, attendent un nouveau grand dessein. Reste à savoir quel impact aura l'issue de ce conflit sur les autres entreprises. Renault n'est que la dernière entreprise en date à céder à l'issue d'un mouvement social. Mardi, Edouard Balladur faisait remarquer dans un entretien à *La Tribune* qu'il faut augmenter les salaires quand cela est possible et expliquait qu'il *« avait décidé d'augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires »*. En cédant aux fonctionnaires travaillant en Corse, le gouvernement ne vient-il pas de montrer qu'en période électorale *« la lutte paie »* aussi dans la fonction publique ?

F. Le.



COMMENTAIRE

PRIMES À LA GRÈVE

Il y a dix ans, Edmond Maire, alors secrétaire général de la CFDT, avait choqué en expliquant que la grève était archaïque. Il y a cinq ans, Renault lui donnait en partie raison. La signature par quatre syndicats modérés de *« l'accord à vivre »* ne signifiait-elle pas que l'on pouvait changer l'organisation du travail, concilier l'économique et le social et, accessoirement, se passer de la CGT ?

La création d'une intersyndicale CGT-CFDT chez Renault et la présence exceptionnelle de Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, au congrès confédéral de la CFDT montrent que les choses ne sont pas si simples. Le conflit Renault comme la grève en Corse, sur un autre terrain, témoignent qu'aujourd'hui *« la lutte paye »*. A l'issue d'une journée de grève, les salariés des Mines de potasse d'Alsace viennent même de se voir accorder une *« prime de fin de conflit »*. Tout un symbole ! La surenchère entre Renault et Peugeot, chacun se vantant d'augmenter davantage les salaires que son concurrent, en est un autre. Le virage salarial pris par les entreprises et par le gouvernement est désormais flagrant.

Deux questions se posent dès lors. L'une économique, l'autre sociale : l'économie française peut-elle supporter les augmentations salariales actuellement accordées ? Et, si la réponse est positive – comme cela semble être le cas –, la meilleure voie pour les obtenir est-elle la grève ? Malgré la reprise du dialogue entre le CNPF et les organisations syndicales, les salariés risquent de retenir que rien ne vaut un bon rapport de forces pour obtenir gain de cause.

Frédéric Lemaître

Un avantage salarial historique de 10 %

HISTORIQUEMENT, les *« Renault »* étaient plus payés que les *« Peugeot »*. Officiellement, le décalage se justifiait par un coût de la vie plus cher à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) qu'à Sochaux (Doubs), berceau de Peugeot. De façon bien plus évidente, le pouvoir de la CGT dans la gestion des affaires de l'ancienne Régie, avec des présidents comme Louis Dreyfus, Bernard Vernier-Palliez ou Bernard Hanon, s'était traduit par des progressions salariales supérieures, à qualification égale, au strict maintien du pouvoir d'achat qui était de règle dans l'entreprise sochalienne bien plus chiche.

Lorsque Georges Besse, nouveau patron, entreprit de redresser les comptes de Renault à partir de 1986, il avertit les salariés que la disparition progressive de ce différentiel était au nombre des mesures d'économies prévues dans son plan de sauvetage et évaluait l'écart à 15 % par rapport aux salaires distribués chez Peugeot pour des fonctions identiques. L'évaluation était-elle volontairement exagérée ? Quoi qu'il en soit, les salariés du groupe, conscients de l'enjeu, acceptaient la mesure. Une fois Renault remis à flot, Raymond Lévy, son PDG, considérait qu'un différentiel persistait, mais réduit à 10 %.

Aujourd'hui, Georges Bouverot, directeur du personnel et des affaires sociales de Renault, considère que rien n'a changé : les *« Renault »* seraient toujours payés, à fonctions identiques, 10 % de plus que leurs collègues du groupe PSA. Les 4,5 % d'augmentation de la masse salariale chez Renault pour 1995 – contre 3,7 % chez Automobiles Peugeot et autant chez Automobiles Citroën – vont entretenir cet avantage, comme ce fut le cas en 1994 (4 % contre 2,7 % chez Peugeot et 2,8 % chez Citroën) et 1993 (3,7 % chez Renault contre 3 % pour ses deux concurrents nationaux). Pour M. Bouverot, l'avancée salariale est d'autant plus significative que l'inflation est contenue à des niveaux inférieurs à 2 %.

Mais l'exemple vient d'outre-Rhin, où le syndicat de la métallurgie, IG Metall, a arraché 6 % d'augmentation au patronat. La reprise, mise en avant par le gouvernement pour justifier ses choix économiques, comporte des retours de bâton pour les entreprises : *« Les personnels sont plus sensibles aux questions salariales lorsque la menace sur l'emploi s'estompe »*, continue le directeur du personnel de Renault, notant un durcissement des positions syndicales. Une inconnue demeure malgré tout : le marché automobile français après la fin de la « prime Balladur » au 1er juillet prochain.

Gilles Bridier

Le directeur général de Bouygues-Télécom a été placé en garde à vue

SIX PERSONNES, dont le directeur général de la société Bouygues-Télécom, le directeur de la filiale immobilière du Crédit national et des cadres supérieurs d'entreprises de bâtiments et travaux publics (BTP) ont été placées en garde à vue, mardi 21 mars, à la suite de perquisitions effectuées le matin même au siège du groupe Bouygues à Saint-Quentin-en-Yvelines et dans plusieurs entreprises de Paris et de la région parisienne.

Les policiers de la section financière de la Direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) de Versailles agissaient sur commission rogatoire du juge versaillais Jean-Marie Charpier, dans le cadre de l'enquête sur des fausses factures établies entre 1989 et 1994 par des entreprises du BTP. L'argent dégagé grâce à ce système de fausse facturation, dont le montant est estimé à plus de 54 millions de francs, pourrait avoir servi au financement de partis politiques (*Le Monde* du 4 février 1995).

Les investigations avaient débuté le 15 décembre à la suite d'un banal contrôle fiscal chez un prestataire de service de L'Etang-la-Ville (Yvelines), qui conduisit les services fiscaux jusqu'au cabinet Girault, un bureau d'études implanté dans le XVe arrondissement de Paris. Les enquêteurs ont rapidement établi qu'il s'agissait d'une *« société-taxi »* qui, principalement à la demande d'entreprises du bâtiment, établissait des fausses factures pour des études fictives. Moyennant un prélèvement pouvant aller jusqu'à 50 %, elle reversait les sommes en liquide à ses *« clients »*.

A la suite de l'ouverture d'une information judiciaire pour *« faux en écriture privée, de commerce et de banque »*, confiée au juge Charpier, les policiers de la DRPJ de Versailles ont découvert l'existence d'un véritable réseau de fausses factures. Dès le 30 janvier, les perquisitions se succédaient au siège de douze entreprises du BTP de Paris et de la région parisienne, et un réquisitoire supplétif était délivré. Les 1er et 2 février, treize responsables d'entreprises ont ainsi été mis en examen, dont le directeur commercial de la direction de la région parisienne de la Cegelec, filiale d'Alcatel Alsthom à qui on reprochait, ainsi qu'à deux de ses collaborateurs, une facture d'un montant de 220 000 francs, dont la moitié aurait été destinée à un versement occulte pour l'obtention d'un marché pour le tunnel sous la Manche. Neuf des treize personnes mises en examen – pour *« abus de biens sociaux, faux et corruption »* – ont été placées en détention provisoire à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Quelques jours plus tard, cinq d'entre eux ont remis en liberté.

Jean-Claude Pierrette

Thomson multimedia en forte progression

Le groupe français fabricant d'électronique grand public a obtenu un résultat d'exploitation de 604 millions de francs en 1994

THOMSON MULTIMÉDIA, ex-Thomson Consumer Electronics (TCE), la filiale électronique grand public du groupe Thomson, a de bonnes raisons de se réjouir. Son redressement financier se confirme, intégralement refondue sa gamme se vend, la technologie numérique lui ouvre de nouvelles perspectives, et le Tout-Hollywood accueille son PDG, Alain Prestat. « *Quand je suis arrivé il y a trois ans, TCE était une entreprise qui avait perdu 7 milliards de francs de 1990 à 1992, dont les pertes d'exploitation oscillaient entre 200 et 300 millions de francs. La société était en mode survie. Aujourd'hui, on est passé au mode performance. On a fait 98 % du chemin* », a résumé M. Prestat, plutôt content de lui, en présentant, mardi 21 mars, ses résultats à la presse.

Le bénéfice d'exploitation a *qua*druplé, passant de 155 millions de francs en 1993 à 604 millions en 1994. Et le chiffre d'affaires a progressé de 14 % à 38,146 milliards de francs. Reste l'endettement, élevé, 12 milliards de francs, qui n'a pas bougé depuis trois ans. « *Le bilan est historiquement déséquilibré par une dette qui perdure* », a reconnu M. Prestat.

Après les frais financiers, le résultat net du groupe demeure négatif, même si à 596 millions de francs en 1994, cette perte a été réduite de moitié par rapport à l'exercice précédent. La solution, recapitaliser Thomson Multimédia, est désormais envisageable.

C'est sur le terrain commercial *que Thomson Multimédia* a engrangé ses plus beaux succès l'an passé. Numéro quatre mondial de l'électronique grand public, le groupe a consolidé ses positions aux États-Unis. Premier outre-Atlantique dans les téléviseurs, Thomson Multimédia, qui détient 20 % du marché américain avec trois marques, RCA, General Electric et Proscan, a creusé *l'écart avec ses principaux compéti*teurs : le néerlandais Philips (14 %) et le japonais Sony (8 %). Numéro un dans les magnétoscopes, numéro deux pour le matériel audio et communication (notamment les terminaux téléphoniques que Thomson Multimédia a commencé à vendre aux États-Unis), le groupe français fait figure de poids lourd de l'électronique grand public outre-Atlantique.

Quant à l'Europe, Thomson Multimédia y tient la deuxième place derrière Philips. La gamme a été entièrement revue et recentrée autour de trois marques – Thomson (« *la technologie* », selon la publicité), Telefunken (« *l'excellence tranquille à l'allemande* »), Saba (« *le plaisir* »).

Et puis il y a le numérique... Thomson Multimédia avance trois pions. Les équipements de réception d'abord. Thomson fournit aux États-Unis un kit (décodeur, antenne satellite et télécommande) pour recevoir Direct TV, diffuseur qui offre un bouquet de 175 programmes piloté par Hugues Aircraft. Plus de 600 000 kits ont été vendus en six mois. Il devrait en commercialiser 1,5 million en 1995. En Europe, Thomson a été sélectionné par Canal Plus pour différents matériels de son futur bouquet de chaînes numériques.

Deuxième pion : la télévision interactive. Thomson a mis au point un système, baptisé « *Open TV* », avec le fabricant informatique américain SUN Microsystems. Des négociations sont en cours avec des diffuseurs.

Le vidéo-disque numérique, enfin. Alain Prestat assure : « *C'est un produit qui va faire date, comme auparavant le CD-audio ou le magnétoscope.* » Thomson est membre du consortium Toshiba-Time Warner, *qui a rallié les grands studios d'Hol*lywood face à la norme rivale, défendue par Sony et Philips.

Le groupe va d'ailleurs monter une ligne-pilote de *pick-up* optiques (des composants) pour les futurs lecteurs de vidéo-CD à Genlis, en Bourgogne. Il a prévu également d'installer une chaîne de décodeurs numériques pour le marché européen à *Auxonne (Côte-d'Or), ainsi* qu'une unité supplémentaire de magnétoscopes à Tonnerre, créant au total deux cents emplois.

C. M.

Les AGF et l'UAP sont diversement affectées par la chute des marchés financiers

Le stock de plus-values latentes des deux compagnies d'assurances s'est effondré en un an

Les AGF ont accusé un recul de près de 10 % de leur résultat net consolidé part du groupe, à 880 millions de francs. Cette baisse est surtout due au résultat du pôle bancaire pour 708 millions de francs. L'UAP est parvenue à accroître son bénéfice dans une même proportion, à 1,568 milliard de francs malgré 4,4 milliards affectés aux provisions supplémentaires et aux pertes de sa filiale, la banque Worms.

LE PRÉSIDENT des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani, avait l'air plutôt content, mardi 21 mars, en *présentant les résultats* 1994, pourtant en recul de 10 % par rapport à l'année précédente. Soulagé même. Depuis quelques jours, la tension était à nouveau montée entre le gouvernement, la Caisse des dépôts et les AGF sur la nature des créances à sortir du bilan du Comptoir des entrepreneurs (CDE), malgré un protocole conclu *en décembre* dernier. Comme les AGF sont destinées à devenir l'actionnaire majoritaire du CDE à l'issue d'une augmentation de capital, il était vital pour M. Jeancourt-Galignani d'hériter d'une structure la plus saine possible. Faute de quoi, la privatisation tant attendue des AGF allait de nouveau être remise en question. L'hypothèque a été levée *in extremis.*

Alors qu'il avait prévu, lors de la présentation des comptes du premier semestre 1994, un bénéfice annuel du même ordre que celui de 1993 (977 millions de francs), le patron des AGF a dû se résigner à annoncer un résultat de 880 millions de francs. Comme ses consoeurs, les AGF ont été fragilisées par la mauvaise tenue des marchés financiers, principale source de revenus de la profession ces dernières années.

Le stock de plus-values latentes a été divisé par trois en un an, passant de 39 milliards à 12 milliards de francs. Le portefeuille d'obligations a fondu de 9 à 6 milliards, « *un calcul théorique puisque les compagnies d'assurances conservent les obligations jusqu'à leur amortissement* », a tenu à préciser M. Jeancourt-Galignani. Les actions se sont contractées de 61 milliards à 57 milliards et l'immobilier de 23 à 16 milliards de francs. Cet environnement financier défavorable a conduit à ne *réaliser que 3,2 milliards de plus*-values en 1994 contre 6,5 milliards en 1993.

Fort heureusement, les activités assurance se sont légèrement améliorées sur un plan technique. L'assurance-dommage des particuliers a dégagé un bénéfice d'exploitation de 1,5 milliard de francs (+ 33 %). *Le secteur entreprises et* grands risques et celui de la santé individuelle ont dégagé respectivement des bénéfices d'exploitation de 715 millions (+14 %) et de 583 millions (+14 %). Mais au total, compte tenu de la moindre réalisation de plus-values, la branche assurance non vie en France s'est soldée par un résultat net négatif de 122 millions de francs, contre un bénéfice de 791 millions en 1993. La branche assurance vie a connu une amélioration de ses critères techniques, mais, en termes de résultat final, une baisse de près de 700 millions de francs a été enregistrée par rapport à 1993.

Le résultat d'AGF International s'est révélé en 1994 positif de 882 millions de francs contre 511 millions en 1993. Point noir dans le tableau : la filiale espagnole, qui a enregistré un déficit de 235 *millions de francs, consé*quence de la fusion-absorption avec UFE. Hormis l'implantation canadienne, en rouge pour 59 millions de francs, toutes les autres filiales étrangères ont été positives en 1994. C'est d'Allemagne que sont venues les meilleures nouvelles : le groupe Aachener und Munchener, deuxième assureur allemand, dont les AGF détiennent 33,5 %, a contribué, selon les premières estimations, pour 318 millions de francs au résultat de la compagnie en 1994. En prime, la hache de guerre semble avoir été enterrée entre les deux compagnies.

De son côté, Jacques Friedmann, président de l'UAP, privatisée en 1993, a pu afficher un bénéfice net part du groupe en hausse de 10 % à 1,568 milliard de francs en 1994, malgré la poursuite de la crise immobilière en France. Ce résultat tient compte de la charge exceptionnelle de 4,4 milliards de francs correspondant aux provisionnements complémentaires et aux pertes réalisées sur les créances immobilières héritées de la banque Worms, sa filiale à 100 %.

L'UAP a été également victime de la baisse des marchés financiers, et ses plus-values latentes se sont effondrées en un an de 81,5 à 29,7 milliards de francs. M. Friedmann a indiqué que la politique de réorganisation sera poursuivie en 1995 « *avec pour objectif primordial l'accroissement de la rentabilité du groupe, qui reste plus que jamais la priorité de l'UAP* ».

Babette Stern

Le boulet du Comptoir des entrepreneurs

DEVENUES, en service commandé, l'actionnaire de référence du Comptoir des entrepreneurs (CDE) avec 29,7 % de son capital, les AGF n'en finissent pas de payer le prix du sauvetage de cette institution spécialisée dans le financement de l'immobilier. Après avoir « coûté » 1,2 milliard de francs en 1993 à l'assureur public, le Comptoir représente encore une perte de 887 millions en 1994. Elle se décompose en 184 millions de charges supplémentaires au titre de la première opération de « defeasance » (sortie d'actifs à risques du bilan du CDE), 268 millions de part du déficit du Comptoir et une provision proche de 436 millions passée pour tenir compte des pertes à venir sur la deuxième opération de « defeasance ».

NÉGOCIATIONS DIFFICILES

Après des mois de négociations difficiles, l'Etat, les AGF, la Caisse des dépôts et le Comptoir sont parvenus *in extremis* à un accord sans lequel l'assureur n'aurait pas pu publier ses résultats. La deuxième opération de « defeasance » va porter sur un transfert de 7 milliards de francs d'actifs. L'Etat intervient en garantie à hauteur de 4,5 milliards de francs. Les AGF contribuent ensuite pour 450 millions de francs, une somme qui a été provisionnée presque en totalité. Le solde est constitué d'une dette obtenue par conversion de crédits des principaux créanciers du CDE, parmi lesquels les AGF et la Caisse des dépôts. Enfin, une recapitalisation de 1,2 milliard de francs est prévue dont l'Etat va prendre à sa charge 20 %. Le plan de redressement dans son ensemble va être présenté dans les prochaines semaines.

« *Nous nous sommes aperçus au cours de l'été 1994 que le portefeuille de crédits restant au Comptoir était porteur de pertes de 5 milliards de francs qui s'ajoutaient au milliard de déficit de 1994*, explique Antoine Jeancourt-Galignani, le président des AGF. *Nous avons le sentiment que tout autre scénario que ce plan de redressement aurait comporté des conséquences financières beaucoup plus dramatiques pour les AGF.* »

La Générale des eaux mise sur le consommateur pour faire oublier les affaires

Le groupe lance à Caen sa première charte service-client

CAEN
de notre envoyé spécial.

« *Redonner à la Générale des eaux sa véritable image (...), sa vraie identité* », rendre à son personnel sa « *fierté* »... Jean-Marie Messier, numéro deux de la Compagnie depuis fin novembre, avait, mardi 21 mars, choisi Caen, une ville où le groupe assure la collecte des déchets depuis 1930, la télévision par câble depuis 1989 et le service de l'eau depuis 1992, pour esquisser la stratégie à laquelle il entend se consacrer « *inlassablement dans les mois et les années qui viennent* ».

Un discret *aggiornamento* et un vrai retour aux sources pour le groupe dirigé jusqu'ici sans partage par Guy Dejouany et où l'on ose, désormais, parler des bienfaits de la collégialité. Après deux décennies de développement par « capillarité » dans toujours plus de métiers nouveaux, la Compagnie, soumise à des contraintes financières, économise ses forces – encore 3 milliards de francs ont été rognés sur un budget d'investissements 1995 déjà en baisse. Elle redécouvre son métier de base – l'eau –, sa fonction principale – le service –, et son « *utilité sociale* » dans la lutte contre le chômage et l'exclusion.

Il était temps, tellement s'est détériorée ces derniers mois l'image du groupe. Une détérioration que le groupe a pu mesurer auprès de ses clients, au fil des « affaires », de l'inquiétude grandissante face à un opérateur ressenti comme omniprésent, de la déconfiture de sa filiale, la Compagnie *immobilière* Phénix (CIP), et, surtout, de la hausse du prix de l'eau. « *Nous avons eu un déficit de communication sur ce que sont nos métiers* », avoue Jean-Marie Messier, déterminé à y remédier.

Des affaires, il reconnaît désormais qu'elles sont mises à profit par les concurrents étrangers dans la lutte pour les contrats internationaux. Du gigantisme, il se défend en rappelant qu'en terme de capitalisation boursière, son groupe se situe à un rang fort modeste comparé aux groupes américains et japonais. Des mésaventures dans l'immobilier, il précise que ce secteur d'activité a sa place au sein du groupe dans une logique patrimoniale prudente. Mais c'est surtout, localement, sur le terrain du prix de l'eau, de sa qualité, des services aux clients, ainsi que sur le rôle social du groupe, que Jean-Marie Messier se fait précis.

CHANGEMENT DE BRAQUET

A Lyon, le 2 février déjà, le nouvel administrateur-directeur général de la Compagnie présentait la première certification qualité d'un distributeur d'eau en France. A Caen, à la veille de la Journée mondiale de l'eau, il a complété et amplifié la démarche en soulignant que « *la qualité du service rendu et son adaptation aux besoins du consommateur, du client sont les deux seuls éléments qui peuvent fonder* [la] *pérennité* » du groupe. Et, passant de la parole aux actes, il a dévoilé la première charte service-client d'une compagnie d'eau dans l'Hexagone.

Une charte correspondant, a-t-il souligné, à un « *véritable engagement* », sanctionné en cas de non-respect par un dédommagement du consommateur sur la base de 10 000 litres d'eau gratuite, forfaitisés à 150 francs par manquement. Promesse est donc faite aux clients de Caen et des communes environnantes de tenir les rendez-vous dans une plage de deux heures, d'assurer la mise en eau le jour de l'emménagement, de fournir, pour toute construction nouvelle, un devis dans les huit jours et les travaux de branchement dans les deux semaines, etc.

Un « *changement de braquet* », selon une expression que Jean-Marie Messier affectionne, complétée notamment par le renforcement de la qualité de l'eau potable de l'agglomération – le groupe promet 1 500 analyses de plus que ne l'exige la réglementation –, ainsi que, par la mise en place d'un paiement mensuel, d'une facture plus lisible et d'une écoute « *personnalisée* » des foyers ayant du mal à s'acquitter de leur dû. Le tout, assure-t-il, chiffres à l'appui, pour un prix qui augmente moins vite pour les abonnés de la Générale que la moyenne nationale !

Assuré, semble-t-il, de son pouvoir et de sa durée, il offre à la Générale des eaux offre une cure de jouvence en lui faisant redécouvrir le client. Il n'est, dit-on, jamais trop tard pour bien faire...

Pierre-Angel Gay



Paris et Bonn demandent à Washington d'enrayer la chute de la monnaie américaine

Le billet vert a touché, mardi 21 mars, un plus bas niveau historique face au yen

Les ministres de l'économie et des finances et les gouverneurs des banques centrales de la France et de l'Allemagne ont demandé aux Etats-Unis, mardi 21 mars, de prendre les mesures appropriées pour mettre un terme à la baisse du dollar. Ces déclarations n'ont pas empêché le dollar de tomber à un plus bas niveau historique de 88,30 yens face à la devise japonaise. Mercredi matin, le dollar s'était stabilisé à 88,90 yens et 1,4080 mark.

PROFITANT de la tenue à Paris du conseil économique et financier bi-annuel franco-allemand, les ministres de l'économie et des finances et les gouverneurs des banques centrales des deux pays ont officiellement et solennellement dénoncé la sous-évaluation de la monnaie américaine et demandé aux Etats-Unis d'y mettre un terme. Dans un entretien publié mardi 21 mars par le *Wall Street Journal*, le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer s'était montré plus critique encore à l'encontre des responsables américains. *« Un dollar faible causera des dommages à l'économie américaine »*, avait-il expliqué, tout en émettant le souhait que *« les problèmes fondamentaux de l'économie américaine soient traités »*.

Ces déclarations n'ont pas empêché le dollar de tomber, mardi 21 mars, après-midi, à un plus bas niveau historique de 88,30 yens face à la devise japonaise. Dans le même temps, toutefois, la monnaie américaine se redressait face au deutschemark, en gagnant 1,5 pfennig. Le billet vert cotait 1,4150 mark, mardi en début de soirée, contre 1,4020 lundi soir. *« On a assisté à une vague de prises de profits sur le mark »*, observait un professionnel. Les investisseurs internationaux ont jugé que le temps était venu d'empocher leurs bénéfices, de revendre une partie de ces marks qu'ils ont très massivement achetés depuis le début de l'année. Le repli de la monnaie allemande a été général et a permis d'apaiser, au moins temporairement, les tensions sur le marché des changes européen.

PAROLES ET PROMESSES

Le franc a gagné 3 centimes face au deutschemark pour revenir de 3,5650 à 3,5350 pour 1 mark. La progression de la monnaie italienne a été plus spectaculaire encore, la lire repassant sous la barre des 1 200 lires pour 1 mark (après un plus bas niveau historique de 1 275 lires pour 1 mark atteint trois jours auparavant).

Ce retour au calme laisse toutefois les opérateurs sceptiques. *« Il est un peu tôt pour en tirer des enseignements définitifs »*, note le directeur de la salle des marchés d'une grande banque française. Les experts estiment qu'il est peu probable que les autorités monétaires américaines tiennent compte des appels lancés par les responsables européens et ils ne croient pas que la Réserve fédérale relèvera ses taux directeurs lors de sa réunion du 28 mars. Ils font remarquer que la banque centrale américaine est au moins aussi réticente que la Bundesbank à céder aux pressions internationales et à définir sa politique monétaire en fonction de considérations externes. De plus, la Maison Blanche risque d'avoir été quelque peu irritée par les leçons d'économie données par les autorités monétaires française et allemande. Dans ces conditions, certains économistes redoutent une détérioration des relations entre Américains et Européens, ce qui ne manquerait pas de provoquer de vives tensions sur les marchés financiers et une rechute brutale du dollar. De la même façon, la Bundesbank ne pourra pas indéfiniment laisser entendre qu'elle envisage une petite baisse de ses taux directeurs sans y procéder. Les marchés ne pourront pas longtemps se contenter de paroles et de promesses.

P.-A. D.

La faiblesse du dollar perturbe la parité franc-mark

LES AUTORITÉS américaines doivent agir pour stopper la chute du dollar. C'est un message très clair en direction de Washington qu'ont adressé les ministres français et allemands de l'économie et des finances ainsi que les gouverneurs des banques centrales des deux pays à l'issue de la réunion bi-annuelle du conseil économique et financier franco-allemand qui s'est tenu mardi 21 mars à Paris.

« Le dollar est sous-évalué de façon flagrante », a déclaré Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, à l'issue de la réunion, rappelant à la Réserve fédérale (Fed) ses déclarations antérieures sur la nécessité d'avoir une monnaie *« forte et stable »*. Avant lui, le ministre allemand de l'économie, Gunter Rexrodt, avait souligné la sous-évaluation de la monnaie américaine, déclarant qu'il espérait que des mesures nécessaires seraient prises par Washington pour soutenir le dollar, les parités actuelles ne reflétant pas du tout la situation respective des économies des deux côtés de l'Atlantique. Un constat analogue à celui dressé par Hans Tietmeyer, gouverneur de la Bundesbank.

PAS DE G 7 EXTRAORDINAIRE

Les conséquences de la faiblesse du dollar, a rappelé M. Rexrodt, sont aggravées par le fait que 40 % des exportations allemandes vont vers des pays dont la monnaie s'est dépréciée. Autre conséquence de la glissade du dollar : les tensions entre le franc et le mark. *« La parité actuelle entre les deux monnaies ne traduit pas les données économiques fondamentales »*, a déclaré Edmond Alphandéry, exprimant en cela l'opinion des ministres allemands, notamment celle de M. Waigel, en charge des finances.

Aucun des participants au conseil économique et financier n'a cependant demandé la réunion d'un nouveau G 7 (groupe des sept pays les plus riches du monde), que le ministre français de l'économie n'a pas jugé opportune, avant celle qui doit normalement se réunir fin avril, en marge de la session du FMI à Washington. Une demande avait pourtant été faite quelques jours auparavant par certains pays européens et, en substance, par Jacques Santer, président de la Commission européenne, désireux de réactiver les interventions concertées sur les changes qui avaient été décidées à la suite des accords du Plazza en 1985, puis de ceux du Louvre en 1987.

Interrogé sur l'idée de *« coopération pour assurer la stabilité des changes »* qu'avait évoquée Edmond Alphandéry, notamment sur la possibilité de voir les taux d'intérêt allemands à court terme baisser, Hans Tietmeyer a répondu que la Bundesbank ne se décidait jamais en fonction d'objectifs de taux de change, mais de toute une série de facteurs, dont l'un des plus importants est l'évolution de la masse monétaire. En ce qui concerne les taux, le président de la Buba a ajouté que *« l'on verrait s'il existait une petite marge »* de baisse, insistant sur la nécessité de mener dans les deux pays des politiques monétaires et budgétaires crédibles.

Les participants au conseil ont confirmé à l'unisson que les critères de Maastricht devraient être scrupuleusement respectés pour participer à la troisième et dernière étape de l'Union économique et monétaire.

Al. V.

La polémique enfle autour du plan de sauvetage du Crédit lyonnais

À DÉFAUT d'avoir obtenu gain de cause au ministère de l'économie, et sans trop d'espoir de voir la Commission européenne contester le plan de sauvetage du Crédit lyonnais, les deux concurrentes traditionnelles de la banque publique, la BNP et la Société générale, ont décidé de rendre public leur courroux. Dans un communiqué commun – une première – publié mardi 21 mars, les deux banques privatisées en 1987 et en 1993 s'interrogent sur *« l'avantage financier réel consenti au Crédit lyonnais »* et sur *« l'ampleur réelle des contributions demandées »* à celui-ci. Elles soulignent que l'aide apportée au Lyonnais entre 1995 et 2014 serait comprise dans une fourchette allant de 45 à 57 milliards de francs, un montant supérieur à la capitalisation boursière de la Société générale et de la BNP.

Michel Pébereau et Marc Viénot, respectivement présidents de la BNP et de la Société générale, avaient déjà individuellement écrit à la Commission de Bruxelles, avant l'annonce officielle du plan de sauvetage, afin d'attirer son attention sur le risque de distorsion de concurrence. Le plan arrêté va être soumis en détail à Bruxelles cette semaine. Le ministre de l'économie en avait présenté les grandes lignes le 14 mars au commissaire européen à la concurrence, M. Van Miert. Celui-ci avait indiqué que le plan semblait être *« la meilleure approche possible en la matière »*.

La réponse de Jean Peyrelevade, président du Lyonnais, ne s'est pas fait attendre. Dans un communiqué, M. Peyrelevade se demande *« quel genre de responsabilité est celle qui amène deux grandes banques à tout faire pour nuire au redressement d'une troisième, alors même qu'elles déclarent le juger nécessaire, au mépris de l'intérêt le plus évident de la place de Paris »*. Il *« regrette aussi que la pertinence des réflexions de ces banques n'ait pas été rendue publique à l'époque même où les dégâts étaient effectivement commis. Il n'a malheureusement pas, en dépit de ses recherches, trouvé trace de communiqué commun datant de cette période »*.

Emin Leydier lance une contre-OPA sur Papeteries du Limousin

LE PAPETIER FRANÇAIS EMIN LEYDIER a déposé le 21 mars auprès de la Société des Bourses françaises une contre-offre publique d'achat sur les Papeteries du Limousin, déjà convoitées par la société papetière Gascogne *(voir page 20 la valeur du jour)*. En février 1994, cette dernière avait lancé une offre publique d'échange sur la base de six titres Papeteries du Limousin pour cinq titres Gascogne. Le Crédit national, actionnaire à hauteur de 16,5 % du groupe convoité, était opposé à cette offre jugée peu attrayante. Emin Leydier propose de reprendre la totalité du capital des Papeteries du Limousin au prix de 450 francs par action. Ce qui valorise la société à 379 millions de francs, soit 2,5 % de plus que l'offre d'échange de Gascogne qui réserve sa position au moins jusqu'au 24 mars.

■ **SONY : le PDG du groupe électronique japonais Sony, Norio Ohga, démissionne.** Il sera remplacé par Nobuyuki Idei, un des directeurs exécutifs. M. Ohga est nommé président du conseil d'administration, fonction largement honorifique vacante depuis la démission, en novembre dernier, du fondateur du groupe, Akio Morita, mal remis d'une commotion cérébrale subie un an plus tôt.

■ **ATR : les autorités américaines de l'aviation civile** (FAA) ont homologué, le 20 mars, le nouveau système de dégivrage de l'avion de transport régional franco-italien ATR 72, dont un exemplaire de la compagnie American Eagle s'était écrasé dans l'Indiana, en octobre. Après cet accident, pour lequel l'explication de l'accumulation de glace sur certaines parties des ailes avait été avancée, la FAA avait temporairement, en conditions givrantes, suspendu de vol ces avions.

■ **AIR FRANCE : la section CFDT d'Air France**, minoritaire parmi les hôtesses et stewards, appelle à faire grève les dimanche 26 et lundi 27 mars. Cette date coïncide avec le lancement des nouveaux produits moyen-courriers d'Air France, mais la direction ne prévoit pas de perturbations notables.

■ **CAISSES D'EPARGNE : René Barberye, le président du CENCEP** (Centre national des Caisses d'Epargne et de prévoyance), organisme qui coiffe l'ensemble des agences Ecureuil, a annoncé mardi 21 mars une baisse de son résultat net à 1,31 milliard de francs (–25 %) et de son résultat brut d'exploitation à 4,35 milliards (–22,5 %).

■ **MONNAIE : le gouverneur de la Banque de France** Jean-Claude Trichet a présenté le 21 mars le nouveau billet de 500 francs, à l'effigie de Pierre et Marie Curie. Cette coupure est la deuxième de la nouvelle gamme lancée par l'institut d'émission après le billet de 50 francs à l'effigie de Saint-Exupéry mis en circulation en octobre 1993.

■ **A LA BOURSE DE TOKYO**, le Nikkei a perdu 1,40 %, mercredi 22 mars, pour terminer sous la barre des 16 000 points, son plus bas niveau depuis le 17 novembre 1992.

■ **L'OR** a ouvert en baisse, mercredi 22 mars, sur le marché de Hongkong. L'once d'or cotait 381,80-382,30 dollars, contre 382,40-382,80 dollars la veille en clôture.

■ **LA BANQUE DU JAPON** a démenti, mardi 21 mars, la rumeur circulant sur les marchés financiers selon laquelle elle serait prête à tolérer un dollar compris entre 78 et 82 yens.

■ **LE SOUS-GOUVERNEUR** de la Banque d'Angleterre, Rupert Pennant-Rea, a annoncé mardi sa démission à la suite des révélations de la presse britannique sur une aventure extraconjugale.

■ **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL** de l'Agence de planification économique japonaise, M. Komura, a demandé à la Banque du Japon de baisser son taux d'escompte afin de freiner la hausse du yen.

LES PLACES BOURSIÈRES

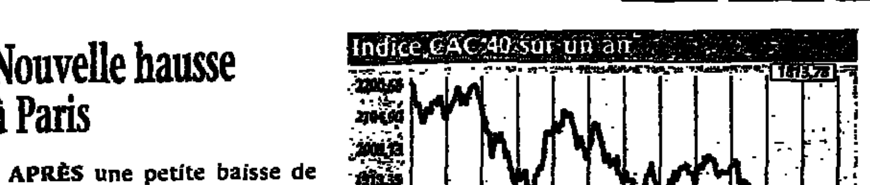
CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | SBF 120 ↘ 3 mois | NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

Nouvelle hausse à Paris

APRÈS une petite baisse de tension au cours des premiers échanges, la Bourse de Paris était orientée à la hausse mercredi 22 mars, pour la cinquième séance consécutive. En baisse de 0,17 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un gain de 0,83 % à 1 828,85 points.

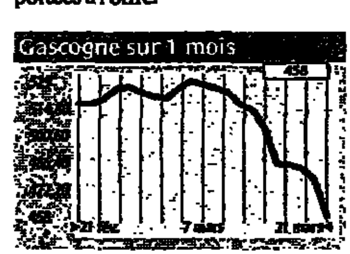
Le Matif, qui avait fortement progressé mardi, abandonnait 0,10 % à 112,58. Le Bund allemand cède 0,24 %. En revanche, sur le marché des taux courts, la détente se poursuit, le contrat Pibor échéance juin atteignant 92,41, soit une hausse de 0,15 %. La masse monétaire allemande mesurée par l'agrégat M3 a diminué de 3,8 % en février en taux annualisé, après une chute de 5,9 % en janvier, et alors que les analystes s'attendaient au mieux à un recul de 2,8 %. Ce chiffre pourrait faciliter un abaissement des taux d'intérêt de la Bundesbank, estiment les analystes.

Parmi les titres en hausse, on relève UAP (4 % après l'annonce d'une hausse de 10 % des résultats en 1994). Scor monte de 3,3 %, Immobilière Phénix de 3 % et Ecco de 2,2 %. AGF, qui a annoncé une baisse de 10 % de ses résultats l'an dernier, abandonne 6,4 %. Repli de 3,75 % de Dassault Aviation et de 3 % de Bolloré Technologies. Eurotunnel cède 3 %.

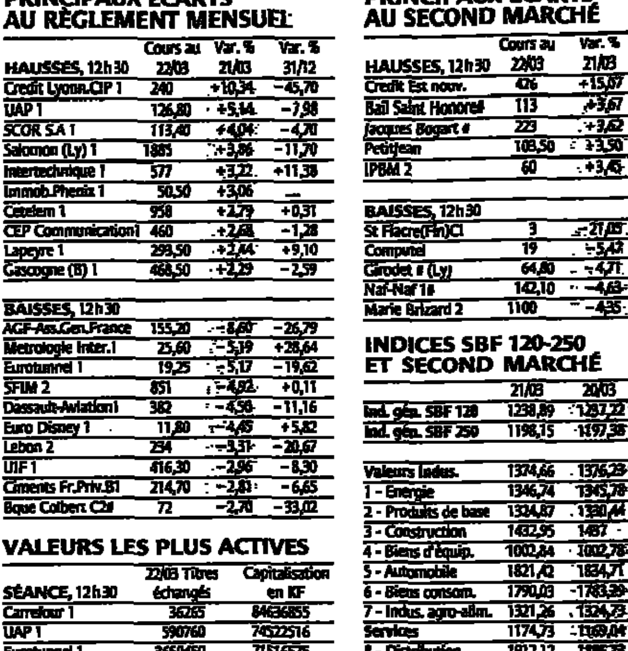


Gascogne, valeur du jour

LA TENTATIVE d'OPE de Gascogne sur les Papeteries du Limousin n'a pas bénéficié, mardi 21 mars, à l'action Gascogne. Le titre a perdu 4 % pour s'inscrire en clôture à 458 francs, son niveau le plus bas de l'année. Le lancement d'une contre-offre sur la totalité du capital des Papeteries du Limousin par Emin Leydier, au prix de 450 francs, explique la réaction du marché. Gascogne avait annoncé début mars le lancement d'une OPE sur l'ensemble des actions Papeteries du Limousin, en accord avec la direction de la société visée, à raison de cinq actions Gascogne à créer pour six actions Papeteries apportées à l'offre.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

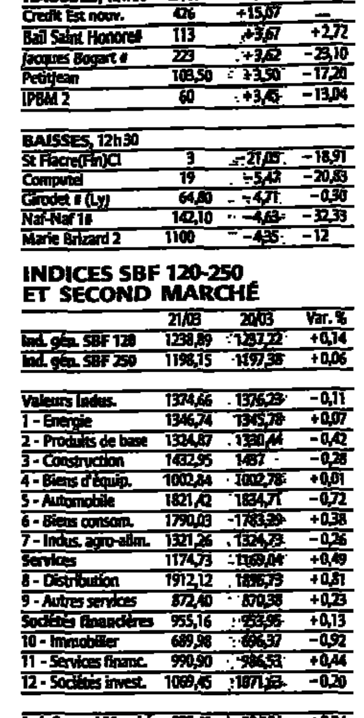


HAUSSES, 12h30	Cours au 22/03	Var. % 21/03	Var. % 31/12
Credit Lyonn.CIP 1	240	+10,34	−45,70
UAP 1	126,80	+5,14	−7,98
SCOR SA 1	113,40	+4,04	−4,70
Salomon (Ly) 1	1885	+3,86	−11,70
Intertechnique 1	577	+3,22	+11,38
Immob.Phenix 1	50,50	+3,06	—
Cetelem 1	958	+2,79	+0,31
CEP Communication1	460	+2,68	−1,28
Lapeyre 1	299,50	+2,44	+9,10
Gascogne (B) 1	468,50	+2,29	−2,59
BAISSES, 12h30			
AGF-Ass.Gen.France	155,20	−8,60	−26,79
Metrologie Inter.1	25,60	−5,19	+28,64
Eurotunnel 1	19,25	−5,17	−19,62
SFIM 2	851	−4,92	+0,11
Dassault-Aviation1	382	−4,50	−11,16
Euro Disney 1	11,80	−4,45	+5,82
Lebon 2	254	−3,31	−20,67
UIF 1	416,30	−2,96	−8,30
Ciments Fr.Priv.B1	214,70	−2,83	−6,65
Bque Colbert C2#	72	−2,70	−33,02

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	22/03 Titres échangés	Capitalisation en KF
Carrefour 1	36265	84636855
UAP 1	590760	74522516
Eurotunnel 1	3650450	71516575
Eaux (Gle Des) 1	135140	65642189
Oreal 1	52285	65555055
Bouygues 1	105175	54901625
Elf Aquitaine 1	120464	44541854,80
Lafarge Coppee 1	119333	43270556,30
Axa 1	164710	42121431,50
Danone 1	51040	39944410

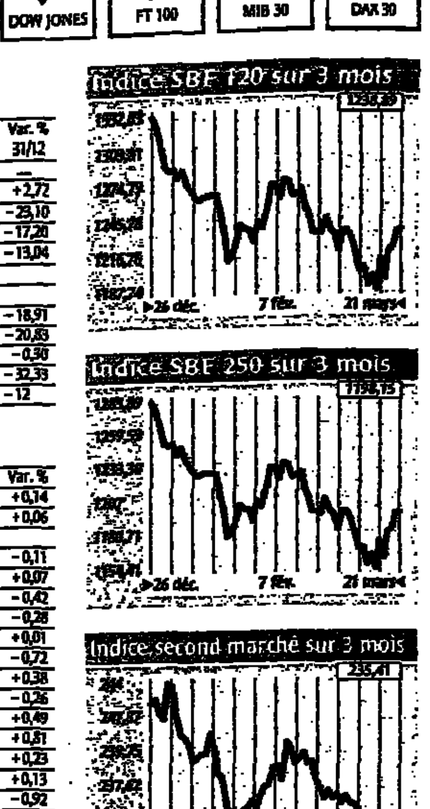
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ



HAUSSES, 12h30	Cours au 22/03	Var. % 21/03	Var. % 31/12
Credit Est nouv.	476	+15,07	—
Bail Saint Honoré#	113	+3,67	+2,72
Jacques Bogart #	223	+3,62	−23,10
Petitjean	103,50	+3,50	−17,20
IPBM 2	60	+3,45	−13,04
BAISSES, 12h30			
St Fiacre(Fin)CI	3	−21,05	−18,91
Compunel	19	−5,42	−20,83
Girodet # (Ly)	64,80	−4,71	−0,30
Naf-Naf 1#	142,10	−4,63	−32,33
Marie Brizard 2	1100	−4,35	−12

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	21/03	20/03	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1238,89	1237,22	+0,14
Ind. gén. SBF 250	1198,15	1197,38	+0,06
Valeurs Indus.	1374,66	1376,23	−0,11
1 - Energie	1346,74	1345,78	+0,07
2 - Produits de base	1324,87	1330,44	−0,42
3 - Construction	1432,95	1437	−0,28
4 - Biens d'équip.	1002,84	1002,78	+0,01
5 - Automobile	1821,42	1834,71	−0,72
6 - Biens consom.	1790,03	1783,20	+0,38
7 - Indus. agro-alim.	1321,26	1324,73	−0,26
Services	1174,73	1169,04	+0,49
8 - Distribution	1912,12	1896,73	+0,81
9 - Autres services	872,40	870,38	+0,23
Sociétés financières	955,16	953,95	+0,13
10 - Immobilier	689,98	696,37	−0,92
11 - Services financ.	990,90	986,53	+0,44
12 - Sociétés invest.	1069,45	1071,63	−0,20
Ind. Second Marché	235,41	234,84	+0,24



Tokyo au plus bas depuis 1992

LA BOURSE DE TOKYO s'est inscrite en nette baisse mercredi 22 mars, l'indice Nikkei perdant 1,40 % pour terminer sous la barre des 16 000 points pour la première fois depuis le 17 novembre 1992. L'indice a perdu en tout 225,11 points à 15 904,85 points après un creux en séance à 15 901 points. La fermeté du yen contre le dollar et l'approche de la fin de l'année fiscale japonaise (le 31 mars) ont incité les investisseurs à rester sur la touche. Le yen a atteint, lundi 21 mars, un nouveau sommet contre le dollar à New York à 88,35 yens pour un billet vert. Wall Street a terminé en baisse mardi 21 mars, après trois records consécutifs, en raison d'une remontée dans l'après-midi des taux d'intérêt à long terme, après la publication d'un indicateur privé reflétant la robustesse des ventes de détail américaines durant les trois premières semaines de mars. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 11,07 points (0,27 %) à 4 072,61 points. En Europe, la Bourse de Francfort a terminé en légère baisse mardi, dans un marché déprimé et peu actif, le DAX perdant 0,44 % à 1 991,75 points, son niveau le plus bas de l'année.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 21/03	Cours au 20/03	Var. en %
Paris CAC 40	1813,78	1811,57	+0,12
New-York/DJ indus.	4096,13	4083,68	+0,30
Tokyo/Nikkei	16130	16130	—
Londres/FT100	3135	3124,20	+0,34
Francfort/Dax 30	1982,95	1991,75	−0,44
Frankfort/Commer.	741,17	740,42	+0,10
Bruxelles/Bel 20	1475,08	1486,15	−0,75
Bruxelles/Général	1308,08	1317,89	−0,75
Milan/MIB 30	13997	13538	+3,28
Amsterdam/Gé. Cbs	268,10	268,40	−0,11
Madrid/Ibex 35	267,57	267,25	+0,12
Stockholm/Affarsal	1136	1138,26	−0,20
Londres FT30	2394,20	2381,90	+0,51
Hong Kong/Hang S.	8580,31	8594,43	−0,16
Singapour/Strait t	2089,07	2091,54	−0,12

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

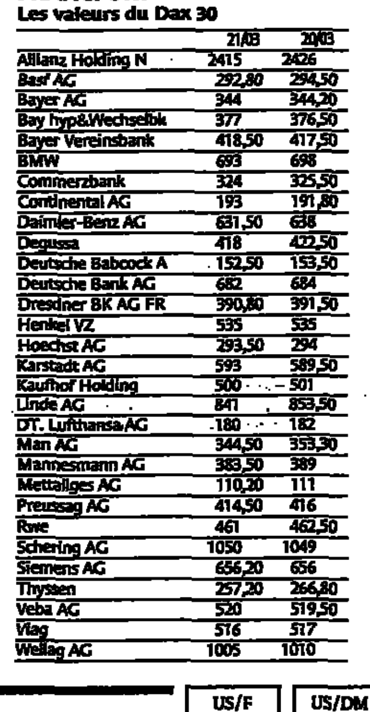
	21/03	20/03
Alcoa	37,87	38,50
American Express	32,75	33,37
Allied Signal	38,50	38
AT & T	52,37	52,87
Bethlehem	14,62	14,62
Boeing Co	49,25	49,25
Caterpillar Inc.	50,37	51,12
Chevron Corp.	47,75	47,87
Coca-Cola Co	58,37	57,75
Disney Corp.	55,25	54,87
Du Pont Nemours&Co	58	58,75
Eastman Kodak Co	52	51,62
Exxon Corp.	64,62	65
Gén. Motors Corp.H	40,62	40,62
Gén. Electric Co	54,37	54,12
Goodyear T & Rubbe	34	34,75
IBM	82,25	83,62
Intl Paper	72	71,75
J.P. Morgan Co.	59,37	60,62
Mc Don Dougl	55,87	55,87
Merck & Co.Inc.	44,62	44,50
Minnesota Mng.&Mfg	57,50	57,62
Philip Moris	67	66,62
Procter & Gamble C	69,37	69,50
Sears Roebuck & Co	51,50	52,25
Texaco	64,75	64,50
Union Carb.	30,62	30,87
Utd Technol	65	65,12
Westingh. Electric	14,37	14,25
Woolworth	17,37	16,37

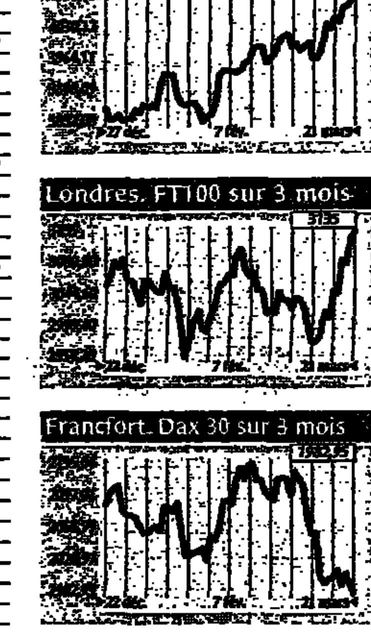
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	21/03	20/03
Allied Lyons	5,25	5,17
Barclays Bank	6,10	6,05
B.A.T. industries	4,31	4,17
British Aerospace	4,99	5,05
British Airways	3,97	3,94
British Gas	2,95	2,94
British Petroleum	4,21	4,16
British Telecom	3,85	3,82
B.T.R.	3,12	3,18
Cadbury Schweppes	4,53	4,49
Eurotunnel	2,58	2,63
Glaxo	7,04	7,08
Grand Metropolitan	3,94	3,86
Guinness	4,21	4,18
Hanson Plc	2,36	2,35
Great Ic	5,69	5,52
H.S.B.C.	7,05	7,06
Impérial Chemical	7,11	6,97
Lloyds Bank	5,89	5,92
Marks and Spencer	4,04	3,97
National Westminst	5,20	5,16
Peninsular Orienta	5,66	5,66
Reuters	4,74	4,68
Saatchi and Saatch	0,91	0,91
Shell Transport	7,27	7,31
Smithkline Beecham	5,24	5,25
Tate and Lyle	4,36	4,30
Univeler Ltd	12,30	12,23
Wellcome	10,52	10,67
Zeneca	8,86	8,84

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	21/03	20/03
Allianz Holding N	2415	2426
Basf AG	292,80	294,50
Bayer AG	344	344,20
Bay hyp&Wechselbk	377	376,50
Bayer Vereinsbank	418,50	417,50
BMW	693	698
Commerzbank	324	325,50
Continental AG	193	191,80
Daimler-Benz AG	631,50	638
Degussa	418	422,50
Deutsche Babcock A	152,50	153,50
Deutsche Bank AG	682	684
Dresdner BK AG FR	390,80	391,50
Henkel VZ	535	535
Hoechst AG	293,50	294
Karstadt AG	593	589,50
Kaufhof Holding	500	501
Linde AG	841	853,50
DT. Lufthansa AG	180	182
Man AG	344,50	353,30
Mannesmann AG	383,50	389
Mettallges AG	110,20	111
Preussag AG	414,50	416
Rwe	461	462,50
Schering AG	1050	1049
Siemens AG	656,20	656
Thyssen	257,20	266,80
Veba AG	520	519,50
Viag	516	517
Wellag AG	1005	1010



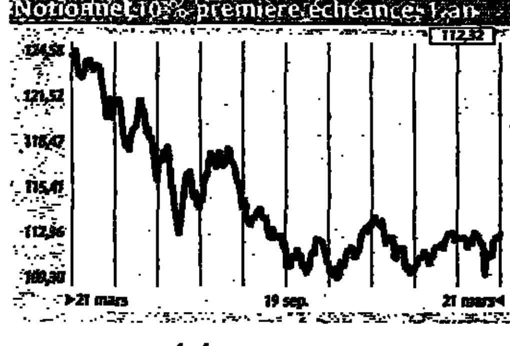


LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Repli du Matif

LE CONTRAT notionnel du Matif – le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises – a ouvert, mercredi matin 22 mars, en légère baisse, l'échéance juin cédant 18 centièmes à 112,50. Les opérateurs s'attendaient toutefois à une reprise rapide du mouvement de hausse des derniers jours, certains estimant même que le contrat pourrait rapidement franchir la barre des 113 points. Le taux de rendement de l'OAT à dix ans s'inscrivait à 7,90 %. Le marché n'a guère réagi à l'annonce mercredi matin d'un recul de 3,8 %, en taux annualisé, de l'agrégat monétaire allemand M3 au mois de février. Profitant de la meilleure tenue du franc, les taux d'intérêt à court terme français se détendaient sensiblement, les taux à trois mois revenant aux alentours de 8 %, tandis que le contrat Pibor trois mois du Matif gagnait 17 centièmes à 92,43.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 21/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,80	7,98	8,50	1,60
Allemagne	4,90	7,13	7,78	2,60
Grande-Bretagne	5,75	8,44	8,86	2,60
Italie	7,87	12,3	12,6	3,80
Japon	2,19	4,51	5,75	0,20
États-Unis	5,73	7,39	7,68	2,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 21/03	Taux au 20/03	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'État 3 à 5 ans	7,74	7,75	100,32
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,79	7,76	101,86
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,92	7,91	101,91
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,01	7,99	102,32
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,29	8,30	103,46
Obligations françaises	8,20	8,19	101,43
Fonds d'État à TME	−0,52	−0,52	99,36
Fonds d'Etat à TRE	−0,33	−0,33	98,83
Obligat. franc. à TME	−0,49	−0,41	99,64
Obligat. franc. à TRE	+0,16	+0,14	100,21

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 21/03	Vente 21/03	Achat 20/03	Vente 20/03
Jour le jour	7,93	—	—	—
1 mois	8,58	8,58	5,45	5,37
3 mois	8,11	8,11	5,40	5,32
6 mois	8,50	8,50	6,06	6,18
1 an	7,78	7,78	6,62	6,74
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8,50	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	8,50	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	8,35	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	8,01	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	7,80	—	—	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	7	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	7,06	—	—	—
Pibor Écu 12 mois	7,26	—	—	—

MATIF

Échéances 21/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	146764	112,32	112,82	112,30	112,68
Sept. 95	563	112,06	112,38	112,04	112,32
Déc. 95	2	111,96	111,96	111,96	112,22
Mars 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	47109	92,03	92,30	92,03	92,26
Sept. 95	11435	93	93,11	92,97	93,07
Déc. 95	6604	93,20	93,32	93,20	93,26
Mars 96	4003	93,15	93,21	93,15	93,17
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	2343	82	82,36	82	82,28
Sept. 95	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 21/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 95	20499	1834	1834	1813	1824
Avril 95	539	1848	1848	1825	1834,50
Mai 95	505	1845,50	1845,50	1824	1832,50
Juin 95	496	1826	1826	1816	1816

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,9655 | US/DM ↗ 1,5125 | US/¥ ↗ 97,4500 | DM/F ↘ 3,5537 | £/F ↘ 7,8580

Le dollar se stabilise

LA MONNAIE AMÉRICAINE s'échangeait, mercredi matin 22 mars, à 1,4080 mark, 88,90 yens et 4,9935 francs, en léger repli par rapport à ses cours de clôture de la veille (1,4150 mark, 89,20 yens et 5,0020 francs). Au cours de la nuit, la Banque du Japon était intervenue pour défendre le billet vert, et elle avait démenti la rumeur circulant sur les marchés financiers selon laquelle elle était prête à s'accommoder d'un dollar à 78 yens. Sur le marché des changes européen, le franc continuait, mercredi matin, à profiter de la meilleure tenue du dollar. Il s'échangeait à 3,5380 pour 1 deutschemark. Les opérateurs attendaient la publication, dans l'après-midi de mercredi, des comptes extérieurs américains pour le mois de janvier, de mauvais chiffres risquant de provoquer selon eux une rechute du dollar.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 21/03	% 20/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	355,3700	−0,23	343	367
Ecu	6,4600	−0,08	—	—
États-Unis (1 usd)	4,9655	−0,53	4,7000	5,3000
Belgique (100 F)	17,2055	−0,27	16,6000	17,7000
Pays-Bas (100 fl)	316,9600	−0,20	—	—
Italie (1000 lir.)	2,8830	+0,29	2,7500	3,2200
Danemark (100 krd)	88,6800	−0,12	83	93
Irlande (1 iep)	7,8635	−0,84	7,6000	8,3500
Gde-Bretagne (1 £)	7,8580	−0,60	7,5500	8,4000
Grèce (100 drach.)	2,1680	−0,21	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	68,5500	+0,09	63	73
Suisse (100 F)	428,0600	−0,10	416	440
Norvège (100 k)	79,5000	−0,03	75	84
Autriche (100 sch)	50,4830	−0,25	48,9000	52
Espagne (100 pes.)	3,8470	−0,71	3,6000	4,2000
Portugal (100 esc.	3,3650	−0,15	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	3,5247	−0,43	3,3000	3,9000
Japon (100 yens)	5,5855	+0,16	5,3000	5,6500
Finlande (mark)	113,2500	−0,49	108	119

PARITÉS DU DOLLAR

PARITÉS DU DOLLAR	22/03	21/03	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4140	1,4130	+0,07
TOKYO : USD/Yens	89,2500	89,1500	+0,11

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	4,9780	4,9900	4,8686	4,8703
Yen (100)	5,5612	5,5688	5,3385	5,3341
Deutschemark	3,5563	3,5627	3,5913	3,5983
Franc Suisse	4,2722	4,2798	4,3600	4,3652
Lire ital. (1000)	2,8480	2,8570	3,3131	3,3154
Livre sterling	7,8960	7,9140	7,9766	7,9733
Peseta (100)	3,8804	3,8896	3,9922	4,0040
Franc Belge	17,221	17,249	17,035	17,145

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	8	8,58	8,11
Eurodollar	5,15	6,18	6,25
Eurolivre	6,58	6,31	6,58
Eurodeutschemark	5	4,13	4,15

L'OR

	cours 21/03	cours 20/03
Or fin (k. barre)	61100	61150
Or fin (en lingot)	61800	61700
Once d'Or Londres	382,45	382,55
Pièce française(20f)	357	355
Pièce suisse (20f)	355	354
Pièce Union lat(20f)	355	354
Pièce 20 dollars us	2355	2355
Pièce 10 dollars us	1300	1280
Pièce 50 pesos mex.	2295	2280

LE PÉTROLE

En dollars	cours 21/03	cours 20/03
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	16,46	16,54
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	21/03	20/03
Dow-Jones comptant	186,33	186,07
Dow-Jones à terme	269,02	268,05
Moody's	—	—
MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2940	2889
Cuivre à 3 mois	2899	2878
Aluminium comptant	1751	1728,50
Aluminium à 3 mois	—	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	—
Etain comptant	5560	5460
Etain à 3 mois	5615	5510
Zinc comptant	1017	1006,50
Zinc à 3 mois	1043,50	1032
Nickel comptant	7300	7145
Nickel à 3 mois	7300	7145

MÉTAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,67	4,65
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	167	168,90
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	1,32	1,29
Maïs (Chicago)	2,40	2,39
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	107	108
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1370	1404
Café (Londres)	3190	3150
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	1,10	1,10
Jus d'orange (New-York)	1,02	1,02

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 22 MARS

Liquidation : 24 mars
Taux de report : 5,88
Cours relevés à 12h30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,85 %
CAC 40 : 1829,23

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
EDF-GDF 3%	6130	6100	- 0,49	01/06/94
B.N.P. (T.P)	989	965	- 2,43	30/07/94
Cr.Lyonnais(T.P.)	850	859	+ 1,06	22/10/94
Renault (T.P.)	1810	1810	—	24/10/94
Rhone Poulenc(T.P)	1975	1975	—	01/10/94
Saint Gobain(T.P.)	1158	1150	- 0,69	15/07/94
Thomson S.A (T.P)	1085	1080	- 0,46	01/08/94
Accor 1	552	559	+ 1,27	12/07/94
Air Liquide 1	768	769	+ 0,13	01/07/94
Alcatel Alsthom 1	423,80	426	+ 0,52	29/07/94
Alcatel Cable 1	364,10	363,50	- 0,16	10/08/94
Alspi 1	331	—	—	28/06/94
AGF-Ass.Gen.France	169,80	155,20	- 8,60	12/07/94
Axa 1	253,20	256,10	+ 1,15	27/07/94
Bail Invest. 1	809	806	- 0,37	12/07/94
Bancaire (Cie) 1	526	530	+ 0,76	30/03/94
Bque Colbert C2r	74	72	- 2,70	15/06/90
Bazar Hot. Ville 2	526	525	- 0,19	14/06/94
Berger (M) 2	1345	—	—	15/09/94
BIC 1	704	704	—	16/01/95
BIS 1	342	337	- 1,46	01/07/92
[illegible]				
Chargeurs 1	1062	1056	- 0,56	27/06/94
Christian Dior 1	422,50	421,50	- 0,24	01/12/94
Ciments Fr.Priv.B1	220,90	214,70	- 2,81	30/06/94
Clarins 1	395	395	—	19/07/94
Club Mediterranee1	433,90	428,50	- 1,24	05/07/93
Coflexip	275,50	271	- 1,63	[illegible]
Colas 1	772	770	- 0,26	29/06/94
Comptoir Entrep. 1	219	—	—	15/07/92
Comptoir Moder. 1	1485	1497	+ 0,81	14/06/94

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
CPR 1	339,40	335	- 1,30	01/07/94
Cred.Fon.France 1	534	529	- 0,94	17/06/94
Credit Local Fer 1	403,50	402,50	- 0,25	15/06/94
Credit Lyonn.CIP 1	217,50	240	+ 10,34	01/07/93
Credit National 1	351,40	351,20	- 0,06	01/06/94
CS(ex.CSEE)1	321	322	+ 0,31	29/07/94
Damart 1	4725	4710	- 0,32	27/12/94
Danone 1	779	784	+ 0,64	13/06/94
Dassault-Aviation1	400	382	- 4,50	20/06/94
Dassault Electro 1	312	305	- 2,24	06/05/92
De Dietrich 1	2530	2580	+ 1,98	17/06/94
Degremont 1	342,50	349	+ 1,90	06/06/94
Dev.R.N-P.Cal.Li 2	72,55	71,15	- 1,93	—
DMC (Dollfus Mi)1	259,90	254,30	- 2,15	20/06/94
Docks France 1	736	748	+ 1,63	26/05/94
Dynaction 1	126	126	—	10/07/92
Eaux (Gle Des) 1	481	486,20	+ 1,08	04/07/94
E.B.F 1	940	940	—	06/06/94
Ecco 1	580	590	+ 1,72	01/02/94
Eiffage 1	785	783	- 0,25	03/01/95
Elf Aquitaine 1	368,90	371,10	+ 0,60	08/08/94
Eridania Beghin 1	759	755	- 0,53	12/07/94
Essilor Intl 1	775	764	- 1,42	04/07/94
Essilor Intl ADP 1	555	556	+ 0,18	04/07/94
Esso 1	629	621	- 1,27	16/02/95
Eurafrance 1	1430	1420	- 0,70	21/12/94
Euro Disney 1	12,35	11,80	- 4,45	23/02/93
Euro RSCG W.W 1	480	483	+ 0,63	02/09/94
Europe 1 - 1	1258	1260	+ 0,16	06/04/94
Eurotunnel 1	20,30	19,25	- 5,17	—
Filipacchi Medias1	678	675	- 0,44	22/08/94
Finextel 1	87,30	85,70	- 1,83	27/04/94
Fives-Lille 1	400	400	—	08/07/94
Fromageries Bel 1	4451	4470	+ 0,43	28/07/94
Galeries Lafayet.1	2180	2155	- 1,15	05/07/94
GAN 1	162,50	161	- 0,92	05/07/94
Gascogne (B) 1	458	468,50	+ 2,29	13/06/94
Gaz et Eaux 1	1755	1755	—	20/07/94
[illegible]				

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
[illegible]				
Vaal Reefs 1	357	343,70	- 3,73	17/03/95
Volkswagen A.G 1	1239	1209	- 2,42	02/06/94
Volvo (act.B) 1	88,95	86,20	- 3,09	02/05/94
Western Deep 1	161,20	159,50	- 1,05	17/03/95
Yamanouchi 1	108,90	107,80	- 1,01	07/12/94
Zambia Copper 1	3,05	3,05	—	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection   Cours relevés à 12h30
MERCREDI 22 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	105,15	3,403 o
CEPME 8,5% 88-97CA	101,20	6,148
CEPME 9% 89-99 CA#	104,30	5,301
CEPME 9% 92-06 TSR	—	6,787
CFD 9,7% 90-03 CB	109,50	1,196 ↑
CFD 8,6% 92-05 CB	105,40	0,942 d
CFF 10% 88-98 CA#	106,44	4,137
CFF 9% 88-97 CA#	102,85	4,192 d
CFF 10,25%90-01CB#	110,90	0,196 ↑
CLF 8,9% 88-00 CA#	104,16	7,266 ↑
CLF 9%88-93/98 CA#	103,34	1,288
CNA 9% 4/92 CB	105,30	7,940
CRH 8,6%92/93/94CB	102,70	6,267
CRH 8,5% 87-88 CA#	102,79	0,395 ↓
EDF 8,6% 88-89 CA#	102,98	0,825 ↓
EDF 8,6% 92 CA#	103,70	8,176 ↑
Em.Etat10,26%86 CA	102,90	0,280
Emp.Etat 6%67/93 CA	97,07	4,098 o

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
A.E.G. AG	500	500
Bayer.Vereins Bank	1470	1470
Commerzbank AG	1130	1130
Fiat Ord	19	19
Gevaert	250	250
Gold Fields South	125	125
Johannesburg Cons.	117	117
Kubota Corp.	32,80	32,80
Montedison act.ep.	4,80	7,282 d
Olympus Optical	46,15	46,15
Ottomane(Cie Fin.)	175	175
Robeco	315,30	316,50
Rodamco N.V.	144,60	142
Rolinco	324,10	320,20

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection   Cours relevés à 12h30
MERCREDI 22 MARS

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		52	51
AFE 2 #		439	440
Aigle 2		246	240,20
Alain Manoukian(Ly)2#		97,10	99
Albert S.A (Ns)	◆	126,10	126,10
Altran Techno 1 #		497	497
Arnault Associes		455	459,90
Axime (ex.Segin)		260	260
B.A.C.	◆	23,70	23,70
Bque Picardie (Li)	◆	600	600
Bque Sofirec (M)	◆	490	490
Bque Tarneaud(B)#		214	219
Bque Vernes		610	601
Beneteau #	◆	346,60	346,60
B I M P	◆	88	88
Boiron (Ly) 1 #		457	459
Boisset (Ly)#		280	280

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
[illegible]			
Sylea 2		465	462
Teisseire-France		210	201
TF1-1		473	470
Thermador Hold(Ly)		450	455,10
Trouvay Cauvin 2#		165	164
Unilog 2		295	293
Union Fin.France 1		490	480
Via Credit(Banque)	◆	142,80	142,80
Viel et Cie #		146	146,10
Vilmorin et Cie#2		365	368
Virbac		500	494

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 21 mars

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C		34725,55	34725,55
Actimonétaire D		31150,88	31150,88
Améri-gan		7894,21	7990,59
Amplia	○	108734,34	108734,34
Amplitude Monde D.		665,72	646,33
Antigone Tresorerie		801173	801173
Arbitr. Court Terme		8853,92	8853,92
Asie 2000	◆	611,69	593,87
Associa Première		35079,76	35079,76
Associc		1083,77	1083,77
Atout Amérique		100,66	98,28
[illegible]			

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]			
Valreal		32463,15	32446,93
Winterthur St-Honoré		237,97	227,18

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
3615 code LEMONDE

AUJOURD'HUI

SPORTS

AUTOMOBILISME Le Grand Prix du Brésil ouvre, dimanche 26 mars, la saison 1995 de formule 1 sur le circuit d'Interlagos, à Sao Paulo. Le championnat du monde comporte seize épreuves qui conduiront pilotes et écuries jusqu'à Adelaïde, en Australie, le 12 novembre. Michael Schumacher, le champion du monde sortant, et sa Benetton-Renault font figure de favori, ainsi que Damon Hill et David Coulthard sur les Williams-Renault. ● RÈGLEMENT. Une nouvelle réglementation visant à améliorer la sécurité entre en vigueur au Brésil. *Principale caractéristique* : la réduction de la puissance des moteurs, dont la cylindrée est ramenée de 3,5 litres à 3 litres. ● PILOTES. En raison des *fortes* chaleurs et d'une longue intersaison, le Grand Prix du Brésil est *l'un des* plus fatigants pour les organismes des pilotes.

Le règlement 1995 change le visage des formule 1

Pour faire face aux nouvelles contraintes, les grandes écuries se sont lancées dans une course aux innovations techniques sur les châssis comme sur les moteurs

C'EST L'HISTOIRE d'une colère noire sous un ciel bleu. La scène se passe sur le circuit d'Estoril, au Portugal, à l'heure où le soleil commence à décliner. Le rugissement des moteurs de formule 1 assourdit encore la piste. Toutes les grandes écuries accomplissent les derniers tours avant le départ pour le Brésil, l'occasion de peaufiner les réglages, de s'assurer que les voitures sont prêtes à traquer la performance dès le début de la saison sur le circuit d'Interlagos, à Sao Paulo. La fin de l'après-midi approche, l'heure des bilans. Soudain, des cris jaillissent du stand McLaren, les cris d'un homme furieux, incapable de contenir plus longtemps sa colère. Il claque la porte. C'est décidé, on continuera les essais sans lui.

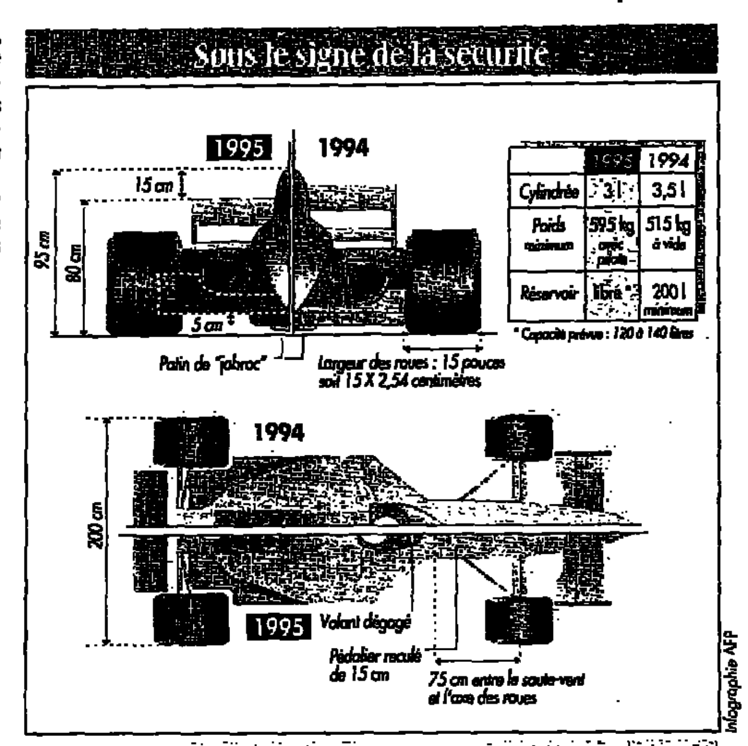
L'auteur de cet esclandre n'est pas n'importe qui. C'est Nigel Mansell, champion du monde 1992, vainqueur de trente et un Grands Prix, connu pour sa rage sur la piste et son mauvais caractère. N'empêche. L'irascible Anglais a, cette fois, une bonne raison pour sortir de ses gonds. Il vient de découvrir que sa voiture n'est pas à ses mesures. Le cockpit est trop étroit. Un peu plus tard, il renonce à disputer les deux premiers Grand Prix de la saison. Mika Häkkinen, son coéquipier, n'est guère mieux loti. A chaque coup de volant un peu appuyé, ses coudes heurtent la coque ! Histoire absurde ou incroyable erreur ? Les deux pilotes ne sont en fait que les victimes du nouveau règlement technique et de l'imagination débordante des ingénieurs qui ont voulu en tirer la quintessence.

Quelques jours plus tôt, la présentation de la McLaren a pourtant fait sensation à Londres. *« Révolutionnaire »*, *« originale »*, *« osée »*, les qualificatifs élogieux se multiplient pour décrire la nouvelle F1 sortie de l'imagination de l'aérodynamicien français Henri Durand. Elle va, en apparence, beaucoup plus loin que ses concurrentes, les Benetton ou les Williams, dont on a déjà remarqué l'avant plus effilé que l'an dernier. Elle comprend plus de fibre de carbone qu'aucune autre dans l'histoire du championnat du monde. Et, principale innovation, elle possède deux ailerons. Le premier se situe à l'arrière, comme sur toutes les voitures, le second, placé juste derrière le pilote, large de 50 centimètres comme l'autorise le règlement, répond à la volonté de *« donner un maximum d'appui à la voiture »*, explique Henri Durand. Avec cette trouvaille, McLaren espère contourner habilement l'une des plus importantes contraintes techniques imposées cette année : réduire les vitesses de passage en courbe.

Si l'écurie britannique s'est lancée dans l'innovation, c'est aussi parce qu'elle dispose d'un nouveau moteur, le 3 litres Mercedes. Sera-t-il capable de concurrencer immédiatement ses concurrents Peugeot, Ford, Yamaha et, a fortiori, Renault, qui a remporté les trois derniers titres mondiaux des constructeurs ? Les responsables de McLaren ne peuvent en être sûrs, même s'ils affirment que leur moteur a déjà donné des gages d'une belle fiabilité. Il faut donc compenser par des audaces sur le châssis au risque de dérapages devenus incontrôlables. *« Nous avons voulu essayer des choses qui n'étaient pas possibles dans le passé »*, plaide Henri Durand.

RÉDUCTION DE PUISSANCE

Dans cette course effrénée au coup de génie technologique, Renault a le sentiment de posséder encore une confortable avance. L'année dernière, les grands constructeurs motoristes ont fini par accepter la réduction de puissance que voulait imposer la Fédération internationale de l'automobile (FIA). Ils ont pu obtenir qu'elle passe par une diminution de la cylindrée. En clair, par le passage du 3,5 litres au 3 litres. Chez Renault, l'expérience acquise au fil des saisons a facilité une reconversion rapide. *« Nous n'avons pas vraiment souffert du changement de réglementation,* prétend Bernard Dudot, l'ingénieur qui a inventé le V 10 Renault. *Il a simplement fallu aller très vite. Le soir même de l'annonce de la modification, nous avons revu tous nos plans »*. Les essais d'Estoril ont confirmé cette impression. Les Williams et les Benetton ont figuré parmi les plus rapides, leur moteur cumulant puissance et couple.



La nouvelle réglementation mise en place par la FIA (Fédération internationale de l'automobile) a voulu tirer les conséquences des accidents mortels d'Ayrton Senna et Roland Ratzenberger en 1994. La diminution de la cylindrée occasionne une perte de puissance de 100 chevaux. Les F1 seront donc limitées à 650 chevaux maximum. Les modifications aérodynamiques doivent ralentir les vitesses de passage en courbe. Le recul du pédalier de 15 centimètres est censé mieux protéger les jambes des pilotes en cas de choc frontal.

Le constructeur français équipe cette saison Williams et Benetton, les deux écuries favorites du championnat du monde. Michael Schumacher, le tenant du titre, et son dauphin Damon Hill disposeront exactement du même matériel. Bernard Dudot se dit persuadé que la hiérarchie des moteurs restera sensiblement la même en 1995, avant d'ajouter que *« s'il y a une nouvelle donne cette saison, cela viendra sans doute plus des choix techniques effectués sur les châssis »*. Seul point d'interrogation de l'ingénieur français : Ferrari. L'équipe italienne a poursuivi sur la même voie que les années précédentes en développant un moteur V 12 qui semble peu adapté pour un 3 litres. La « scuderia » s'est préservée une issue de secours en étudiant un V 10 qui devrait être prêt au mois de mai.

Peugeot se félicite aussi du changement de règlement. La marque espère remporter cette saison son premier Grand Prix, avec son nouveau partenaire, l'Irlandais Eddie Jordan. A Estoril, la Jordan-Peugeot a signé le meilleur temps de l'avant-dernière séance d'essais et enregistré les plus grandes vitesses de pointe. *« L'avantage, c'est que cette fois tout le monde est reparti d'une feuille blanche,* soutient Jean-Pierre Boudy, ingénieur en chef de Peugeot, *même si je suis sûr que, grâce à son expérience, Renault conserve un avantage. »*

L'équipe française a choisi la rapidité de réaction. En mai 1994, Peugeot avait déjà commencé l'étude et la réalisation d'un nouveau 3,5 litres. S'appuyant sur cette étude, la première version du moteur 3 litres a tourné au banc dès le mois d'octobre 1994. *« Plutôt que de tout reprendre à zéro, nous avons vu ce qu'il était possible de récupérer, dans le 3,5 litres, pour un moteur 3 litres. Résultat : nous avons été prêts parmi les premiers, beaucoup tourné, et nous avons atteint un bon niveau de fiabilité qui peut être un avantage en début de saison. »*

Chez Ligier, on a travaillé dans la fièvre. Comme le raconte avec humour Cesare Fiorio, le directeur sportif, l'écurie a reçu son moteur Mugen-Honda, le 21 décembre, surmonté d'une affiche « Joyeux Noël ». La voiture n'a pu effectuer qu'un roulage minimum sur le circuit de Magny-Cours (Nièvre). Les écuries les moins riches ont le plus souffert du nouveau règlement. Certaines, comme Larousse, en proie à de graves difficultés financières, ont dû renoncer aux deux premières courses. Et toutes les écuries ont accueilli avec soulagement le report du Grand Prix d'Argentine qui devait initialement ouvrir la saison. Aujourd'hui encore, petits ou grands, personne n'est sûr d'être tout à fait prêt.

P. C.

Attention aux cous fragiles

FRANÇOIS DUFOREZ dirige l'Institut biomédical sport et vie (IBSV). Créé en 1990, cet organisme étudie les réactions physiologiques et psychologiques à l'effort des sportifs de haut niveau dans la voile, l'hippisme ou la formule 1. Médecins, biologistes, psychologues et chercheurs de l'université de Compiègne, attachés à l'institut, leur proposent également des programmes de préparation spécifique conçus en laboratoire. Pour la saison 1995 de F1, dix pilotes ont décidé de recourir à ses services : tous les Français, titulaires et essayeurs, ainsi que les deux Japonais de la F1, Aguri Suzuki et Ukyo Katayama, et les deux pilotes de l'écurie Jordan-Peugeot, Eddie Irvine et Rubens Barichello.



LE CORPS ET L'EFFORT

● **Les difficultés du début de saison**

« Il y a une distinction importante à opérer entre deux situations : d'un côté, il y a les pilotes qui ont beaucoup tourné pendant l'intersaison, et puis il y a les autres, en particulier les jeunes ou ceux des petites écuries, qui n'ont presque pas conduit pendant quatre mois et demi. Ce sont ceux-là qui rencontrent les plus grandes difficultés. Ils ont de gros problèmes au niveau du cou, qui sont encore aggravés au Brésil par le fait que c'est le seul circuit où l'on tourne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. Cela rend la fatigue musculaire encore plus intense. Dans le passage de courbes à grande vitesse, j'ai vu des cas où les muscles ne pouvaient plus tenir la tête. Le préjudice était grave pour le pilote. Il devait lever le pied de l'accélérateur à cet endroit du circuit, perdant jusqu'à deux secondes au tour. Tous les pilotes, jeunes ou expérimentés, ont aussi des problèmes avec leur position de conduite. Le Brésil, c'est le début de la saison, les voitures ne sont pas forcément bien finies. S'ajoute à cela la chaleur, souvent forte à Sao Paulo, qui est à l'origine de graves problèmes de déshydratation. Les pilotes perdent jusqu'à un litre et demi de sueur pendant la course, alors que pour boire, ils ne disposent que d'un réservoir de 500 millilitres. Il est impératif d'être en excellente condition physique. »

● **La préparation**

« La musculation du cou n'est pas très recommandée. Car il ne faut pas martyriser les vertèbres cervicales qui sont sensibles en course. Il vaut mieux travailler sur les épaules et toute la partie haute du thorax. Il faut muscler aussi les pectoraux et les abdominaux pour mieux résister aux contraintes du freinage. On doit travailler également la force des mains. Certains font de la varappe, ou du mur d'escalade. Pour le cou, je recommande aux pilotes qui suivent notre programme de faire du kart avec un casque un peu lesté. C'est une méthode très efficace. »

● **La fatigue cardio-vasculaire**

« Les pilotes sont également soumis à de gros efforts cardiaques. Nous avons effectué une quarantaine de relevés sur le circuit d'Interlagos. Les pointes atteignent dans certains endroits délicats du circuit les 175, voire 180 pulsations/minute pendant les séances d'essais, où le stress de la recherche de performance fait augmenter la fréquence cardiaque. Dans ce domaine, il n'y a pas de secrets. Il faut accomplir un véritable travail d'endurance, jogging, vélo, par exemple. Certains, comme Olivier Panis, vont jusqu'à faire du sac. Endurance cardio-vasculaire et bonne condition physique ne sont évidemment pas suffisantes pour remporter des grands prix. Mais j'ai vu des bons pilotes perdre parce qu'ils n'étaient pas capables de résister aux efforts. Tous ont pris conscience de la nécessité de travailler leur physique. Car un bon physique leur permet d'exploiter au maximum leurs qualités au volant. »

Propos recueillis par P. C.

RÉSULTATS

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D 2

32e journée

Nîmes-Nancy	0-1
Guingamp-Alès	1-2
Laval-Marseille	1-3
Perpignan-Niort	0-0
Dunkerque-Amiens	1-1
Charleville-Red Star	1-0
Gueugnon-Mulhouse	1-1
Beauvais-Angers	2-2
Châteauroux-Le Mans	3-0
Valence-Saint-Brieuc	3-1
Toulouse-Sedan	2-0

Classement : 1. Guingamp, 63 points, 2. Marseille, 62 ; 3. Toulouse, 59 ; 4. Châteauroux, 57 ; 5. Red Star, 56 ; 6. Gueugnon, 56, 7. Nancy, 53 ; 8. Dunkerque, 50 ; 9. Amiens, 44 ; 10. Charleville, 42 ; 11. Alès, 40 ; 12. Valence, 40 ; 13. Perpignan, 39, 14. Mulhouse, 39 ; 15. Le Mans, 34 ; 16. Niort, 34 ; 17. Laval, 33 ; 18. Angers, 31 ; 19. Sedan, 30 ; 20. Beauvais, 28 ; 21. Saint-Brieuc, 26 ; 22. Nîmes, 20.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DE FRANCE ÉLITE

(demi-finales, 2e match)

Reims-Rouen	1-6
Chamonix-Brest	3-6

BASKET-BALL

COUPE DES CHAMPIONS (dames)

Demi-finale

Côme (Ita.) bat VA-Orchies (Fra.) 70 à 66.

HANDBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (messieurs)

Groupe B (3e tour retour)

Kiel (All.) bat OM-Vitrolles (Fra.) 26 à 19.

L'équipe de France jouera en Israël sans Vincent Guérin

LE SÉLECTIONNEUR français Aimé Jacquet a communiqué, mardi 21 mars, une liste de dix-sept joueurs pour le match contre Israël, comptant pour les éliminatoires (groupe 1) de l'Euro-96, le mercredi 29 mars à Tel Aviv. Compte tenu des absences d'Eric Cantona (suspendu) et de Jean-Pierre Papin (blessé), il a retenu dans le groupe le Monégasque Youri Djorkaeff et le Bordelais Christophe Dugarry. Au milieu du terrain, le Parisien Vincent Guérin, pourtant en grande forme, n'a pas été sélectionné, tout comme le Bordelais Zinedine Zidane et Didier Deschamps, qui a fait son retour à la Juventus de Turin. **La liste des joueurs** : Fabien Barthez (Marseille), Bernard Lama (Paris SG) ; Jocelyn Angloma (Torino), Laurent Blanc (Saint-Etienne), Eric Di Meco (Monaco), Christian Karembeu (Nantes), Alain Roche (Paris SG) ; Marcel Desailly (Milan AC), Youri Djorkaeff (Monaco), Jean-Michel Ferri (Nantes), Paul Le Guen (Paris SG), Corentin Martins (Auxerre) ; Christophe Dugarry (Bordeaux), David Ginola (Paris SG), Patrice Loko (Nantes), Nicolas Ouédec (Nantes), Reynald Pedros (Nantes).

■ **VOILE : le Défi français pour la Coupe de l'America devrait faire l'objet d'un audit**, estime Jean-Louis Monneron, président de la Fédération française de voile (FFV), dans un courrier adressé au ministère de la jeunesse et des sports ainsi qu'à Jacques Chirac, maire de Paris. *« Ce Défi ayant été qualifié de national, il est nécessaire de faire la clarté sur son montage financier et son management,* dit-il. *Je ne voudrais pas que cette mauvaise performance en Coupe de l'America vienne ternir l'image de la voile française. »*

Les robots industriels contre-attaquent

La reprise de la demande devrait inciter les industriels à s'équiper de cellules automatisées qui ont nettement amélioré leurs performances

Discrédités dans les années 80 par les excès technologiques et une fréquente inadéquation aux besoins, les robots industriels reviennent en force. Devenus moins chers et plus efficaces, ils offrent des solutions rentables aux entreprises à la recherche de compétitivité. De quoi séduire celles qui ont modernisé leur organisation au début des années 90 et réduit leurs effectifs au strict minimum. Pour accroître encore leur productivité, les progrès de la robotique devraient faciliter le renouvellement d'un outil de production vieillissant. Ainsi, face à la concurrence de pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse, la reprise de la demande pourrait profiter davantage aux robots qu'à l'emploi. A l'inverse, le CEA a besoin à la fois de l'habileté de l'homme et de la résistance du robot pour intervenir dans les zones irradiées des centrales nucléaires.

LES FABRICANTS de robots retrouvent le sourire. Après trois années noires, leurs ventes ont progressé de 23 % en France en 1994. Une croissance équivalente ou supérieure est attendue pour cette année. Lors du Salon Solutions robots, qui a eu lieu à Paris du 15 au 17 mars, les principaux constructeurs ont fait le bilan de dix ans de robotique industrielle. Trois phases se dégagent. Dans les années 80, l'automatisation à outrance a fait de nombreux dégâts. C'était le temps du robot à tout faire. Très coûteux et mal maîtrisé par les industriels, le bras articulé n'a pas tenu ses promesses, et les plus extrémistes ont dû ranger au placard leurs fantasmes d'usines sans personnel.

Faute de solutions efficaces pour mécaniser, les entreprises se sont tournées vers l'organisation. Inventé aux Etats-Unis et appliqué, dans un premier temps, au Japon, le concept de « production au plus juste » *(lean production)* a fait des ravages dans les effectifs. En optimisant l'implantation des machines dans les ateliers, en améliorant l'efficacité du personnel par la polyvalence et le travail d'équipe tout comme en réduisant les stocks grâce aux flux tendus, les industriels ont fait grimper leur productivité jusqu'à des sommets impressionnants.

Un constructeur automobile comme PSA Peugeot-Citroën a ainsi gagné plus de 10 % par an..., tout en réduisant considérablement ses investissements capitalistiques.

En contrecoup de cette profonde réorganisation, les fabricants de machines-outils, de robots et autres systèmes automatisés ont traversé une crise sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale.

Aujourd'hui, dans nombre d'entreprises, les effectifs ont atteint leur limite inférieure. Les stocks également. La reprise de la demande, sensible depuis l'an dernier, pose à nouveau des problèmes de production. D'autant plus que le parc de machines a souvent vieilli et que la concurrence asiatique ou américaine est toujours aussi vive. Pour améliorer encore leur productivité, les industriels qui ont déjà assaini leur organisation doivent choisir entre embauche et mécanisation.

Une solution délicate. Les progrès réalisés par les constructeurs de robots à la faveur de leur traversée du désert pourraient bien faire pencher la balance de leur coté. *« Le prix des robots a baissé de moitié en cinq ans »*, estime Eric Vassiliu, directeur général de Kuka France, filiale du fabricant allemand de robots, qui reconnaît que les marges pratiquées dans les années 80 étaient *« confortables »*. D'autant que les performances des installations laissaient parfois à désirer.

Aldo Arban, directeur d'Adept Technologie France, filiale de l'un des derniers constructeurs américains, admet que la robotisation manquait souvent de souplesse. *« Si nous avions vendu des robots réellement capables de tout faire, comme le Robocop du cinéma, il y en aurait aujourd'hui des milliers partout ! »* estime-t-il.

Malheureusement, les bras articulés s'agitant en tous sens trompaient leur monde. Ils paraissaient capables de réaliser n'importe quelle tâche, comme un bras humain. Mais cette polyvalence se heurtait à la rigidité des périphériques. C'est-à-dire aux éléments qui entourent le robot et dont il a besoin pour fonctionner (goulottes ou bols vibrants pour acheminer les pièces et pinces pour saisir différentes pièces). Tous ces composants étaient liés à une opération donnée.

Pour modifier le travail du robot, il fallait renouveler cette partie de l'installation dont le coût représente souvent le tiers de la dépense totale... Déçus par cette expérience, les industriels ont souvent renoncé à automatiser certaines tâches. Ils ont même, parfois, abandonné un robot pour revenir au travail manuel.

Mais aujourd'hui Aldo Arban juge que cette période est terminée. Les roboticiens ont revu leur copie et ils estiment avoir trouvé la solution. *« Il ne faut pas limiter la notion de robot au seul bras articulé mais l'étendre à l'ensemble de la cellule automatisée »*, estime Aldo Arban. D'où la nouvelle offre d'Adept en matière de cerveau.

« Au lieu de ne commander que les mouvements du bras, notre contrôleur gère jusqu'à quinze machines simultanément », ajoute le directeur. De plus, grâce aux systèmes de vision artificielle, la partie mécanique de l'installation se réduit au profit de l'électronique. De simples tapis roulants suffisent pour transporter les pièces déversées en vrac.

> « La robotisation touche de nouveaux secteurs tels que l'agroalimentaire, la chimie-pharmacie ou le bâtiment »

Un changement de production n'entraîne alors qu'une modification du programme informatique, sans intervention sur les parties mécaniques. Cette approche semble séduire des entreprises qui débutent en robotique. C'est le cas de Franpin, une PME de 600 personnes spécialisée dans la fabrication d'outils pour les professionnels du second œuvre du bâtiment (peintre, maçon, careleurs...).

Regis Lefèvre, directeur de l'usine France Pinceau, vient juste d'acquérir une cellule robotisée fournie par Adept. Une première pour l'entreprise. *« Le robot sera installé entre deux machines spéciales et assurera le transfert des pinceaux en cours de fabrication ainsi que le contrôle de leur qualité grâce au système de vision »*, indique-t-il. Cet investissement de 500 000 francs remplacera deux opérateurs, un par équipe. Soit une économie de 300 000 francs par an. Le retour sur investissement se retrouve ainsi inférieur à deux ans. Regis Lefèvre estime qu'il ne licenciera pas pour autant grâce à la croissance que connaît actuellement l'entreprise. *« Nos concurrents asiatiques n'ont pas de robots mais ils paient leur personnel 300 francs par mois »*, argumente-t-il. *« Il faut être compétitif pour maintenir l'emploi. »*

Ce credo ne fait plus débat dans l'industrie. Eric Vassiliu note d'ailleurs que *« la robotisation touche de nouveaux secteurs tels que l'agroalimentaire, la chimie-pharmacie ou le bâtiment »*. Un signe de maturité. Ces nouveaux venus, moins soumis que d'autres à la concurrence internationale, profitent de l'expérience acquise par l'industrie automobile. En matière d'emploi industriel, la généralisation du recours aux robots augure mal de l'avenir. Elle pourrait bien détruire les dernières illusions. En effet, si la croissance économique stimule l'embauche, ce pourrait bien être essentiellement celle des robots.

Michel Alberganti

Le CEA partage le travail « délicat » entre l'homme et la machine

EN CAS DE PANNE dans une centrale nucléaire, il faut agir vite. Pas question pour autant de dépêcher une équipe de techniciens dans les zones fortement irradiées. Pour répondre à ces besoins extrêmes, le service de téléopération et de robotique du CEA à Fontenay-aux-Roses développe des robots commandés à distance. Mais les amateurs de robots qui se déplacent et travaillent tout seuls seront déçus. La tendance actuelle, qui favorise la téléopération, est moins portée sur la science-fiction.

La première génération de robots actionnés à distance par un opérateur utilisait un couplage mécanique entre un bras « maître » et un bras « esclave ». Mais cette liaison impose une distance de téléopération très faible. Pour éloigner l'opérateur, le CEA a fait appel aux moteurs électriques. Pour que l'opérateur ressente l'effet de chacune de ses actions, les bras esclaves ont été équipés de systèmes de « retour d'effort ». Mais la complexité des tâches à accomplir a conduit, dès 1987, à introduire une assistance par ordinateur.

Aujourd'hui, le CEA travaille sur le projet TAO 2000 qui fait appel à toute la panoplie des techniques informatiques : images virtuelles, simulation, vision en relief... Fort des expériences passées, le CEA a conçu une programmation qui répartit astucieusement le travail entre l'homme et la machine.

Le TAO 2000 joue ainsi la carte du travail manuel assisté par ordinateur. *« Il y a deux façons d'utiliser une perceuse : soit on la tient à la main, ce qui impose une grande habileté ; soit on la fixe sur un bâti »*, explique Philippe Gravez, ingénieur en charge du projet TAO 2000. *« Nous utilisons l'ordinateur pour assister l'opérateur de la même façon que le bâti qui facilite le perçage »*, précise-t-il.

Pour réaliser une opération de réparation (sciage, soudage...) ou de maintenance, deux images vidéo de la zone d'intervention suffisent. Ensuite, le décor est numérisé. Grâce à la double prise de vue, l'ordinateur reconstitue une scène en trois dimensions à l'aide du logiciel Pyramide, développé par le CEA. Afin de réduire le temps de calcul, la modélisation reste schématique. *« Nous tenons compte du fait que l'opérateur « sait » qu'il travaille sur un tuyau, par exemple, d'où la possibilité de simplifier la représentation virtuelle »*, indique Philippe Gravez.

Mais pourquoi passer par cet intermédiaire au lieu de travailler directement avec l'image de caméras vidéo ? *« L'ordinateur impose des contraintes au bras du robot »*, répond l'ingénieur. Lorsque le robot mesure l'épaisseur d'un tube, l'ordinateur maintient en permanence la sonde en position perpendiculaire à la surface du tuyau. L'opérateur ne se préoccupe plus que du déplacement du robot. De même, chaque élément du décor est identifié comme un obstacle que le robot doit éviter. Sur l'écran, la zone de contact apparaît en rouge dès que le bras s'en approche de trop près et le bras maître est automatiquement stoppé.

APPLICATIONS HORS NUCLÉAIRE

Ainsi, l'ordinateur évite les collisions et pilote les mouvements standards de la réparation tandis que l'opérateur se concentre sur la partie la plus délicate de l'opération. *« Nous facilitons l'utilisation afin qu'un non-spécialiste en robotique puisse se servir du système »*, précise Philippe Gravez, qui justifie cette vulgarisation par la recherche d'applications hors nucléaire. *« Au lieu de chercher à obtenir les meilleures performances possibles, nous garantissons certaines performances dans le plus grand nombre possible de domaines d'applications »*, ajoute-t-il.

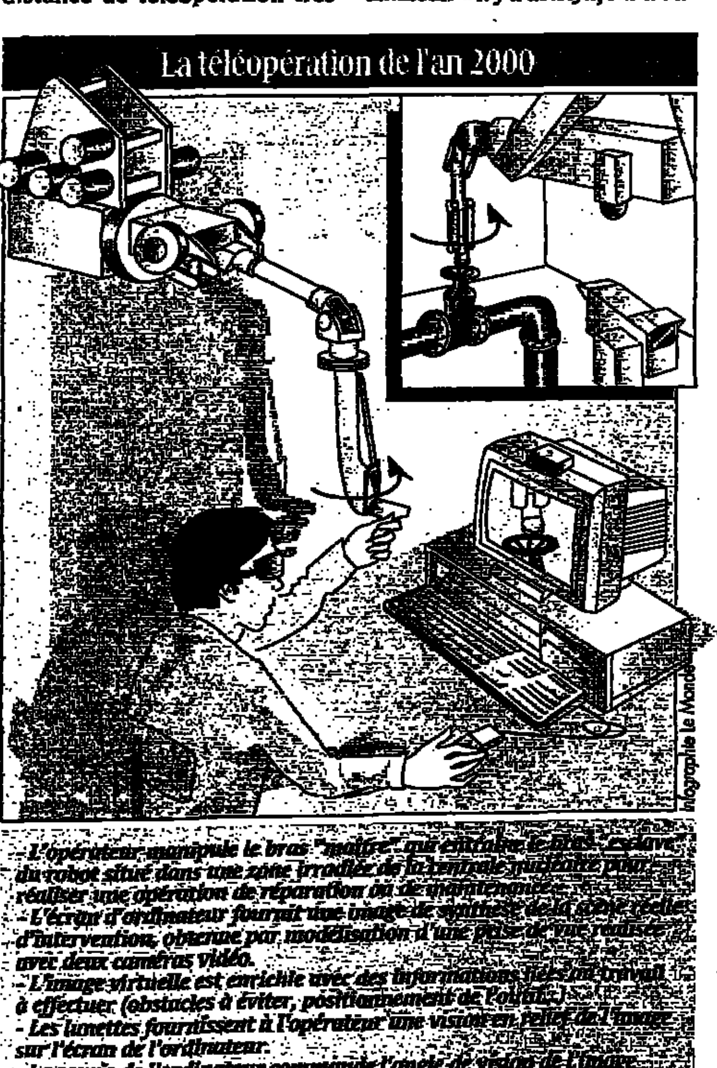
Grâce à cette philosophie, le CEA espère diversifier les applications des robots issus du programme TAO 2000. Dans le nucléaire, bien sûr, le démantèlement et la maintenance sont concernés. Mais le sous-marin est également plein de promesses. Des interventions par 5 000 mètres de fond pour l'inspection et l'entretien des structures de plates-formes de forage sont expérimentées avec Elf Norvège en mer du Nord.

Le CEA envisage également des marchés plus ponctuels tels que celui des « salles blanches ». La traque de chaque grain de poussière pour protéger les machines de fabrication des composants électroniques s'accommode mal de la présence humaine.

De même, EDF serait très intéressé par plusieurs centaines de robots pour assurer la maintenance de ses lignes à haute tension sans couper le courant électrique. Un travail particulièrement délicat pour l'homme seul.

M. A.

La téléopération de l'an 2000



Infographie Le Monde

- L'opérateur manipule le bras "maître" qui entraîne le bras "esclave" du robot situé dans une zone irradiée de la centrale nucléaire pour réaliser une opération de réparation ou de maintenance.
- L'écran d'ordinateur fournit une image de synthèse de la scène réelle d'intervention, obtenue par modélisation d'une prise de vue réalisée avec deux caméras vidéo.
- L'image virtuelle est enrichie avec des informations liées au travail à effectuer (obstacles à éviter, positionnement de l'outil...).
- Les lunettes fournissent à l'opérateur une vision en relief de l'image sur l'écran de l'ordinateur.
- La souris de l'ordinateur commande l'angle de vision de l'image affichée sur l'écran pour améliorer le confort de travail.

■ **FUSION : le conseil régional Provence-Alpes-Côte** d'Azur a récemment annoncé qu'il apportait son soutien à la candidature de la France pour l'implantation, à Cadarache (Bouches-du-Rhône), du projet international de réacteur expérimental à fusion thermonucléaire (ITER). Ce projet a été initié conjointement en 1988 par l'Europe, le Canada, les Etats-Unis, le Japon et la Russie (ex-URSS). L'implantation du réacteur expérimental, d'un coût estimé à 5,6 milliards de dollars (valeur 1989), dont le démarrage est prévu vers 2005, n'est toujours pas arrêtée et fait l'objet d'une intense compétition internationale.

■ **ESPACE : le constructeur** aérospatial Lockheed Martin Corp. a remporté un contrat de 92,2 millions de dollars pour la construction des deux sondes de la mission d'exploration de Mars prévue en 1998 ; il s'agit de la sonde orbitale, Mars Global Surveyor, et de celle devant se poser sur la surface de la planète, Mars Pathfinder. Les deux sondes auront pour mission d'étudier l'évolution climatique sur Mars et de rechercher la présence de l'eau dans le sol martien.

Les enfants et les savants : de l'ignorance aux limites du savoir

« D'OÙ VIENNENT les étoiles ? Pourquoi on ne tombe pas, alors que la terre tourne ? Qui a inventé les nombres, les animaux ? Pourquoi l'homme existe-t-il ? » Du haut de leurs sept ans, à cet âge de raison où le « pourquoi ? » tourne parfois à l'obsession, des enfants d'une classe de primaire ont fait résonner sous les voûtes de la Maison de l'Unesco, à Paris, quelques questions ingénues. De celles qui peuvent aiguillonner un scientifique et tourmenter un philosophe une vie durant.

Lors de ces premières rencontres philosophiques de l'Unesco, au cours desquelles épistémologues, historiens, astrophysiciens, économistes, biologistes et sociologues étaient invités à débattre de la question « Qu'est-ce qu'on ne sait pas ? », des écoliers sont venus rappeler d'une voix claire que les savants n'ont ni le monopole de l'ignorance ni celui de la curiosité.

Circonscrire l'ignorance, en marquer les limites, est une entreprise plus redoutable et épuisante encore que celle qui consiste à recenser les connaissances engrangées. L'humilité socratique – savoir qu'on ne sait rien, ou si peu – et l'étonnement aristotélicien – pourquoi les choses sont ce qu'elles sont – ont sans doute été les moteurs de cette soif de savoir, qui a poussé l'homme moderne toujours plus loin sur les chemins de la connaissance. Les chercheurs, qui, étymologiquement, sont ceux qui *« tournent en rond »*, comme l'a rappelé Michel Serres, s'ils aiment parfois s'abriter du vulgaire derrière leur jargon, s'en inspirent toujours.

Trinh Xuan Thuan, par exemple, a reconnu que les astrophysiciens se heurtent à plusieurs murs, théoriques, physiques et financiers. Les télescopes, qui permettent de remonter le temps en observant toujours plus loin, ne pourront jamais s'approcher à plus de trois cent mille ans des origines du Big Bang. Et les accélérateurs de particules ne pourront jamais reproduire les conditions qui prévalaient un centième de seconde après cet événement.

DÉFI A L'ÉDUCATION

Sauf à construire des anneaux de vitesse pour particules plus grands que le système solaire... Et encore serait-on incapable de connaître les conditions initiales qui ont permis, hasard ou nécessité, l'apparition de l'Homme quelques milliards d'années plus tard, sur une poussière d'univers. L'astrophysicien a dû convenir que, pour expliquer ce prodige, il appartenait à chacun de solliciter l'existence d'un « Grand Architecte ».

Il est vrai que certaines connaissances font plus cruellement défaut. Dorothy Blake, directrice du programme mondial contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a témoigné de notre ignorance de l'épidémie et de ses conséquences. Elle a souligné que cette méconnaissance s'ancrait pour partie sur des préjugés, faisant la distinction entre ce que nous pouvions et ce que nous voulions, ou pas, savoir. *« Cette expérience ne peut-elle servir à mettre sur pied des systèmes d'alerte, pour d'autres types d'affection, qui tôt ou tard menaceront la planète ? »*, s'est-elle demandée, convenant, avec le poète Thomas Stearns Eliot, que *« l'humanité ne peut supporter beaucoup de réalité »*.

Armée des nouvelles technologies de l'information, celle-ci sera-t-elle plus à même de faire reculer l'ignorance, de faciliter le *« partage du savoir »*, projet toujours déçu de la vulgarisation et défi à l'éducation ?

Michel Serres, chantre de l'enseignement à distance, y voit une solution doublée d'un danger, dans la mesure où ces technologies sont onéreuses et qu'elles risquent d'accentuer encore la coupure entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, et de favoriser l'émergence d'une langue et d'une culture uniques.

Aussi en a-t-il appelé à l'Unesco elle-même, organisation en charge de l'éducation, des sciences et de la culture, pour servir d'*« arbitre de la nouvelle guerre des cultures et des langues »*, qui se profile à l'horizon des savoirs multimédiatisés.

H. M.

VOYAGES

Gand la rebelle

Cette cité des Flandres ne s'est jamais pliée qu'à une seule discipline : la sienne

GAND
de notre envoyé spécial

Les Gantois définissent volontiers leur ville en l'opposant aux autres cités du royaume. Peut-être parce qu'ils l'estiment trop méconnue, peut-être pour montrer qu'elle demeure comme ils la voudraient, rebelle, y compris aux clichés. Ils vanteront son patrimoine, généreux comme à Bruges, mais qu'ils se sont gardés de transformer en musée ; l'importance de son port, mais sans son gigantisme envahissant ; la présence d'étudiants (quinze mille) comme à Louvain, mais sans leur commerce exclusif ; son ouverture aux arts, comme à Bruxelles, mais sans les pesanteurs officielles. De ces composantes mêlées, et de l'histoire vivante qui les lie, ils entendent tracer le portrait d'une ville de libertés multiples.

Chef-lieu de la Flandre-Orientale, Gand (235 000 habitants) est née de la rencontre de la Lys et de l'Escaut (son nom viendrait du celtique *ganda*, confluent ou embouchure). Le courant fluvial la pousse vers le nord, la circulation des routes vers le sud. Elle restera ce carrefour, cet entre-deux, s'érigeant en place forte par le commerce international et l'artisanat (essentiellement textile) davantage que par les armes, et bénéficiant d'une charte de franchise dès le douzième siècle. C'est l'époque où les métiers commencent à montrer leur puissance face à l'oligarchie, avant de la contraindre à partager le pouvoir.

Elle y prend un pli : elle restera rétive aux maîtres. Comtes de Flandre, rois de France et d'Espagne, empereurs germaniques : pas un qui n'ait eu à connaître de ses rébellions. Gand est un caractère.

On rapporte encore comme un trait d'esprit gantois son audacieuse neutralité durant la guerre de Cent Ans, qui lui permit de continuer à importer la laine d'Angleterre tout en restant dans le camp de la France. La cité, alors sous la direction de Jacques d'Artevelde, s'est érigée en quasi-Etat urbain. Encore un peu, et elle serait une Florence du Nord. Sous la pression des classes montantes, elle trace sa propre voie, celle que lui assure ses compétences et ses richesses, servie par une inventivité et un appétit de démocratie qui ne se démentira pas.

La maîtrise des transports est une clé de son indépendance. Elle tire son efficacité de son ouverture. Son réseau de canaux, en développement depuis le neuvième siècle, se poursuivra jusqu'aux grands œuvres du canal de Gand à Ostende (1753) et du canal de Terneuzen (1828), qui permet aux gros tonnages de rejoindre l'estuaire de l'Escaut. Le Moyen Age avait fait de Gand l'escale et le grenier obligés des cargaisons de grains de l'Artois. Sa réussite est restée inscrite dans les frontons de pierre du quai aux Herbes, dans l'union de bâtiments de fonctions complémentaires mais séparés par quatre siècles – beau sujet de méditation pour l'architecte et l'urbaniste –, le dernier étant plus proche de nous que du plus ancien : maison des francs bateliers (1531), maison des mesureurs de grains (1698), maison du receveur de l'étape (1682), maison de l'étape du blé (1200), maison des mesureurs de blé (1435).

« Il n'y a pas que le visible à prendre en compte, estime Bart Debaere, directeur au musée d'art contemporain. *Sous ma rue, par exemple, se cache une très haute cave gothique. Et il y en a bien d'autres comme cela ici. N'oubliez pas que Gand était, avec Paris, la plus grande ville d'Europe du Nord au seizième siècle. Le passé est partout présent. Cela donne confiance. Exactement comme lorsqu'on a des parents et des grands-parents que l'on peut respecter. C'est plus facile d'être soi-même ainsi. Mais cette richesse de l'architecture et de l'histoire n'est pas celle de Bruges, où les parents sont trop forts et écrasent les enfants. Ici, chaque individu peut avoir l'impression d'avoir un rôle à jouer, une responsabilité civile. »*

> « Cléricale ou anticléricale, Gand témoigne du caractère flamand, fondamentalement différent du purisme néerlandais »

A demi-étouffé à partir du dix-septième siècle, l'esprit gantois se réveille dès le début du dix-neuvième avec l'importation de la première *mule jenny*. La machine à filer amène un développement foudroyant de l'industrie textile et fait venir des campagnes une nouvelle génération de rebelles. Gand devient la Manchester du continent. Elle est une métropole du socialisme, dotée d'un imposant système coopératif, avec banque, pharmacie, grand magasin.

Au tournant du siècle, de véritables cathédrales sont consacrées au peuple : Ons Huis (Notre maison), sur la place du Vendredi, face à la statue de Jacques d'Artevelde, et Vooruit (En avant), devenu aujourd'hui un centre culturel actif et le quartier général nocturne des étudiants. Des cités ouvrières s'édifient, de conception curieusement voisines – la modestie en plus – des béguinages, où continuent de s'installer en grande pompe les filles de bonne famille.

« Gand est une île socialiste dans une mer cléricale », dira t-on. Le combat des « gueux » (athées et libre penseurs) et des « calotins » n'a pas fini de traverser la vie politique. Mais, au début du siècle, elle est également une île francophone dans une mer néerlandophone. Derrière les vitraux des maisons bourgeoises, on parle français, langue culturelle, et dans les quartiers populaires, néerlandais, langue de communication. Les revues dans l'idiome local répondent aux pièces du « théâtre français » (l'opéra). La littérature reste celle de Maeterlinck, de Verhaeren, et c'est Gide qui écoute.

Peintre populaire des docks et des ruelles, des brumes et des demi-teintes gantoises, l'inclassable Jean Ray (lorsqu'il écrit en français), alias John Flanders (lorsqu'il écrit en néerlandais) – de son vrai nom Raymond-Jean-Marie de Kremer – représentera cette double culture qui a rarement survécu à l'après-guerre. Dotée d'une université néerlandophone dès 1930, Gand a choisi la langue de son peuple.

Son Opéra, désormais associé à celui d'Anvers, en a pris son parti, comme la vie culturelle, intense, d'où le français a pratiquement disparu. Abandonnant un peu de ses révoltes, c'est maintenant vers l'Europe qu'elle s'est tournée, et l'allemand comme l'anglais font leur percée.

Il y a une dizaine d'années, Gand a décidé de se soucier un peu plus d'elle-même. L'Année internationale du patrimoine (1975) lui avait fait découvrir combien elle s'était négligée. Une nouvelle génération (celle de 1968) est arrivée aux commandes. Un plan d'architecture et un inventaire général du territoire (bâti et non bâti) a permis de regagner une certaine maîtrise de la ville.

Aujourd'hui, les restaurations ne touchent plus seulement les demeures patriciennes, mais s'attachent à préserver le contexte et le tissu urbain qui les entoure. La revalorisation du centre s'accompagne d'une politique sociale de loyers modérés. En ruine il y a quinze ans, le Patershal (« Trou des pères »), vieux quartier populaire aux rues moyenâgeuses, est à nouveau debout.

« Cléricale ou anticléricale, Gand témoigne du caractère flamand, fondamentalement différent du purisme néerlandais. "Vous êtes des Bourguignons", *nous disent-ils souvent, parce que nous savons cultiver un art de vivre »*, dit Gwert Van Doorne. Conservateur des monuments historiques, à l'origine des transformations récentes, il se félicite de voir les vieux Gantois réintégrer le centre et *« découvrir le sens moderne d'une ville historique, ouverte à la flânerie, aux sensations. »*

Reste un élément à reconquérir pour regagner des perspectives et des rythmes perdus : l'eau. Il va falloir débarrasser la Lys du parking dont on l'a malencontreusement couverte dans les années 60, décrasser les canaux, parfois creuser pour reconstituer leur circuit afin que se déploie d'ici à l'an 2 000 *« le réseau d'eau vive qui se noue et se dénoue à tout moment »*, qu'avait aimé Hugo.

Jean-Louis Perrier


D.R.

Les vingt-cinq ans du Collegium Vocale

Lorsque Philippe Herreweghe crée le Collegium Vocale il y a vingt-cinq ans à Gand, il est élève du conservatoire et poursuit des études de médecine et de psychiatrie. Ce pionnier du courant « authentisant » réveille le répertoire baroque qui dormait dans les bibliothèques, joue sur des instruments d'époque et s'appuie sur des témoignages du XIIIe siècle pour l'interprétation. *« Dans le mouvement des années 70, dit-il, c'était une forme de contre-culture musicale, en dehors de la vie officielle. »*

Pour une bonne compréhension, le chef d'orchestre ajoute l'esprit frondeur de sa ville, qui permet l'éclosion *« d'individualités peu conformistes et de tendances musicales très divergentes »*. *« Une identité stimulante »*, résume t-il, malgré l'absence d'élite politique, qui conduit à *« un gâchis dans la gestion des talents »*, obligés de travailler ailleurs, comme lui-même, ou René Jacobs, autre Gantois.

★ Gand fêtera les vingt-cinq ans du Collegium Vocale du 15 au 29 septembre. Rens. tél. : (0)9-243-94-94.

Carnet de route

● **Repères.** Port de Belgique, Gand est situé au confluent de la Lys et de l'Escaut, sur le canal de Terneuzen. La ville compte 235 000 habitants.

● **Voyage.** Gand est à 300 kilomètres de Paris par l'autoroute. Ou à trois heures et quinze minutes par le train : TGV jusqu'à Bruxelles, correspondance toutes les trente minutes pour Gand.

● **Hôtels.** On y trouve quelques-uns des plus beaux hôtels de caractère du royaume à des prix très « démocratiques ». Notamment le Cour Saint-Georges, qui daterait de 1228 (tél. : 19-32-9-224-24-24, forfait week-end, deux nuits, par personne en chambre double avec petits déjeuners : 2 800 francs belges, environ 450 francs) ; le Gravensteen, bel hôtel particulier néoclassique (tél. : 9-225-11-50, environ 600 francs français pour un forfait identique au précédent) ; enfin, l'Erasmus et ses deux pignons Renaissance (tél. : 9-224-21-95 : environ 750 francs français la chambre double avec deux petits déjeuners).

● **Renseignements.** Office belge du tourisme. 21, boulevard des Capucines, 75002 Paris (Tél. : 47-42-41-18). Minitel : 3615, Belgique. A Gand, office du tourisme : tél. : 19-32-9-224-15-55. Belgique tourisme Réservations (19-32-2-513-74-84) effectue des réservations dans tout le pays.

● **Lectures.** Un très beau livre, *Gand, apologie d'une ville rebelle*, dresse une fresque de l'histoire de la ville et de ses productions artistiques. Réalisé sous la direction de Johan Decavele, archiviste de la ville, l'ouvrage a été publié en 1989 par la Fondation Mercator d'Anvers. Côté guides : *A Bruges et à Gand* (Visa, Hachette). *En Belgique* (Guide Vert, Michelin) et *Belgique-Luxembourg* (Guide Bleu, Hachette et Le Petit Futé).

PARTIR

■ **SALON MONDIAL DU TOURISME. Plus de 600 exposants** (85 pays étrangers, les régions françaises, des voyagistes, hôteliers et transporteurs) sont présents, du mercredi 22 au lundi 27 mars, de 10 heures à 19 heures, à la Porte de Versailles, à Paris, pour offrir à ceux et celles qui veulent préparer leurs vacances, des idées, des informations, des promotions spéciales, des formules de voyages à la carte ou de circuits. Divers thèmes : évasions sportives, aventure, tourisme culturel ou destinations insolites, doivent permettre aux indécis de trouver leur destination d'été. Prix d'entrée: 50 francs, gratuit pour les moins de 12 ans.

■ **WEEK-ENDS DE PRINTEMPS.** Spécialiste de la vente directe (de chez soi, on choisit une destination, on réserve par téléphone, fax, courrier ou minitel, on paie par carte ou par chèque), le voyagiste Episodes publie son catalogue printemps. Au menu, des week-ends découverte avec ou sans transport (capitales européennes, régions et villes de France) et des rendez-vous liés à l'actualité ou à la saison. Côté prix, un « Pass loisirs Novotel » (790 francs par personne, 3 nuits en chambre double, petit-déjeuner et une activité au choix), des bons d'étapes dans les hôtels Mercure (490 francs la chambre), des réductions pour les enfants et des formules tout compris au départ de Paris et de province. Renseignements au (1) 44-26-46-46 (de province 36-63-08-04) et au 3615 Episodes.

■ **À LA RENCONTRE DES INUITS.** Partie intégrante de la vie quotidienne durant l'hiver et le printemps arctiques (les températures oscillent entre – 15 et – 10 degrés), le traîneau à chiens (conduit par un Inuit) est le moyen de locomotion proposé par Comptoir d'Islande pour aller à la rencontre des communautés locales dans le cadre de randonnées organisées depuis un hôtel du village d'Ammassalik (une nuit en refuge), sur la côte est du Groenland. Avec, pour décor, d'impressionnantes montagnes, la banquise et les fjords. Départs tous les jeudis jusqu'au 11 mai. De 15 100 à 16 700 francs par personne (supplément pour une chambre avec douche) avec assurance, équipement et guide parlant anglais. Non compris, les repas en Islande. Renseignements au (1) 45-67-99-34.

■ **INVENTAIRE CARAÏBES.** Elles se nomment Anguilla, Antigua et Barbuda, Barbade, Dominique, Guadeloupe, Grenade, Martinique, Montserrat, Saba, Saint-Barthélemy, Saint-Eustache, Saint Kitts et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent, Trinidad et Tobago. Regroupées sous l'appellation « Caraïbes orientales », elles font l'objet d'un guide Lonely Planet qui, outre les traditionnelles informations pratiques, permet de tout savoir sur le zouc et de distinguer *métro*, *z'oreille* et *béké*. 624 pages, 80 cartes, 155 francs. Parmi les nouveautés, les guides Malaisie, Singapour et Brunei (145 francs), Australie (190 francs), Canada (180 francs), Maroc (130 francs) et République tchèque et Slovaquie (145 francs).

■ **LE MONDE EN FAMILLE.** Des itinéraires conçus pour les familles et des tarifs spéciaux pour les enfants, c'est ce que propose, pendant les vacances scolaires, le voyagiste Explorator. Au Maroc avec une caravane de mulets (8 jours, 4 700 francs pour les 6-12 ans), en Tunisie dans le cadre d'une randonnée chamelière (8 jours, 5 400 francs de 8 à 12 ans), au Niger à bord d'une pirogue (9 jours, 7 300 francs de 6 à 12 ans), en Afrique de l'Est avec bivouacs dans les réserves animalières (12 jours, de 11 900 à 12 800 francs de 6 à 16 ans) ou aux Etats-Unis dans un ranch du Wyoming (8 jours, 5 000 francs de 6 à 15 ans). Plus proches, l'Espagne avec du canyoning dans la Sierra de Guara (8 jours, 3 100 francs de 8 à 14 ans), l'Italie et les îles Eoliennes (8 jours, 7 350 francs de 8 à 12 ans) ou en France, dans les Cévennes, sur les traces de Stevenson (8 jours, 2 200 francs de 6 à 12 ans). Renseignements au (1) 42-66-66-24.

■ **REVOIR L'ACADIE.** Placée sous les projecteurs de l'actualité à l'occasion du premier Congrès mondial acadien organisé, en 1994, au Nouveau-Brunswick (l'une des provinces maritimes de l'est du Canada, avec la Nouvelle-Ecosse et l'île du Prince-Edouard, où vivent des communautés francophones plus ou moins importantes), l'Acadie attend plus que jamais la visite des descendants des colons français, premiers Européens à s'établir en Amérique du Nord. Comme chaque année, l'association Les Amitiés acadiennes propose, du 11 au 24 août, de découvrir, de Halifax à Edmundston, *via* Moncton, Shédiac, Bouctouche, Caraquet, Frédéricton, Saint-Andrews, Port-Royal et Grand-Pré, le passé et le présent de ce pays sans frontières. A partir de 12 100 francs par personne en chambre double et pension complète, avec le voyage aérien de Paris, les déplacements en autocar et la présence d'un guide. Renseignements au (1) 45-75-09-99.

Beau temps printanier

UN PUISSANT ANTICYCLONE est venu se centrer sur la France. Il se décalera très légèrement vers l'est jeudi laissant place à un flux de sud-est faible qui provoquera un petit radoucissement l'après-midi. Le ciel dégagé au lever du jour et l'origine arctique de la masse d'air feront persister la fraîcheur matinale.

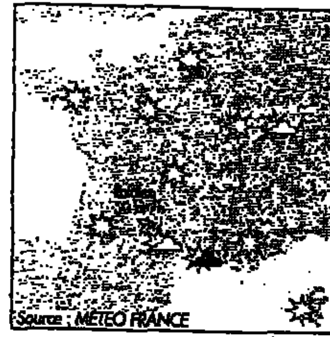
Jeudi, la journée sera très agréable sur l'ensemble du pays. Il y aura quelques brumes ou brouillards sur le nord-est le matin qui se dissiperont assez vite. Quelques nuages côtiers sur le Languedoc seront présents le matin mais le soleil l'emportera franchement l'après-midi. Partout ailleurs, le soleil brillera largement. Le vent de sud-est sera faible en général de l'ordre de 10 à 15 km/heure. Sur les côtes atlantiques, les rafales atteindront 40 à 50 km/heure. Sur le Languedoc-Roussillon, le vent marin soufflera à 50 km/heure.

Les températures matinales seront fraîches, entre 0 et 4 degrés en général. Il y aura de faibles gelées entre – 1 et – 3 degrés sur le Centre-Est et le Nord-Est. Sur la Corse et le Languedoc-Roussillon, il fera plus doux, aux environs de 4 à 6 degrés.

Jeudi après-midi, le thermomètre sera en hausse et les températures repasseront au-dessus des normales saisonnières : entre 12 et 14 degrés dans le Nord-Est, de 14 à 16 degrés sur le Nord et le Nord-Ouest, de 16 à 20 degrés sur la moitié sud et jusqu'à 20 à 22 degrés au pied des Pyrénées. Toutes ces températures se situent 1 à 2 degrés au-dessus des normales saisonnières.

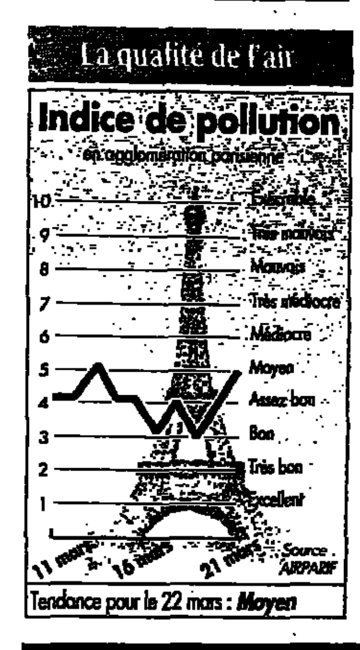
Les conditions anticycloniques et le beau temps printanier vont persister vendredi. A partir de samedi, les pressions baisseront. Le vent s'orientera au nord-ouest et des passages nuageux arriveront par le nord. Les températures seront en baisse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

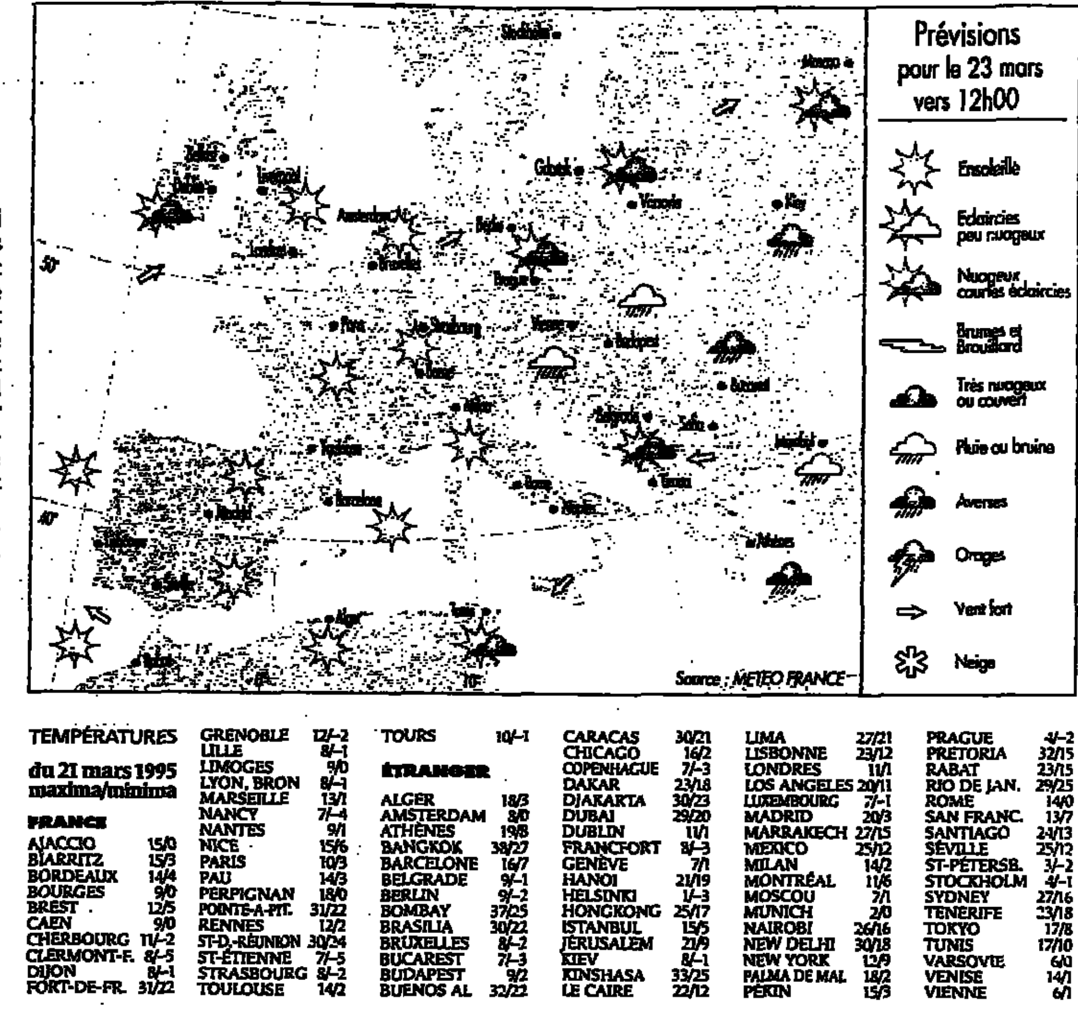


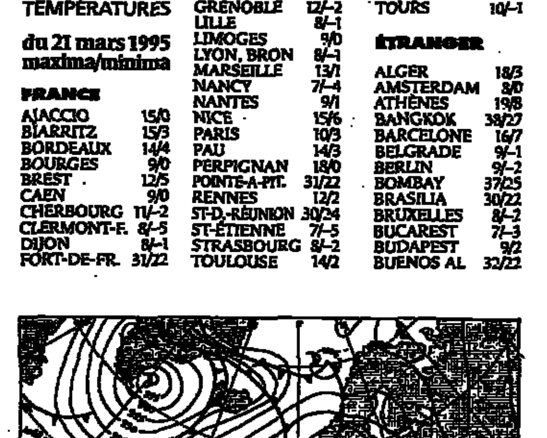
Prévisions pour le 23 mars vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 22 mars : **Moyen**





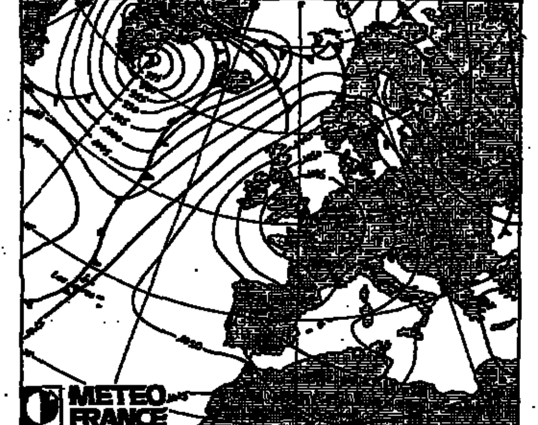
TEMPÉRATURES du 21 mars 1995 maxima/minima

FRANCE

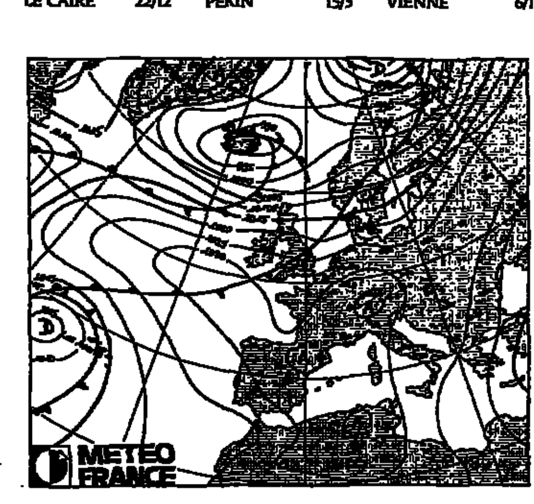
AJACCIO	15/0
BIARRITZ	15/3
BORDEAUX	14/4
BOURGES	9/0
BREST	12/5
CAEN	9/0
CHERBOURG	11/–2
CLERMONT-F.	8/–5
DIJON	8/–1
FORT-DE-FR.	31/22
GRENOBLE	12/–2
LILLE	8/–1
LIMOGES	9/0
LYON, BRON	8/–1
MARSEILLE	13/1
NANCY	7/–4
NANTES	9/1
NICE	15/6
PARIS	10/3
PAU	14/3
PERPIGNAN	18/0
POINTE-A-PIT.	31/22
RENNES	12/2
ST-D.-RÉUNION	30/24
ST-ÉTIENNE	7/–5
STRASBOURG	8/–2
TOULOUSE	14/2
TOURS	10/–1

ÉTRANGER

ALGER	18/3
AMSTERDAM	8/0
ATHÈNES	19/8
BANGKOK	38/27
BARCELONE	16/7
BELGRADE	9/–1
BERLIN	9/–2
BOMBAY	37/25
BRASILIA	30/22
BRUXELLES	8/–2
BUCAREST	7/–3
BUDAPEST	9/2
BUENOS AI.	32/22
CARACAS	30/21
CHICAGO	16/2
COPENHAGUE	7/–3
DAKAR	23/18
DJAKARTA	30/23
DUBAI	29/20
DUBLIN	11/1
FRANCFORT	8/–3
GENÈVE	7/1
HANOI	21/19
HELSINKI	1/–3
HONGKONG	25/17
ISTANBUL	15/5
JÉRUSALEM	21/9
KIEV	8/–1
KINSHASA	33/25
LE CAIRE	22/12
LIMA	27/21
LISBONNE	23/12
LONDRES	11/1
LOS ANGELES	20/11
LUXEMBOURG	7/–1
MADRID	20/3
MARRAKECH	27/15
MEXICO	25/12
MILAN	14/2
MONTRÉAL	11/6
MOSCOU	7/1
MUNICH	2/0
NAIROBI	26/16
NEW DELHI	30/18
NEW YORK	12/9
PALMA DE MAL.	18/2
PÉKIN	15/3
PRAGUE	4/–2
PRETORIA	32/15
RABAT	23/15
RIO DE JAN.	29/25
ROME	14/0
SAN FRANC.	13/7
SANTIAGO	24/13
SÉVILLE	25/12
ST-PÉTERSB.	3/–2
STOCKHOLM	4/–1
SYDNEY	27/16
TENERIFE	23/18
TOKYO	17/8
TUNIS	17/10
VARSOVIE	6/0
VENISE	14/1
VIENNE	6/1



Situation le 22 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 24 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Nettoyage

LA RETRAITE de la Wehrmacht dans le Palatinat rhénan tourne de plus en plus au désastre. En fin de journée, mercredi, les blindés de Patton ont pénétré dans Ludwigshafen et atteint le Rhin en amont de ce centre important de l'industrie chimique du Reich. Les Allemands ont fait sauter le pont qui relie cette ville à Mannheim. D'autres éléments blindés de la IIIe armée américaine, progressant vers le sud-est à travers le Pfalzerwald, ont atteint et dépassé Neustadt (à l'ouest de Spire), qu'ils sont en train de nettoyer. Ces unités ne sont plus qu'à 30 kilomètres des éléments avancés de la VIIe armée américaine.

C'est devant cette dernière armée et les troupes françaises flanquant son aile droite que se manifeste encore une résistance organisée, facilitée par les fortifications de la ligne Siegfried ; et celle-là-même semble être en train de s'effondrer.

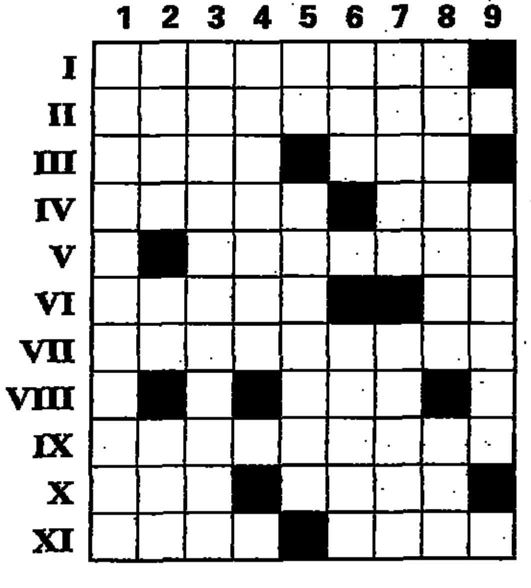
De Kaiserslautern au Rhin, tout trafic allemand a cessé. Une large poche au sud de la Moselle est en voie de liquidation. Les opérations, dans tout ce secteur, se réduisent au nettoyage. En fin d'après-midi, mercredi, la BBC a annoncé que les Américains occupaient déjà les deux tiers de Mayence. Entre Bingen et Mayence, la liquidation des forces ennemies se poursuit.

Le matériel pris à l'ennemi n'a pas encore été dénombré, mais d'ores et déjà il est jugé considérable. Dans l'espace de quarante-huit heures, plus de 30 000 Allemands sont tombés aux mains de la IIIe armée. La résistance des forces encerclées est très faible. Le nombre total des ennemis capturés entre Moselle et Rhin approchera sans doute de 100 000. Dans les localités qui n'ont pas été évacuées par leurs habitants, les soldats alliés passent sous une voûte de drapeaux blancs.

(23 mars 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6524



	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II									
III					■				■
IV						■			
V		■							
VI						■	■		
VII									
VIII		■		■				■	
IX									
X				■					■
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Ne sont évidemment pas de fortes paroles. – II. N'est pas un homme de parole. – III. Se montre. *Pas de très bon goût.* – IV. Pousse sur des branches. Peuvent orner un cimetière. – V. Est bordée par les Carpates. – VI. Une grande partie de son œuvre est au Musée d'Anvers. Peuple d'une île chinoise. – VII. Point du jour. – VIII. Grande, au Brésil. – IX. Pas dit mais entendu. – X. Une réponse à la mairie. Nom d'une République. – XI. Certaines âmes le sont bien. Qui n'ont pas bavé.

VERTICALEMENT

1. Travail qui oblige à des déplacements. – 2. Peut rendre des blessures mortelles. Un grand fleuve en sort. Fait baisser la voix. – 3. Un examen dans des fosses. – 4. Un travailleur dans le bâtiment. – 5. Traditions. C'est aujourd'hui la Toscane. – 6. De vieux plaisirs. Vient au secours des gens fatigués de ne rien faire. – 7. Comme un pied. Comme une très mauvaise série. – 8. Mis à l'abri de l'effilochage. Une fête. – 9. Casse une croûte.

SOLUTION DU Nº 6523

HORIZONTALEMENT

I. Lubricité. – II. Arrachoir. – III. Bai. Tonne. – IV. Onéreuses. – V. Ri. Ure. – VI. IUT. Etêté. – VII. Emoi. Tuer. – VIII. Urne. Si. – IX. Sicie. – X. Evasé. Ile. – XI. Sénestres.

VERTICALEMENT

1. Laborieuses. – 2. Uranium. Ive. – 3. Brie. Toucan. – 4. Râ. Ru. Irisé. – 5. Ictère. Nées. – 6. Chouette. – 7. Ions. Eu. Air. – 8. Tinettes. Le. – 9. Eres. Erigés.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Vendredi 24 mars

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (60 F), 11 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ **LE QUARTIER CHINOIS** et ses lieux de culte (55 F), 11 heures, sortie du métro Porte-de-Choisy côté escalier roulant (Pierre-Yves Jaslet).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les objets d'art du Moyen Age et de la Renaissance, 11 h 30 ; *les Filles de Loth,* d'un maître de l'école de Leyde, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE MINISTÈRE DES FINANCES** de Bercy : la maquette et le hall d'honneur (37 F), 14 h 15, sortie du métro Bercy côté POPB (Monuments historiques).

■ **LA BUTTE-AUX-CAILLES** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Corvisart (Paris pittoresque et insolite).

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ **HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS**, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE** : histoire de la franc-maçonnerie (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Monuments historiques).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : du donjon à la pyramide de Peï (40 F + prix d'entrée), 15 heures, cour du Louvre devant la statue de Louis XIV (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).

■ **MONTMARTRE** : du Moulin-Rouge au Musée Poulbot (60 F), 17 heures, sortie du métro Place-Blanche (Vincent de Langlade).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALGÉRIE.** Les aiguilleurs du ciel algériens, qui avaient entamé samedi 18 mars une grève de sept jours, ont repris le travail après une journée d'action qui a paralysé les principaux aéroports du pays. – *(Reuter.)*

■ **FINLANDE.** La compagnie maritime finlandaise Silja Line a décidé de s'attaquer au monopole de la liaison maritime Stockholm-Tallinn accordé en 1989 à la compagnie suédoise Nordstroem och Thulin. Les responsables de Silja Line estiment que le fait de signer un monopole de dix ans sur une ligne maritime est une violation à la législation suédoise sur la concurrence. Ils prévoient d'établir dès l'été un trafic quotidien sur la ligne Stockholm-Tallinn-Helsinki. – *(AFP.)*

■ **ÉTATS-UNIS.** La compagnie Arrow Air de Miami, accusée de n'avoir pas tenu à jour les documents sur l'entretien et la sécurité, a accepté d'immobiliser ses dix-huit avions. Les appareils – des DC-8 et des Boeing 727 –, qui opèrent aux Etats-Unis, au Canada, dans les Caraïbes, en Amérique latine, dans le Pacifique et en Europe, redécolleront lorsque Arrow aura prouvé leur sécurité. – *(Reuter.)*

■ **SRI LANKA.** British Airways reprendra le 31 octobre la desserte de Colombo, qu'elle avait interrompue en 1988. Les deux vols hebdomadaires prévus, les mardis et samedis, au départ de Londres - Gatwick feront escale à Abou Dhabi.

■ **CANADA.** Le gouvernement canadien a échoué, lundi 20 mars, dans sa tentative de mettre fin à la grève des employés du secteur ferroviaire qui paralyse depuis le 18 mars le transport des marchandises et des passagers dans tout le pays. Des employés des sociétés publiques Canadien National (trafic des marchandises) et Via Rail (trafic des passagers) ont cessé le travail samedi, sans préavis, emboîtant le pas aux cheminots du groupe privé CP Rail (marchandises), en lock-out depuis le 8 mars. – *(AFP.)*

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE	accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : (1)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyrou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

CINÉMA Les nouveautés de ce mercredi devraient faire taire les esprits chagrins qui s'en vont répétant qu'« il n'y a plus rien de bien à voir au cinéma ». Trois films aussi dissemblables que possible, mais passionnants, arrivent en effet simultanément sur les écrans. ● APPARTENANT au « format » le plus modeste parmi les réalisations d'Eric Rohmer, « Les Rendez-vous de Paris » s'inscrit déjà au rang des grands films de son auteur, mariant avec une suprême élégance profondeur et simplicité. ● « CHUNGKING EXPRESS », la comédie noire et tonique de Wong Kar-wai, et « Calendar », le dédale philosophique et sentimental combiné par Atom Egoyan, confirment le talent vigoureux de deux jeunes cinéastes vivant et filmant aux antipodes l'un de l'autre et pourtant porteur chacun, comme le vétéran de la nouvelle vague, d'une haute idée du cinéma.

Trois petites histoires d'Eric Rohmer, pas si modestes qu'elles en ont l'air

Fidèle à ses méthodes et à ses thèmes, l'auteur des « Comédies et proverbes » présente, avec « Les Rendez-Vous de Paris », un triptyque d'une aérienne légèreté et d'une étonnante nouveauté

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS, film français d'Eric Rohmer, avec Clara Bellar, Antoine Basler, *Mathias Megard, Aurore Rauscher*, Serge Renko, Michael Kraft, Bénédicte Loyen, Veronika Johansson. 1 h 40.

C'est une rue de la capitale qui ressemble à une rue de village, avec l'église au bout de la ligne de fuite. Des musiciens de rue y chantent une rengaine. On est bien à Paris, là où *« il y a parfois des méprises, souvent des surprises »*. Le refrain rythme et relie les trois épisodes qui composent le nouveau film d'Eric Rohmer, son dix-septième long métrage depuis *Le Signe du lion* réalisé en 1959.

Des méprises et des surprises, des jeux du hasard et de la nécessité, *il y en eut toujours chez ce cinéaste* du doute et de la foi, qui sont à ses yeux comme la face et le profil de l'honnête homme. Méprises et surprises fourmillent dans ces *Rendez-vous de Paris*, ils en sont le carburant pétaradant et souriant – donc à prendre au sérieux. Eric Rohmer possède assez l'esprit de géométrie (ce cinéaste architecte est aussi grand connaisseur es urbanisme qu'en urbanité) pour accorder une place éminente aux combinaisons les plus improbables. Mais il cultive assez l'esprit de finesse pour savoir, les ans et les quiproquos passant, s'amuser de ses propres pirouettes logiques. Il les plante là à l'occasion, s'en sert comme d'une convention qu'il partage avec son public.

UN DIALOGUE CONVIVIAL

« Son public ». Peu de cinéastes *méritent autant que Rohmer cette* expression. Depuis ses débuts, il y a plus de trente ans, il a établi une sorte de dialogue convivial et régulier avec lui, au point qu'on pourrait parler des « rendez-vous de Rohmer ». Nul hermétisme, nul effet de secte dans ce comportement appuyé sur des films qu'on dirait au contraire d'accès de plus en plus aisé, même s'ils reposent sur des codes affirmés, et n'ambitionnent aucun consensus. Rohmer, cinéaste renoirien, ne mésestime jamais l'importance des « règles du jeu ». Il paraît se faufiler, avec de plus en plus d'aisance, au ras de micro-événements quotidiens en qui chacun, s'il s'y laisse aller, peut reconnaître quelque expérience personnelle, où *tout le monde* est susceptible de retrouver, à la mesure de sa propre culture, les échos de grands textes – *littéraires et théâtraux* – de référence.

On sait que l'un des moteurs de ce mouvement est l'utilisation de séries (les *Contes moraux*, les *Comédies et proverbes*, les *Contes des quatre saisons*), dans lesquelles s'inscrivent la plupart de ses films. *Les Rendez-vous de Paris* n'appartient pas à une série, plutôt à un type de production. Parmi les dispositifs mis en place par le cinéaste, la création d'une structure de production (et de distribution), les Films du Losange, occupe une place stratégique. Modeste, *adaptée aux méthodes de travail du réalisateur*, cette société lui est apparue encore trop lourde pour des projets visant à une extrême légèreté de ton, à une absolue liberté de mouvement. Aussi à l'intérieur du Losange est née la Compagnie Eric Rohmer, micro-structure qui permit les plus « petits » films, *Le Rayon vert, Quatre aventures de Reinette et Mirabelle, L'Arbre, le Maire et la Médiathèque* et, désormais, ces *Rendez-vous de Paris*.



LES BANCS DE PARIS

MERE ET ENFANT 1907

A la demande d'Eric Rohmer, Franck Bouvat a illustré pour « Le Monde » chacun des trois épisodes des « Rendez-Vous de Paris ».

Trois petites histoires les composent. Dans *« Le rendez-vous de 7 heures »*, situé entre la faculté d'Assas, le marché Edgar-Quinet et le plateau Beaubourg, plusieurs concours de circonstances amènent une jeune femme à constater *de visu* son infortune sentimentale. Dans *« Les bancs de Paris »*, un couple d'amoureux se retrouve successivement dans une dizaine d'espaces verts de la capitale, au fil du jeu de la séduction et de la frustration dont la demoiselle, metteur en scène de cette chaste liaison, impose les règles, avant que le couple ne rencontre un reflet de lui-même qui le détruira. *« Mère et enfant 1907 »*, entre le Musée Picasso et l'atelier d'un jeune peintre situé à proximité, analyse avec virtuosité le regard d'un homme sur deux jeunes femmes, des deux femmes sur la peinture de l'homme, entre l'oeuvre et sa copie, entre personnage et protagoniste.

Le cinéma de Rohmer est d'une jeunesse et d'une grâce qui tient pour partie à celle de ses interprètes, féminines surtout – encore que les garçons soient également dignes d'éloges – qui tient d'abord *à la mise en scène. La puissance de* ce cinéma est de multiplier presque à l'infini les axes d'approche d'un film en apparence « bête comme chou ». Chacune de ses composantes suscite une quantité d'échos, démultipliée par la mise en relation de ce qui n'est pas une succession de sketches disjoints, mais un film à part entière. Parmi ces entrées, deux au moins occupent un statut éminent.

D'abord, comme toujours chez Rohmer, l'importance des lieux. Elle résulte de son talent à faire se confronter fertilement la réalité documentaire d'endroits existants, jamais modifiés par le moindre artifice de décoration ou d'éclairage, et leur usage dramaturgique. Celui qui n'aurait jamais vu la ville et celui qui la connaît comme sa poche peuvent se rendre de conserve à ces *Rendez-vous*. L'un et l'autre découvriront ou retrouveront Paris en pays des merveilles triviales, d'une infinie variété. Mais chaque lieu fait sens, *matériel* et symbolique à la fois, comme autant de pièces sur un échiquier.

ART DE VIVRE

Ensuite, selon un usage bien établi chez l'auteur des *Comédies et proverbes*, le film énonce par gerbes des aphorismes et commentaires sur la manière dont il convient de se conduire en une foule de situations. Enoncés « en situation » ces aphorismes et préceptes ne font jamais la leçon : ils portent toujours avec eux l'interrogation de leur bien-fondé. Ils tissent pourtant la trame d'un certain art de vivre, qui concerne aussi bien les moments où il convient de parler et de se taire que les endroits où il sied de se rendre ou de ne pas se rendre, les attitudes légitimes ou pas vis-à-vis de la mort, de l'art, du sexe opposé, des amis, etc.

Les déambulations des personnages et leurs dialogue (marcher et parler sont les principales activités de tout personnage rohmérien) dessinent par touches ce qu'il faut bien appeler une idée de l'existence, comme en proposèrent jadis des philosophes moralistes : s'il y a du Balzac, il y a *également* du Montaigne chez le cinéaste des *Contes moraux*. Rohmer procède par petits traits vifs, semble toujours se cantonner au détail et au singulier. Pourtant chacun de ces films en son apparente modestie, interroge sans relâche le statut de la Loi et de la transgression, du libre arbitre et du déterminisme, en allant à l'essentiel.

Au terme de ses tribulations marquées par une suite d'échecs sans tristesse et de déceptions sans aigreur, le jeune peintre héros du troisième volet des *Rendez-vous de Paris* rentre chez lui ajouter une toute petite jupe rose à une figure de l'un de ses tableaux. Et conclut : *« En somme, je n'ai pas perdu ma journée. »* Ce rimbaldien « *ma journée est faite* », l'artisan-poète Eric Rohmer peut le reprendre à son compte. Son spectateur aussi.

Jean-Michel Frodon

La jubilante perversité d'Atom Egoyan

CALENDAR, film canadien d'Atom Egoyan avec Arsinée Khanjian, Atom Egoyan, Ashot Adamian. 1 h 15.

Un photographe canadien d'origine arménienne doit photographier douze églises arméniennes pour illustrer un calendrier. Il débarque sur place avec sa compagne, de même ascendance mais qui a conservé avec ses racines une relation plus étroite, et qui parle la langue de ses pères. Elle sert d'interprète entre le photographe et son guide. Peu à peu, tandis qu'ils parcourent tous trois des paysages superbes et rudes, et que sont fixées quelques splendeurs de l'architecture religieuse, dans son viseur, le photographe voit son amour se défaire. Il assiste, impuissant, au rapprochement entre celle qu'il aime et le deuxième homme.

Un jeu complexe, d'une jubilante perversité, redouble le triangle amoureux d'un trafic de questions et de réponses où les langues – comprises ou non comprises – tissent un réseau de relations. *Les rapports différents* au passé et au présent, au territoire et à la mémoire en bâtissent un deuxième, la circulation entre les mots, les images fixes et les *images mobiles un troisième*.

Cette histoire à la fois très simple et extraordinairement riche est entrecoupée de saynettes presque identiques. Elles se déroulent plus tard (le calendrier terminé est accroché au mur), à Toronto. Le photographe est rentré seul chez lui, où il convie successivement une demi-douzaine de jeunes femmes, d'origine chaque fois différente, pour un dîner en tête à tête obéissant à un rituel immuable. Et, immuablement, la demoiselle abandonne chaque fois la table du prétendant pour aller téléphoner, dans un nouvel idiome à chaque appel, à quelqu'un resté dans son pays. Pendant ce temps, lui écrit à la belle restée en Arménie.

VÉRITÉS ET MENSONGES

Atom Egoyan est un cinéaste canadien d'origine arménienne, il n'avait jamais mis les pieds sur la terre de ses ancêtres avant que se présente l'occasion de tourner ce film. Il interprète lui-même le rôle du photographe. Arsinée Khanjian, *également d'origine* arménienne, est effectivement restée plus proche de ses origines. Elle est aussi, ce n'est pas un mystère, la compagne d'Egoyan dans la vie, en *même temps que l'interprète de* ses films depuis dix ans. De plus, ils ont conservé l'un et l'autre leur prénom dans la fiction, comme pour ajouter encore à cette contre*bande féconde entre vérités et* mensonges.

L'ombre de Welles passe à plusieurs reprise dans le décor ; il n'y a pourtant pas à proprement parler de mensonge, dans *Calendar*. Il y a une géométrie souriante et émouvante dans l'espace-temps, une construction virtuose de dispositifs emboîtés au service d'un « petit film » qui est sans doute la plus belle réussite de l'auteur de *The Adjuster* et d'*Exotica*.

Egoyan brasse avec une apparente aisance les chronologies et les topographies, il interroge le sens de l'appartenance (à un groupe, un pays, un couple, un passé, une langue...), convoque le sacré et le sensuel, met en regard différentes approches du temps (linéaire, cyclique, rythmique) et en *évidence les relations de l'œil*, de l'oreille et du cœur. Cette évidence joueuse tient sans doute pour beaucoup à ce qu'il se « mouille » personnellement dans l'affaire. Son implication au centre du film, le composé de douleur et de douceur, d'humour aussi, qui court *tout au long*, la *beauté des* paysages et des actrices, la finesse de la construction qui gomme toute prétention sans rien renier de ses ambitions, font de *Calendar* un *film passionnant, et bouleversant*.

Rassurons les lecteurs sentimentaux : « en vrai », Atom et Arsinée ne se sont pas séparés : ils filent le parfait amour.

J.-M. F

LES ENTRÉES A PARIS

■ **Très légère progression** des entrées par rapport à la semaine dernière (+ 15 000), mais les résultats demeurent très en dessous de ceux de la semaine correspondante de 1994 (– 160 000), malgré la bonne tenue de quelques « poids lourds ».

■ **Forts du souvenir laissé par** ***Indochine***, les spectateurs sont fidèles au rendez-vous que leur ont fixé Régis Wargnier et sa *Femme française* : 90 000 entrées dans 38 salles, c'est un bon résultat, à rapprocher de celui enregistré par l'autre grosse sortie de la semaine, *Juste cause*, qui culmine à 75 000 entrées dans 34 salles.

■ **C'est l'échec** pour le premier film de Pierre Grange, *En mai, fais ce qu'il te plaît*, qui attire à peine plus de 3 000 spectateurs dans 7 salles, et, à un degré légèrement moindre, pour *Principio y fin*, d'Arturo Ripstein (4 000 entrées pour 4 écrans, avec un nombre de séances réduit, en raison de la durée du film).

■ **Bien que perdant près de 30 %** de ses entrées en deuxième semaine, le film de Bertrand Tavernier *L'Appât* dépasse encore les 55 000 entrées dans 39 salles (contre 83 000 entrées dans 35 salles en première semaine), résultat qui en fait déjà un incontestable succès.

■ **Taux de remplissage** *toujours exceptionnel* pour *JLG/JLG*, qui rassemble 3 400 spectateurs dans une salle unique (La Pagode) en deuxième semaine, après un démarrage à 3 800 entrées. Très bonne tenue également de *L'Emigré*, puisque le film de Youssef Chahine a attiré près de 8 000 spectateurs en deuxième semaine (contre 9 200 en première, dans 7 salles).

■ **Les succès de ces dernières semaines** continuent de se bien comporter : *Prêt-à-porter* approche les 220 000 entrées, *Nell* a intrigué 273 000 spectateurs en quatre semaines et *Gazon maudit* enregistre une baisse limitée à 25 % en sixième semaine. Quant à l'« effet César », il joue toujours pour *Les Roseaux sauvages*, le film d'André Téchiné, se dirigeant paisiblement vers les 200 000 entrées.

P. M.

★ Source des chiffres : *Le Film français*.



Wong Kar-wai signe un faux film noir qui est un vrai bon film

Ce Chinois de Hongkong oscille entre nouvelle vague et cinéma populaire

Imprégné de culture chinoise et occidentale, Wong Kar-wai, trente-quatre ans, Chinois de Hongkong est à la fois l'héritier des nouvelles vagues du monde entier et un fabricant avisé de cinéma populaire. Une fresque visionnaire, *Les Cendres du temps*, et *Chungking Express*, qui sort à Paris, mélange de film noir, « road movie » et description naturaliste, lui ont valu pas moins de dix-neuf nominations aux Oscars de Hongkong.

CHUNGKING EXPRESS, film chinois (Hongkong) de Wong Kar-wai, avec Brigitte Lin Chin-hsia, Tony Leung Chiu-wai, Faye Wang, Takashi Kaneshiro, Valerie Chow (1 h 37).

A fond les manettes, dans une frénésie de courses, de heurts et de chutes, le film démarre en trombe dans le dédale de Chungking House, entrelacs de commerces légaux et illégaux, de bars de nuit et de marginalité au cœur de Kowloon, l'autre rive de Hongkong. Une chinoise en perruque blonde (les connaisseurs identifieront la star Brigitte Lin), trafiquante de drogue flouée par ses partenaires, dérive dans les bars louches à la recherche de son magot, pour sauver sa peau. Elle croise le chemin du flic nº 223, cœur solitaire.

Collision, séduction, déception. On se dit d'abord que l'esthétique clip a trouvé ici son virtuose. Wong Kar-wai, qui vaut beaucoup mieux que cela, va se charger de faire exploser cette impression en même temps que le néo-académisme amphétaminé qui règne sur les écrans de MTV et dans tant de films qui veulent faire moderne. Wong Kar-wai, on le sait depuis son premier long-métrage *(lire portrait ci-dessous)*, est un véritable cinéaste, son regard construit-détruit des situations qui flirtent avec les genres et les systèmes de réalisation pour mieux se les approprier. Faux film noir, faux *road movie*, fausse description naturaliste d'un quartier typique, *Chungking Express* est déjà un vrai film au tiers de sa course, lorsqu'il effectue avec un aplomb sidérant une pirouette aussi imprévue que réjouissante.

UN BALLET BURLESQUE

Sans autre forme de procès, *exit* le flic nº 223, voici le flic nº 663 – en uniforme celui-là. Lui aussi a des peines sentimentales – avec une hôtesse de l'air –, qu'il soigne à la *chief salad* dans un bistrot, sans voir que la serveuse, accro au *California Dreaming* des Mamas and Papas, est folle de lui. Et surtout, impardonnable cécité, que celle-ci n'est autre que la renversante Faye Wang, concentré de séduction mutine qui gagne avec ce film ses lettres de vedettariat aux côtés des deux stars établies, Brigitte Lin et Tony Leung (le matricule 223). Tandis que se met en place un mélodramatique et rigolard trafic de lettre confidentielle lue par tout le monde sauf par son destinataire, un ballet à la fois sentimental et burlesque, l'entreprenante demoiselle se faufile dans le scénario et le décor pour y introduire sa propre mise en scène de la vie de son Roméo, toujours dans les nuages.

C'est beau, c'est simple, c'est drôle et intelligent. C'est du cinéma comme on aimerait en voir plus souvent.

J.-M. F.

Portrait du réalisateur en jeune homme pressé

A TRENTE-SIX ANS, alors qu'il n'avait que deux petits films d'auteur (remarquables, mais sans grand succès commercial) à son actif, il s'était vu confier la réalisation de la plus grande superproduction du cinéma chinois. Adapté du best-seller des romans d'arts martiaux *The Eagle-Shooting Hero* de Jin Yong, interprété par quatre des principales stars asiatiques, nécessitant plusieurs années de tournage en Chine populaire et à Hongkong, tenu à l'œil par toutes les gazettes sinophones de la planète multipliant les rumeurs de catastrophes, *Les Cendres du temps* constituait pour Wong Kar-wai un défi chaque jour plus complexe. A ce problème de cinéma lourd, le jeune réalisateur de Hongkong a trouvé la solution grâce au cinéma léger.

Interrompant la fabrication de son épopée, il tourne *Chungking Express* en quelques semaines, pour un budget dérisoire, pratiquement sans scénario mais avec le renfort de quelques vedettes qu'il a naguère contribué à révéler. *« Tout allait vite, pour moi ça a été comme des vacances,* raconte aujourd'hui Wong Kar-wai. *Chungking Express a été une libération, comme un remède psychologique. »* Foucade joyeuse et élan de survie avec une bande de copains, c'est un coup de maître.

Il marque une nouvelle étape dans la carrière d'un réalisateur qui a dès ses débuts retenu l'attention. Wong Kar-wai est né à Shanghaï en 1958, il a émigré à Hongkong à l'âge de cinq ans. Après des études en arts plastiques et en littérature chinoise et européenne, il travaille à la télévision puis devient l'un des scénaristes les plus prolifiques au moment du « boum » cinématographique à Hongkong, au début des années 80. Il signe sa première mise en scène en 1988 avec *As Tears Go By*, inventif détournement de polar qui inspire aux critiques (le film est montré à Cannes dans une section parallèle) des comparaisons, pas entièrement sans fondement, avec *A bout de souffle*. Le film assoit aussi la gloire de nouvelles vedettes des écrans chinois, Maggie Cheung et Jackie Cheung.

UNE ÉTONNANTE ÉNERGIE

« Film noir » pessimiste mais porté par une étonnante énergie, *Days of Being Wild* (1990) confirme la forte impression laissée par le premier film. On y perçoit les caractéristiques de son auteur, imprégné à la fois de cultures chinoise et occidentale, grand lecteur des classiques et amateur de musique rock, héritier cinéphile des nouvelles vagues du monde entier mais doté d'un sens très sûr du cinéma populaire. *Days of Being Wild* ne rencontre pourtant pas le succès commercial, les publics asiatiques étant déroutés par son irrespect envers les règles canoniques du film d'action. Avec sa petite société de production, Jet Tone, Wong essaie de monter des projets, mal accueillis par la très conservatrice industrie du cinéma de Hongkong – notamment la deuxième partie de *Days*, conçu à l'origine comme un diptyque. Jusqu'à ce qu'un producteur indépendant, taïwanais et richissime lui ouvre la voie escarpée des *Cendres du temps*.

Enfin terminée, cette immense fresque, complexe et visionnaire, a été montrée au Festival de Venise 1994. Elle devrait, comme *Days of Being Wild*, prochainement sortir sur les écrans français. En attendant, Wong Kar-wai a opéré une véritable razzia sur les oscars de Hongkong, avec dix nominations pour *Chunking Express* et neuf pour *Les Cendres du temps*. Il a donné naissance à son premier fils, et commencé le tournage d'un nouveau film.

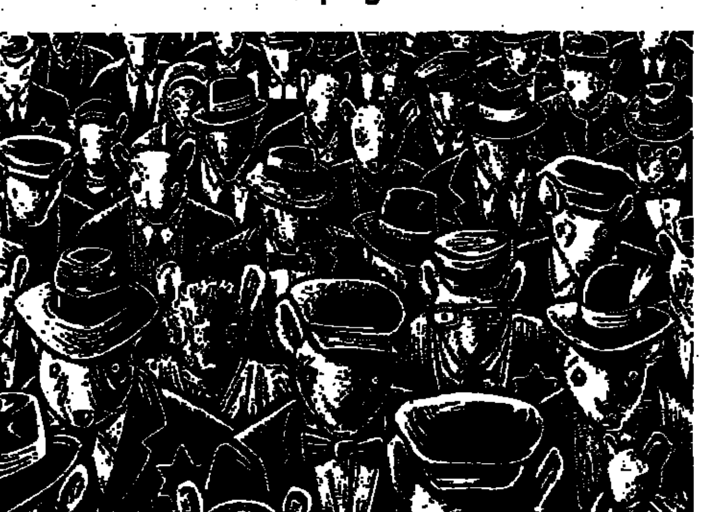
J.-M. F.

★ Dans son numéro du mois d'avril, la revue *Positif* publiera un dossier consacré à Wong Kar-wai.

Dans l'enfer de « Mauschwitz »

Les souris déportées et les chats nazis d'Art Spiegelman au cœur d'une terrifiante exposition

Fondation nationale des arts graphiques et plastiques. Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Métro Georges-V ou Saint-Philippe-du-Roule. Tél. : 45-63-59-02. Tous les jours, de 11 heures à 19 heures, sauf le mardi. Jusqu'au 9 avril.



ART SPIEGELMAN

C'EST une petite, mais terrifiante exposition. Conçue à l'origine par et pour la Galerie Saint-Etienne de New York, elle est présentée à Paris à l'initiative du Musée d'art et d'histoire du judaïsme. En trois salles à peine, elle raconte une double histoire. Celle d'un fils, Art, et de ses parents, Vladek et Anja Spiegelman. Le soir, lorsque l'enfant s'endort, le père lui raconte des histoires. Mais pas des contes, cela doit lui être devenu impossible : il tente de lui décrire le camp de concentration auquel il a survécu. Avec difficultés : *« I can tell you no more »* dit le père, à l'enfant heureusement endormi.

Devenu grand, Art Spiegelman tente de comprendre. Sa mère s'est suicidée en 1968. Il interroge Vladek, longuement. Les souvenirs, peu à peu, envahissent son univers. Un dessin montre Art Spiegelman dans son bureau de la revue *Raw* (le magazine pour les *« damnés intellectuels »*, qu'il a fondé en 1978). La fenêtre s'ouvre sur un mirador et des barbelés, Art porte un masque de souris et la métamorphose gagne même la marque de ses cigarettes, rebaptisées « Cremo lights ».

Le premier chapitre de *Maus* est publié dans *Raw* en 1980. Il raconte l'histoire de la famille Spiegelman, mêle l'autobiographie et un témoignage de première main sur la Shoah. Avec une particularité : les nazis sont représentés sous forme de chats, affreux matous s'il en est. Les juifs sont des petites souris. D'autres animaux surgissent au gré des planches : des cochons, pour figurer les kapos, ou une grenouille, un déporté français perdu au milieu de communautés dont il ne connaît pas la langue. Prisonnier, comme les autres, il n'a même pas la ressource de leur parler. Le mode de représentation surprend, comme en témoignent certaines remarques inscrites dans le livre d'or de l'exposition. Mais il introduit une distance sans doute nécessaire et propulse *Maus* au rang d'un archétype. Réunie en volume en 1986, l'histoire de la famille Spiegelman est traduite en seize langues, présentée au Museum of Modern Art de New York. Son auteur reçoit le prix Pulitzer en 1992, qui est attribué pour la première fois à une bande dessinée.

LE SURGISSEMENT D'UN MONDE

A parcourir les salles, on comprend pourquoi : Art Spiegelman est un dessinateur doué, et doté d'un métier fabuleux. Les souris émergent peu à peu, denses et noires, serrées en troupeau. Les études préparatoires montrent le surgissement d'un monde, qui cherche petit à petit le cadrage le plus efficace, la technique la plus pertinente, comme cette utilisation de la carte à gratter qui rappelle les grandes heures de la gravure sur bois, particulièrement utilisée dans cette Allemagne de l'entre-deux guerres où des artistes pensaient que le dessin de presse pouvait lutter contre la montée du nazisme.

Evidemment très documenté, Spiegelman préfère puiser aux sources, et accumule les dessins réalisés par des déportés, les photographies et les plans du camp d'Auschwitz, *Mauschwitz*, comme il l'appelle, un enfer décrit avec précision, mais sans pathos. Où l'on découvre comment quelques-uns ont pu survivre dans les camps : en apprenant par exemple à réparer des chaussures... Et comment, longtemps après, certains, moins nombreux encore, ont pu survivre aux images des camps. En racontant, et racontant toujours. Parce que le temps s'envole (*Mauschwitz Time flies* est le titre d'un des volumes de *Maus*), et que le souvenir engendre la vigilance. Les mesures de sécurité prises à l'entrée de l'exposition sont là aussi pour rappeler que les chats, du fond de leurs gouttières, ne renoncent pas facilement à martyriser les souris.

Harry Bellet

MUSIQUE

■ **Semyon Bychkov reçoit le prix « Muse Polimnia » en Italie.** Le directeur musical de l'Orchestre de Paris et premier chef invité de l'Opéra de Bologne reçoit cette distinction après Carlo Maria Giulini, Luciano Berio, etc. Il avait déjà reçu le prix Abbiati en 1993.

■ **Les Fêtes musicales en Touraine rendent hommage au compositeur Paul Hindemith (1895-1953), du 28 juin au 2 juillet.** Les pianistes Sviatoslav Richter et Michel Dalberto, les sopranos Rosemary Hardy, Julia Varady et Miranda Van Kralingen, l'altiste Kim Kashkashian, la violoncelliste Natalia Gutman, l'Ensemble Schoenberg de Reinbert de Leeuw et l'Orchestre Varianti de Stuttgart dirigé par Dietrich Fischer-Dieskau interpréteront vingt œuvres du compositeur allemand dont on fête, cette année, le centenaire de la naissance. Tél. : (16) 47-21-65-00 (renseignements) et (16) 47-21-65-15 (location). De 80 F à 250 F.

■ **Yehudi Menuhin pour la création d'un fonds Mozart destiné à la prévention de la souffrance humaine.** Le violoniste qui a soumis son projet, le 20 mars, à la commission culture de l'assemblée du Conseil de l'Europe a reçu l'appui des députés européens. Yehudi Menuhin va lancer une campagne afin que soit modifiée la législation sur les droits d'auteurs. Il souhaite qu'une redevance soit perçue sur les œuvres tombées dans le domaine public.

Cet argent *« pourrait,* explique Yehudi Menuhin, *soutenir de nombreux projets humanitaires »*.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS
Film français d'Eric Rohmer
Lire critique page 26

L'ANNÉE JULIETTE
Film français de Philippe Le Guay. Avec Fabrice Luchini, Philippine Leroy-Beaulieu, Valérie Stroh. Didier Flament (1 h 25). Camille est anesthésiste et n'aime rien tant qu'endormir les femmes quand elles lui demandent plus qu'il n'est décidé à leur accorder. Les méthodes dilatoires habituelles se révélant inopérantes, le voici qui s'invente une amoureuse en la personne d'une Juliette qu'il n'a jamais vue, flûtiste de son état et qui porte une longue natte brune. Sur cette Juliette dont il a malencontreusement échangé la valise avec la sienne, il va beaucoup rêver, beaucoup inventer, jusqu'à ce que... Non, *L'Année Juliette* n'est pas une belle histoire d'amour, mais le portrait d'un homme qui, parce qu'il ne peut se résoudre à se débarrasser ni des objets ni des gens qui ne l'intéressent plus vraiment, se perd dans ses propres fictions, forgées en empruntant les éclats d'une réalité qui finira par le piéger.
Philippe Le Guay a choisi d'aborder ce beau sujet comme une comédie légère, à laquelle Fabrice Luchini prête sa désinvolture inquiète et trois jolies actrices leur élégance et leur charme. Cela ne va pas sans quelques redites et la mécanique du scénario se grippe parfois, mais on se dit que tout cela n'est que prétexte et que ce n'est pas pour rien que Camille a été lancé dans cette quête désespérée de sa propre identité. Malheureusement, le réalisateur n'a pas su, pas voulu ou pas pu changer de registre : la tonalité du film demeure celle du badinage, quand les développements de l'intrigue appellent la noirceur et l'absurde. Seuls quelques rares instants laissent entrevoir le film qu'aurait pu être *L'Année Juliette* si le cinéaste avait osé aller jusqu'au bout d'une logique patiemment mise en place avant que d'être trahie.

Pascal Mérigeau

CHUNGKING EXPRESS
Film chinois de Hongkong de Wong Kar-wai
Lire critique ci-contre

LE CHEVAL ASSASSINÉ
Film allemand de Ulrich Rogalia. Avec Uwe Hacker, Mathias Fuchs, Knut Koch, Rachel Thiélbeer (1 h 40). Librement inspiré de l'œuvre de l'écrivain allemand Hans Henny Jahnn (1894-1954), *Le Cheval assassiné* déroule dans un décor d'entrepôt une litanie de scènes d'humiliations, de tortures et d'exécutions, nimbées d'une tendance marquée à la coprophilie. Le propos, tel qu'il apparaît notamment au fil de monologues incantatoires, est à l'évidence de souligner la noirceur et la désespérance de l'humaine condition : l'affirmation selon laquelle *« la faute, c'est d'être au monde »* sert de sésame dans cet univers de cris et de hurlements que le film découpe en segments où le sordide le dispute au grandiloquent. Les références à l'Inquisition et, surtout, au nazisme se téléscopent en un pâteux brouet, qu'éclaire par instants le sens visuel dont sait parfois faire preuve le cinéaste.

P. M.

CALENDAR
Film canadien d'Atom Egoyan
Lire critique page 26

Les Scapins de Vaulx-en-Velin brûlent les planches

Des jeunes de la banlieue lyonnaise présentent à Paris un spectacle créé en décembre 1994

Quatre filles et huit garçons des cités de Vaulx-en-Velin ont répété pendant neuf mois un spectacle que *Guy Bedos et Didier Vignali ont écrit* pour eux. Après avoir créé ces dix-sept sketches décapants, chez eux, près de Lyon, ils viennent *les présenter,* à La Cigale, à *Paris,* jusqu'au 9 avril. Leur spectacle a pu être monté avec l'appui de la Fondation agir contre l'exclusion que dirige Martine Aubry.

QUARTIER LIBRE, un spectacle écrit et mis en scène par Guy Bedos et Didier Vignali, *réécrit et joué par une troupe* de jeunes de Vaulx-en-Velin.
LA CIGALE, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18ᵉ. Métro Pigalle. Tél.: 49-87-50-50. Les 25 et 26, puis jusqu'au 9 avril. 20 h 30. 17 heures, le dimanche. Relâche le lundi. *149 F, tarif réduit étudiants et* chômeurs directement aux caisses.

Le spectacle commence dans moins d'une demi-heure et quelques-uns de ses comédiens un peu particuliers se baladent encore dans Paris. Montés des cités de Vaulx-en-Velin, banlieue lyonnaise plus connue pour ses faits divers que pour sa culture, quatre filles et huit garçons se sont improvisés acteurs pour quelques semaines. Moins rôdés que des professionnels, ils taquinent sans gêne les horaires. Guy Bedos, leur metteur en scène, semble plus nerveux qu'avant ses propres spectacles. Pour jouer leur vie, pour prouver qu'ils peuvent *« brûler les planches, pas seulement les supermarchés »*, ces jeunes s'installent quelques semaines à la Cigale, ravis, anxieux de ce rendez-vous avec Paris.

Soir de générale : Paris est là. Les invités se bousculent aux portes de la salle, en plein Pigalle. Le Paris des rois plutôt que celui de Gavroche. La moitié du public a reçu son carton de l'équipe de Guy Bedos. L'autre a été conviée par Martine Aubry, dont la Fondation agir contre l'exclusion (FACE) est à l'initiative du spectacle créé en décembre 1994 à Vaulx-en-Velin. Jacques Delors, sa fille, Bernard Kouchner, Barbara Hendricks, Harlem Désir, Rachid Arhab, Alain Touraine, entre autres, sont là. Quelques patrons se montrent : Antoine Guichard, PDG de Casino, Jacques Rigaud, de RTL.

Après neuf mois de répétitions et la réécriture partielle du texte original de Bedos, les douze jeunes sont fin prêts pour jouer dix-sept sketches plus comiques et décapants les uns que les autres. Le premier, *« On n'est pas prêts »*, fonctionne comme remède anti-trac : en jeans, blousons, casquettes, les acteurs marchent sur la scène comme *s'ils arpentaient les allées* de la cité en confessant une prétendue incapacité à jouer.

Tout y passe : Pasqua, les charters, les contrôles de flics, le racisme mou des émissions de télé

Puis Pasqua et ses charters, les contrôles de flics incessants et humiliants, la déprime du jeune noir refoulé d'une boîte du nuit par un videur... noir, le racisme mou des émissions de télé, de la pub, le mépris envers le monde des cités et, plus que tout, envers ses femmes : tous les thèmes chers aux jeunes des banlieues délaissées défilent, étincelants d'ironie.

Séduite dès les premières minutes, *la salle* hurle de rire. Les « princes » adorent les bouffons, applaudissent chaque blague. Après le spectacle, un cocktail est offert aux invités qui, outre l'invitation, ont reçu à l'entrée un bristol. De la foule et des caméras omniprésentes dépassent les casquettes colorées des comédiens. Heureux, bavards, les Scapin de banlieue se racontent, encerclent le journaliste de France 2 à qui ils ont dédié un sketch (*Où est passé Rachid Ahrab ?*), emmènent leurs copains des cités vers le buffet. Le public, ravi, paraît surpris que le talent puisse fleurir à ras du bitume. Dans ce face-à-face social, bien malin qui pourrait dire quelle partie est la plus fascinée par l'autre : la banlieue apporte sa dose d'exotisme aux privilégiés assagis.

Catherine Bédarida

Ostrovski traité manière je-m'en-foutiste

La mise en scène de Bernard Sobel pour « Cœur ardent » est hantée par le désabusement. La direction d'acteurs est une provocation pure.

CŒUR ARDENT, d'Alexandre Ostrovski. *Mise en scène :* Bernard Sobel. Avec Alain Mac Moy, Denis Lavant, Philippe Faure, Sandrine Attard, Benoît Giros...
***THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS,* 41, avenue des Grésillons, 92230 Gennevilliers. Tél. : 41-32-26-10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. 130 F.**

« On ne peut pourtant pas ne pas vivre. » Ces mots de Franz Kafka, que cite Bernard Sobel, il semble bien qu'ils soient l'origine, la clé aussi, du nouveau spectacle du Théâtre de Gennevilliers.

Kafka définit, c'est vrai, un état de conscience très partagé. Qui ne se sent pas, jusqu'à un certain point, aujourd'hui, désabusé, désaccordé, désarrimé, désolidarisé, démotivé, dépossédé, déchiré ? Cependant, *« nous ne pouvons pas ne pas vivre »*, dans l'ensemble, ne serait-ce que par souci d'autrui (Kafka mettait bien sûr à part les suicidés des prisons).

Bernard Sobel a été toujours un directeur et metteur en scène de *théâtre consciencieux. Plutôt trop,* même, que pas assez. *« On ne peut pourtant pas ne pas jouer »*, s'est-il dit, comme pas mal d'autres. Mais il a, lui, ajouté : c'est cela que nous allons jouer, ce désaccordement.

Il s'est rappelé une pièce de Nicolas Ostrovski, *Cœur ardent.* Un titre de circonstance, en ces jours de déphasage. Ostrovski avait passé son enfance à Moscou – c'était dans les années 1840 –, dans un quartier de grands négociants. Puis il avait fait des études de droit, et exercé quelque temps dans un tribunal de commerce. Sa vocation de dramaturge s'était frottée ainsi à quantité de faits, de cas, de gens. (*Ce fut aussi le privilège* de Tchekhov, qui écouta et regarda vivre la Russie dans des magasins puis à l'hôpital.)

Ostrovski écrivait surtout des *comédies de mœurs, plutôt réalistes,* un peu satiriques, pas trop, et d'un regard vrai. D'une dynamique serrée et d'une expression forte. Le Théâtre de Gennevilliers *avait présenté, en 1974* et en 1989, deux chefs-d'œuvre d'Ostrovski : *L'Abîme* et *La Forêt.*

Nous ne savons pas quel événement personnel ou public incita Alexandre Ostrovski à écrire, à quarante-six ans, cette pièce étrange, *Cœur ardent.* Les figures habituelles du théâtre d'Ostrovski, marchands et magistrats, sont surpris cette fois en déséquilibre. L'action va de contre-sens en ruptures. Des ondes centrifuges éloignent les êtres les uns des autres, l'un se retrouve au chômage, un autre en prison, un autre sans domicile, cela contre toute raison. L'immense fortune d'un seul trafiquant lui permet d'humilier, *d'asservir, de faire incarcérer* ou élargir, à son gré, des personnes de mérite, intègres. L'écriture elle-même de la pièce est d'une désinvolture acide. Tout se passe comme si Ostrovski s'était dit : puisque nous ne pouvons pas ne pas jouer, cassons la baraque !

CARICATURE

C'est aussi la conduite qu'a choisie, pour sa mise en scène, Bernard Sobel. Des épaves de décor *flottent au gré des courants,* dans des ténèbres vides, sur une mer de plasma dilué. Carcasses métalliques mimant un salut réglementaire aux scénographies *soviétiques constructivistes* d'Anton Pevsner, sous les transparences lumineuses géantes d'images façon Wassili Kandinsky époque tunisienne (cet hommage aux grands beaux jours de l'explosion scénique léniniste est l'œuvre de Nicky Rieti). Les costumes vont dans tous les sens, tous les âges, des musiciens volants de Chagall aux colonels de Mikhalkhov. Une fanfare des Hauts-de-Seine donne deux ou trois coups de soleil.

La note de désabusement – je-m'en-foutisme – très soutenue, Bernard Sobel la donne par la direction de ses acteurs. De la provocation pure. La scène est hantée, trois heures durant, de comédiens qui miment l'inertie, la nullité, l'ivresse. On bêtifie, on traînasse, on caricature des singeries.

Nous ne pouvons pas ne pas jouer, vous ne pouvez pas ne pas nous voir, en avant le carnaval, ni fait ni à faire, tous dans le délire, dans la foutaise jusqu'au cou, en attendant des jours meilleurs ! Bernard Sobel n'y est pas allé de main morte !

Michel Cournot

CORRESPONDANCE

L'emploi du temps de Valery Gergiev

*Suite à l'article sur la tournée du Kirov et les annulations de Valery Gergiev (*Le Monde *du 24 janvier), le directeur musical de l'Opéra basé à Saint-Pétersbourg nous a fait parvenir la lettre suivante :*

Il me semble nécessaire de vous écrire personnellement afin de vous donner ma version des faits. Au moment où IMG organisa la tournée du Kirov, j'ai informé cette société que j'avais déjà signé plusieurs contrats en tant que chef invité durant cette période. Je souhaitais honorer ces engagements, IMG fut donc prévenu que je ne dirigerais pas les représentations du 9 décembre 1994 à Paris, du 13 janvier 1995 à Montreux ainsi que celle du 19 janvier 1995 à Caen. IMG a été informé de cette situation par écrit par l'administration du Kirov plusieurs mois avant le début de la tournée et ceci a été confirmé, en retour, par écrit par IMG, le 25 octobre 1994. Plusieurs courriers entre l'administration du Kirov et IMG en font état.

[...] J'ai appris plus tard que le Théâtre des Champs-Elysées a été informé par IMG que je ne serais pas en mesure de diriger la représentation de *Sadko*, de Rimski-Korsakov, le 9 décembre 1994, seulement deux semaines avant la représentation. J'ai aussi appris par le directeur de l'Auditorium Stravinsky de Montreux qu'IMG l'avait prévenu seulement le 9 janvier 1995 que je ne serais pas disponible pour diriger le concert du 13 janvier. De plus IMG a informé les organisateurs de Caen que je ne dirigerais pas *Khovanchtchina*, de Moussorgski, le 19 janvier, seulement quelques jours avant la représentation. J'ai été d'autant plus choqué d'apprendre par les organisateurs, qu'IMG, à Montreux comme à Caen, ne les a volontairement pas prévenu *que je n'ai jamais été libre à ces dates* et leur a laissé annoncer ma participation pour les 13 et 19 janvier 1995. Souffrant, le 7 décembre 1994, j'ai dû annuler *Sadko* à Paris et à Montpellier, le 4 janvier.

هكذا من الاصل

Joe Zawinul sorcier des claviers

Le pianiste américain, inventeur de sonorités électroniques, a composé un nouveau trio : J. A. A. Z.



ON DOIT à Joe Zawinul, pianiste et multi-instrumentiste américain, d'origine autrichienne, quelques-unes des plus subtiles interventions aux claviers électroniques des trente dernières années du jazz. Avoir passé un long moment auprès de nombreux solistes, dont Cannonball Adderley, Joe Zawinul participe, à la fin des années 60, à la révolution électrique de Miles Davis. Puis est arrivé Weather Report et la complicité miraculeuse avec Wayne Shorter. Durant près de quatorze ans, Joe Zawinul, sorcier inégalé aux claviers, coloriste, invente des climats, survole la planète sonore pour en tirer la matière vive de ses créations. S'il renoue régulièrement avec les ambiances célébrées par ce rare groupe du jazz-rock à n'être pas daté, Joe Zawinul a aussi élaboré des formules légères, comme ce trio, intitulé J. A. A. Z., qui semble emprunter des pistes toujours autant voyageuses avec le sitariste et guitariste Amit Chatterjee et avec Arto Tuncboyacian aux percussions.

★ Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e (M° Rue-Montmartre). 21 heures, les 22 et 23. Tél. : 38-68-03-32 (messagerie vocale). Location Fnac, 120 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Jacques Bonnaffé
Quand Jacques Bonnaffé ne joue pas avec Christian Rist (*La Veuve* de Corneille), Christian Schiaretti (*Ajax* de Sophocle) ou André Engel (*Les Légendes de la forêt viennoise* d'Ödön von Horvath), il raconte merveilleusement les histoires de son Nord natal, comme dans *Paris-Nord* ou *Cafougnette et l'défilé*. Cette fois, il est Caracala, pilier de comptoir perdu dans d'*Inaccessibles amours*, une pièce de Paul Emond, un auteur belge à découvrir. Mise en scène d'Abbès Zahmani.
Jardin d'hiver, Cité Véron, 94, boulevard de Clichy, Paris 18e. M° Blanche. Tél. : 42-62-59-49. A 20 h 30 du mardi au samedi. Dimanche à 16 heures. De 50 F à 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Julos Beaucarne
Beaucarne est un anarchiste tendre, un chansonnier au grand cœur qui défend le pays wallon, l'écologie futuriste et la paix intérieure. Enraciné dans sa Belgique natale, lancé dans un bel imaginaire tibétain, mysticisme sain trempé d'odeurs de labours (*Tours, temples et pagodes postindustriels* est le titre de son dernier album), Julos Beaucarne est un poète que la chanson a su séduire.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. M° Place-Clichy. 20 h 30, jusqu'au 1er avril. Relâche les dimanche et lundi. Tél. : 43-87-97-13. 100 F et 130 F.

Yves Robert Quartet
En première partie du trio de la chanteuse Helen Merrill, le quartette du tromboniste Yves Robert, avec les objets volants et sonores du percussionniste Alfred Spirli, les « gratouilles » sur six cordes de Philippe Deschepper et la contrebasse terrienne de Claude Tchamitchian.
Drancy (93). Espace culturel du Parc, place Aristide-Briand. 20 h 30, le 22. Tél. : 48-95-06-37. De 90 F à 110 F.

MUSIQUE

Une sélection de concerts de jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

JAZZ

Paris

Joe Zawinul Trio
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e. M° Rue-Montmartre. 21 heures, les 22 et 23. Tél. : 38-68-03-32 (messagerie vocale). Location Fnac. 120 F.

Quintet Céléa-Couturier
Université Paris-Jussieu, 4, place Jussieu, Paris 5e. M° Jussieu. 20 h 30, le 23. Tél. : 44-94-28-50. De 40 F à 60 F.

Trilok Gurtu
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. M° Pigalle. 20 heures, le 24. Tél. : 42-36-43-43. Location Fnac. 130 F.

Steve Coleman
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M° Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 24, 25, 26, 27, 28 et 29. Tél. : 42-00-14-14. Location Fnac. 100 F.

Daniel Humair, Michel Petrucciani
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. M° Château-d'Eau. 20 h 30, le 26. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Didier Lockwood Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. M° Châtelet. 20 heures et 22 h 30, du 27 mars au 22 avril. Tél. : 40-26-46-60. 78 F.

ONJ Laurent Cugny
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. M° Châtelet. 22 heures, les 27, 28 et 29. Tél. : 42-33-22-88. De 50 F à 70 F.

Michel Portal Sextet
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. M° Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 21 heures, les 28 et 29. Tél. : 43-21-56-70.

Ile-de-France

Jean-Loup Longnon Septet
Chessy (77). Manhattan Jazz Club, Hotel New-York Eurodisney. M° RER Marne-la-Vallée-Chessy. 21 h 30, les 22 et 23 ; 22 heures, les 24 et 25. Tél. : 60-45-75-16. 50 F.

Banlieues bleues : Lester Bowie
La Courneuve (93). Centre Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc. M° Aubervilliers-La Courneuve. 20 h 30, le 24. Tél. : 49-92-61-61. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 90 F.

Banlieues bleues : David Murray Sextet
La Courneuve (93). Centre Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc. M° Aubervilliers-La Courneuve. 20 h 30, le 25. Tél. : 49-92-61-61. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 110 F.

Banlieues bleues : Yves Robert Quartet
Drancy (93). Espace culturel du Parc, place Aristide-Briand. 20 h 30, le 22. De 90 F à 110 F.

Banlieues bleues : Gospel Deep River
Pavillon-sous-Bois (93). Espace des Arts, 144, avenue Jean-Jaurès. 20 h 30, le 22. Tél. : 48-75-02-53. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 90 F.
Drancy (93). Espace culturel du Parc, place Aristide-Briand. 20 h 30, le 24. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 90 F.

Sentimental Trois 8
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 23, 24 et 25. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Daunik Lazro
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, les 28 et 29. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Gérard Marais Mister Cendron
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 24. Tél. : 41-37-94-20. Location Fnac. De 70 F à 120 F.

Banlieues bleues : The Sashimi's, Abbey Lincoln
Saint-Ouen (93). Espace 1789, 2, rue Bachelet. 20 h 30, le 28. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 110 F.

ROCK

Poster Children
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. M° Place-d'Italie. 20 heures, le 22. Tél. : 53-79-00-11. Location Fnac. De 80 F à 100 F.

Burt Bacharach, Dionne Warwick
Palais des Congrès, 2, place Porte Maillot, Paris 17e. M° Porte Maillot. 20 h 30, le 23. Tél. : 40-68-00-05. De 190 F à 410 F.

Heather Nova
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 18e. M° Pigalle. 20 h 30, le 23. 90 F.

Dave Matthews Band
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. M° Place-d'Italie. 20 heures, le 23. Tél. : 53-79-00-11. Location Fnac. De 80 F à 100 F.

Keziah Jones
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M° Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 23. Tél. : 42-00-14-14. Location Fnac. 100 F.

Elvis Costello, Bob Dylan
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M° Porte de Pantin. 20 heures, le 24. Tél. : 42-08-60-00. 220 F et 280 F.

Peter and The Test Tube Babies
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 18e. M° Pigalle. 19 h 30, le 24. 80 F.

Saint Vitus
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. M° Place-d'Italie. 19 heures, le 24. Tél. : 53-79-00-11. Location Fnac. De 80 F à 100 F.

Transglobal Underground
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. M° Anvers. 19 heures, le 25. Tél. : 42-31-31-31. Location Fnac.

Concert de soutien aux Restos du coeur
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. M° Place-d'Italie. 20 heures, le 25. Tél. : 53-79-00-11. Location Fnac. De 80 F à 100 F.

Lee Scratch Perry, Mad Professor
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. M° Anvers. 19 heures, le 28. Tél. : 42-31-31-31. Location Fnac.

Echobelly
L'Erotika, 62, boulevard de Clichy, Paris 18e. M° Blanche. 23 heures, le 28. Tél. : 42-59-79-60. Location Fnac. 100 F.

Ile-de-France

Zebda, finale Tremplin Rock, Massilia Sound System
Suresnes (92). Théâtre Jean-Vilar, 16, place Stalingrad. 18 heures, le 25. Tél. : 46-97-98-10. De 50 F à 120 F.

CHANSON

Paris

Chanson plus bifluorée
Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9e. M° Trinité. 20 h 30, les 22, 23, 24 et 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 49-95-99-99. Location Fnac. De 100 F à 170 F.

Alain Baschung
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M° Porte-de-Pantin. 20 heures, le 28. Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac. 172 F.

Sardo
Palais des Glaces, 37, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 10e. M° République. 21 heures, les 28, 29, 30 et 31 mars et les 1er, 4, 5, 6, 7, 8 et 11 avril, jusqu'au 15 avril. Tél. : 48-03-11-36. 80 F.

Festival Chorus des Hauts-de-Seine

Nicole Croisille
Asnières (92). Théâtre Armande-Béjart, 16, place de l'Hôtel-de-Ville. 20 h 30, le 24. Tél. : 47-33-69-36. 130 F.
Garches (92). Centre culturel Sidney-Bechet, 86, Grande-Rue. 20 h 30, le 23. Tél. : 47-41-39-32. De 90 F à 110 F.

Gilbert Laffaille
Bourg-la Reine (92). Salle municipale, 63 B, boulevard du Maréchal-Joffre. 20 h 30, le 23. Tél. : 46-63-76-96. 90 F.

Claude Nougaro, Xavier Lacouture
Clichy (92). Théâtre Rutebeuf, 16-18, allées Léon-Gambetta. M° Mairie-de-Clichy. 21 heures, le 28. Tél. : 47-39-28-58. 140 F.

Juliette
Courbevoie (92). Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide Briand. 20 h 45, le 24. Tél. : 47-68-51-50. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 120 F.

Michel Hermont
Fontenay-aux-Roses (92). Théâtre des Sources, 4, avenue de Paris. 20 h 30, le 24. Tél. : 46-61-36-67. De 110 F à 140 F.

Alain Souchon
Issy-les Moulineaux (92). Palais des arts et congrès, 25, avenue Victor-Cresson. 20 h 30, le 28. Tél. : 46-42-70-91. De 150 F à 170 F.

Paul Personne
Montrouge (92). Théâtre, 32, rue Gabriel-Péri. M° Porte-d'Orléans. 20 h 45, le 23. Tél. : 46-12-75-73. De 100 F à 120 F.

Ile-de-France

Jacques Mahieux
Ivry-sur-Seine (94). Théâtre, 1, rue Simon-Dereure. M° Mairie-d'Ivry. 20 h 30, les 22, 23, 24 et 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 46-70-21-55. De 50 F à 110 F.

Rachel des Bois
Sartrouville (78). Théâtre, place Jacques-Brel. 21 heures, le 28. Tél. : 39-14-23-77. Location Fnac. 120 F.

MUSIQUES DU MONDE

Paris

Baden Powell
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. M° Gaîté, Montparnasse-Bienvenüe. 22 heures, le 22. Tél. : 43-21-56-70.

Ray Barretto and New World Spirit
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. M° Château-d'Eau. 20 h 30, le 23. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac. De 110 F à 130 F.

Benat Achiary et les Xalaparta
Espace hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. M° Saint-Michel. 21 heures, les 23 et 24. Tél. : 43-29-86-51. De 70 F à 100 F.

Teca Calazans
Opus café, 167, quai de Valmy, Paris 10e. M° Louis-Blanc. 21 h 30, les 24 et 25. Tél. : 40-38-09-57. 50 F.

Edson Cordeiro Group
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. M° Château-d'Eau. 20 h 30, le 25. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac. De 110 F à 130 F.

Teofilo Chantre
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e. M° Rue-Montmartre. 21 heures, le 25. Tél. : 48-00-94-24. Location Fnac. 100 F.

Monâjât Yultchieva
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. M° Châtelet. 20 h 30, le 27. Tél. : 42-74-22-77. Location Fnac. 80 F.

Ile-de-France

Les Percussions de Guinée
Athis-Mons (91). Centre Culturel, 3, rue Jean-Baptiste Renoux. 21 heures, le 25. Tél. : 60-48-48-90. Location Fnac. De 55 F à 85 F.

Idir
Bagnolet (93). Gymnase Maurice-Baquet, 12, rue Julian-Grimau. 20 heures, le 25. Tél. : 43-63-51-71. De 60 F à 80 F.

Trio Esperança
Bourg-la Reine (92). Salle municipale, 63 B, boulevard du Maréchal-Joffre. 20 h 30, le 28. Tél. : 46-63-76-96.

Cesaria Evora
Massy (91). Centre culturel Paul-Baillart, 6, allée du Québec. 21 heures, le 24. Tél. : 69-20-57-04. De 100 F à 110 F.

Les Manganiyars
Moissy-Cramayel (77). La Rotonde, place du 14-Juillet. 20 h 45, le 25. Tél. : 64-88-69-11. De 85 F à 110 F.

Lokua Kanza
Montreuil (93). La Pêche, 16, rue Pépin. 20 heures, le 28. Tél. : 48-70-69-65. De 60 F à 70 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivité et des reprises

NOUVEAUX FILMS

L'ANNÉE JULIETTE
Film français de Philippe Le Guay, avec Fabrice Luchini, Valérie Stroh, Philippine Leroy-Beaulieu, Marine Delterme, Didier Flamand (1 h 25).
Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

CALENDAR
Film canadien d'Atom Egoyan, avec Arsinée Khanjian, Ashot Adamian, Atom Egoyan (1 h 12).
VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

LE CHEVAL ASSASSINÉ
Film allemand d'Ulrich Rogalla, avec Mathias Fuchs, Rachel Thielbeer, Uwe Hacker (1 h 35).
Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34).

CHUNGKING EXPRESS
Film de Wong Kar-Wai, avec Brigitte Lin Chin-Hsia, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie Chow (1 h 37).
VO : Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; Max Linder Panorama, THX, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

LES MISÉRABLES
Film français de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clémentine Célarié, Philippe Léotard (2 h 50).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS
Film français d'Eric Rohmer, avec Clara Bellar, Antoine Basler, Mathias Megard, Aurore Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft (1 h 40).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SÉLECTION

ANNA
de Nikita Mikhalkov,
avec Anna Mikhalkov.
Franco-russe, couleur et noir et blanc (1 h 40).
VO : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10).

L'APPÂT
de Bertrand Tavernier,
avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel.
Français (1 h 55).
Interdit-12 ans.
Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

BISHOP'S STORY
de Bob Quinn,
avec Donald Mac Cann.
Irlandais-britannique-français, noir et blanc (1 h 22).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

CASA DE LAVA
de Pedro Costa,
avec Inès Medeiros, Isaach de Bankolé, Edith Scob, Pedro Hestnes, Sandra Do Canto Brandao, Cristiano Andrade Alves.
Portugais-français (1 h 50).
VO : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04).

L'ÉMIGRÉ
de Youssef Chahine,
avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud hémida, Khaled el-Nabaoui, Safia el-Emary.
Egyptien (2 h 08).
VO : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

EMMÈNE-MOI
de Michel Spinosa,
avec Karin Viard, Antoine Basler, Inès de Medeiros, Eric Savin, Bruno Putzulu, Didier Bénureau.
Français (1 h 26).
Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAÎT
de Pierre Grange,
avec Eric Challier, Valérie Gabriel, Jean-Claude Dreyfus, Renaud Le Bas, Nathalie Ortega, Fred Saurel.
Français (1 h 22). Interdit-12 ans.
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12).

HIGH BOOT BENNY
de Joe Comerford,
avec Marc O'Shea, Frances Tomelty.
Irlandais (1 h 18).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

JLG/JLG,
de Jean-Luc Godard,
avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin.
Français (1 h 20).
La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

JUSTE CAUSE
de Arne Glimcher,
avec Sean Connery, Laurence Fishburne, Kate Capshaw, Blair Underwood, Ruby Dee, Ed Harris.
Américain (1 h 45).
Interdit-12 ans.
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LUDWIG VAN B
de Bernard Rose,
avec Gary Oldman, Jeroen Krabbe, Johanna Ter Steege, Valeria Golino, Isabella Rossellini, Marco Hofschneider.
Américain (2 h 01).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

NELL
de Michael Apted,
avec Jodie Foster, Liam Neeson, Natasha Richardson, Richard Libertini, Nick Searcy, Robin Mullins.
Américain (1 h 55).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

PRÊT-À-PORTER
de Robert Altman,
avec Marcello Mastroianni, Sophia Loren, Jean-Pierre Cassel, Kim Basinger, Chiara Mastroianni, Stephen Rea.
Américain (2 h 12).
VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56).
VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

PRINCIPIO Y FIN
de Arturo Ripstein,
avec Ernesto Laguardia, Julietta Egurrola, Bruno Bichir, Lucia Munoz, Alberto Estrella, Blanca Guerra.
Mexicain (2 h 44).
Interdit-12 ans.
VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

QUIZ SHOW
de Robert Redford,
avec John Turturro, Rob Morrow, Ralph Fiennes, David Paymer, Paul Scofield.
Américain (2 h 10).
VO : 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).

UNE FEMME FRANÇAISE
de Régis Wargnier,
avec Emmanuelle Béart, Daniel Auteuil, Gabriel Barylli, Jean-Claude Brialy, Geneviève Casile, Michel Etcheverry.
Français (1 h 40).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

REPRISES

LA CORDE
de Alfred Hitchcock,
avec James Stewart, Farley Granger, John Dall, Joan Chandler.
Américain, 1984 (1 h 20).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.



Fun radio est condamnée pour concurrence déloyale envers NRJ

***LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE** a condamné* Fun radio à payer à NRJ 1 million de francs de dommages et intérêts pour avoir tenu, sur son antenne, *« des propos dénigrants, constituant des actes délictueux de concurrence déloyale »*, de janvier à février 1994. Selon les attendus du jugement, *« les animateurs de* [Fun] *se font un jeu malin de pousser la dénonciation de NRJ, qualifiée de « radio de merde »*. Pour le tribunal, *« la liberté de ton qui s'y expose* [est] *issue le plus souvent de dialogues débiles, vulgaires ou pornographiques, où les mots de « cons », de « disques de merde » et de « pue de la gueule » s'adressent directement ou indirectement à NRJ »*. Il s'agit d'un nouvel épisode de la guerre entre les radios dites *« jeunes »* qui sévit depuis deux ans. Le 20 décembre 1993, la première chambre du tribunal de commerce de Paris avait condamné NRJ à verser 5,8 millions de francs à Fun pour le *« débauchage »* du directeur des programmes de la station, Bruno Witek, au mépris d'une clause de non-concurrence. Pour le directeur général de NRJ, Alain Weill, les propos de *Fun correspondent à une « stratégie marketing très bien établie »*. La direction de Fun assure, pour sa part, avoir donné des instructions pour limiter ces interventions. Dans un communiqué publié mardi 21 mars, les responsables de cette station annoncent qu'ils ont décidé de faire appel du jugement et soulignent que les propos incriminés *« ont été prononcés à un moment où NRJ avait une programmation nouvelle, s'inspirant fortement de celle de Fun Radio »* et que *« les auditeurs en faisaient part à l'antenne et réagissaient parfois vivement »*.

■ **MULTIMÉDIAS : « Playboy » va recruter des modèles via la messagerie d'Internet** pour son numéro sur les « filles du réseau ». Les candidates devront être majeures, envoyer leurs mensurations et des photographies plus ou moins « dépouillées » d'elles sur le réseau et enfin préciser laquelle des rubriques elles utilisent le plus fréquemment. Selon le directeur de la photographie de *Playboy*, *« il s'agit d'une évolution technologique tout à fait normale... Avec la popularité croissante d'Internet, il nous semblait naturel de rechercher des femmes électroniquement »*. *Playboy* a rejoint Internet en août 1994 pour y proposer affiches, vidéos et CD-ROM. Il attirerait 620 000 consultations par jour. Son rival, *Penthouse*, a été consulté 802 000 fois le 1er *mars, jour de son entrée dans la messagerie.*

■ **TÉLÉVISION : Silvio Berlusconi a confirmé que des négociations** devant aboutir à la cession de ses trois chaînes de télévision privée (Italia Uno, Rete 4 et La Cinque) étaient *« avancées »*. Fedele Confalioneri, actuel président du groupe Fininvest créé, par l'ex-président du conseil italien, a indiqué *« qu'il fallait discuter du système télévisuel italien avec les responsables politiques et les chefs d'entreprise »*. Plusieurs référendums d'initiative populaire, promus par des associations de gauche, dont l'un porte sur la limitation de la propriété à une seule chaîne de télévision et un autre sur la restriction de la publicité télévisée, doivent avoir lieu au printemps. Ces référendums sont destinés à démanteler la Fininvest, selon M. Confalioneri.

Les quotidiens régionaux jouent la carte d'état-major

S'inspirant d'un groupe de presse belge, « Ouest-France » publie des cartes topographiques en association avec l'IGN. D'autres quotidiens régionaux se préparent à l'imiter

***DEPUIS** que la presse existe*, les cartes géographiques ou géopolitiques ont toujours accompagné des articles. En s'enrichissant, grâce à l'informatique, de dessins et de pictogrammes, elles se sont transformées et se sont baptisées du vocable d'« infographie ». La carte topographique, appelée carte d'état-major depuis le dix-neuvième siècle, n'a pourtant pas dit son dernier mot.

Avec ses taches vert pâle et ses légendes qui n'omettent ni les *« vestiges d'ancienne voie carrossable »* ni les *« cours d'eau bordés d'arbres »*, avec ses hameaux en forme de petits carrés noirs faisant penser au jeu de Monopoly, *ce type de carte, utilisée notoirement* par les militaires, les scouts ou les amateurs de sentiers de grande randonnée, fait un retour en fanfare dans les colonnes des journaux. Mieux, elle est appelée à la rescousse pour améliorer leur diffusion et drainer les annonceurs locaux.

Le premier éditeur à avoir eu l'idée de remettre cette carte topographique à la page et d'en faire un instrument durable de promotion des ventes est le groupe belge Vers l'Avenir. Le grand quotidien bruxellois *Le Soir* l'avait précédé en publiant des cartes de l'Europe et du monde, mais n'avait pas dépassé la publication d'une demi-douzaine de cartes.

Vers l'Avenir a réactivé cette idée. En se fondant sur l'image et sur l'identité de « proximité » de ses différents quotidiens locaux et régionaux (*Vers l'Avenir, Le Rappel, L'Avenir du Luxembourg, le Courrier de l'Escaut, Le Jour-Le Courrier*, qui totalisent 127 000 exemplaires diffusés en moyenne), le groupe de Namur a décidé d'aller jusqu'au bout de sa spécificité locale.

100 % DE VENTE SUPPLÉMENTAIRE

« Nous sommes dans l'enracinement des empreintes territoriales, explique Carl Vandoorne, directeur de la communication et du développement du groupe belge. *Nous comptons aussi inciter les lecteurs qui nous lisent le mardi, grâce à la publication de cette carte, à continuer les autres jours. »* Depuis *l'automne 1993, Vers l'Avenir s'est* lancé, en collaboration avec l'Institut géographique national de Belgique, dans la reproduction de cartes au 1/25 000 de plus de cent vingt contrées recensées en Wallonie.

Encartées dans l'édition du mardi des divers titres du groupe – traditionnellement jour creux pour les ventes –, ces cartes sont agrémentées d'articles incitant à des découvertes et des balades et publiées en fonction d'événements locaux (fêtes, carnavals, etc.) susceptibles de recueillir la manne publicitaire locale. Ces cartes-guides ont dopé de 100 % les ventes en kiosque et en librai*rie, du groupe, faisant passer les* quelque 40 000 exemplaires diffusés par ce biais à plus de 80 000.

Des journaux flamands (*Het Laatste Nieuws*) puis suisses leur ont emboîté le pas. Le quotidien de Lausanne *24 heures* (Edipresse) propose tous les mardis, dans son supplément *La Boussole*, des cartes-guides de la Suisse romande. En France, plusieurs quotidiens intéressés par l'initiative de Vers l'Avenir ont pris langue avec lui il y a quelques mois.

Le quotidien régional *Ouest-France* vient de franchir le Rubicon : depuis le mardi 14 mars, il publie régulièrement dans la livraison de ce jour une carte en quatre pages au format du journal, baptisée « Itinéraires découvertes » avec l'Institut géographique national (IGN) et le soutien de partenaires (EDF, La Poste). Le mardi, les quarante édi*tions de Ouest-France* tirent dorénavant à 1 018 000 exemplaires, au lieu d'un peu plus de 800 000.

Comme Vers l'Avenir, en plus de la reproduction d'une carte au 1/25 000 de l'IGN, ce supplément intègre des articles proposant balades, visites et informations pratiques. Mais l'importance du territoire couvert par le quotidien de Rennes et la nécessité de coller à l'intérêt d'un lectorat précis, et à ceux d'annonceurs locaux, font que les cartes diffèrent selon les bassins de diffusion (Bretagne, Loire-Atlantique-Vendée, Basse-Normandie, etc.). Le quotidien breton prévoit de diffuser quelque 300 cartes.

*L'opération a exigé de nom*breuses études techniques notamment en matière d'impression, dues notamment à la quadrichromie et à la mise au point d'un découpage *ad hoc* des régions, chaque livraison hebdomadaire devant proposer un site différent.

C'est ce qui a empêché d'autres quotidiens régionaux de se lancer tout de suite dans l'aventure. Les candidats sont pourtants nombreux : *La Voix du Nord, Sud-Ouest, L'Alsace, La Nouvelle République du Centre-Ouest*, ainsi que plusieurs titres régionaux du groupe Hersant (*L'Union* de Reims, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace, Le Bien public*) ont discuté de faisabilité avec l'IGN.

UNE IMAGE VALORISÉE

A Tours, *La Nouvelle République du Centre-Ouest* a déjà mené des études en grandeur nature mais attend d'avoir reçu ses quatre nouveaux groupes de rotatives, en septembre, avant de se lancer dans l'aventure. Le groupe Bayard-Presse, quant à lui, exa*mine la possibilité d'intégrer* ces cartes topographiques dans ses magazines destinés aux jeunes.

L'IGN se félicite de cette opération, qui valorise son image de marque. Il décèle dans cette volonté de nombreux quotidiens régionaux d'apporter une information locale et de service *« un peu nouvelle »* la possibilité également offerte aux lecteurs français, *« fâchés avec la géographie depuis des décennies »*, de découvrir les particularités et les trésors d'une par*celle de leur territoire*. L'opération permet en outre à l'Institut de toucher des royalties, mais le montant de celles-ci reste secret.

Yves-Marie Labé

MERCREDI 22 MARS

TF 1

13.40 Série : Bony.
14.35 Club Dorothée.
17.30 Série : La Croisière Fol Amour.
18.00 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.30).
19.50 Le Bébête Show (et 2.20).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Météo des neiges.

20.50 Divertissement : Le monde est fou.
Présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Richard Gotainer, Yves Lecoq, Yves Renier, Nathalie Simon, Dominique Delascoste. Variétés : les Chippendales, Janet Jackson.

22.45 Magazine : 52 sur la Une.
Je suis un homme seul, de Marion Desmarres et Dominique Alise. *Les hommes seuls (et jeunes) sont, en pourcentage, plus nombreux que les femmes seules.*
23.45 Série : Agence tout risque.
0.35 Les Rendez-vous de l'entreprise.
Avec François Grapotte, PDG de Legrand.
0.55 Magazine : Formule foot.
2.25 Journal et Météo.
2.35 Programmes de nuit.
L'Equipe Cousteau en Amazonie ; 3.30, TF 1 nuit (et 4.05, 4.35), 3.40, L'Aventure des plantes ; 4.15, Côté cœur ; 4.45, Musique ; 5.10, Histoires naturelles.

FRANCE 2

13.45 Téléfilm : Notre Juliette.
De François Luciani, avec Véronique Jannot, Patrick Chesnais. *Une petite fille entre parents séparés.*
15.10 Chalu Maureen.
17.10 Série : Seconde B.
17.40 Série : Code Lisa.
18.10 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne. (et 3.35).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.05).
19.55 Tirage du Loto (et 20.50).
19.59 Journal et Météo.
Invité : Jacques Chirac.

20.55 ▶ Téléfilm : Une petite fille particulière.
De Jean-Pierre Prévost, avec Alexandra Vandernoot, Jacques Perrin.

22.35 Magazine : Bas les masques.
J'ai toujours voulu être un artiste. Reportages. Piano Zinc ; Le ministre et son grand orchestre ; Violette.
23.50 Journal, Météo, Journal des courses.
0.20 Le Cercle de minuit.
Invités : Claude Lelouch, à propos de son film *Les Misérables* ; Marcel Bluwal ; Christine Bard ; Mona Ozouf ; Claire Gallois ; Joan Brady.
1.35 Programmes de nuit.
Histoires courtes : L'amour à 10 ans ; Gardien de phare. 2.35, Emissions religieuses ; 4.05, 24 heures d'info ; 4.50, Outremers (rediff.) ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

13.55 Série : Les Rivaux de Sherlock Holmes.
Le Mystère de Glavon Manor.
15.45 Série : Magnum.
16.35 Les Minikeums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Eurêka, de Jacques Drillon.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.09, Journal de la région.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 INC.

20.50 Magazine : La Marche du siècle.
Invités : Antoine Waechter, Jean-François Hory, Arlette Laguiller, Dominique Voynet.
22.25 Météo et Journal.

23.00 Magazine : Un siècle d'écrivains.
Jorge Amado, de Walter Salles. *L'auteur de* Bahia de tous les saints *a mené une lutte infatigable pour la liberté et contre l'oppression au Brésil.*
23.50 Documentaire : Les Cinq Continents.
Sur le chemin du nirvana (rediff.).
0.45 Musique Graffiti.
Sinfonietta, de Britten, par l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, dir. Anne Muller (15 min).

M 6

13.30 M 6 Kid. Kidimot : lessive ; Kid découverte : voyage dans l'espace. Mighty Max ; 14.05 Conan l'aventurier ; 14.55 Moi Renart ; 15.05 20.000 lieues dans l'espace ; 15.35 Highlander.
16.05 Magazine : Méga 6.
Side Pocket, Pocky et Rocky 2, Super Turrican, Moral Kombat 2, Thoor, Wild Guns, The Great Circus Mistery, Descent, lanwnmower Man, Road Rash 3.
16.20 Série : L'Etalon noir.
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 Six minutes première édition.
***19.00 Série : Loïs et Clark,* les Nouvelles Aventures de Superman.**
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : Mode 6 (et 0.40).
Collection de Chantal Thomass et Martine Sitbon.
20.05 Série : Madame et sa fille.
20.35 Magazine : Ecolo 6.
La Revanche des moutons.

20.45 Téléfilm : Ange Esperandieu.
Avec Serge Dupire. *Un ancien délinquant, devenu prêtre à Manille, rentre en France à la mort de sa mère. Sa sœur subit l'influence d'un petit truand.*

22.20 Téléfilm : Machination diabolique.
De Peter Smith, avec Jeroen Krabbe. *Une riche héritière se marie avec un homme au passé trouble qui l'a aidé à franchir le mur de Berlin, un an avant sa chute.*
0.10 Série : Emotions.
2.30 Rediffusions.
Espagne ardente et mythique ; 3.25, Le Nil des pharaons ; 4.20, Nature et civilisation (3) ; 5.15, Fréquenstar.

CANAL +

13.35 Décode pas Bunny.
14.30 Documentaire : La Force des mâles.
De Mary Colwell.
15.00 Le Journal du cinéma.
15.05 Téléfilm : Le Fantôme de ma mère.
De Dave Thomas, avec Jean Stapelton, Geraint Wyn Davies.
16.45 Sport : Basket-ball américain.
Match de championnat de la NBA.
18.05 Canaille peluche.
Crocs malins.

EN CLAIR JUSQU'A 21.00

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invités : Murray Head, Philippine Leroy-Beaulieu.
19.20 Magazine : Zérorama.
Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
Spécial Jean-Paul Belmondo.

21.00 Cinéma : Profil bas. □
Film français de Claude Zidi (1993).

22.45 Magazine : Jour de foot.
Présenté par Thierry Gilardi. Buts et extraits des matches de la 30e journée du championnat de France de D1.
23.30 Flash d'informations.
23.40 Cinéma : Lorenzo. □
Film américain de George Miller (1992, v.o.).
1.50 Musique : Culture hip-hop à New York.
2.40 Surprises (20 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi.
14.00 L'Aventure polaire (rediff.).
La Conquête des pôles, de Paul-Emile Victor.
15.45 Les Ecrans du savoir.
Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô la Terre ; Les Grandes Inventions ; Ça bouge (rediff.) ; Rintintin : *Rintintin and the Shiftings Sands* (v.o.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 A l'aube des temps.
L'envol des ptérosaures. 1/13. *Cette nouvelle série propose de faire le point sur les connaissances paléontologiques à travers treize thèmes.*
18.30 Le Monde des animaux.
La vie dans les extrêmes : nuits souterraines.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. Comment dire je t'aime dans différentes langues : aujourd'hui, un couple à Prague.
19.30 Documentaire : Ours et Morses.
De Georg von Rönn.
20.20 Le Dessous des cartes.
Chronique de Jean-Christophe Victor. Nucléaire (2/2). Etats des lieux.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Les Mercredis de l'Histoire.
Présenté par Alexandre Adler. Négociations au sommet (2/3). La fin de la guerre froide, de Thomas Hausner.

21.40 Opéra : Pelléas et Mélisande.
De Claude Debussy, livret de Maurice Maeterlinck, mise en scène de Peter Stein. Avec Neill Archer, Alison Hagley, Donald Maxwell, Peter Massocchi, Chœur et Orchestre du Welsh National Opera, dir. Pierre Boulez. Enregistré au Cardiff New Theater en mars 1992.
0.20 Musique : La Mer.
Trois esquisses symphoniques de Claude Debussy, avec l'Orchestre symphonique du SWF, dir. Esa-Pekka Salonen.
0.45 Documentaire : Chambre 12, hôtel de Suède.
Sur les traces d'*A bout de souffle*, de Claude Ventura et Xavier Villetard (rediff.).
2.05 Rencontre.
Avec Joseph Rovan et Jacob Arjouni (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 17 mars. Invité : Patrick Brion. 21.00 Temps présent. Rediff. de la TSR du 9 mars. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Feuilleton : Le Sorcier. 23.30 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 1er mars. La 100e. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 20.25 ▶ Retour vers l'oubli. De Christophe Naigeon. 21.25 USA... la loi des armes. De Folke Ryden. 22.20 Animaux de toutes les Russies. De Gerald Calderon et Jean-Claude Cuttoli (4/4). Le Bestiaire des routes. 23.10 L'Ouest, le vrai. De Greg Haffner (58/65). Le Général Crook. 0.00 L'Enfance. De Geoff Haines-Stiles, Eugène Marner et Erna Akuginon. (1/7). Les Grandes Espérances. 1.00 Les Hommes du pétrole. De Timothy Copestake (6/8). Le Pouvoir aux producteurs (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 1.20). 19.15 Paris modes (et 20.30, 21.00, 23.20, 0.50). 19.45 Archives. 20.00 Paris Match Première (et 21.55). 22.25 Luis Mariano. De Jacques Rouhaud. Ma vie est une operette.

CANAL J *17.35 Les Triplés. 17.40 Bof.* 18.00 Dessin animé : Coup de bleudans les étoiles. 18.15 Cajou. 19.15 Domino. 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Série : Au nom de la loi. 20.30 Série : Sinatra. 21.05 Série : Star Trek. 21.55 Chronique de mon canapé. 22.00 Série : Seinfeld. 22.25 Série : Les monstres nouveauxsont arrivés. 22.50 T'as pas une idée ? 23.45 Série : Dream On. 0.20 Série : New YorkPolice Blues (45 min)

SÉRIE CLUB 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : UFO,Alerte dans l'espace (et 0.10). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Equalizer. 1.00 Série : La Comtessede Charny (50 min).

MCM 20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio mag. 21.30 Rock Legends. Rita Mitsouko. 23.00 X Kulture. 0.00 Blah-Blah Groove. 0.30 Blah-Blah Metal. 1.00 Vidéoclips.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Prime Time Magazine. 22.00 Motors. 23.00 Formule 1. 0.00 Equitation. Coupe du monde. Jumping de Hertogenbosch (Pays-Bas) ligue d'Europe de l'Ouest, 13e manche (60 min).

CINÉ CINÉFIL 19.15 Ça commence à Vera Cruz. ■ Film américain de Don Siegel (1949, N.). 20.30 La Femme de mes rêves. ■ Film américain de Michael Curtiz (1951, N., v.o.). 22.15 Le Bon Dieusans confession. ■■ Film français de Claude Autant-Lara (1953, N.). 0.05 L'Homme d'Aran. ■■■ Film britannique de Robert J. Flaherty (1934, N., v.o., 75 min).

CINÉ CINÉMAS 18.05 Aloïse. ■■ Film français de Liliane de Kermadec (1974). 20.00 Séquences. 20.30 L'Hommeà la chaussure rouge. □ Film américain de Stan Dragoti (1985). 22.00 Un week-end sur deux. ■ Film français de Nicole Garcia (1989). 23.35 USA 1994 au cinéma. Suspenses et angoisses, Les Grands Films d'amour. 0.25 Le Masque. Film classé X (80 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Rythme et la Raison. La Cité de la musique : suivez le guide. 3. L'information. 20.30 Tire ta langue. Réthorique et cosmétiques ou le pouvoir des mots sur la peau. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. Les nouvelles dramaturgies. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. A nos amours. Avec Liliane Wouters, écrivain et enseignante. 22.40 Les Nuits magnétiques. Namstalgie, de l'Indochine au Vietnam. 2. Un si grand bouleversement. 0.05 Du jour au lendemain. Michèle Gazier (Nativités). 0.50 Coda. Nuits de printemps. 3. Couleur de miel.

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert Donné le 22 février au Musée du Louvre, Boje Skovhus, baryton, Harmut Deutsch, piano : Aus der Jungendzeit (extraits), de Mahler ; Lieder sur des textes de Heine et Eichendorff, de Mendelssohn ; Quatre Lieder, de Zemlinski. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. Lieder, de Mendelssohn et Brahms. 22.30 Musique pluriel. Uninterrupted Rests, Rain Tree Sketch, de Takemitsu, Roger Woodward, piano ; Prélude pour clarinette solo, de Penderecki, Aleksander Romanski, clarinette ; Tellur, de Murail, Rafaël Andia, guitare. 23.07 Ainsi la nuit. Duo pour flûte et piano, de Copland, Robert Stallman, flûte, David Buechner, piano ; Quatuor à cordes op. 11, de Barber, par The Chester String Quartet ; *Portraits pour piano (extraits)*, de Thomson, Jacquelyn Helin, piano. 0.00 Jazz vivant. Concert donné le 23 février, au studio Charles-Trénet, par Claude Bolling et le duo de pianos Jean-Paul Amouroux, Jean-Pierre Bertrand ; *Concert donné à Cannes*, par le Trio Big Joe Duskin.

Les interventions à la radio

Radio Shalom 94.8 FM, 18 h 30 : Jean-François Hory (« Le Grand Débat »).
France-Inter, 19 h 20 : « Présidentielle : ce que proposent les communistes », avec Robert Hue (« Objections »).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

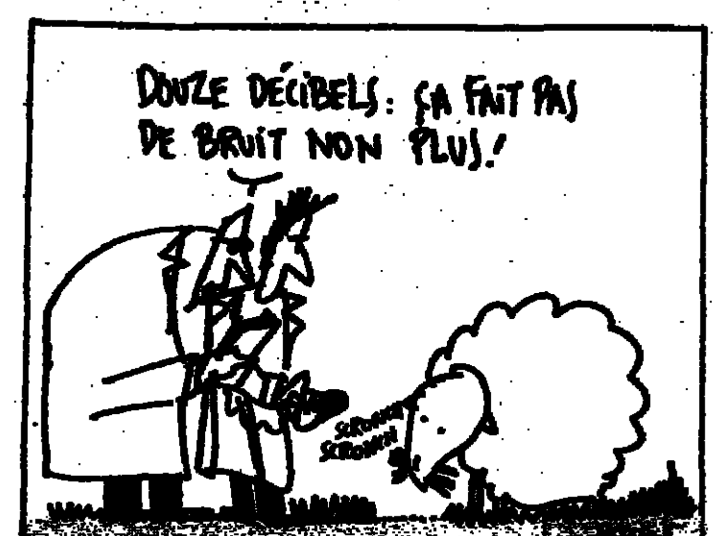
Les moutons de Maastricht sont entrés à Rouen

L'émission sur l'environnement de M 6, « Ecolo 6 », présente un troupeau récemment « installé » sur les collines de la préfecture de Haute-Normandie pour protéger la flore

DES MOUTONS paissant tranquillement à flanc de colline, surveillés par un berger et son chien. Image classique, hymne nostalgique, mais le plan s'élargit, et l'on découvre Rouen, et son agglomération de quatre cent mille habitants. Le contraste surprend, et c'est ce qui a retenu l'attention de Michel Cellier, producteur et présentateur d'« Ecolo 6 », le magazine sur l'environnement où chaque semaine, depuis bientôt trois ans, un reportage de sept minutes rend compte d'une initiative originale en faveur de la protection de la nature.

« Au début du siècle, les moutons se nourrissaient de ronces, de broussailles, et transhumaient jusqu'au fleuve pour se désaltérer », explique Daniel Dutoit, spécialiste des végétaux. *« Mais tous les troupeaux ont disparu après la guerre. »* C'est pour ses études qu'il s'est intéressé à ces coteaux abandonnés. Il a alors découvert leurs richesses en faune et en flore. Exposés plein sud, de sol calcaire, et très pentus, ils bénéficient d'un microclimat méditerranéen. Mais Daniel Dutoit a aussi pris conscience des menaces qui pesaient sur ce patrimoine écologique : les herbes folles étouffant les espèces, les promeneurs polluant le paysage.

C'est grâce à lui, et aux partenaires régionaux, que depuis la mi-décembre 1994, dix-huit brebis et deux béliers parcourent les cinq cents hectares de collines. Les enfants des écoles voisines viennent découvrir les animaux en « vrai », le site est devenu un lieu de promenade pour les adultes. Les bêtes se sont adaptées, elles ont bien passé l'hiver. Une dizaine de petits devraient bientôt naître. Les défenseurs de la nature se félicitent, les espèces végétales menacées respirent à nouveau. Les élus se réjouissent de l'image ainsi donnée, dans une région où le taux de pollution est élevé.



DÉBROUSSAILLEURS

Par quel miracle les moutons qui n'existaient plus que gravés sous le gros horloge, sont-ils de nouveau entrés près de Rouen ? Lorsque, au printemps 1992, Daniel Dutoit prend conscience de la menace écologique, il décide de faire un tour d'Europe, à la recherche d'un système d'action. Il a déjà en tête l'idée d'un troupeau itinérant « débroussailleur » quand il arrive aux Pays-Bas. C'est à Maastricht très exactement qu'il rencontre Henk Hillegers. Confronté au même cas dix ans auparavant, cet ingénieur agronome a recréé par croisement une race rustique, le Mergelland. *« C'est un mouton très joli, à pattes fines et pourtant très résistant »*, commente Daniel Dutoit. Le coût est modique : 450 francs la brebis et 560 francs le bélier.

Il restait à trouver un berger à ce troupeau de vingt bêtes qui, outre sa tâche habituelle, devrait aussi faire des relevés quotidiens des espèces végétales consommées. C'est Joël Canu qui sera retenu parmi les cinquante postulants ayant répondu à la petite annonce parue dans la presse agricole régionale. Originaire de Granville, c'est un berger transhumant professionnel. Il possédait mille têtes dans le centre de la France. Aujourd'hui, il est embauché par contrat à durée déterminée au salaire de 180 000 francs annuel par le conservatoire des sites de Haute-Normandie.

Son président Jérôme Chaid, s'est chargé pendant ce temps du montage financier (le coût annuel de l'opération est de 250 000 francs), ainsi que des négociations avec les élus. Contacter le conseil régional qui a fourni 80 % du financement, passer des accords avec d'autres collectivités locales, ainsi qu'avec des partenaires privés : la Caisse d'épargne, une société d'autoroute, la compagnie Axa-assurances. La bonne surprise est venue de l'accueil enthousiaste des deux communes concernées, Saint-Léger-du-Bourg-Denis et Saint-Adrien, qui ont passé respectivement un contrat de partenariat pour dix et cinquante hectares.

L'expérience ne devrait pas en rester là. La zone de transhumance devrait, en effet, s'étendre sur la colline Sainte-Catherine, et couvrir la vallée de la Seine.

Catherine Pacary

★ **M6 : « Ecolo 6 », *La Revanche des moutons*, mercredi 22 mars à 20 h 35 et jeudi 23 à 10 h 45.**

Programme minimum

par Agathe Logeart

UN BAISER sans moustache, un pain sans chocolat, un bain sans mousse, un sapin sans cadeaux, un journal télévisé sans Tapie : voilà à quoi le vilain procureur de la République de Valenciennes nous a réduit. On était bien habitué pourtant...

Tous les soirs, on y avait droit à notre séquence Tapie : Tapie charmeur, Tapie fanfaron, Tapie colère, Tapie devant le distributeur de sodas et de sucreries, Tapie dans son bureau, Tapie accordant entretiens et autographes, Tapie clin d'oeil avec les policiers, Tapie applaudi ou hué par les badauds. Tapie avec ou sans manteau selon les intempéries.

Ses moues, le sourire, le sourcil froncé, le menton crispé, n'avaient plus de secret pour nous. On le déchiffrait comme pierre de Rosette. Nous étions son Champollion. Chaque soir, on se demandait quel lapin il allait sortir de son chapeau. On était rarement déçu. A défaut d'être admis dans le saint des saints du prétoire, on se régalait de ses prestations de substitution. Les chroniqueurs judiciaires pouvaient toujours s'aligner. Ses interventions éclipsaient tous les comptes rendus d'audience. On s'était mis à l'attendre comme un rendez-vous familier. On en zappait les Guignols qui paraissaient presque fades, c'est dire....

Et puis là, rien. Plus rien tout à coup. Un accès de mauvaise humeur, la patience à bout, un coup de cafard, après le réquisitoire d'Eric de Montgolfier et ses infamants mois de prison ferme réclamés comme tête au bout d'une pique. Allez savoir... Reviendrait-il pour la finale ? Il n'était pas là pour le dire, lui que l'on croyait inoxydable. Tout juste faisait-il savoir que la prison ne lui ferait pas peur si elle faisait plaisir à tant de monde et qu'il ne fallait pas compter sur lui pour se suicider. Mauvaise boutade ?

En attendant l'éventuel retour de la vedette, on en était réduit au programme minimum. On se serait cru au bon vieux temps de l'ORTF par jour de grève du service public. Une télévision grise où l'on se rabat sur les rogatons. Le rôle était ingrat pour ceux qui s'y collaient. Sans qu'on sache bien pourquoi, sinon assurer la promotion de deux livres qui lui sont consacrés, Nicolas Sarkozy était l'invité de Patrick Poivre d'Arvor sur TF 1. Allez... Osons, comme on dit chez les concurrents : il faisait peine à entendre dans son rôle de petite chèvre de M. Seguin, prête à se battre jusqu'à l'aube contre le méchant loup chiraquien. A force de répéter du même ton, avec les mêmes mots, qu'il croit en Edouard Balladur, le meilleur, le plus vrai, le plus tout... on se prend à se demander si Nicolas Sarkozy y croit encore lui-même...

Le seul plaisir de la soirée nous fut offert par Bruno Masure, le boute-en-train de France 2, qui lâchait à propos du drame de Tokyo au sujet de la brigade antigaz : *« Brigade antigag... Euh... antigang... »*, trébucha-t-il avant de retomber sur ses pieds. A force de blaguer inconsidérément...

JEUDI 23 MARS

TF 1

- **13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.**
- **14.30 Série : Médecin à Honolulu.**
- **16.15 Jeu : Une famille en or.**
- **16.45 Club Dorothée.**
- **17.30 Série : *Les Garçons de la plage.***
- **18.00 Série : Premiers baisers.**
- **18.30 Série : Le Miracle de l'amour.**
- **19.00 Magazine : Coucou !** (et 0.15).
- **19.50 Le Bébête Show** (et 1.05).
- **20.00 Journal.**
- **20.15 Face à la Une.** Invité : Jean-Marie Le Pen.
- **20.55 Tiercé, La Minute hippique, Météo.**

- **21.05 Téléfilm : Rocca.** Coup de cœur, de Paul Planchon. *L'adjointe du commissaire Rocca retrouve par hasard son grand amour de jeunesse. Malheureusement, il est recherché par la police.*
- **22.50 Magazine : Famille, je vous aime.** Invitée : Marina Vlady.
- **1.10 Journal et Météo.**
- **1.20 Programmes de nuit.** Passions ; 1.45, TF 1 *nuit* (et 2.50, 3.50) ; 1.55, L'Equipe Cousteau en Amazonie ; 3.00, Histoires naturelles (et 5.05) ; 4.00, L'Aventure des plantes ; 4.30, Côté cœur : 4.45, Musique.

FRANCE 2

- **13.45 Série : Inspecteur Derrick.**
- **14.50 Série : *Dans la chaleur de la nuit.***
- **15.40 Tiercé à Saint-Cloud.**
- **16.00 Variétés : La Chance aux chansons** (et 5.15).
- **16.45 Des chiffres et des lettres.**
- **17.15 Série : Seconde B.**
- **17.45 Série : Code Lisa.**
- **18.10 Série : La Fête à la maison.**
- **18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.** (et 3.50).
- **19.10 Flash d'informations.**
- **19.15 Studio Gabriel** (et 2.10). Invitées : Cachou, Christine Lemier.
- **19.55 America's Cup.**
- **19.59 Journal, Météo, Point route.**
- **20.55 Magazine : La France en direct.** Présenté par Bruno Masure. Invité : Edouard Balladur.
- **22.30 Cinéma : Gilda. ■■** Film américain de Charles Vidor (1946, N., v.o.).
- **0.25 Journal, Météo, Journal des courses.**
- **0.50 Le Cercle de minuit.** Présenté par Laure Adler. Rétrospective Théo Angelopoulous.
- **2.40 Programmes de nuit.** 2.40, Bas les masques (rediff.) ; 4.20, 24 heures d'info.

FRANCE 3

- **13.35 Magazine : Vincent à l'heure.** Invité : Michel Leroyer.
- **14.40 Série : La croisière s'amuse.**
- **15.35 Série : Magnum.**
- **16.30 Les Minikeums.**
- **17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.**
- **18.20 Jeu : Questions pour un champion.**
- **18.50 Un livre, un jour.** Gala, de Dominique Bona.
- **18.55 Le 19-20 de l'information.** A 19.09, Journal de la région.
- **20.10 Jeu : Fa si la chanter.**
- **20.35 Tout le sport.**
- **20.45 Keno.**

- **20.50 Cinéma : Abyss. ■** Film américain de James Cameron (1989).
- **23.15 Météo et Journal.**
- **23.50 Documentaire : Les Dossiers de l'Histoire.** L'Inde, les tourments du siècle, d'Arnaud Mandagaran (1re partie).
- **0.50 Magazine : L'Heure du golf.** La compétition : Open du Portugal.
- **1.20 Musique Graffiti.** *Trio*, de Beethoven, par le Quintette Moraguès (25 min).

M 6

- **13.25 Série : L'Homme de fer.**
- **14.20 Série : Jim Bergerac.**
- **17.00 Variétés : Hit Machine.**
- **17.30 Série : Guillaume Tell.**
- **18.00 Série : Equalizer.**
- **18.54 Six minutes première édition.**
- **19.00 Série : Loïs et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.**
- **19.54 Six minutes d'informations, Météo, suivi de six minutes élection présidentielle.**
- **20.00 Magazine : Vu par Laurent Boyer.**
- **20.05 Série : Madame et sa fille.**
- **20.35 Magazine : Passé simple.** 1968 : le printemps de Prague. *En août 1968, en réponse au vent de liberté qui souffle sur la Tchécoslovaquie d'Alexandre Dubcek, l'URSS envoie des chars à Prague.*
- **20.50 Cinéma : Quo Vadis ? ■** Film américain de Mervyn Le Roy (1951).
- **23.45 Série : La Maison de tous les cauchemars.** Le Visiteur d'outre-tombe.
- **0.40 Magazine : Fréquenstar** (et 3.25). Sabine Azema.
- **2.30 Rediffusions.** New York City ; 4.20, Sports et découverte (2) ; 5.15, Culture pub ; 5.40, La Tête de l'emploi.

CANAL +

- **13.35 Cinéma : Nous ne vieillirons *pas ensemble.* ■■** Film français de Maurice Pialat (1972).
- **15.20 Documentaire : Jean Yanne, le provocateur masqué.** De Gilles Nadeau et Pierre Bouteiller.
- **16.15 Cinéma : L'Armée des ténèbres. ■** Film américain de Sam Raimi (1992).
- **17.40 Documentaire : Carnets de plongée.** De Lisa Truitt.
- **18.05 Canaille peluche.** Crocs malins.

En clair jusqu'à 20.30

- **18.30 Jeu : Pizzarollo.**
- **18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Sempé.
- **19.20 Magazine : Zérorama.**
- **19.55 Les Guignols.**
- **20.15 Sport : Football.** En direct. Strasbourg-Lens. Match décalé de la 30e journée du Championnat de France de D1 ; 20.30, coup d'envoi.
- **22.30 Flash d'informations.**
- **22.35 Cinéma : Forever Young. ■** Film américain de Steve Miner (1992, v.o.).
- **0.15 Cinéma : Que la bête meure. ■■** Film français de Claude Chabrol (1969).
- **2.00 Série : Babylon 5** Le Dossier pourpre (3/22).
- **2.40 Surprises** (20 min).

LA CINQUIÈME

- **13.30 Magazine : Défi.**
- **14.00 Magazine : L'Esprit du sport.** Invité : Francis Huster.
- **15.45 Les Ecrans du savoir.** Au fil des jours (rediff.) ; Inventer demain ; Allô ! la Terre (rediff.) ; Ma souris bien-aimée (rediff.) ; L'Œuf de Colomb (redrff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Langues : espagnol et anglais.
- **17.30 Les Enfants de John.**
- **18.00 Les Grands Châteaux d'Europe.** Carcassonne.
- **18.30 Le Monde des animaux.** La vie dans les extrêmes : altitudes, moins de 4000 mètres.

ARTE

- **19.00 Magazine : Confetti.** Une promenade dans le Saint-Tropez hivernal.
- **19.30 Documentaire : Haute Surveillance** De Michael Busse et Maria-Rosa Bobbi. *Les méthodes de vidéo-surveillance, du milieu urbain au monde du travail.*
- **20.30 8 1/2 Journal.**
- **20.40 Soirée thématique : Marchands de mort.** Proposée par Milka Pavlicevic et Otto Wilfert.
- **20.41 Publicité dangereuse.**
- **20.45 La Matraque tous usages.** De Martyn Gregory et Gerhard Maier.
- **21.10 Question à *Mgr Etchegaray*** (et à 21.55, 23.50, 0.15).
- **21.15 Documentaire : Terrain miné, le carnage à fleur de terre.** De Willi Setzer (v.o.).
- **21.35 Documentaire : Contrats explosifs à l'européenne.** De Jacqueline Pérard.
- **21.55 Téléfilm : L'Affaire Lucona.** De Jack Gold, avec David Suchet, Jürgen Prochnow. *Un cargo chargé de transporter une installation de retraitement d'uranium, et assuré pour 20 millions de dollars, explose en pleine mer... D'après une histoire vraie qui secoua l'Autriche.*
- **23.50 Faites des tracteurs, pas des chars !** Des armuriers décrochent, d'Ulrike Gropp.
- **0.15 Documentaire : Les Recettes d'une mort sophistiquée.** Des armes nouvelles pour de nouvelles guerres, de Marlies Schäfer.
- **0.35 Spectacle musical : L'Orchestre de Barbe-Bleue.** De Thomas Struck, Ulrich Tukur et Ulrich Waller (110 min.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Quartier Mozart. ■ Film franco-camerounais de Jean-Pierre Bekolo (1992). 21.20 Les Larmes sacréesdu crocodile. 21.30 30 millions d'amis. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. 22.40 37 ° 5 le soir. Rediff. de TF 1 du 15 février. L'avortement : la liberté menacée ? 0.00 Strip tease. 0.15 Tell Quel. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 20.00 BD : Silence. De Christophe Heili. 20.30 Force brute. De Robert Kirk (4/52). 21.15 Compagnons et compagnes. De Karine Douplitzky. 22.05 ▶ Retour vers l'oubli. De Christophe Naigeon. 23.05 USA... la loi des armes. De Folke Ryden. 0.00 Animaux de toutes les Russies. De Gérald Calderon et Jean-Claude Cuttoli (4/4).

PARIS PREMIÈRE 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.00). 19.45 Archives. 20.00 Ecran total. 21.00 Sylvie et le fantôme. ■ Film français de Claude Autant-Lara (1945, N.). 22.40 Ecran total. 23.10 Orchestre radio-symphoniquede Stuttgart. Concert enregistré à Stuttgart en 1981, dir. Sergiu Celibidache. Œuvres de Debussy, Mendelssohn. 0.30 Concert : Jimmy McGriffHank Crawford Quartet. Enregistré au Festival Jazz à Vienne (Isère) en 1994 (85 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Les P'tits Lardons ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Les Adolescentes. ■■ Film franco-italien d'Alberto Lattuada (1961). 21.30 Quatre en un. 22.00 Chronique du front. 22.05 Raging Bull. ■■ Film américain de Martin Scorsese (1980, v.o.). 0.15 Souvenir. Tilt. Diffusé pour la première fois le 29 juin 1967 (70 min).

SÉRIE CLUB 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Salut champion (et 0.10). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Equalizer. 0.05 Le Club. 1.00 Série : La Comtessede Charny (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du Groove. Le Groovy Bus : Prague. 21.30 Rock Legends. Rita Mitsouko. 23.00 Radio Mag. 0.00 Blah-Blah Groove. 0.30 Blah-Blah Métal. 1.00 Vidéoclips.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).

EUROSPORT 19.00 Tennis. En direct. Tournoi de Key Biscayne (Floride) : 1re demi-finale dames. 21.00 Catch. 22.00 Boxe. Championnat d'Europe : poids lourds-légers. Alexander Gurov (Ukr)-Patrice Aouissi (Fr) à Levallois. 23.00 Natation. 0.00 Snooker. Championnats du monde de trick shots 1995 au Pillansburg Room de Sun City (Botswana). 1.00 Tennis. En direct. Tournoi de Key Biscayne (Floride) : demi-finales dames.

CINÉ CINÉFIL 20.30 En avant la musique. □ Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963, N.). 22.00 Tarzan et les sirènes. ■ Film américain de Robert Florey (1948, N., v.o.). 23.05 Le Bon Dieusans confession. ■■ Film français de Claude Autant-Lara (1953, N.). 0.55 Ça commence à Vera Cruz. ■ Film américain de Don Siegel (1949, N., v.o., 70 min).

CINÉ CINÉMAS 18.45 Zardoz. ■ Film britannique de John Boorman (1973). 20.30 Les Horace et les Curiace. ■ Film italien de Ferdinando Baldi (1961). 21.55 Les Bostoniennes. ■■ Film britannique de James Ivory (1984, v.o.). 23.55 1900 (2e partie). ■■ Film italien de Bernardo Bertolucci (1976, 150 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Edmonde Charles-Roux (Nomade, j'étais). 19.30 Perspectives scientifiques. L'aérodynamique, de l'architecture aux engins volants. 4. En marche vers l'homme oiseau. 20.00 Le Rythme et la Raison. La Cité de la musique : suivez le guide. 4. Diffusion et création. 20.30 Fiction. Lettres de Mireille Sorgue. 21.32 Profils perdus. Hassan Fathy, architecte et humaniste (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Namstalgie, de l'Indochine au Viêt-nam. 3. Enfants des quatre vents. 0.05 Du jour au lendemain. Bruno Gay-Lussac (Arion). 0.50 Coda. Nuits de printemps. 4. Les jardins de l'amour.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé.20.00 Concert. Donné le 18 septembre 1994, à l'auditorium Stravinsky de Montreux, dans le cadre du Festival de Montreux-Vevey, par les Madrigalistes de Bâle et l'Atelier philharmonique suisse, dir. Mario Venzago : Kyrie K 341, de Mozart ; Manfred, poème dramatique d'après Lord Byron pour récitant, solistes, chœur et orchestre op. 115, de Schumann, Peter Schweiger, récitant ; Siegfried (Murmures de la forêt), Le Crépuscule des dieux (Aube et lever du soleil, Voyage de Siegfried sur le Rhin, Marche funèbre), de Wagner, Lisa Larsson, soprano, Regina Jakobi, alto, Steve Davislim, ténor, Tuomas Pursio, basse.22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. Compositions pour chant et pianoforte, de Verdi ; De los alamos vengo, de Rodrigo ; Dos cantares populares, d'Obradors.22.30 Musique pluriel. Cinq épigrammes, de Bruzdowicz, Robert Szreder, violon ; Passagalia ungherese, de Ligeti, par Elisabeth Chojnacka, clavecin ; For marimba I, de Niimi, Robert van Sice, marimba ; Toccata pour piano, de Krawczyk, Franck Krawczyk, piano.23.07 Ainsi la nuit.0.00 Tapage nocturne.

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 : François Bayrou (« L'invité de Michèle Cotta »).

Radio Shalow 94.8 FM, 18 h 30 : Patrick Gaubert, chargé de mission auprès du ministère de l'Intérieur chargé de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et de la xénophobie.

O'FM 99.9, 19 heures : Henri Emmanuelli, « Le Grand'O » (« O'FM-La Croix »).

Le Monde

JEUDI 23 MARS 1995

Pommier d'abondance

par Pierre Georges

LES SALARIÉS se rebiffent. La brèche est ouverte. Et la petite histoire de cette présidentielle retiendra que c'est aux environs du 22 mars que les candidats ont fait mouvement et se sont rejoints avec un bel et touchant ensemble sur ce sujet tabou.

Le premier, Jacques Chirac, le fit sous son pommier d'abondance. Bénéficiant lui-même d'une forte hausse des sondages – une manière d'augmentation indiciaire du candidat –, il ne pouvait faire moins que promettre un plus juste partage des fruits de la croissance retrouvée. D'où cette fameuse petite phrase d'une jolie harmonie aux oreilles salariales : *« La feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi . »*

Le deuxième, Lionel Jospin, avait fort à faire. Il lui fallait trouver un second souffle pour une première campagne. Il dut changer de rythme, passer du *« Avec Jospin, c'est clair »* à une formule enrichie : *« Une France plus juste, avec Lionel Jospin c'est clair »*. Il osa même à un petit mois du premier tour tenir son premier grand meeting *« pour une campagne menée tambour battant, drapeau déployé »*. Bref il lui fallut quitter cette urgence d'attendre où il semblait installé. Mais, pour en revenir à nos moutons salariaux, Lionel Jospin n'avait pas oublié d'*« en »* parler lui aussi. *« Il faut,* dira-t-il, *un partage des revenus plus favorables aux salariés . »*

Le troisième, Edouard Balladur, n'éprouvait pas un irrépressible besoin de parler de ces choses-là. Sa double casquette de premier ministre et de candidat l'incitait à se faire l'avocat de la modération en matière d'augmentations salariales. Ce n'est pas que le candidat n'aurait pas voulu, mais que le premier ministre, par définition aux affaires, s'y opposait. Cruel dilemme ! Et puis sous la pression des événements, des sondages vent debout, Edouard Balladur vient d'évoluer. Il faut dira-t-il *« augmenter les salaires quand ont peut le faire. Il est probable que l'on peut aujourd'hui assouplir un certain nombre de disciplines »*. Ce n'est pas là tout à fait l'expression d'un enthousiasme, mais d'un pragmatisme résigné.

Et de fait la France salariée attend désormais son heure présidentielle. La Corse bouge. Renault revendique. Jacques Calvet a desserré le frein à mains salarial. Dans de multiples entreprises, le cahier de doléances syndical est prêt. Les salariés anticipent cette reprise tant annoncée et si peu vécue en fin de mois. Est-ce prématuré ? En tout cas, c'est humain. Ces fameuses disciplines censées faire la force de l'économie française, les salariés les ont subies et acceptées pendant des années. Comme un mal nécessaire, comme un remède potentiel au chômage. Ils ont pris cette crise et leur salaire en patience. Et puis ils n'ont rien vu venir, ni moindre chômage, ni plus petite embellie.

Alors, maintenant ils demandent, ils revendiquent. Ils ont parfaitement entendu ce message répétitif et un peu boomerang du candidat Chirac, tout révolutionné, dénonçant sans trêve, ni relâche *« l'argent qui va à l'argent »*, *« ceux qui s'enrichissent en dormant »*. Ils entendent, car ils ne sont pas sourds, des histoires de plus value, d'affaires, de bénéfices record. Et ils sont désormais dans l'état d'esprit du salarié-électeur qui entend s'enrichir en votant.

SOMMAIRE

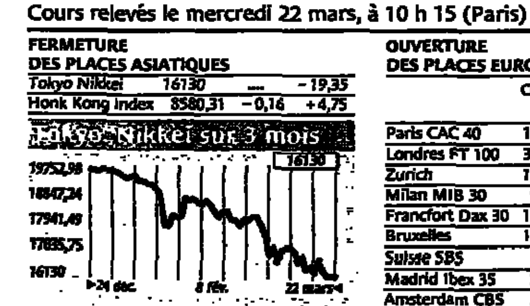
SERVICES

BOURSE

Cours relevés le mercredi 22 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16130	----	− 19,35
Honk Kong index	8580,31	− 0,16	+ 4,75



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 21/03	Var. en % 20/03	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1813,78	+0,12	− 3,58
Londres FT 100	3135	+0,35	+ 2,26
Zurich	1194,73	− 0,32	− 3,67
Milan MIB 30	945	+1,18	− 7,80
Francfort Dax 30	1982,95	− 0,44	− 5,86
Bruxelles	1308,08	− 0,74	− 5,86
Suisse SBS	976,33	− 0,50	− 5,95
Madrid Ibex 35	267,57	+ 0,12	− 6,11
Amsterdam CBS	268,10	− 0,11	− 3,56

DEMAIN dans « Le Monde »

LES ÉTATS-UNIS EN GUERRE AVEC LEUR HISTOIRE : A l'approche du cinquantième anniversaire de la bombe atomique sur Hiroshima, un âpre débat s'est instauré entre Américains sur la lecture de leur passé.

Tirage du *Monde* daté du mercredi 22 mars : 513 996 exemplaires

La France intègre avec une relative facilité les immigrés et leurs enfants

Une étude de l'Ined bat en brèche les préjugés sur l'islam, la polygamie et l'insertion sociale

ET SI LA MACHINE à assimiler les étrangers fonctionnait mieux, en France, que les débats douteux sur l'immigration, depuis dix ans, ne le laissent croire ? Pour la première fois, une enquête sérieuse, irréfutable, apporte une réponse : oui, le creuset français continue à fabriquer, comme depuis des siècles, des personnes, sinon des citoyens, qui se reconnaissent dans la langue et les moeurs de ce pays et n'ont pas la moindre envie de le quitter.

Si ce constat, largement optimiste, est destiné à faire date, c'est d'abord que l'étude de l'Institut national d'études démographiques (INED) dont il résulte, apparaît tout à fait inédite en France dans sa méthode. Jusqu'à présent, toutes les analyses sur l'intégration des immigrés étaient basées sur un critère unique, le seul jugé acceptable en France, la nationalité. Cette focalisation sur une catégorie réductrice – les étrangers, au sens juridique du terme – ne permettait pas de rendre compte d'un phénomène beaucoup plus large : l'évolution de la population issue de l'immigration, dont une grande partie possède la nationalité française. L'enquête de l'INED dirigée par Michèle Tribalat à la fin de 1992 comble cette lacune en embrassant d'un même regard trois catégories de populationsà veni : non seulement les immigrés venus en France à l'âge adulte qui sont généralement des étrangers, mais aussi les personnes installées en France depuis l'enfance et les jeunes nés en France de parents étrangers, dont la plupart sont des Français.

Les questions, posées à domicile par des enquêteurs de l'INSEE, vont des plus classiques – scolarité, langue parlée en famille – aux plus indiscrètes – origine ethnique, lieux de rencontre du partenaire amoureux, pratique religieuse, etc. Les réponses brossent un tableau de la population issue de l'immigration beaucoup plus contrasté que les amalgames sur « les immigrés » pouvaient le laisser paraître. Au passage, elles tordent le coup au passage à bien des lieux communs qui nourrissent la xénophobie.

Ainsi, l'utilisation de langue française, facteur primordial d'intégration s'impose très rapidement. 87 % des jeunes d'origine algérienne déclarent que le français est leur langue maternelle, associée ou non avec l'arabe (28 %) ou le berbère (7 %). Leurs parents, immigrés algériens ne sont que 26 % à considérer le français comme leur langue maternelle et 38 % à savoir lire et écrire cette langue (68 % des immigrés d'Afrique noire sont alphabétisés en français contre 16 % des Turcs). La déperdition de la langue d'origine apparaît rapide : 91 % des enfants nés en France de parents espagnols sont capables de converser en espagnol, mais seulement 35 % des petits enfants d'immigrés. La proportion d'enfants et petits enfants d'Algériens parlant arabe est respectivement de 69 et 24 %.

L'analyse de la formation des couples et des mariages révèle aussi des surprises. L'enquête de l'INED enseigne que la moitié des garçons d'origine algérienne et le quart des filles vivent avec un Français de souche et que l'union libre est souvent une forme durable d'union « mixte ». Dans 97 % des cas, le partenaire a été rencontré hors de la famille. Cependant, le poids des traditions familiales apparaît non seulement à travers la moindre liberté des femmes, mais aussi parce que, si l'on peut choisir un (e) petit ami (e) français (e) d'origine, on se marie plus rarement avec lui. D'ailleurs, les jeunes d'origine algérienne vivent en couple beaucoup plus tard que les Français d'origine, cette *« inhibition de la vie amoureuse »* s'apparente à des *« stratégies de fuite »* face aux prérogatives des parents.

L'étude fait apparaître aussi un effet particulièrement pervers des restrictions à l'immigration sur les mariages, particulièrement dans les familles turques. Le mariage avec une jeune fille résidant en France étant devenu l'un des rares moyens d'immigrer légalement, les parents tendent à monnayer, par la dote, les épousailles de leurs filles avec un garçon « du pays », assignant ainsi un « choix » communautaire à ces dernières.

L'INED fait aussi un sort aux élucubrations alarmistes à propos des pratiques polygamiques, dont la multiplication supposée a justifié *récemment des raidissements législatifs.* L'enquête retient le chiffre de 3 500 ménages polygames en France et précise que cette pratique n'existe que chez les femmes d'ethnie africaine Mandé, qui représente moins du quart de la population africaine noire en France.

L'analyse des pratiques religieuses, et en premier lieu l'islam, remet aussi en cause bien des faux semblants. L'image trop facile d'un « islam de France » homogène et monocolore est ainsi totalement battue en brèche. On apprend par exemple que les Algériens sont les *moins pratiquants des musulmans* de France. Parmi les immigrés, les Noirs d'Afrique, et dans une moindre mesure, les Maricains et les Turcs, fréquentent beaucoup plus assidûment les mosquées. Ainsi, 48 % des immigrés Algériens se disent *« sans religion »* ou non pratiquants contre 29 % ayant une *« pratique régulière »* et 23 % *« occasionnelle »*. Cette réalité est encore plus forte chez les Kabyles, dont les deux tiers se déclarents non religieux ou non pratiquants.

Les enfants d'immigrés algériens ignorent encore davantage le chemin de la mosquée. Près d'un sur trois se dit *« sans religion »*, soit une proportion supérieure à la moyenne des Français et des jeunes d'origine portugaise. Les pratiquants réguliers ne sont que 10 % parmi les garçons mais plus nombreux ches les femmes (18 %), contrairement à un cliché répandu. En revanche, le respect des parents impose celui des interdits alimentaires et du jeûne du ramadan, massivement observés s'agissant du porc, nettement moins pour l'alcool.

ASCENSION SOCIALE

A l'égard de la scolarité et de la réussite sociale, les conclusions de l'INED tendent à relativiser l'image rassurante de la réussite de la « beurette » opposée à la « galère » vécue par les garçons d'origine maghrébine. A l'école, les filles font juste un peu mieux que les garçons. L'enquête fait apparaître la forte pression des parents des parents maghrébins en faveur de la prolongation des études, pression qui se heurte aux redoublements et à la relégation vers des filières techniques. Mais c'est surtout au moment de l'insertion professionnelle que les « beurs » perdent l'avantage qu'ils ont pu acquérir au moment des études – *notamment sur* les Portugais. Principales cibles de discrimination, ces garçons battent les records d'instabilité professionnelle : plus de la moitié d'entre eux, parmi les 20-29 ans subissent une période de chômage de plus d'un an après leurs études, contre 29 % en moyenne nationale.

En dépit de ces graves difficultés, l'ascension sociale n'est pas nécessairement un rêve vain pour les enfants d'immigrés. Ainsi, les fils et filles d'ouvriers espagnols et algériens sont-ils plus souvent sortis de la classe ouvrière que la moyenne des enfants d'ouvriers en France.

A propos de l'acquisition de la nationalité français, autre grand indicateur de l'intégration, l'enquête confirme la diversité des situations chez les immigrés. S'opposent ainsi l'extraordinaire engouement des Asiatiques pour la nationalité française, au très nettes réticences des Algériens pour des raisons historiques évidentes. La législation française fait heureusement évoluer cette situation dès la seconde génération, celle des jeunes nés en France. Les enfants d'Algériens sont Français de naissance, ceux issus d'autres immigrations le deviennent à leur majorité.

Ce lien de citoyenneté avec la France est confirmé avec les statistiques d'inscription sur les listes électorales. Elles révèlent que, parmi les 25-29 ans, 85 % des fils d'Espagnols, 76 % des fils de Portugais mais aussi 63 % des fils d'Algériens figurent parmi les électeurs (contre 87 % en moyenne nationale), cette proportion étant supérieure pour les femmes.

La marginalité dont on affuble souvent les enfants de l'immigration apparaît donc très relative. Les investigations de l'INED montrent cependant avec une clarté particulièrement aveuglante à quel point fonctionne l'effet « ghetto » lié au type d'urbanisme. Plus les populations d'origine étrangère sont logées dans des quartiers où règne la ségrégation, plus s'intensifie la pratique religieuse, plus les relations sociales tendent à s'enfermer dans un cadre ethnique excluant les Français de souche. Si l'enquête multiplie les signes d'une relative bonne santé du système d'intégration, elle souligne aussi les réels dangers de dérive communautaire. Les originaires de Turquie, communauté relativement discrète en France, apparaissent à cet égard comme les premiers concernés.

L'ensemble de ces éléments arrivent, en tout cas à point nommé pour nourrir le débat sur la politique migratoire, urbaine et sociale totalement absent, jusqu'à présent, des joutes électorales.

Philippe Bernard

DANS LA PRESSE

Les salaires

LA TRIBUNE

On avait mis au placard le bon vieux concept de « redistribution des fruits de la croissance ». Il réapparaît : il faut bien s'en accommoder. (...)Il faut croire que les salariés qui ont un travail estiment qu'il est temps que l'on pense à eux. Réflexe égoïste, dira-t-on, alors que la priorité devrait être à la réduction du chômage. C'est probable. Mais c'est un égoïsme contre un autre, celui des entreprises qui, pour survivre pendant la crise, ont dû d'abord penser à elles...

François Roche

FRANCE-INTER

Cette amélioration de salaires ne peut fonctionner qu'à deux conditions : Qu'elle soit négociée entreprise par entreprise en fonction des moyens propres dont dispose l'entreprise. Qu'elle profite surtout au secteur privé. Compte tenu des déficits publics, et notamment du déficit budgétaire, la France peut difficilement accroître ses frais généraux et se permettre une inflation de salaires chez les fonctionnaires, sauf, bien sûr, à modifier l'organisation entière de la fonction publique.

Jean-Marc Sylvestre

Le CDS reconnaît avoir été financé grâce à une « caisse noire » en Suisse

DANS SON ÉDITION daté du 22 mars, *Le Canard enchaîné* révèle que le Centre des démocrates sociaux (CDS) a disposé d'une « caisse noire » en Suisse, pendant plus de dix ans, jusqu'en 1991. De 1982 à 1994, le CDS a été présidé par Pierre Méhaignerie, l'actuel ministre de la justice. L'hebdomadaire précise que ce trésor de guerre, alimenté jusqu'en 1989 par des *« commissions, dons ou frais d'étude en provenance de la France »*, était géré par un expert-comptable, Henri-Albert Jacques. Une société panaméenne, Sun Investments, a *« servi d'intermédaire pour certains versements »*. M. Jacques renvoyait en France ces sommes pour financer les dépenses du CDS.

Les informations de l'hebdomaire interviennent alors que *Libération* révèle, dans son édition du 22 mars, qu'un conseiller municipal CDS de Villeurbane, Bernard Magnaval, considéré comme un ancien *« grand argentier »* du Centre des démocrates sociaux, se trouve mêlé à une information judiciaire ouverte à la suite de la découverte d'un « trou » de 5 millions de francs dans la société de publicité France-Publi-Presse dont il est le gérant. Cette société éditait notamment une revue du CDS intitulé *Agir*, animée par Roger Fenech, conseiller général du Rhône.

Interrogé par *Le Canard enchaîné* à propos de la caisse noire suisse, François Froment-Meurice, ancien secrétaire général adjoint du CDS et proche de M. Méhaignerie, a confirmé ses informations. *« Un parti qui prétend qu'il se finançait par l'air du temps, avant la loi de 1990* [sur le financement des activités politiques] *se fout du monde »*, a assuré M. Froment-Meurice, dont les propos sont rapportés par *Le Canard enchaîné*. *« J'assume ce système que j'ai créé pour interdire tout mouvement d'argent liquide. »* Il a encore expliqué que ce trésor de guerre constituait *« une réserve stratégique »* qui *« représentait environ un tiers du budget du parti »*. *« Cet argent n'était pas utilisé pour les dépenses courantes, seulement pour les élections, les congrès ou les grosses opérations »*, a ajouté l'ancien secrétaire général adjoint.

Entendu en 1991 par une commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis, Albert Kalaydjian, alors le trésorier du CDS, s'était gardé d'évoquer l'existence de cette caisse noire. *« En dehors de cotisations, nos moyens financiers dépendent essentiellement de l'allocation du Trésor public (...) et des recettes tirées des publicités passées dans notre revue* Commune moderne », indiquait M. Kalaydjian, qui assurait qu'*« en 1989 nous n'avons pas reçu de dons, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler les dons de personnes physiques ou morales »*.

Dans un livre publié chez Plon et intitulé *Aux Français qui ne veulent plus être gouvernés de haut. Pour une société de considération,* Pierre Méhaignerie aborde évasivement cet aspect du fonctionnement du CDS. *« Je reconnais qu'avant la loi de 1990 (...) nous avons dû, au CDS, nous débrouiller comme tout le monde pour exister »*, écrit le ministre. Il reste à présent à savoir si la chancellerie ou le parquet décideront de donner une suite judiciaire à ces informations, qui rappellent les mécanismes de financement mis au jour par le juge Renaud Van Ruymbeke à propos du Parti républicain, qui fait déjà, lui, l'objet d'une information judiciaire.

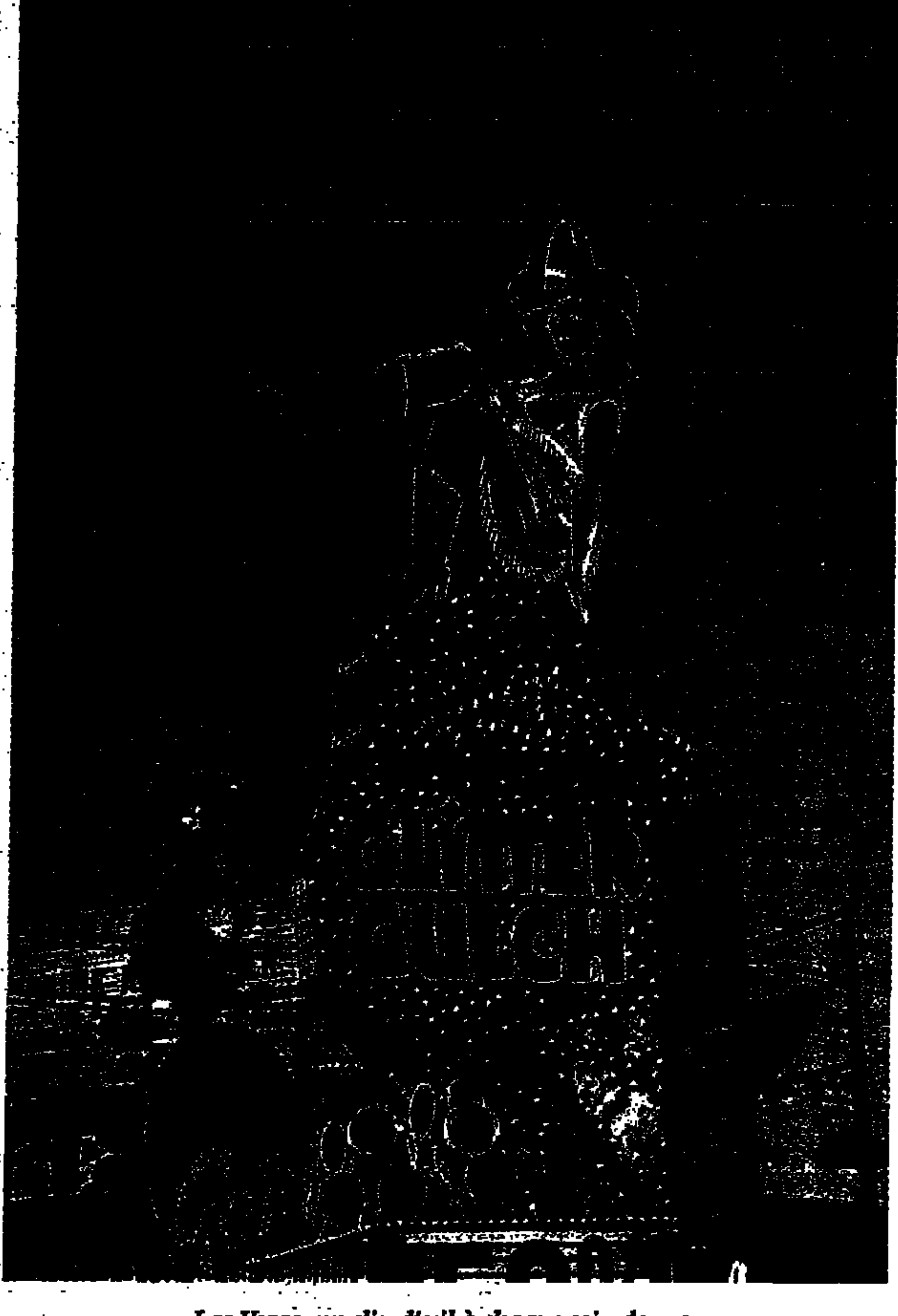
Gilles Paris

■ ESPACE : au terme d'un séjour de 437 jours et 18 heures en orbite, record mondial en la matière, un cosmonaute russe, Valeri Poliakov, est rentré sur Terre, mercredi 22 mars à 5 h 04 (heure de Paris), en compagnie d'Alexandre Viktorenko et Elena Kondakova. Cette dernière a pulvérisé, pour sa part, avec 170 jours, le record de séjour en orbite pour une femme, qui était d'une quinzaine de jours. Les trois cosmonautes avaient accueilli, jeudi 16 mars, le premier Américain à pénétrer dans la station russe Mir. – *(AFP.)*

هكذا من الاهل

Le Monde
VOYAGES

Terres d'été



GILLES LHOTE-OROP

Las Vegas, un clin d'œil à chaque coin de rue.

AFRIQUE DU SUD

Le rêve inachevé

Il s'appelait Cecil Rhodes. Premier ministre de la province du Cap, il rêvait d'un train qui relierait sa ville à celle du Caire. Trois ans après sa mort, en 1905, le train atteignait les chutes Victoria. Près d'un siècle plus tard, le rêve n'est toujours pas réalisé. Reste de beaux restes que l'on parcourt avec nostalgie.

Page V

ARGENTINE

Une ville à danser

Difficile, à Buenos Aires, d'échapper au tango. Plus difficile encore, quand on y est né et que l'on vit ailleurs, de ne pas rêver d'y retourner. Et lorsqu'on y revient, de ne pas exprimer sa fierté, mêlée de tendre ironie. S'abandonner à la mélancolie et au souvenir. Dériver dans la ville de café en café. Puis filer vers le delta du rio Parana. Pour, dans un décor luxuriant, au milieu de demeures rustiques, se sentir loin de tout.

Page VI

INDE

La saga d'une ville fantôme

Des temples érigés pour des dieux par des rois mécènes. La capitale d'un empire évanoui, une dentelle de pierre dans un chaos de granit. Des bas-reliefs racontant de fabuleuses épopées à des paysannes au port de reine. Visite dans l'Inde profonde. Au centre du Sud. Au coeur du Karnataka, terre de contes et de légendes.

Page VIII

ESPAGNE

Sainte Séville

Elle sent fort l'encens, la cire fondue et la sueur des hommes. Elle a ses chants, ses gestes et ses rites. Ses congrégations et ses pénitents blancs encagoulés. Ses processions et ses chars où trônent Christs et Vierges couverts d'or. C'est, au cœur du printemps, la Semaine sainte. A Séville, sainte, sensuelle et narcissique.

Page X

NOUVELLE-CALÉDONIE

L'Eden à l'envers

Aux antipodes, deux mondes, deux paysages, deux modes de vie, et le même attachement à la même terre, belle et rebelle. Un charme qui peut tourner au maléfice. Une île hantée par trop de morts et devenue méfiante.

Page XII

ET AUSSI...

CONCEPTION ET COORDINATION :
Patrick Francès et Florence Evin,
avec Danielle Tramard
RÉALISATION :
Fabienne Darge
et Jean-Jacques Larrochelle
ICONOGRAPHIE :
Sophie Malexis
CARTOGRAPHIE :
AFDEC
CHEF DE PUBLICITÉ :
Stéphane Moullé-Berteaux

LAS VEGAS

L'aguicheuse

Hier « enfer du jeu », aujourd'hui paradis des familles.

S'il y a une chose qu'on ne peut reprocher à Las Vegas, c'est de cacher son jeu. Dès l'arrivée, la ville joue cartes sur table. Ainsi, avant même d'avoir récupéré leurs bagages, les visiteurs sont accueillis par la lancinante musique des machines à sous crachant leurs pièces dans des bacs métalliques sonores à souhait. Des machines qui, à l'instar de celles disposées à l'entrée des casinos de la ville, seraient, dit-on, spécialement programmées pour « ferrer » le nouvel arrivant. Certaines, en effet, restitueraient jusqu'à 98 % des sommes avalées tandis que d'autres, plus pingres, n'en déglutiraient qu'un mesquin 85 %. Etre au parfum ne change guère le cours des choses. Statistiquement, vous êtes condamné à perdre. Plus ou moins lentement...

A ceux qui ne succombent pas immédiatement, les présentoirs des boutiques de l'aérogare offrent une multitude d'ouvrages, plus ou moins savants, destinés à donner au nouvel arrivant un moral de vainqueur, autrement dit quelques recettes de base pour ne pas être tondu trop rapidement. Citons, parmi les titres en vente, *Casino Gambling : Winning Techniques, Winning Formula, All about Slots and Video Poker, Playing Blackjack as a Business.* Egalement sur les rayons, *The Official Guide to the Best Cat Houses in Nevada,* un guide au sous-titre beaucoup plus explicite : *Everything you want to know about legal prostitution in Nevada* (tout ce que vous désirez savoir sur la prostitution légale au Nevada). Ce *best seller, « entièrement remis à jour, avec noms, numéros de téléphone et plans d'accès »*, dresse, avec le sérieux d'un guide Michelin, l'inventaire des mille et une manières de s'envoyer en l'air, sur la route de Reno, dans les luxueux bordels de la toute proche Amargosa Valley, sanctuaire d'une prostitution décrétée illégale dans quatre des dix-sept comtés de l'Etat, dont celui de Clark, où se trouve Las Vegas. Ce qui n'empêche pas une armée de rabatteurs de distribuer dans la ville des dizaines de prospectus, plus suggestifs les uns que les autres, et dans lesquels sont exposées crûment les multiples combinaisons de l'amour tarifé. Autant de dépliants qui, tous, insistent sur *« les chances infinitésimales d'attraper dans ces lieux de plaisirs la moindre maladie honteuse »*. En vérité, et bien que banni des limites de la ville, le plus vieux métier du monde a ses entrées dans la plupart des hôtels, où des portiers attentionnés jouent les intermédiaires discrets et efficaces d'un système régi par la loi du silence. Sans oublier la filière florissante des pages jaunes des annuaires téléphoniques locaux.

De quoi conforter une réputation sulfureuse, réputation propre à dissuader les honnêtes gens de s'aventurer dans cet antre du stupre. Gênant, pour une ville dont la prospérité est fondée sur sa capacité à attirer un maximum de visiteurs. La ville, il est vrai, a plus d'un tour dans son sac, ainsi qu'en témoignent ses métamorphoses successives. Bourgade peuplée de pionniers dans les années 30 et 40, oasis de gangsters flirtant avec Hollywood dans les années 50 et 60, mirage faisant miroiter, en plein désert, ses néons et ses shows rutilants.

De notre envoyé spécial
PATRICK FRANCÈS

(Lire la suite page III.)

Choisir

« Oser ». Le mot, rappelez-vous, figurait à la « une » de nos « Terres d'hiver ». Invitation à choisir le singulier et l'inédit plutôt que le banalisé et l'aseptisé. En sachant faire « la part du risque », expression qui préfaçait nos dernières « Terres d'Asie ». Et en privilégiant, comme nous aimons le faire dans nos « Monde Voyages », des contrées trop souvent réservées aux voyageurs dits « avertis ».
Un voyageur averti en valant deux, nous vous proposons donc, en final de ces « Terres d'été », un « Planète mode d'emploi », inventaire d'un globe-trotter éclairé destiné à fournir au voyageur perplexe quelques éléments pour l'aider dans son choix. Oser n'est pas tout, en effet. Encore faut-il savoir vers lesquels des quelque 185 pays tapissant aujourd'hui la planète, il convient d'orienter, en priorité, sa curiosité. Choisir, autrement dit. Choisir, par exemple, une ville à danser (Buenos Aires), une ville fantôme (Hampi, au Karnataka), une ville sainte et sensuelle (Séville), une ville ressuscitée (Dresde) ou une ville mirage (Las Vegas), dans le désert du Nevada. Un royaume himalayen (le Mustang), un archipel africain, un pays convalescent (le Liban), le train bleu d'un rêve inachevé ou les escales de croisières fortes en thèmes.
Choisir et partir.

P. F.

LAS VEGAS

La folie des grandeurs

La différence entre les parents et les enfants, c'est le prix de leurs jouets.

Le Luxor, réplique de la pyramide de Kéops flanquée d'un Sphinx géant et d'un obélisque.

ÉRIC SANDER/GLMR



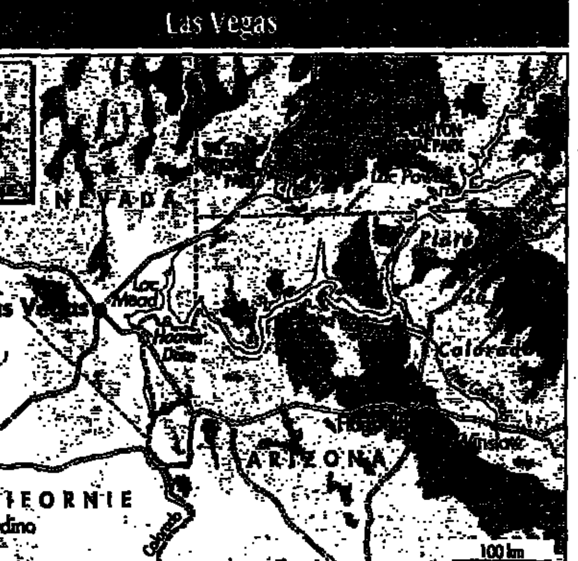
EN 1976, la légalisation des casinos à Atlantic City (New Jersey) sonnait le glas du monopole dont avait bénéficié le Nevada. Une situation qui allait conduire les propriétaires de casinos de Las Vegas à ne plus tout miser sur le jeu, mais, au contraire, à diversifier leurs attractions afin de séduire une clientèle plus large. Avec, par exemple, de grands rendez-vous sportifs : combats de boxe, courses automobiles ou tournois de golf. Mais également des championnats de poker, des finales opposant les rois des machines à sous et, surtout, un grand rodéo qui, en décembre, voit s'affronter les meilleurs spécialistes du genre. Des événements qui, retransmis dans le monde entier, ont conforté la ville dans son statut de capitale mondiale du divertissement.

Une métamorphose encore amplifiée par l'entrée en scène d'une nouvelle clientèle, celle des familles. Et l'apparition, en 1993, des « megaresorts », complexes de loisirs géants où le jeu n'est qu'une animation parmi d'autres. En quelques mois sont ainsi apparus sur la scène quatre stars (le Grand Slam Canyon, le Luxor, le Treasure Island et le MGM Grand Hotel) représentant un investissement de plus de 2 milliards de dollars. Pionnier de cette évolution, Circus Circus Enterprises Inc. avait, dès 1974, ouvert un casino dont la silhouette s'inspirait d'un chapiteau de cirque et où se relayaient acrobates, clowns et cracheurs de feu, tandis que, dans les airs, des trapézistes volants évoluaient au-dessus des joueurs. Les enfants n'étaient pas oubliés, avec, à leur intention, une profusion de jeux électroniques. En 1972 s'ajoutaient à l'édifice un hôtel et, en août 1993, un époustouflant parc d'attractions (un investissement de 90 millions de dollars) baptisé « Grand Slam Canyon ». Un décor de montagnes, de tunnels, de grottes, de rapides, de cascades et de piscines-lagons bordées de plages exotiques. Sillonné d'impressionnantes montagnes russes et recouvert d'un majestueux dôme rose. Non loin de là, le fameux Caesar's Palace (1 500 chambres, 9 restaurants, 4 salles de spectacles, 3 casinos et une piscine en forme de bouclier romain) dresse, depuis 1966, son univers gréco-romain peuplé de fontaines, de quadriges et de statues de marbre. Avec des centurions bronzés aux épaules de surfeurs et des vestales en mini-toge, l'Antiquité devait également inspirer « The Forum Shops », une incroyable galerie marchande – elle a coûté 100 millions de dollars – inaugurée en mai 1992 et où quelque 70 000 badauds déambulent quotidiennement.

En novembre 1989 s'était ouvert le Mirage : un hôtel-casino de 32 étages, 3049 chambres et une centaine de suites somptueuses (pour un investissement de 630 millions de dollars), avec, en vedette, une jungle tropicale couverte, des requins batifolant derrière la réception, des tigres blancs de Sibérie, un bassin pour les dauphins et, au milieu d'un lagon hawaïen (grottes, cascades et palmiers), un volcan artificiel avec éruptions nocturnes programmées toutes les quinze minutes. Le maître des lieux, Steve Wynn, également propriétaire du Golden Nugget, dans Downtown, doublera la mise, en octobre 1993, en ajoutant au Mirage un voisin de 36 étages (2 900 chambres et 7 restaurants), le Treasure Island (475 millions), au décor inspiré d'un roman de Stevenson. Au pied de l'hôtel, dans une crique sortie tout droit des Caraïbes, un galion de pirates livre, toutes les quatre-vingt-dix minutes, une bataille victorieuse à une frégate anglaise. Les canons tonnent, les boulets entourent le navire de gerbes d'eau avant de s'abattre sur le pont et d'y mettre le feu. les mâts s'effondrent, l'équipage se jette à l'eau. Lentement, le vaisseau s'enfonce dans les flots, entraînant avec lui un capitaine qui, tradition oblige, refuse d'abandonner son navire. Ravie, la foule applaudit. A peine se remet-on de ses émotions que la frégate, dégoulinante, refait surface et regagne son point de départ... pour le prochain show. Mieux que Broadway et gratuit par-dessus le marché !

Insatiable, Steve Wynn fera, en 1992, main basse sur le vénérable Dunes (il datait de 1966), dont les 23 étages, truffés d'explosifs, seront, le 27 octobre 1993, soufflés en trente secondes à la lueur d'un feu d'artifice géant. A Las Vegas, même la mort est prétexte à spectacle. Un spectacle de 1 500 000 dollars offert aux quelque deux cent mille curieux rassemblés sur le « Strip ». En attendant la construction d'un nouveau complexe qui, promet-on, sera *« le plus extravagant du monde »*.

A Las Vegas, le show immobilier ne connaît aucun répit. Un show marqué, en juin 1990, par l'ouverture d'un nouveau colosse, l'Excalibur, dont les 4 000 chambres se nichent dans un véritable château médiéval, logo géant rose et bleu dont plusieurs étages sont entièrement consacrés à des attractions destinées aux plus jeunes. A l'affiche du spectacle-maison, un tournoi où, chaque soir, s'affrontent, sous l'œil des dîneurs, les chevaliers de la cour du roi Arthur. Au total, un investissement de près de 290 millions de dollars financé par Circus Circus Entreprises, dont le président, William Bennett, est à l'origine d'une autre excentricité architecturale, le Luxor (375 millions de dollars), inauguré en octobre 1993 et relié à l'Excalibur par un monorail. Réplique, en verre fumé noir, de celle de Kéops, cette pyramide, haute de 30 étages, est flanquée d'un Sphinx géant (mais sans le nez cassé de son modèle) et d'un obélisque. Au sommet de l'édifice, de puissants rayons laser balaient le ciel. Trois cent mille watts qui font de ce phare titanesque la seule création humaine, avec la Grande Muraille de Chine, visible, dit-on, de l'espace. Dans les entrailles de l'édifice (les 2 500 chambres sont situées dans les parois), un atrium (neuf Boeing 747 y seraient à l'aise) abrite une réplique de Manhattan ainsi qu'une reproduction du tombeau d'un pharaon. En prime, un Nil artificiel de 8 kilomètres, façon « rivière enchantée », où l'on navigue à bord de barges, sous la conduite de guides qui décryptent, au fil du courant, les hiéroglyphes décorant les murs de l'hôtel. Chaque soir, dans une arène de 1 000 places, l'hôtel offre un spectacle baptisé *« Winds of the gods »*, où, dans une mise en scène digne de Ben-Hur, se déploient les fastes de l'Egypte ancienne.



Le rêve américain version « Guerre des étoiles ». Pour 63 millions de dollars

Last but not least (il a été inauguré en décembre 1993), le MGM Grand Hotel. Un nom qui explique la présence d'un majestueux lion, symbole du géant cinématographique hollywoodien, entre les pattes duquel s'engouffrent clients et visiteurs qui y déambulent jour et nuit. Une ville dans la ville avec ses 8 000 employés, ses 5 005 chambres (dont 750 suites), ses 93 ascenseurs, son casino géant (3 500 machines à sous), ses 8 restaurants, ses 2 salles de spectacles, son aréna de 15 200 places, ses 3 piscines (dont une de 200 mètres de long) et son parc d'attractions de 13 hectares ! De quoi se proclamer fièrement *« le plus grand* resort *du monde »*. Un rêve devenu réalité (au prix de 1 million de dollars par jour et d'une addition finale de 1 milliard de dollars !) sous la baguette d'un multimilliionnaire nommé Kirk Kerkorian, pionnier des promoteurs de Las Vegas.

La folie des grandeurs n'ayant aucune raison de s'arrêter en si bon chemin, les regards sont désormais braqués sur la chaîne hôtelière ITT Sheraton Corp., déjà propriétaire du Desert Inn, et qui s'apprête à investir 1 milliard de dollars dans la construction d'un *« mega resort »* de 5 000 chambres. D'ores et déjà, la petite bourgade poussiéreuse qui vit le jour en 1905 affiche plus de 86 000 chambres (69 hôtels et 188 motels) et 13 des 17 plus grands « resorts » hôteliers de la planète.

Quant à Downtown Las Vegas, là où tout a commencé, elle n'entend pas se laisser distancer et concocte, elle aussi, un projet extravagant. Baptisé « The Fremont Street Experience », il consiste, ni plus ni moins, à coiffer cette rue d'une *« voûte céleste »* en acier. Le tout climatisé en été et chauffé en hiver. Côté spectacle, une parade aérienne d'une quinzaine de chars qui évolueront dans les airs au rythme d'une chorégraphie musicale et lumineuse. Le rêve américain version « Guerre des étoiles ». Pour 63 millions de dollars. Et la revanche des centres-villes américains, désertés dans les années 50 au profit de centres commerciaux géants. Un retour aux sources à l'image du « Strip », qui, longtemps réservé aux limousines à vitres fumées, voit aujourd'hui déambuler sur ses trottoirs une espèce que l'on croyait disparue : le piéton. Un piéton qui n'en finit pas de dévorer des yeux les énormes pièces montées confectionnées à son intention.

P. F.

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. A 460 km de Los Angeles, Las Vegas (330 000 habitants) est située au cœur du Clark County (900 000 habitants), dans l'Etat du Nevada (1,4 million d'habitants). La ville compte cent quatre-vingt et une écoles publiques, un collège et une université, densité qui s'explique par l'affectation prioritaire à l'éducation des revenus que l'Etat tire du jeu.

MÉTÉO. Moyennes annuelles : deux cent quinze jours et demi de soleil, 10,6 cm de pluie et environ 20° C. Mois les plus agréables : mars, avril et octobre. Très chaud en été, mais voitures et édifices sont climatisés. Les nuits, elles, peuvent être frisquettes.

ACCÈS. Avec plus de 22 millions de passagers par an, l'aéroport de Las Vegas est l'un des plus fréquentés du pays. De Paris, aucun vol direct. Outre plusieurs compagnies américaines, dont United Airlines, Air France dessert Los Angeles, d'où l'on rejoint Las Vegas, soit en avion (45 minutes) soit en voiture (4 h 30). Louer un véhicule (à partir de 870 francs la semaine, en kilométrage illimité) est la meilleure formule pour sillonner la région. A noter que les trains arrivent directement dans un casino...

VOYAGISTES. Grand spécialiste de la destination, Forum Voyages (24 agences, dont celle du 11, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : (1) 42-61-86-66, ainsi qu'une centrale de réservations par téléphone au (1) 46-43-71-72) propose des vols quotidiens Paris-Las Vegas AR, notamment sur USAir, via Philadelphie, à partir de 3 795 F (5 000 F du 1er juillet au 16 août). Côté hébergement, un forfait au Mirage (trois jours et deux nuits) est proposé à 1 500 francs par personne (supplément en week-end) en chambre double et petit déjeuner, avec accueil, transferts et spectacle. En semaine, une nuit y coûte 390 francs. Egalement proposés, le Riviera, le Golden Nugget, le Treasure Island, le Luxor, le Las Vegas Hilton, le Flamingo Hilton et le Caesar : de 185 à 580 francs par personne la nuit en chambre double. Au départ de Las Vegas, diverses excursions aériennes avec Scenic Airlines : un survol de 4 heures du Grand Canyon (865 francs par personne), une journée au Grand Canyon (1 175 francs), un survol de Bryce Canyon et Grand Canyon (1 610 francs), un combiné Grand Canyon-Monument Valley (2 485 francs par personne avec une nuit en chambre double, 3 415 francs avec Bryce Canyon et deux nuits) ainsi que divers survols en hélicoptère au départ du Grand Canyon (de 530 à 995 francs). A signaler une sélection d'hôtels dans les parcs nationaux et un choix de circuits avec, en vedette, d'avril à octobre, l'Ouest américain en avion privé (5 jours et 4 nuits), de Las Vegas à Salt Lake City, à partir de 17 800 francs par personne, de Paris, sur la base de 4 à 6 personnes.

De nombreux voyagistes programment des circuits et des formules à la carte associant séjour à Las Vegas et découverte de l'Ouest. Citons Council Travel, Discover America, Flâneries américaines, Jetset, Jet Tours, Kuoni, Nouvelles Frontières, Pacific Holidays, Planète, Republic Tours, Rev'Amériques, Travel'Am, Vacances fabuleuses, Voyageurs aux Etats-Unis et Zénith.

HÔTELS. En dépit d'une capacité hôtelière importante, la ville affiche souvent « complet ». Mieux vaut réserver et éviter les vacances locales, les grandes conventions et le week-end du Super Bowl (football américain) en décembre. La ville est moins fréquentée entre Thanksgiving (dernier jeudi de novembre) et Noël. Eviter aussi le week-end : on s'y bouscule et les prix augmentent. En semaine, tarifs très raisonnables compte tenu de la qualité de l'hébergement. Explication : un joueur dépense en moyenne dans les casinos trois fois plus que ce que lui coûte son séjour.

RESTAURANTS. Dans les hôtels, les restaurants de qualité sont plus abordables que dans d'autres villes américaines. Particulièrement économiques, les buffets et les brunchs dominicaux (dont ceux du Bally's et du Golden Nugget) : de 2,50 à 5 dollars. De 23 heures à 6 heures du matin, certains hôtels proposent, pour moins de 1 dollar, de copieux breakfast.

SHOPPING. Un « must », The Forum Shops, la galerie marchande hyper kitsch du Caesar's (plus de 70 magasins de luxe), délirante réplique d'une rue de la Rome antique avec fontaines, statues et faux ciel où alternent aubes tendres, couchers de soleil romantiques et nuits étoilées. Au sud du « Strip », les malls du Factory Outlet District accueillent les « discounteurs».

FAITES VOS JEUX ! Dans le comté, 109 368 machines à sous (162 745 au Nevada) et 3 661 tables de jeu. En 1993, les casinos locaux ont collecté 4,7 milliards de dollars (6,2 milliards au Nevada). Une vraie poule aux œufs d'or : les casinos fixent les règles du jeu et s'octroient, naturellement, un avantage mathématique qui fait de chaque joueur un perdant presque assuré, accueilli avec le sourire et bichonné par des serveuses qui lui propose, en permanence, des boissons gratuites. Particulièrement choyés, les joueurs dont les mises sont fichées par les casinos (on peut demander à se faire « évaluer ») qui n'hésitent pas à loger et à nourrir gracieusement leurs meilleurs clients. Joueurs et personnel sont l'objet d'une surveillance constante et discrète, via caméras et miroirs sans tain... Les gains, eux, sont allégés des 30 % de taxe locale obligatoire pour les étrangers. Avec l'arrivée des jeux électroniques et des machines vidéo, les machines mécaniques (baptisées « bandits manchots ») sont devenues des pièces de collection. Quant aux « jackpots », ils sont passés de quelque centaines de dollars à plusieurs millions de dollars, les machines étant reliées entre elles par des systèmes informatiques.

SHOWS. Capitale du jeu, Las Vegas est également réputé pour la qualité de ses spectacles. Pour faire son choix, consulter *Today in Las Vegas, What's on, Showbiz* ou *Vegas Visitor*, diffusés dans les hôtels et casinos. La plupart des hôtels pratiquent une politique de réservation classique, mais les sièges peuvent aussi être attribués, sur place, par des employés sensibles au montant du pourboire... Certains établissements accordent une priorité à leurs clients. Les prix vont de 9 à 95 dollars, voire davantage, pour des stars du calibre de Barbra Streisand, Liza Minelli, Frank Sinatra ou Julio Iglesias. Les shows les plus prestigieux, type « Folies Bergère » (au Tropicana), « Cirque du Soleil » (Treasure Island), « Jubilee » (qui fait sombrer le *Titanic* sur la scène du Bally's), « Enter the Night » (Stardust), « Splash » (Riviera) ou « Starlight Express » (Las Vegas Hilton), coûtent entre 30 et 75 dollars, en fonction de l'heure (deux shows par soir) et des prestations (dîners ou non). L'un des plus populaires, celui des magiciens Siegfried et Roy, au Mirage, coûte 72 dollars, prix incluant deux boissons.

MUSÉES. Citons le Liberace Museum (dédié à une gloire des *sixties* dont on peut voir les célèbres pianos, les voitures et les tenues de scène extravagantes), le Musée d'histoire naturelle (faune du désert, art indien et techniques minières), le Nevada State Museum (anthropologie et exposition sur l'utilisation du néon à Las Vegas) et le Clark County Heritage Museum (les années 20). Ainsi que la collection d'automobiles anciennes de l'Imperial Palace Hotel, sur le « Strip ».

LIRE. *Las Vegas, un diamant dans le désert*, de Gilles Lhote et Patrick Mahé (Editions n°1 Filipacchi, 320 F), album illustré de photos d'archives avec des textes de Pierre Rey, Line Renaud, Jean Cau et Jean-Claude Bouttier. Sur place, un ouvrage similaire, en anglais, *Las Vegas, the entertainment capital*, de Donn Knepp. Côté guides, le Routard (*Côte Ouest et Rocheuses*) et le Guide Bleu *Etats-Unis, centre et ouest* (Hachette). Les guides les plus complets sont américains. Citons le très pratique guide *Access*, le *Frommer's* et le remarquable *Compass American Guides*, de Deke Castleman. Pour bien gérer son budget l'*Econoguide to Las Vegas* (Longmeadow Press) et sur l'univers du jeu *Bargain City*, d'Anthony Curtis (Huntington Press). Les passionnés d'architecture se délecteront à la lecture de *L'Enseignement de Las Vegas ou le Symbolisme oublié de la forme architecturale*, de Robert Venturi, Denise Scott Brown et Steven Izenour (Architecture + Recherches, Pierre Mardaga éditeur.

S'INFORMER. Sur place, au Visitor Information Center (3150 Paradise Road, Las Vegas, NV 89109) qui peut également envoyer une abondante documentation sur demande et répondre aux questions spécifiques. A Paris, l'Office du tourisme des Etats-Unis (tél. : (1) 42-60-57-15 et Minitel 3615 code USA) renseigne également par courrier (BP1, 91167 Longjumeau Cedex 9).

هكذا من الأصل

L'aguicheuse

LAS VEGAS

L'aguicheuse

(Suite de la page I.)

Lancée dans une fuite en avant effrénée, Las Vegas est, plus que jamais, obsédée par l'occupation des milliers de chambres désertées plusieurs mois par an par les touristes. Une première solution : les remplacer par des congressistes. D'où la construction, en 1959, d'une salle de 6 300 sièges doublée d'un hall d'exposition, le Silver Dome, remplacé, en 1983, par le Cashman Field Center, situé *downtown*. Et la création, en 1990, au milieu du « Strip », d'un des plus vastes centres de conventions du monde. Stratégie payante : Las Vegas reçoit plus de 23 millions de visiteurs par an (contre 14 millions, seulement, pour Orlando et son Disney World), dont plus de 2 millions d'étrangers (120 000 Français) et un nombre équivalent de congressistes. Clientèle studieuse attirée ici non seulement par une infrastructure de qualité et une impressionnante capacité hôtelière, mais également par l'atmosphère ludique d'un lieu voué au jeu et au spectacle.

Aujourd'hui, Las Vegas change, une nouvelle fois, son fusil d'épaule. Avec dans son viseur les familles ou, plus exactement, les joueurs potentiels qui refusent de laisser derrière eux femmes et enfants. D'où une nouvelle vocation, celle d'une ville qui pense à tous les membres de la famille. Sans oublier, pour autant, sa raison d'être : que les parents, une fois leurs bambins comblés, puissent, en toute quiétude, s'installer devant machines à sous et tapis verts.

Encore convenait-il, pour cela, de changer significativement l'image globale d'une destination certes débarrassée de ses parrains les plus encombrants (grâce à la guerre menée contre le crime organisé par Robert Kennedy et à l'OPA financière et moralisatrice d'un rédempteur invisible nommé Howard Hughes), mais à laquelle restaient néanmoins accolés les qualificatifs tenaces d'« enfer du jeu », de « cité du péché » et de « capitale du divorce ». Mauvaise réputation dont, « business oblige », il importait de se défaire au plus vite. Opération apparemment couronnée de succès à en croire le magazine *Time*, qui, en janvier 1994, accordait sa couverture à *« une ville où*, observait-il, *le péché était devenu consommable en famille »*. Une métamorphose qui, selon lui, illustrait *« la tolérance collective du peuple américain à l'égard de la vulgarité »*.

La courtisane dissolue s'est muée en Cendrillon

La réalité est sans doute beaucoup plus prosaïque. Et capitaliste. Il y a seize ans, le Nevada était le seul endroit du pays où les casinos avaient légalement pignon sur rue. Dans l'ensemble des Etats-Unis, on ne dénombrait alors que 14 loteries d'Etat. En 1990, on ne recensait encore que trois Etats avec des casinos, compte non tenu de ceux ouverts dans les réserves indiennes, à la fin des années 80, après un feu vert de la Cour suprême (*Le Monde* du 27 décembre). Aujourd'hui, on « flambe » dans neuf Etats et les loteries ont contaminé trente-sept Etats. Ajoutez à cela le fait que plusieurs Etats riverains du Mississipi envisagent d'autoriser le jeu sur les bateaux croisant sur le fleuve. Et qu'au départ de Miami (dans une Floride qui prohibe toujours le jeu) des croisières pour *« nowhere »* (nulle part) embarquent, l'espace d'une nuit, les joueurs impénitents. En attendant ces casinos flottants qui, un jour, pourraient mouiller au large de Boston ou de Philadelphie.

Résultat : le jeu s'est banalisé et Las Vegas a perdu le monopole de ce qui, longtemps, lui a servi d'image de marque. Oasis sulfureuse dans une Amérique majoritairement puritaine, la ville a vu le pays se mettre progressivement au diapason. Elle ne choque plus. La courtisane dissolue s'est muée en Cendrillon et Baby Doll s'est métamorphosée en poupée Barbie. En termes de *business*, la situation sentait le roussi. Il fallait réagir, reprendre, d'une manière ou d'une autre, le *leadership* d'une excentricité à réinventer. Ce qu'elle a fait. Avec, en point de mire, Orlando, un exemple à égaler, voire, Amérique oblige, à surpasser.

Un objectif atteint à coups de *« mega resorts »* où le jeu, toujours présent, séduit des pères d'autant plus déculpabilisés qu'à deux pas, leurs bambins ne savent plus où donner de la tête tandis que maman s'offre une overdose de lèche-vitrines le long des plus luxueuses galeries marchandes du monde. Scénario idyllique qui, le soir venu, voit toute la famille assister à des shows dignes de Cecil B. De Mille, Walt Disney et Spielberg réunis. Sur scène, les monstres sacrés (Liza, Frank, Willie (Nelson) ou Dolly (Parton)), triomphent toujours. Mais les vrais rois de la fête sont aujourd'hui des magiciens nommés David Copperfield ou Siegfried & Roy, deux dompteurs-illusionistes allemands qui, 480 fois par an, font disparaître, en un tour de main, lions, tigres et éléphants.

A l'échelle de la ville, le tour de passe-passe s'est révélé payant, avec, dès 1993, 7,3 % de visiteurs supplémentaires et, surtout, une augmentation substantielle de la durée moyenne des séjours. Plus significatif encore, le fait que la moitié des visiteurs ont moins de 40 ans et que près de la moitié de cette moitié en ont moins de 30. En fait, la ville gagne sur tous les tableaux. On y flambe toujours autant et les millions de visiteurs laissent, annuellement, dans les caisses des casinos plus de 5 milliards de dollars, soit près de 1 000 dollars par minute ! En fait, la ville n'a pas changé de raison d'être mais d'approche. Et les dauphins du Mirage, les pirates de Treasure Island, les chevaliers de l'Excalibur et le Sphynx du Luxor *(voir article ci-contre)* ne sont que la version plus sophistiquée des boissons gratuites de jadis. Une manière plus efficace d'inciter les clients à quitter leur chambre pour, finalement, échouer dans un casino. Seule ombre au tableau, l'arrivée d'une nouvelle génération de visiteurs qui viennent, en famille, consommer cette cité ludique et pour qui le jeu n'est qu'un élément du spectacle.

Pas de quoi, néanmoins, faire perdre la boule à cette ville-roulette, tapis vert des rêves les plus fous, mirage de *jackpots* miraculeux. Ville, aussi, des gueules de bois, des aubes amères, voire des naufrages et des épaves. Ville *clean* qui lessive en divertissant. Une cité qui, après avoir longtemps misé sur sa différence, joue désormais la carte de la ressemblance. Miroir d'une Amérique qui se veut accueillante et conviviale, *cool* et démocratique, à l'image de cette foule qui y déambule en tennis et T-shirt. A sa façon, elle est ce que l'Amérique fut jadis pour des millions d'immigrants européens : la terre promise. Ainsi voit-elle affluer vers elle, chaque semaine, un millier de nouveaux habitants (sa population, qui a augmenté de 20 % depuis 1989, devrait atteindre le million en l'an 2000) séduits par ce paradis fiscal, la perspective d'un emploi, un hébergement facile et un coût de la vie moins élevé qu'ailleurs. *« Si Dieu en avait eu les moyens*, affirmait un des promoteurs locaux, *voilà ce qu'il aurait créé. »* Une sorte d'eden artificiel où, si le soleil se couche (mais avec des mises en scène hollywoodiennes), la vie, elle, ne s'arrête jamais. Comme dans ces supermarchés ouverts 24 heures sur 24 ou dans ces casinos qui, volontairement privés de pendules, ont, tout simplement, effacé toute notion de temps.

Drapée dans une cape de néons multicolores, Las Vegas l'aguicheuse multiplie, à chaque carrefour, les clins d'yeux. Prestidigitatrice de génie, elle n'en finit pas de sortir de son chapeau des lapins toujours plus fous. Ville magique où, aujourd'hui comme hier, *« un simple geste peut changer votre vie »*. *« A Las Vegas*, observait l'écrivain Pierre Rey, *l'extraordinaire est ordinaire, le miracle quotidien. Tout peut y arriver. Comme les Pyramides, la ville est bâtie sur l'or du sable. Mais à la différence de Louxor, qui érigeait pour l'éternité des sépultures à ses rois défunts, Vegas anoblit des passants pour en faire des rois l'espace d'une nuit. Ainsi se créent les mythes. »*

De notre envoyé spécial
PATRICK FRANCÈS

BAHAMAS

Atlantis ressuscitée

Un million de dollars par jour pour réveiller l'île du paradis.

BA-HA-MAS. Balancement nonchalant de trois syllabes suspendues sur le bleu de la carte. *Baja Mar*, la mer peu profonde. Nom donné par Christophe Colomb à ces îles, première terre du Nouveau Monde où il aborda en octobre 1492, après deux mois de navigation. Sept cents îles dont il explora les eaux pâles et dangereuses, guidé à travers récifs de corail et lagons par les Indiens Lucayans. Sept cents îles où se perdre, d'une plage à l'autre, d'un soleil à l'autre. République indépendante depuis 1972, après une histoire coloniale mouvementée, les Bahamas restent un archétype des vacances tropicales. Palmiers, océan bleu turquoise, plages blanches et roses, terre heureuse.

Nassau, la nuit. Le thermomètre affiche 28 degrés. Les portes s'ouvrent sur l'air tiède. Les voitures roulent à gauche. Dans la lumière des phares défilent des porches blancs à colonnes qui rappellent la Nouvelle Angleterre. Première vision de l'hôtel : deux énormes masses de béton, roses et illuminées. Une véritable ville baptisée Atlantis et qui, façonnée par un démiurge nommé Sol Kerzner, se revendique *« le premier hôtel aquatique du monde »*. Un million de dollars dépensés chaque jour et quelque 1 200 ouvriers pour, en l'espace de six mois, métamorphoser un établissement sans grâce en un décor digne de *Vingt Mille Lieues sous les mers*.

Traverser le hall dallé de marbre rose, monter trois marches et fouler le long tapis vert bordant la salle de jeu qui sépare les deux parties de l'hôtel. Une salle vaste comme une station de RER (12 000 mètres carrés !) où l'on aurait disposé tables de baccara et de black jack, « bandits manchots » et autres machines à sous électroniques. *« Les plus malchanceuses des Caraïbes »*, affirme la publicité maison.

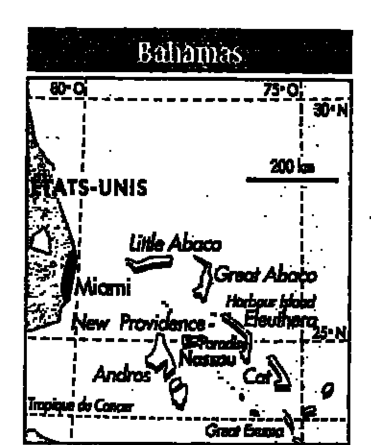
Aux Bahamas, le nombre des touristes est passé de 40 000, en 1949, à 5 millions aujourd'hui. Patron de la chaîne d'hôtels Sun International, Sol Kerzner a choisi Paradise Island, une petite île reliée par un pont à Nassau. Belle au lagon dormant qu'il est venu réveiller d'un baiser de 255 millions de dollars. De quoi se payer 1 160 chambres, 12 restaurants, 170 cuisiniers, 2 000 vrais arbres, plantés sur les 5 hectares du domaine, et six lagons, dont deux réservés aux requins et aux barracudas. Avec un tunnel sous-marin vitré de 30 mètres de long qui permet d'observer les hôtes de ces lieux et un lagon où l'on peut plonger en apnée afin d'admirer, au coeur même de l'hôtel, la flore marine (mi-vraie, mi-fausse) et la centaine d'espèces de poissons tropicaux « fréquentables » qui peuplent ces eaux. Et encore des toboggans dévalant dans les cinq piscines, une « rivière paresseuse » pour faire le tour du propriétaire assis sur une grosse bouée et de fausses grottes sous-marines hantées par des raies géantes.

Créateur d'une nature semi-factice, Sol Kerzner a également fait restaurer la très belle plage locale, ainsi que les dunes qui bordent l'hôtel. Sans oublier « Turtle Beach », dernier refuge d'une colonie de tortues marines désormais protégée. Ainsi pourront-elles venir y pondre en toute tranquillité, leurs oeufs étant ensuite mis en couveuses et confiés à des appareils à éclosion. Pour le plus grand bonheur des enfants qui pourront ainsi participer à la mise à l'eau des jeunes tortues.

Trois pas hors de l'hôtel, et on passe de l'artifice à la réalité

Trois pas hors de l'hôtel et l'on passe brusquement de l'artifice à la réalité. Serrée dans un tailleur de satin blanc très brillant, chaussures assorties, Lady D. est une Noire opulente. Peint en bleu, or et noir, couleurs du drapeau des Bahamas, son nom orne la porte de son taxi, une vieille Chrysler blanche dont l'intérieur de plastique carmin est assorti à son rouge à lèvres. *« My name's Diana too ! »* (*« Moi aussi je m'appelle Diana »*), précise-t-elle en rigolant avant de vous expliquer comment trouver, au marché aux vanneries, *« les mêmes hamacs que ceux que les Indiens Lucayans donnèrent à Christophe Colomb »*. Généreux, ils lui avaient également offert leur paradis. Aujourd'hui, Sol Kerzner ancre sur une île nommée Paradise Island, un vaisseau baptisé *Atlantis*. Comme si ce magicien des temps modernes avait voulu, d'un coup de baguette, ressusciter l'île fabuleuse engloutie quelque part dans l'océan.

De notre envoyée spéciale
ELISABETH SCHNEITER



CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Située au nord de l'île de New Providence et reliée par un pont à Nassau, capitale des Bahamas, Paradise Island (8,8 kilomètres de long, 1,2 kilomètre de large) est l'une des plus petites des 700 îles composant cet archipel des Caraïbes. Décalage horaire : – six heures. Passeport valide six mois après la date de retour. De juin à septembre, festival de musique Goombay au rythme de tambours en peau de chèvre. Plusieurs fêtes, dont celles de l'Indépendance (10 juillet) et de l'Emancipation (premier lundi d'août), ainsi qu'une parade costumée pour finir l'année en beauté.

Y ALLER. Vol direct d'AOM (8 h 30), qui, tous les vendredis au départ d'Orly-Sud (à partir de 5 000 francs A-R, renseignements au (1) 49-79-12-34), dessert Nassau, dont l'aéroport est à 15 kilomètres d'Atlantis. Plusieurs compagnies (dont Air France, American Airlines et Delta) desservent Miami (Floride), d'où l'on peut gagner Nassau ou Paradise, notamment avec Paradise Island Airlines, rachetée par Sun International, qui assure un vol quotidien depuis Miami, Fort Lauderdale ou West Palm Beach.

AVEC QUI ? Programment notamment les hôtels Sun, Caraïbes System, Jet Set, Jet Tours, Kuoni, PLanèta, Rev'Vacances, Travel'Am, Vacances fabuleuses, Wingate Travel et Zenith. A titre d'exemple, un séjour de 8 jours à Atlantis avec vols AOM de Paris (ou Nice, Marseille et Toulouse sans supplément) et transferts est proposé de 8 190 francs à 9 190 francs par personne en chambre double jusqu'au 31 octobre. A noter, sur Paradise Island, un des trois villages du Club Med au Bahamas, avec Eleuthera et, haut de gamme, San Salvador-Columbus Isle. Renseignements au (1) 42-96-10-00.

L'HÔTEL. Le « resort » le plus spectaculaire des Caraïbes, avec trois établissements, dont l'Atlantis, le plus impressionnant avec un casino de 10 000 m², cinq piscines, un parc aquatique de 5,5 hectares et six lagons artificiels, un jardin tropical, une plage et un golf de 18 trous truffé d'eau.

A VOIR. A Nassau, Bay Street et ses vieilles maisons en bois, Parliament Square (le Parlement, la poste et la statue de la reine Victoria), l'ancienne prison transformée en bibliothèque, le musée des costumes Junkanoo, le jardin botanique et le marché aux vanneries.

A DÉCOUVRIR. D'autres îles, dont Harbour Island (trente minutes en avion) avec Dunmore Town, ses maisons de poupée, ses églises en bois et une plage de sable rose dominée par l'hôtel Coral Sands. Mais aussi Eleuthera, Abaco, Exuma, Cat Island, etc.

RENSEIGNEMENTS. A l'Office du tourisme des Bahamas, 60, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, au (1) 45-26-62-62, numéro vert 05-90-85-25. Pour Atlantis, Sun International, 12, rue de Castiglione, 75001 Paris, au (1) 42-61-22-66.





JOSÉ MACIAS DE CARVALHO

Entrelacs impénétrables des mangroves qui plongent leurs racines dans les eaux tièdes et salines de l'océan.

GUINÉE-BISSAU

Eclats noirs

Un archipel nommé Bijagos.

« B*ONJOUR ! Comment ça va ?* » Débarqués de l'*Africa-Queen*, les passagers français sont quelque peu interloqués. Surpris, en effet, d'être ainsi interpellés dans leur langue, par une nuée d'enfants noirs accourus en riant. Eclats du continent africain éparpillés dans l'Atlantique, au large de la Guinée-Bissau, l'archipel des Bijagos n'a-t-il pas été, jusqu'en 1973, sous contrôle portugais ? Tourisme oblige, la jeunesse locale est volontiers, même sommairement, polyglotte. Ce qui ne l'empêche pas de rester fidèle à un certain état naturel. Ainsi, la plupart des garçons sont nus et les fillettes portent un pagne végétal, agrémenté il est vrai d'un tee-shirt (Coca-Cola, Foire de Marseille, Adidas, etc.), souvenir laissé par de précédents visiteurs.

C'est en canot que l'on gagne Canhabaque. Avec 20 kilomètres de long, c'est l'une des plus grandes îles de l'archipel. La plage est enchâssée dans les frondaisons équatoriales d'où émergent, ici ou là, le tronc généreux d'un baobab ou l'élégante tige d'un palmiste, lourd de ses grappes de fruits rouges. Aucune trace sur le sable blond, excepté les empreintes des griffes de gros varans qui ont pris la poudre d'escampette. A l'extrémité de l'étroite baie, la mangrove plonge ses racines dans les eaux tièdes et salines de l'océan. Entrelacs impénétrable sauf pour les reptiles et les poissons. Au large, à un mille environ, l'*Africa-Queen* étire sa silhouette blanche sur le ciel bleu. Un aigle pêcheur s'envole lourdement. De la forêt montent des hurlements vite identifiés comme ceux de singes.

La saison sèche vient de débuter. Un alizé tempère agréablement, à 25 °C en moyenne, un air que l'on imagine plus lourd, et surtout plus humide, en d'autres périodes. Est-ce la brise marine qui protège le visiteur du harcèlement des diptères femelles ? Le fait est que chacun apprécie cette Afrique sans moustiques. Surtout à l'heure du buffet dressé par l'équipage, sous le couvert végétal, en lisière de la plage : crustacés, salades, fruits exotiques et vin portugais frais. Auxquels s'ajoutent les carpes rouges et les dorades rapportées par ceux qui, à l'ethnologie, ont préféré, ce matin-là, la pêche aux palangres, lesquelles maintenant grillent sur un feu de branches de palétuvier. A l'image des autres villages de l'archipel, Meneque a été érigé assez loin du rivage, une habitude héritée du temps où les débarquements n'étaient pas toujours amicaux...

Les toits en paille de riz débordent largement les murs en terre rouge. Sous ces auvents, la vie s'organise. Un homme consolide le harnais qu'il utilisera pour la cueillette des noix de palmiste. Dans la pénombre d'une case, un rayon de soleil fait scintiller les coquillages blancs des dessins que des mains expertes ont incrustés dans le sol en terre battue. Ces mains, ou d'autres, ont peint des animaux qui décorent les murs extérieurs. Requins-marteaux, hippopotames, tortues géantes et crocodiles : hôtes des bolons, ces bras de mer qui s'enfoncent loin dans les terres. Inattendu, le dessin d'un kalachnikov rappelle la guerre d'indépendance, menée de 1958 à 1974, contre l'occupant portugais. Guerre activement soutenue par une URSS prompte à porter le fer dans les plaies coloniales.

Entre les cases, rondes pour la plupart, parfois rectangulaires, dont une quarantaine composent le *batanca*, des cochons nonchalants quêtent quelques graines d'arachide tandis que des chèvres s'arc-boutent contre une clôture rustique destinée à protéger de jeunes anacardiers. D'un sentier, surgissent une dizaine d'adolescentes portant sur la tête un panier tressé, voire une bassine en plastique, débordant de gerbes de riz de montagne. Au début de la saison des pluies, les semences ont été jetées à même le sol, dans des espaces grossièrement défrichés. Chaleur et humidité ont fait le reste.

Quand les canots regagnent le navire, le soleil est déjà bas sur l'horizon. Au loin, les guirlandes électriques qui soulignent le grand pavois du bateau constituent un point de repère rassurant. Accoudé à la passerelle, le commandant Henri Bories, short blanc, accueille ses hôtes avec sa gouaille habituelle. Comment cet ancien officier au long cours est-il devenu le roi du cabotage touristique dans cet archipel oublié ? « *En 1986,* raconte-t-il, *alors que je survolais les Bijagos, j'ai soudain aperçu un hippopotame marin qui trottinait sur une plage déserte...* » Résultat : un coup de foudre pour ce paradis vert et bleu. A cette époque, Henri Bories commande, depuis près de trois ans, l'*Africa-Queen*, avec lequel il « fait » le fleuve Casamance, au Sénégal. Deux ans plus tard, en 1988, le propriétaire décide de se séparer de son bateau. Henri saute sur l'occasion et, pour 6 millions de francs, le marché est conclu. Encore fallait-il, pour transformer le rêve en réalité, convaincre les responsables politiques (le Parti communiste, au pouvoir depuis 1974, a conservé la majorité lors des élections de juin 1994) que le tourisme pouvait contribuer au développement du jeune Etat indépendant. Et ce alors que, pour certains cadres, les Bijagos se résumaient en « *un lieu infesté de requins et habité par des sauvages* » !

> « Un hippopotame marin qui trottinait sur une plage déserte »

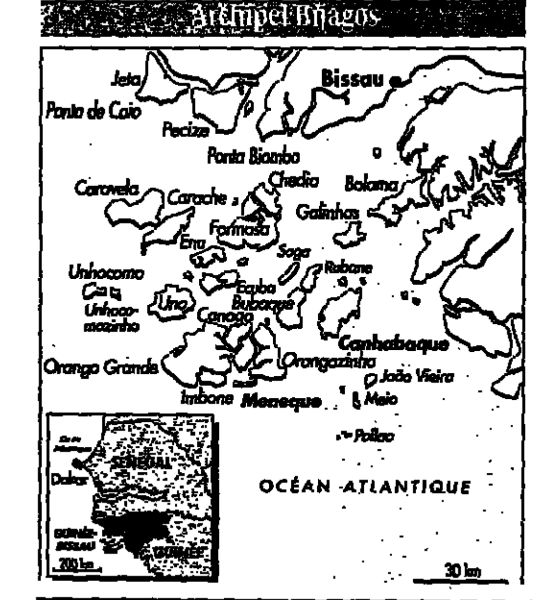
D'autres, tel Francisco-Condoto de Pina, aujourd'hui coordonnateur du plan directeur du tourisme, appuieront le projet et faciliteront les démarches. Restait le plus difficile : gagner la confiance des insulaires. « *Ça n'a pas été simple,* confesse Henri Bories. *Les Bijagos sont organisés en royautés. Chaque village a son chef, chaque île son roi, qui possède également une seconde île, non habitée, où ses sujets cultivent les arbres à cajou, les palmistes ou le riz de montagne. Il en a fallu des palabres et des cous de poulet tranchés avant d'obtenir le droit de débarquer ! Et si le premier poulet n'agonisait pas dans le bon sens, on en sacrifiait un second, voire un troisième ! Ce sont des gens charmants mais très susceptibles : ils ont toujours peur qu'on les possède. Il est vrai qu'ils ont des raisons historiques de se méfier...* » Peuple guerrier, prompt, dans le passé, à répliquer aux assauts des Portugais ou des tribus venues du continent, les Bijagos savaient aussi, le cas échéant, organiser des expéditions conquérantes. Un esprit combattant toujours intact, à en juger par les pistolets-mitrailleurs soviétiques distribués à l'époque de la guérilla, et toujours soigneusement graissés.

Aujourd'hui, des liens étroits se sont tissés entre le patron de l'*Africa-Queen* et ses hôtes. Ainsi, au début de la saison, le commandant Henri réunit les rois de plusieurs îles, écoute leurs doléances, propose des itinéraires et négocie les points de débarquement. En évitant de revenir trop fréquemment dans la même île ou le même village, pour préserver le fragile équilibre régnant entre deux mondes aussi différents. En invitant, également, les passagers à ne pas distribuer d'argent aux habitants, casquettes ou vêtements étant remis au chef du village selon la tradition. Et ce sont le commandant ou ses adjoints qui dédommageront le village qui aura offert une danse ou qui paieront les statuettes sculptées par des artisans locaux.

« *Je crois qu'on se comprend bien* », observe le commandant, qui a pris soin de s'entourer d'un personnel de qualité. A commencer par Juan, universitaire portugais, et Mamadou, le second sénégalais, guides très appréciés lorsqu'il s'agit de découvrir la faune, la flore et surtout les moeurs d'une ethnie aux rites immuables. Membre de la tribu des Fulas, Mamadou, qui a été initié et parle le créole, n'ignore presque plus rien des coutumes des Bijagos. Le soir, il raconte la vie de plaisir du *cabaro*, entre dix-huit et vingt-sept ans, les cruelles épreuves imposées au *cannabi* lorsqu'est venu pour lui le moment d'entrer dans le monde des adultes, les scarifications identitaires, les *irans* sacrées, adorées dans le secret d'une *baloba* construite entre les racines d'un fromager – l'arbre à sacrifices – et farouchement protégées des regards profanes.

Des profanes qui, la nuit venue, se consoleront en rêvant d'un hippopotame marin courant sur une plage.

De notre envoyé spécial
BERNARD ELIE



CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Située au sud du Sénégal, la Guinée-Bissau (ancienne colonie portugaise) compte environ un million d'habitants appartenant à une trentaine d'ethnies. Le long de la côte, l'archipel des Bijagos comprend une quarantaine d'îles, dont une vingtaine habitées. Température moyenne, 26 °C. Saison sèche de décembre à avril. Décalage horaire : 1 heure. Passeport valide et visa délivré sur place (250 francs). Vaccin contre la fièvre jaune et traitement anti-paludéen obligatoires, DT-polio et hépatite B recommandés. Prévoir de quoi se protéger du soleil et des moustiques. S'en tenir aux boissons capsulées.

Y ALLER. Après la mise en liquidation judiciaire, début mars, de la compagnie EAS/Europe Air Lines, reste Air Afrique (tél. : (1) 44-21-32-32) avec une liaison hebdomadaire Paris-Roissy - Bissau, de même que TAP Air Portugal (tél. : (1) 44-86-89-50) avec un vol Paris-Orly - Lisbonne - Bissau.

LE TOURISME. Les croisières-découverte de l'*Africa Queen* constituent la forme la plus originale d'un tourisme local encore marginal : à peine 4 000 visiteurs par an, dont une majorité de Français et d'Italiens. Depuis quelques années, de confortables clubs de chasse ou de pêche, nichés dans la brousse ou déployés le long de plages paradisiaques, ont été créés. Parmi les voyagistes programmant la destination, citons Transtravel-Out of Africa, DHD, Halieutours, Extérieur Monde, Orchape, Espaces africains, Espace sauvage et Grand Nord indien. Ainsi que Peuples du Monde (tél. : (1) 42-72-50-36) qui y propose, d'octobre à mai, un circuit de 16 jours (12 900 francs par personne en chambre double et pension complète) dont une semaine en pirogue à travers l'archipel.

LE BATEAU. Construite en 1953, l'*Africa-Queen*, corvette basée à Dunkerque, a été transformée, au début des années 80, pour pouvoir effectuer des croisières. Les moteurs ne sont plus fabriqués (ce qui impose de façonner chaque pièce défaillante), mais la coque est solide. En 1989, des aménagements ont permis de marier confort – climatisation, douches et eau chaude – et charme d'antan, avec la mise en valeur des bois vernis et des cuivres. Longue de 46 mètres, l'*Africa-Queen* offre 17 cabines (lits superposés ou doubles) réparties sur deux ponts. L'itinéraire est établi en fonction des marées et des goûts des passagers.

LES PRIX. Transtravel-Out of Africa (tél. : (1) 44-82-44-24) programme, d'octobre à mai, des croisières de 9 jours-7 nuits : 9 290 à 9 870 francs par personne en cabine double et pension complète, avec l'avion et les transferts. A bord, suppléments pour la pêche en canot, le ski nautique ou les sorties en Zodiac.

GUIDE. *La Guinée-Bissau aujourd'hui*, de Patrick Erouart (éd. du Jaguar, 133 francs), mériterait une sérieuse mise à jour. Carte au 1/500 000 de l'IGN, collection « Pays et villes du monde » (43 francs).

هكذا من الأصل

AFRIQUE DU SUD/ZIMBABWE

Le rêve de Cecil Rhodes

Parti pour Le Caire, le Train bleu s'arrête aux chutes Victoria.

EN ce temps-là, le soleil ne se couchait jamais sur l'empire. Cecil John Rhodes, premier ministre de la province du Cap et patron de la De Beers Company, rêvait alors de relier, par chemin de fer, sa ville au Caire. Autrement dit les deux fleurons extrêmes des possessions africaines de Sa Gracieuse Majesté la reine Victoria. *« Le train est ma main droite et le télégraphe ma voix »*, avait coutume de dire cet aventurier dont les intuitions politiques faisaient bon ménage avec les intérêts bien compris d'une compagnie qui, cent ans plus tard, contrôle toujours le commerce mondial du diamant.

Sous l'impulsion de Cecil Rhodes, la ligne, partie du Cap, monta vers la frontière du Transvaal, atteignit bientôt Johannesburg en proie à la fièvre de l'or, fonça sur Pretoria, alors capitale de la République des Boers, bifurqua vers Bulawayo, dans ce qui fut la Rhodésie et est aujourd'hui le Zimbabwe, puis rallia les chutes Victoria où, en 1905, le train franchit, pour la première fois, le Zambèze. Mort trois ans plus tôt, Cecil Rhodes ne vit jamais le pont d'acier construit, pour l'occasion, dans les ateliers de Darlington, en Angleterre. C'est néanmoins en chemin de fer qu'il accomplit son dernier voyage, du Cap à Matopo Hills, non loin de Bulawayo, où il repose aujourd'hui. A même la pierre, au centre d'un superbe cirque de rochers polis comme des galets où, vivant, il aimait se recueillir.

Près d'un siècle plus tard, le rêve d'une ligne de chemin de fer traversant l'Afrique, du sud au nord, n'est toujours pas réalisé. L'empire s'est démembré avant que le train ne recouvre le continent de son réseau. Mais quelques beaux restes demeurent, tronçons de lignes que les chemins de fer de Pretoria, aujourd'hui sortis de l'isolement où les avait plongés l'apartheid, s'activent à réanimer.

On n'échappe pas au train et à son envoûtement. Jean-Pierre Beukes – *« appelez-moi JP »*, – paré du titre ronflant de « responsable technique des opérations conjointes de Spoornet » (la SNCF sud-africaine), a passé une bonne partie de sa carrière à faire circuler ses convois dans des pays qui, apartheid oblige, n'entretenaient officiellement aucun contact avec le sien. Opérations discrètes dont personne ne se vantait alors, mais qui faisaient les affaires de chacun. *« Durant toute la période de l'apartheid, nous n'avons jamais cessé de transporter du fret dans toute l'Afrique australe, jusqu'au Zaïre »*, confie JP, pas peu fier de pouvoir dévoiler une part de sa vie cachée. *« Samora Machel et Kenneth Kaunda* [les présidents du Mozambique et de Zambie] *tonnaient contre l'Afrique du Sud du haut des tribunes internationales, mais en sous-main ils n'étaient pas mécontents d'avoir accès au port de Durban et d'empocher les droits de passage que nous leur versions pour faire circuler nos trains. »*

Stressés impénitents, toujours en retard d'un rendez-vous, s'abstenir

Aujourd'hui, *JP* a quitté le monde des opérations secrètes. Revêtu de la nouvelle respectabilité que lui a donnée l'élection de Nelson Mandela, c'est en pleine lumière qu'il participe aux comités internationaux qui pensent le train africain de demain, confiant dans le savoir-faire de sa société pour arracher aux Etats voisins, souvent dévastés, un contrat d'assistance et de remise en état de leurs lignes. Confortablement installé dans un compartiment du Train bleu, il aspire déjà à lancer ses machines vers la Tanzanie, voire plus au nord, vers le Kenya. Toujours le rêve de Cecil Rhodes. Un rêve dont le Train bleu, qui relie Le Cap aux chutes Victoria, est tout entier imprégné.

Face à l'avion qui efface le voyage pour ne retenir que le choc brutal de l'arrivée, ce train-là a toujours parié, pour se faire une clientèle, sur la nostalgie et le luxe. Il joue délibérément de sa lenteur pour familiariser ses passagers à leur nouvel horizon. Transition douce, sur des boggies moelleux spécialement étudiés pour amortir le moindre cahot et gommer toute impression de mouvement. A moins de 60 kilomètres à l'heure, tous les camions vous font la nique et il faut vingt-quatre heures pour relier Le Cap à Johannesburg. Quarante-huit heures supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les chutes Victoria, tête actuelle de la ligne. Un temps précieux si l'on veut pouvoir frôler le duvet des pêches de la Hex River Valley, humer au coucher du soleil la chaleur âcre du désert du Karoo, apercevoir les antilopes qui, au Zimbabwe, courent le long des voies dans le parc national de Hwange, ou, encore, lors d'un de ces arrêts qui rythment la progression du train, visiter Matjiesfontein, campement de repos du corps expéditionnaire britannique lors de la guerre des Boers.

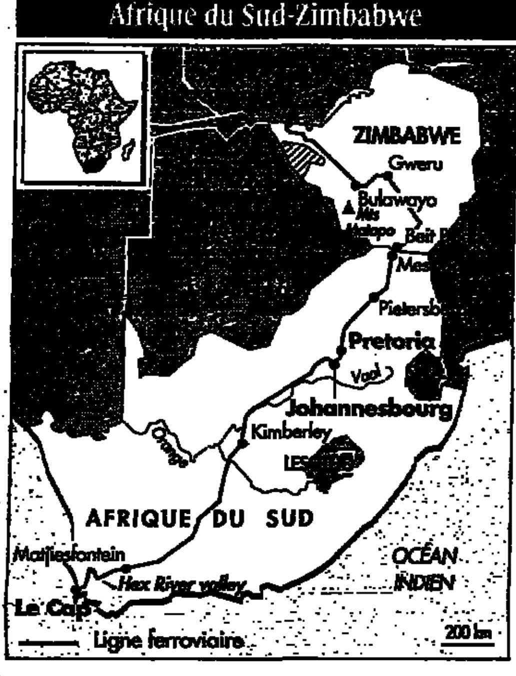
En 1884, sur ce carrefour ferroviaire et routier où se croisaient tous les aventuriers allant chercher fortune vers les mines du nord, un Ecossais, doué pour les choses de l'argent, installa une buvette. En quelques années, il détenait la concession exclusive de tous les buffets installés le long de la ligne Le Cap-Bulawayo. Fortune faite, il devint un honorable parlementaire du Cap et, les eaux en moins, fit de Matjiesfontein, bientôt fréquenté par ducs, sultans et lords, un Baden-Baden africain.

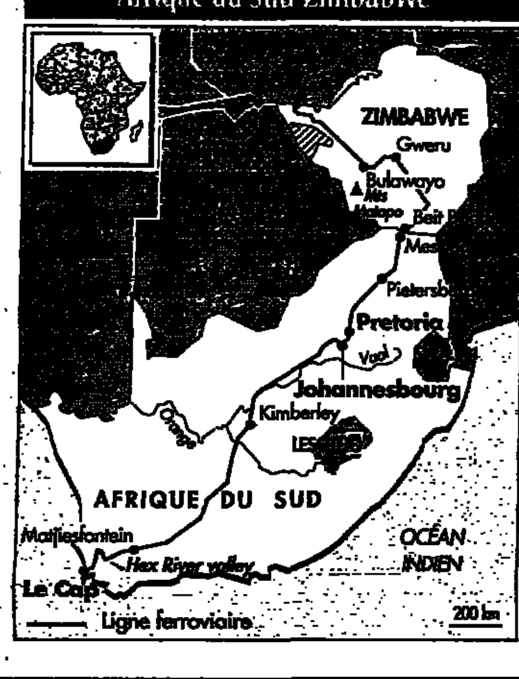
Depuis les années 20, le site n'est plus qu'un bourg désert, balayé par un air sec et chaud. Une ville-musée où l'on vient s'imprégner de l'esprit victorien en passant une nuit à l'hôtel Lord Milner, tout entier dédié au souvenir de l'auguste reine. A 200 mètres, la Laird'Arms Tavern sent bon le bois ciré et affiche ses convictions dans l'avenir de l'homme. *« Cet établissement*, proclame un écriteau ambigu accroché au-dessus du bar, *est dédié à ces magnifiques compagnons qui ont fait de l'art de boire un plaisir, à ces hommes qui préfèrent la qualité à la quantité, et qui, quoi qu'ils boivent, savent saisir un verre, le tenir fermement, jouir de son contenu et demeurer avant tout d'authentiques gentlemen. »*

Stressés impénitents, toujours en retard d'un rendez-vous, s'abstenir. Le Train bleu n'est pas conçu pour le déplacement, mais pour l'indolence, le temps somptueusement gaspillé, la rêverie et les confidences qui, au fil des repas pris en commun, dévoilent de bien surprenantes histoires. Où, ailleurs que dans un train qui traîne à rejoindre sa destination finale, peut-on s'entendre confier comment, par exemple, ces retraités américains se sont, il y a plus de cinquante ans, déclaré leur amour dans un laboratoire ultra-secret de Los Alamos où se mitonnait la première bombe atomique ? Où, autre part qu'ici, cette jeune et ravissante actrice allemande de Berlin-Est, reconvertie, faute de cachets, en météorologue de télévision, pourrait-elle avouer qu'elle peine à comprendre son compagnon de l'Ouest *« si beau, si élégant, si efficace dans n'importe quelle situation, mais si éloigné de ce que nous sommes, nous, les anciens de cette Allemagne de l'autre côté du mur » ?*

A Victoria Falls, le retour vers le monde des terriens se fera en douceur. Seuls quelques pas séparent la voie de l'hôtel du même nom, une gare de grand luxe construite en 1904 pour accommoder les voyageurs venus de Londres, *via* Southampton et Le Cap. Les chutes avaient été découvertes en 1855 par David Livingstone, explorateur missionnaire parti à la recherche des sources du Zambèze. Quelque cinquante ans plus tard, les élégantes s'y pressaient déjà, offrant leurs larges chapeaux, lassés des pluies anglaises, aux vapeurs humides enveloppant les trombes d'eau qui dévalent de plus de 100 mètres en cascades toujours indomptées.

De notre envoyé spécial
GEORGES MARION





CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Pas de visa pour l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. Les saisons sont inversées par rapport à l'hémisphère nord. Monnaie locale, le rand, qui vaut environ 1,5 franc.

VOLS. Trois vols hebdomadaires Paris-Johannesburg, dont deux jusqu'au Cap avec Air France ([1] 44-08-24-24) et deux Paris-Johannesburg-Le Cap avec South African Airways ([1] 49-27-05-50), à partir de 5 700 francs A/R.

LE TRAIN BLEU. Trajet en deux tronçons : Le Cap-Johannesburg et Johannesburg ou Pretoria-chutes Victoria. Halte obligatoire de 24 heures à Johannesburg. Remonter du sud vers le nord permet de voir les vignes et les vergers de la région du Cap et d'admirer le coucher de soleil dans le désert du Karoo. Une visite inoubliable, celle de Matjiesfontein. En sens inverse, on visite Kimberley (les diamants) mais pas Matjiesfontein. La beauté des paysages et les chutes Victoria justifient de pousser jusqu'à Vic Falls, mais le train ne s'y rend qu'une fois par mois. A bord, service de qualité, cordial et efficace. Repas raffinés. Tenue décontractée, sauf pour le dîner, où un effort est apprécié. Apprécié également, un chandail, à cause de la climatisation. Apprécié, enfin, par le personnel, un pourboire à l'issue du voyage. Cinq catégories de compartiments avec, suite mise à part, un confort – exceptionnel – identique. De Johannesburg au Cap (ou vice versa), il en coûte, selon la catégorie, entre 2 200 et 6 600 rands. Renseignements au 19-27-11/773 7631. Un forfait avantageux proposé par SAA (19-27-11/774 2048) : le train, une nuit d'hôtel, une voiture pour deux jours et le retour en avion pour 2 299 rands par personne sur la base de deux personnes. De Johannesburg/Pretoria aux chutes Victoria, le forfait inclut le train, deux nuits d'hôtel aux chutes, les repas, les excursions (dont une croisière sur le Zambèze) et le retour en avion (ou l'inverse) : de 3 900 à 4 920 rands, plus la taxe d'aéroport (20 dollars US) perçue au Zimbabwe.

LE ROVOS RAIL. Ce train à vapeur, célèbre pour ses voitures anciennes, relie, en 48 heures, Le Cap à Pretoria. Le sommet du luxe.

VOYAGISTES. Parmi ceux qui programment, à la carte, le Train bleu et le Rovos Rail, citons Déserts et Nature ([1] 42-21-47-07), Grandeur Nature ([1] 40-82-90-30), Safari World Image ([1] 42-80-09-35), WTR ([1] 40-71-00-30) ainsi qu'Assinter, MVM, Out of Africa et Teos Tours (agences de voyages).

LE CAP. Deux bonnes adresses : hôtel Villa Belmonte (462 1576) et Bel-Rose Guest Lodge (461 0635). Prendre le thé sur la terrasse du Mount Nelson Hotel, palace « british » à l'atmosphère coloniale.

CHUTES VICTORIA. On loge au Victoria Falls. Construit au début du siècle, il a le charme incomparable des vieux hôtels coloniaux. Très fréquenté de juin à septembre. Le débit des chutes est à son maximum de février à juin, mais les embruns peuvent gêner la vue.

LECTURES. Visa Hachette, Lonely Planet, Petit Futé et Grand Guide Gallimard. *L'Alliance*, de James Albert Michener (Seuil) et *Rire d'Afrique : voyages au Zimbabwe*, de Doris Lessing (Albin Michel).

RENSEIGNEMENTS. Office du tourisme sud-africain (Satour), 61, rue La Boétie, 75008 Paris, (1) 45-61-01-97. Ambassade du Zimbabwe, 5, rue de Tilsitt, 75008 Paris, (1) 47-63-48-31 (brochures touristiques sur demande).

Le Train bleu,
ce n'est pas un déplacement,
mais une indolence,
le temps somptueusement
gaspillé,
la rêverie et les confidences...


JUHAN KUUS/SIPA PRESS

ARGENTINE

Une ville à danser

Comme le tango, Buenos Aires se vit un pas en avant, deux pas en arrière.


LAURE VASCONI

Le « bon air » de Buenos Aires, c'est une tendre ironie, et surtout la mélancolie, un air de tango, cette « pensée triste qui se danse ».

VIVRE à Paris est peut-être le rêve de tout Argentin, revenir à Buenos Aires est dans la vocation de tout *Porteño* exilé. Ainsi Martin, parfait Portègne (originaire de Buenos Aires) : normalement, son trajet quotidien le mène des Buttes-Chaumont à la porte de Vanves. Mais aujourd'hui, de retour dans sa ville pour l'été austral, il se découvre le meilleur des guides. Le plus partial aussi (*« Ici, c'est un sport national que d'être fier de sa ville ! »*) le plus ironique (*« Une qualité argentine,* précise-t-il, *mais c'est une ironie tendre »*) et, bien sûr, le plus mélancolique. Ah, la mélancolie ! Si elle peut presque s'attraper n'importe où, ce n'est surtout pas ici qu'elle vous oubliera, une fois au bord de cette eau boueuse, immense, qui a pour nom tantôt « Mer Douce », tantôt Rio de la Plata. Une échancrure d'eau vertigineuse à laquelle Buenos Aires tourne le dos pour s'ouvrir vers une terre d'huile, la Pampa, et un ciel infini.

« Drôle, n'est-ce pas, dit Martin, *l'habitant de Buenos Aires est un* porteño, *celui qui vient du port, et le port... regarde-le ! »* Au milieu de jeunes supporters des footballeurs de La Boca, nous marchons dans ce quartier qui est l'embouchure même de la ville. Logements précaires, petites maisons basses délabrées, bois et tôle ondulée ; pilotis contre les débordements du fleuve, quelques magasins de souvenirs. Car ici est lieu de mémoire. La Boca est l'une des zones les plus anciennes de Buenos Aires, peuplée depuis le siècle dernier par des migrants italiens, grecs ou polonais et par des anarchistes de partout.

D'énormes camions, des autocars aux échos assourdissants détournent l'attention d'un port envasé, pollué de carcasses, comme endormi dans son passé. Quelques chalutiers, des cargos posés dans l'eau sombre et nacrée de pétrole. Un peu plus loin, on longe des usines désaffectées, des constructions de briques noircies. Au café La Perla, où le genièvre est bon marché et le café bien fort, des hommes âgés ont l'air de se souvenir comme d'hier de Gênes, de Reggio ou de Thessalonique. Non, ils n'y sont pas nés, mais c'est tout juste. Sans doute est-ce de ces décalages qu'est venu le tango, cette fameuse *« pensée triste qui se danse »*. Il est né à Buenos Aires, nulle part ailleurs, dans ce quartier même, et la capitale est née de lui. Et c'est comme si l'histoire de cette musique et de ses figures dansées, si complexes, reproduisaient l'étonnante diversité de la ville, son double côté absolument rectiligne et... totalement serpentin.

> « On dirait que l'histoire a commencé hier matin, a fermé hier soir et rouvrira un de ces jours ! »

Buenos Aires est aujourd'hui une ville américaine, tours de verre et de béton, décalque de New York ou de Chicago, mais toujours, au bout d'allées adroitement découpées, déboule l'inattendu, l'irrationnel, et trop souvent, sournoisement, la misère. A La Boca vivent aujourd'hui avec grande difficulté une majorité d'Uruguayens, de Paraguayens, d'ouvriers déracinés du nord de l'Argentine, prolétariat qui peint les façades de ses masures de couleurs éclatantes (vert, bleu, rouge, jaune) et qui partage ses passions entre le foot et un authentique renouveau du tango. Nous montons vers le Parque Lezama, une des nombreuses zones vertes de Buenos Aires. *« Lorsque tu seras rentré,* insiste Martin, *lis donc* Alejandra, *le roman d'Ernesto Sabato, tu retrouveras le Parque Lezama presque comme tu le vois, et tu verras comme les cœurs peuvent y prendre la foudre. »* Somptueux au début du siècle, le parc est un décor lui aussi un peu désolé, mais où, justement, le relatif « laisser-faire » laisse libre cours aux envies et à l'imagination. Des joggers jeunes et bronzés croisent des joggers ventripotents et appliqués, des troncs d'arbre gigantesques règlent la circulation des ballons et des merles, des chats régulièrement alignés gardent les vieux canons du Museo Historico, tandis que des chiens rêveurs, propriétaires des lieux, viennent lécher les jambes nues des amoureuses pendant qu'elles se laissent aller dans les bras de leur fiancé.

Une sorte de petit théâtre aux gradins de mosaïque surplombe un plan d'eau. Des lecteurs solitaires y prennent l'ombre, ignorant des ouvriers qui, tout près, réparent quelque canalisation. *« On dirait que l'histoire a commencé hier matin, qu'elle a fermé hier soir et qu'elle rouvrira... un de ces jours ! »*, jette Martin.

L'œil brillant, il propose soudain de filer vers San Telmo. Dans le taxi qui remonte à toute allure le Paseo Colon, tandis que nous parlons du bar La Perla, Martin mentionne un tango qui *« dit tout de la vie des petites gens d'ici :* Petit café de Buenos Aires, tu es la seule chose au monde qui ressemble à ma vieille mère ». Martin parle du rapport d'amour des Porteños et de leurs cafés. On n'ose penser au bistrot-utérus, et puis on y pense lorsque, sur la place Dorrego, voulant fuir le soleil, on mange des spaghettis trop cuits arrosés de bière, aux côtés d'une foule de Porteños qui mélangent leur sueur. San Telmo : maisons basses, fenêtres grillagées, terrasses, petits balcons à colonnes. Curieusement, on croise peu de touristes, ces années-ci, hormis quelques Brésiliens. Mais peu d'Américains, qu'ils soient du Sud ou du Nord, et encore moins d'Européens. Pourtant en a-t-on parlé de Buenos Aires l'européenne ! *« Des souvenirs,* dit Martin, *pas plus ! Tu comprends, les gens d'ici ont longtemps attendu que l'Europe les regarde, et l'Europe, elle est si loin... »*

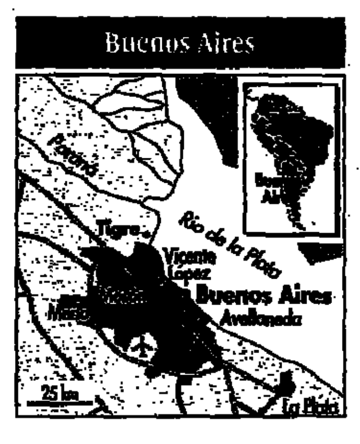
A San Telmo, depuis quelque temps, des associations d'habitants et d'artistes retapent les demeures bourgeoises, bâtiments coloniaux, balcons, patios en enfilade chargés de jasmin. Le quartier est devenu un haut lieu de la brocante, très chic la semaine et plus populaire le dimanche, où un marché aux puces avec chanteurs, tango des rues, clowns et mimes occupe la Plaza Coronel-Dorrego. Dans les rues avoisinantes, sous les porches, des hommes de tous âges boivent leur maté, tranquillement, comme il convient. Pourquoi Martin éprouve-t-il le besoin de rappeler que le maté est tout sauf une drogue ? Je sais, c'est une infusion, quelque chose de convivial où, à plusieurs, on suce avec la même pipette d'argent, la même herbe amère et qui, paraît-il, fait du bien (je n'ai pas eu le temps d'en être sûr).

« Veux-tu voir, lance Martin, *à quel point certains ici aiment jouer et profiter du nom de ce pays ? Argent... Argentine ? »* Le quartier de La Recoleta date du tout début du siècle. Il s'est développé au moment où l'aristocratie de San Telmo a voulu fuir les épidémies de fièvre jaune. Tout autour du couvent franciscain des Padres-Recoletos, à deux pas d'un très vieux (1822) et vénérable cimetière que l'on présente à l'étranger, et au Parisien surtout, comme le Père-Lachaise de... tout le continent, s'est développé un théâtre d'immeubles splendides, de galeries d'art sophistiquées, de restaurants pour yuppies de la viande ou des *stock options*, d'hôtels de luxe « grand » et de révérence au dieu peso, c'est-à-dire au dieu dollar puisque la parité est celle-là. *« Tu ne peux pas savoir à quel point l'argent est devenu un objet obsessionnel aujourd'hui à Buenos Aires,* clame Martin, *pire qu'à mon dernier voyage, il y a trois ans, où c'était déjà bien pire que deux ans avant ! »*

Mais le Buenos Aires, celui des « Bons Airs », peut se voir ailleurs. Le dimanche, par exemple. Martin m'entraîne à la gare du Retiro, immense bâtisse autour de laquelle des marchands de tout grouillent dans l'urgence, l'huile rance et le besoin. Derrière la gare s'étend l'une des *villas miserias* (bidonvilles) les plus importantes du pays. Avec un billet de quelques francs, on embarque dans un train de fabrication japonaise vers le nord, le delta du Rio Parana. Pendant tout un moment, le train est une sorte de RER, puis, par les décors qu'il longe, un train de banlieue résidentielle. En moins d'une heure, on est à Tigre, au bord d'une eau marron mais propre (la terre est argileuse), au milieu des saules pleureurs et des joncs, à l'entrée d'une profusion proprement irréelle de canaux : quelque chose comme deux cents kilomètres d'eau filant dans tous les sens. Des bateaux-bus circulent autour des îles. L'épicier, le facteur passent en bateau. Le ramassage scolaire se fait en barque à moteur et le pompiste attend, les bras croisés au bord de l'eau, sur son ponton. Martin interroge des gens du coin : oui, la circulation est possible la nuit, mais seulement par temps de lune, *« sinon, on se perd »*. *« Tu t'es déjà perdu ? » « Bien sûr,* dit l'homme, *sinon je ne m'y retrouverais pas ! »*

On est là, à trente-cinq kilomètres de la ville, dans un décor luxuriant, au milieu de demeures sublimes et de maisons rustiques. Martin précise qu'ici s'est tourné *Apocalypse Now*. *« Ah ! »* On se sent très loin, y compris de Buenos Aires, pour ne rien dire du reste.

de notre envoyé spécial
ERIC SARNER



CARNET DE ROUTE

REPÈRES. En hiver, dans l'hémisphère sud (de juin à août), la température oscille entre 6 et 16° C à Buenos Aires. En automne (avril-mai) et au printemps (septembre-novembre), elle s'établit autour de 20° C. Saisons privilégiées pour découvrir la ville. D'autant qu'en juillet (les vacances en Amérique du Sud) et en août (celles des Français), les avions sont pris d'assaut et les tarifs s'envolent. Depuis quatre ans, le peso argentin est aligné sur le dollar. Résultat : les hôtels, comme le reste, ne sont pas donnés.

AVIONS ET HÔTELS. Plusieurs spécialistes de l'Amérique du Sud proposent des billets d'avion et des chambres à prix négociés. Citons Equinoxiales (tél. : (1) 47-53-71-89, à Paris), qui affiche le Paris-Buenos Aires de 6 400 francs (British Airways, Vasp, Lufthansa) à 6 800 francs (Air France, Varig, Aerolineas, American Airlines), tarifs qui, en période creuse, oscillent entre 5 800 et 6 200 francs. Un *pass* argentin (quatre vols intérieurs), vendu 450 dollars, permet de sillonner le pays. Côté hébergement, Equinoxiales suggère le Claridge (950 francs la chambre), un quatre étoiles au charme des années 50, ou l'hôtel Das Americas (680 francs la chambre), bien situé et offrant un excellent service. Chez Atout Voyages, tél. : (1) 43-20-78-78 à Paris, vol à partir de 5 650 francs (Iberia) et hôtels de luxe : l'Alvear Palace, au cœur de la Recoleta (890 francs par personne en chambre double avec petit déjeuner) ou le Marriott Plaza, sur la plaza San Martin (755 francs). Ainsi que le Nogaro (réservation sur place au 331-00-91, environ 400 francs la chambre), un hôtel style années 50, bien tenu et situé près de la plaza de Mayo. Consulter également les brochures d'El Condor et d'Uniclam (agences de voyages), de Nouveau Monde, tél. : (1) 43-29-40-40, et de Voyageurs en Amérique du Sud, tél. : (1) 42-86-17-77.

CAFÉS ET RESTAURANTS. Pour les premiers et selon que vous choisirez El Tortoni, le Richemond à Florida, La Paz entre les rues Corrientes et Montevideo ou El Barbaro, près du port, vous côtoierez artistes, politiciens, journalistes, touristes ou gens du quartier. Idem pour les restaurants. Essayez El Globo, El Edelweiss, La Parilla, El Hispano et, pour une soirée tango (bar avec pianiste), El Chiquilin, Los Teatros, El Pichuco ou Felicudi, le plus authentique, dans le quartier de La Boca. Terminez la nuit au Pepito ou à El Toboso.

PROMENADES DANS LE DELTA. Tigre, à une quarantaine de kilomètres de Buenos Aires, est à 45 minutes en train, depuis la gare du Retiro. Pour une croisière dans le delta, acheter un billet aller-retour « bateau-bus » à la Boleteria Jilguero. La gare maritime est juste à côté de la gare ferroviaire.

LECTURES. *Fleuves sans rives*, de Juan Jose Saer. *Alejandra*, d'Ernesto Sabato (Seuil). *Le Baiser de la femme araignée*, de Manuel Puig (Point Roman). *Mafalda*, une bande dessinée de Quino (Glénat). *Buenos Aires*, d'Alicia Dujovne Ortiz (collections « Des Villes », Champ Vallon), *le Tango*, d'Horacio Salas (préface d'Ernesto Sabato). *Buenos Aires, port de l'extrême Europe* (Autrement). Enfin, un bon guide en anglais, *Buenos Aires* (Insight City Guide).

LIBAN

Doux amer



FOUAD EL KOURY

« La merveille du désert, la fabuleuse Baalbek » (Lamartine).

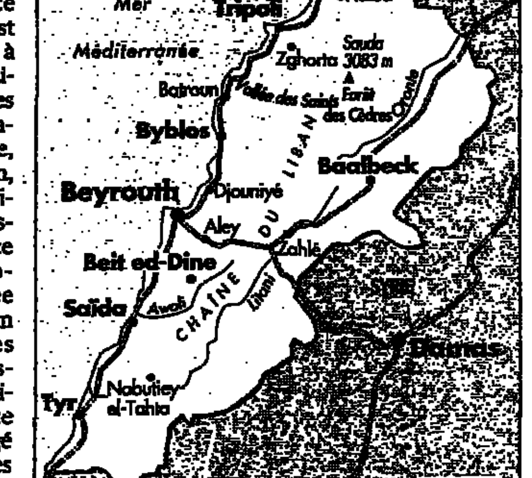
Un pays blessé qui incline à la tendresse.

A son arrivée au Liban, Lamartine parle d'*« une de ses plus douces et magnifiques impressions de voyage »*. *« Douceur »*, c'est aussi le premier mot qui, à l'approche de Beyrouth, vient à l'esprit de Maurice Barrès. Aujourd'hui, sur la route de l'aéroport, ce n'est pas la douceur mais des douceurs qui frappent d'emblée le voyageur : des montagnes de gâteaux, de sucre, de galettes, de feuilletés, d'amandes, de noix et de cornes de gazelle ! Des douceurs mêlées aux portraits géants de Khomeyni ou de quelque sommité ayatollesque veillant au grain et semblant fustiger l'infidèle tandis que de fragiles silhouettes passent, noyées dans de noires étoffes. Un raccourci saisissant du paradoxe libanais : le miel et le vitriol, la douceur de vivre et la guerre, la tolérance et le sectarisme, les vérités inconciliables. Un Liban qui renaît de ses cendres tandis que ses habitants s'efforcent de tordre le cou au désenchantement, à la morosité et à la lassitude. Un Liban qu'on peut enfin revisiter et qui ménage émotions fortes et heureuses surprises, tel un livre d'art et d'histoire oublié au fond d'une bibliothèque.

« Ce pays se prête aux larmes », disait Ernest Renan. Difficile de retenir les nôtres devant la vision, désormais « classique », de Beyrouth dévasté. D'un Beyrouth portant encore furieusement en lui *« le staccato insistant des armes légères s'acharnant, fenêtre après fenêtre, balcon après balcon »*, comme le soulignait, dans ces colonnes, Jean-Claude Guillebaud. Beyrouth où les fenêtres des immeubles squelettiques ressemblent au regard vide d'un mort qui nous regarderait en face. Beyrouth, comme déchirée par une bombe. *« Malheur à la nation divisée en fragments, chaque fragment se prétendant lui-même une nation »*, écrivait, prophétiquement, le poète Khalil Gibran, au début de ce siècle. Un musée lui est aujourd'hui consacré à Bscharré, au cœur du Liban chrétien, un de « ces fragments ». Le conservateur du lieu, intarissable, érudit et un rien cabotin, raconte les amitiés de Gibran avec Rodin, Debussy, et détaille l'influence de la « société théosophique » sur sa pensée avant de se lancer dans un vibrant exposé sur les symbolismes de la mystique arabe. Moment délicieusement surréaliste avant le pèlerinage obligé vers les cèdres millénaires qui *« couronnent la montagne comme un diadème (...) et, vieux témoins des âges écoulés, savent l'histoire de la terre mieux que la Terre elle-même »* (Lamartine, *Le Voyage en Orient*).

Après ces envolées, on est mûr pour le monastère Saint-Antoine perdu dans le paysage grandiose de la vallée des Saints, un lieu qui rappelle Madère. Les terrasses cheminent vers l'Olympe, tandis que les cellules des ermites, creusées à même la roche, évoquent les « bouches de l'Enfer » de Virgile. Devant l'entrée du couvent se tient une grotte où, encore récemment, on enfermait les fous. Voilà une vingtaine d'années, un touriste fanfaron y serait resté prisonnier une semaine. Au XVII[e] siècle, ce monastère du bout du monde accueillit une des premières imprimeries d'Orient. Obscurantisme et culture sont, ici, aussi intimement mêlés que la pierre et la montagne.

Après le pays maronite où fleure le parfum des clans et des vendettas, une autre montagne, un autre « fragment » : le Chouf, fief des Druzes et vidé de ses chrétiens. C'est avec les yeux de Barrès qu'il faut découvrir le palais de Beit Ed-Dîne, l'ancienne capitale du Liban. *« Mais, sur ce rocher escarpé, quel est ce coin de Grenade ou de Tolède ? Au-dessus d'un profond ravin s'élève un des plus saisissants palais mauresques qu'il m'ait été donné de visiter. Je parcours ses jardins, ses salles, ses bains, ses galeries superposées, ses arcades légères, ses patios où murmurent des fontaines, ses tours carrées et crénelées, les masses de verdure qui s'y mêlent. Le beau séjour somptueux ! »*



Barrès nous pardonnera de ne pas être au diapason. Même si Beit Ed-Dîne a fière allure, enchâssé au cœur de ses terrasses et de ses jardins, on reste loin de l'Alhambra. Une évocation andalouse qui n'en déclenche pas moins une poussée de nostalgie d'Arabie. C'est le moment ou jamais de monter vers Tripoli qui bruisse de toutes les saveurs de l'Orient avec ses souks, ses bains, ses caravansérails et ses mosquées. Hélas, malgré moult palabres, l'infidèle ne parvient pas à pénétrer à l'intérieur de celles-ci et notamment de l'admirable mosquée de Taylan.

Nul problème en revanche pour accéder au château de Saint-Gilles, témoin de la position stratégique de Tripoli au temps des Croisades. Durant la guerre civile, les Syriens ont utilisé cette place forte pour pilonner la ville et écraser les Palestiniens. L'histoire repasse souvent les plats par les mêmes meurtrières.

Dans les souks, dégustation d'un café d'anthologie, parfumé à la cardamome. Un café qui métamorphose soudain une balade un peu mollassonne et suscite une exquise familiarité avec la ville. L'Orient tout entier s'est glissé en nous à travers ce breuvage qui tient du compromis avec le diable. Balzac eût raffolé de ce café ! Et si dans ces souks un peu cloaqueux surgit le romancier de *La Comédie humaine*, c'est qu'au fur et à mesure de ce périple éclaté on prend un malin plaisir à emboîter le pas et la plume de quelques grands écrivains voyageurs. Ce n'est pas là pure coquetterie littéraire. Non seulement ces récits, de Barrès, Lamartine ou Nerval, exorcisent quinze ans de massacres, mais ils replongent dans le mythe du « Liban d'avant les événements ». Et la quête de ce Liban rêvé s'affirme, de manière plus ou moins consciente, comme l'un des ressorts de ce voyage.

L'histoire repasse souvent les plats par les mêmes meurtrières

Ce fantasme de la « Suisse du Moyen-Orient », on le retrouve, vivace, à Byblos, chez Pépé Abed, un Libanais d'origine mexicaine, à moins que ce ne soit l'inverse. Son restaurant, le « Fishing Club », arbore une vaste et très œcuménique collection de photos dédicacées. Jacques Chirac y côtoie ainsi Philippe de Villiers et François de Grossouvre, mais aussi Jean Marais, Françoise Dorléac, Rockefeller et Salvatore Adamo... Alors, dans la douceur du soir, face au vieux port, flottent des visions de fêtes somptueuses, de *mezze* raffinés, de couples qui s'étiolent autour d'une fontaine, et de femmes diaphanes qui, n'ayant jamais connu que larmes et plaisirs, observent jalousement d'autres femmes rayonnantes, rassasiées de remords et de volupté.

Byblos – qui se targue d'être la plus ancienne cité au monde – aligne sept millénaires de vestiges. Du haut de la forteresse, ces ruines néolithiques, phéniciennes et romaines semblent des hiéroglyphes à l'usage des Dieux. Face à la mer, le théâtre antique est propice au repos du guerrier, à la méditation, au temps retrouvé. Barrès avait raison : ce lieu *« incline à la tendresse »*.

Ce n'est pas vraiment ce que nous dirions de Tyr, la sudiste, avec son imposante nécropole romaine, systématiquement pillée, et son hippodrome où folâtrent les amoureux et les joggers. Pas plus que de Baalbek, conçu pour impressionner les esprits en marquant l'apogée de Rome en terre libanaise. Baalbek, *« la merveille du désert, la fabuleuse Baalbek »*, chère à Lamartine, qui l'approcha en silence car *« chacun aurait craint de perdre une impression de cette heure en communiquant celle qu'il venait d'avoir »*. A l'opposé du poète tout pétri de religiosité romantique, le critique d'art Mario Praz vit ici l'ancêtre du style Empire. Il est vrai qu'on dénote comme une légère suffisance, une grandeur un peu prétentieuse, dans les magnificences de Baalbek.

Quoi qu'il en soit, ce site – qui servait encore récemment de terrain de sport aux milices chiites – justifie, à lui seul, un voyage au pays du Cèdre. Les six colonnes d'émotion brute du temple de Jupiter, et surtout le temple de Bacchus, si miraculeusement préservé, renvoient à d'autres vestiges qui hantent la mémoire du voyageur : Palmyre, Petra, Louxor. Autant de lieux dont les dimensions n'appartiennent pas à notre planète et qui semblent s'échapper d'un rêve d'opium. Et les ruines de Baalbek font écho à celles de Beyrouth auxquelles elles sont reliées par un étrange et douloureux fil d'Ariane.

de notre envoyé spécial
JACQUES TIANO

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Ce pays, francophone et cher au cœur des Français, est encore marqué par les années de guerre mais aussi, aujourd'hui, par la reconstruction. Beyrouth, notamment, est un grand chantier. Les anciens immeubles qui entouraient la place des Canons ont été rasés ; seule subsiste la statue des Martyrs. Un ou deux quartiers (notamment les sites culturels et cultuels) vont être restaurés. Le reste de la ville sera résolument moderne. Sur le littoral, humide, hiver froid, été chaud, printemps variable. L'automne est la saison idéale. En montagne, un climat comparable à celui de l'arrière-pays niçois. Stations de ski en hiver, lieu de villégiature (frais et sec) en été.
Un visa est nécessaire (il coûte 121 F et s'obtient en une semaine) et il faut avoir un correspondant (agence de voyages ou amis) sur place. Deux monnaies d'usage courant, la livre libanaise et le dollar.

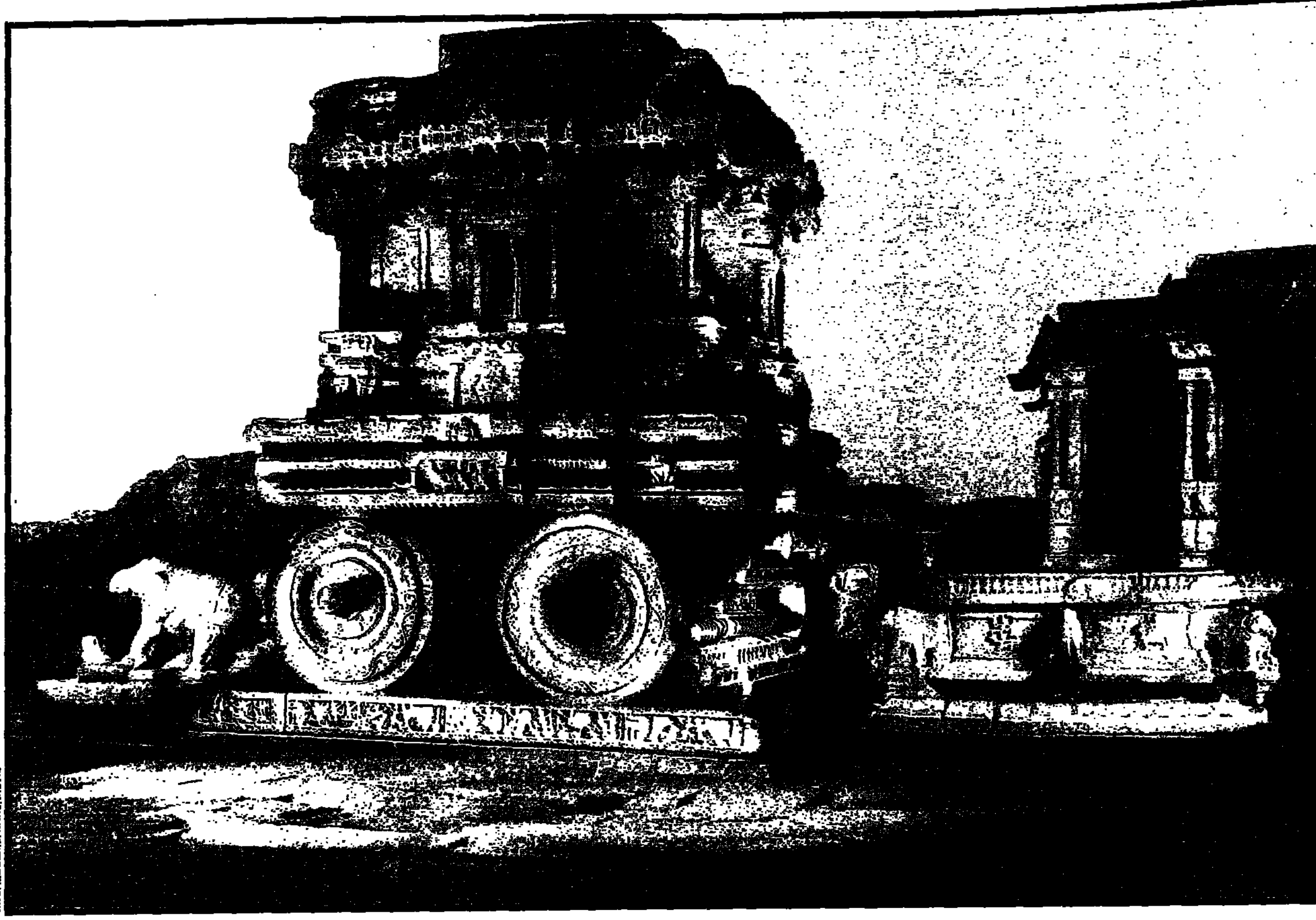
VOLS. Air France (1) 44-08-24-24) : vols quotidiens Paris-Beyrouth, à partir de 3 200 F A/R. MEA (1) 42-66-93-57) : 5 vols par semaine jusqu'au 1[er] juin, quotidiens ensuite, même tarif.

ITINÉRAIRE. Le Liban est un petit pays (un peu plus grand que la Corse), également montagneux. Les déplacements y sont lents (routes sinueuses, trafic important). Préférer un voyage itinérant à une découverte en étoile à partir de Beyrouth ou de Jounieh. Y consacrer au moins huit jours. Voir, au Sud, Tyr et Saïda ; dans le Chouf, le palais Beit-Ed-Din et le village de Deir-El-Qamar dont les palais ont été restaurés ; dans la plaine de la Bekaa, Baalbek et les ruines de la cité omeyyade d'Anjar ; au nord, Tripoli (château de Saint-Gilles, ville arabe avec ses souks, madrasas et mosquées), Byblos (ruines gréco-romaines, forteresse) ; dans la montagne libanaise : la région des cèdres, la vallée de la Qadicha (vallée sainte des maronites) et le village de Harissa dominant la baie de Jounieh, massacrée par les promoteurs.

VOYAGISTES. Clio (1) 53-68-82-82), spécialiste du voyage culturel et archéologique, avec qui ce reportage a été effectué, programme régulièrement le Liban (7 jours, 8 345 F en pension complète). Deux points forts : de petits groupes et des guides compétents. Oriensce (1) 43-36-10-11), bon connaisseur du Proche-Orient, propose un Liban « à la carte » (10 jours en voiture avec chauffeur et guide privé, 13 900 F). L'Association française des amis de l'Orient (1) 47-23-64-85) a confié au directeur adjoint des Antiquités orientales au Liban, la conduite d'un voyage de 8 jours (12 900 F). Citons encore Assinter et Kuoni (dans les agences), Ikhar (1) 43-06-73-13), le Monde du Proche-Orient (1) 43-26-76-37), Orients (1) 46-34-29-00), SIP Voyages (1) 45-35-07-08) et Voyageurs au Proche-Orient (1) 42-86-17-90).

LECTURES. L'ancien guide Bleu Hachette (1975) et le guide Olizane, que d'aucuns trouvent partisan. Un ouvrage de référence, *La Formation historique du Liban politique et constitutionnel*, d'Edmond Rabbath (Beyrouth, 1973). Egalement, *Le Français au Liban, essai socio-linguistique*, d'Abdallah Naaman (Beyrouth, 1979). (Re)lire *le Prophète* et *le Jardin du Prophète*, de Gibran Khalil Gibran, et les romans ou poèmes d'Adonis, Evelyne Accad, Andrée Chedid, Hanane El-Cheikh, Elias Khoury, Sélim Nassib et Salah Stétié.

RENSEIGNEMENTS. Service culturel de l'ambassade du Liban, 47, rue Dumont-d'Urville, 53116 Paris, (1) 45-00-03-30.



MICHEL SEMENIAKO/METIS

Dans un décor de fin du monde, le temple de Vithala à Hampi.

INDE

La cité fantôme

Au cœur du Karnataka, abandonnée des hommes et des dieux, l'ancienne capitale d'un empire évanoui.

SCULPTÉS dans la pierre, les mastodontes avancent à la queue-leu-leu, formant une procession ininterrompue. Certains, disciplinés, regardent droit devant, d'autres profitent de la bousculade pour tourner la tête, jouer avec les voisins, distribuer coups de trompe ou de patte. En une ronde sans fin, les éléphants emportent le temple de Belur, qu'un grand roi, du nom de Bittiga, de la dynastie des Hoysala, régnant sur la partie méridionale du Karnataka, avait fait construire au XIIe siècle, pour l'offrir au dieu Vishnu, garant de l'équilibre cosmique.

Les murs de ce sanctuaire en forme de lotus, couverts de bas-reliefs ciselés comme des pièces d'orfèvrerie, sont un livre d'histoire illustrée, où cohabitent scènes de guerre, mythologie, vie quotidienne et tableaux sensuels. Sur des consoles, les apsaras dansent. Sœurs aînées des déesses d'Angkor Vat au Cambodge, les seins ronds comme des pommes, la taille menue, les hanches balancées, elles portent le diadème et de lourds bijoux. Vishnu raffole des parures et du faste.

« Le temple est le char céleste, il circule dans l'Univers porté par les animaux », commente le professeur en sari. A peine terminé le cours d'histoire, les collégiennes en uniforme, jupe plissée marine, blouse blanche, tresses noires piquées de rubans, se sont égaillées sous les voûtes du temple. Elles jacassent comme des oiseaux dans une volière. Ça sent l'encens et il y fait aussi sombre que dans une caverne. Trois portes étroites et des fenêtres à barreaux de pierre qu'on dirait façonnés au tour filtrent la lumière. On aperçoit dans la pénombre d'innombrables piliers, chantournés avec une extrême minutie. En stéatite noire, ils brillent avec l'éclat de l'étain, inlassablement polis, depuis quelque huit cent soixante ans, par les caresses quotidiennes des pèlerins. A l'extrémité d'une antichambre, ouverte, mais interdite d'accès, se dresse un Vishnu d'or et de fleurs, défiguré à la manière d'Arcimboldo.

On se bouscule autour du prêtre. Celui-ci transmet aux fidèles la lumière divine en un rituel indéfiniment recommencé. Après avoir sonné la cloche, pour chasser les mauvais esprits qui rôdent autour du temple, il présente à la divinité un morceau de camphre enflammé sur un plateau de cuivre. L'officiant s'avance alors vers les fidèles. Ceux-ci effleurent la flamme avec la paume des mains, puis baignent leur visage de cette lumière sacrée, unis par une universelle croyance.

Une gorgée d'eau du Gange, un doigt de poudre rouge sur le front en guise de bénédiction, quelques roupies d'offrande, des fleurs, du riz ou des fruits : la prière est finie. Jeunes, vieux, paysans ou hommes d'affaires, rarement solitaires, souvent en famille, ou en virée avec le collège, voire le village, arrivés en cars, ou en train pour la plupart, tous accomplissent leurs dévotions avec un même recueillement.

Le temple de Belur comme celui d'Halebid, son contemporain, voisin de quelques kilomètres, comptent parmi les merveilles de l'Inde. Au même titre que ceux de Khajuraho dans le Madhya Pradesh et Konarak en Orissa, ils témoignent du degré de perfection de ces sculpteurs d'un Moyen Age indien qui avait atteint les sommets de son art.

Ici s'est élaboré le grand empire du Vijayanagar qui régna durant deux siècles sur l'Inde du Sud. A l'aube du XIVe siècle, le renouveau de la religion hindoue scelle les alliances entre les petits royaumes éparpillés et la puissante dynastie des Hoysala. Il est urgent de s'entendre pour mieux résister aux invasions musulmanes. L'union conclue, la construction d'une nouvelle capitale est décidée, à Hampi, place stratégique, située au cœur même de l'empire, c'est-à-dire au centre du sud de l'Inde. Verrouillée de remparts naturels par un cirque de montagnes, traversée d'une rivière, et doublement vénérée par les hindous, Hampi est à la fois le lieu des noces de Shiva (avec un temple en activité depuis le VIe siècle), mais aussi le fief de l'armée des singes fidèles à Rama.

Pays des contes et des légendes, le Karnataka porte les traces des grandes épopées du *Ramayana* et du *Mahabharata* – sortes d'*Iliade* et d'*Odyssée* mariées à la Bible. Sans cesse, l'imaginaire côtoie la réalité. On croise quelques-unes des trente-trois millions de divinités hindoues, qui, sur les murs des temples, guerroient, aiment, et détruisent à l'image des humains. Et dans les villages, le paysan, la lavandière ou le marchand ambulant portent les noms des dieux : Krishna, Parvati, Lakshmi...

Livrée durant trois siècles aux tigres, aux chacals, aux cobras, aux singes et aux chercheurs de trésors

Il faudra dix heures, à 30 kilomètres à l'heure de moyenne, pour atteindre Hampi, située à quelque 300 km au nord de Belur. On roule sur l'axe nord-sud Bangalore-Bombay, réduit à un ruban d'asphalte bordé de terre rouge et ombragé d'acacias parasols ou de banians, ces géants aux troncs noueux dont les racines aériennes ressemblent à une chevelure. Point ou peu de voitures, et les rares véhicules particuliers sont bondés. Il y a, en revanche, quantité de chars à bœufs. La plupart vont à pas lents. Certains trottinent comme des ânes. Le cocher qui les mène est celui de Pierre Loti, *« tout en bronze, il se tient accroupi à même le timon étroit, les pieds réunis sous le derrière et les mains posées sur les genoux »*. Equipages majestueux, conduits par des bêtes aux cornes effilées, ornées de grelots, et peintes en bleu (la couleur du dieu Krishna, symbole d'éternité), qui transportent canne à sucre, noix de coco et balles de coton. Comme eux, on roule sur le millet, étalé en vrac, à même la chaussée. Il s'agit de battre les gerbes par un procédé aussi simple qu'efficace : les épis éclatent sous le poids des voitures libérant le grain qu'il suffira de tamiser.

Les villages occupent les carrefours. Epiceries-quincailleries, boutiques d'étoffes, comptoirs de thé et gargottes se disputent l'axe principal. Partout, les maisons de briques coiffées de tuiles l'emportent sur le torchis chaulé, révélant la richesse de la terre. L'électricité alimente la grand-rue et reste distribuée avec parcimonie. On voit, ici ou là, quelques antennes de télévision. Mais si les bassines de plastique recyclé remplacent les jarres en cuivre, on ne transige pas avec les traditions. Point de jeans ou de t-shirts, les femmes, drapées de voiles flamboyants et couvertes de bijoux, gardent le port et la dignité des reines. Les hommes affectionnent toujours le *dhoti* et la *jibba*, ce costume blanc très chic, composé d'un large pantalon et d'une veste « Nehru » sans col, qu'ils portent avec un turban de mousseline vive, ou un calot blanc.

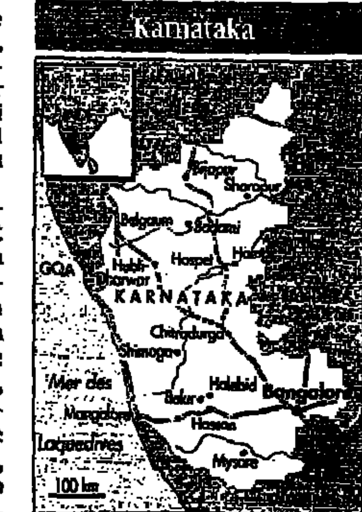
Les camions roulent à tombeau ouvert. Impossible de se croiser sur le goudron, il faut que l'un des deux véhicules cède la place. Le poids lourd ne se déroute pas, il va trop vite. Emprunter le bas-côté, à cette allure, serait pour lui risquer le chavirage. Ces face-à-face sont terrifiants. Rien à faire, on ne s'habitue pas. Le chauffeur, au sourire si doux, le sait. Pourtant, chaque fois, il attend l'extrême minute pour dégager la voie. A croire que son nom lui confère des pouvoirs magiques : il s'appelle Ganesh, comme le dieu éléphant *« qui enlève les obstacles »*.

A la tombée du jour, Vijayanagar-Hampi, gigantesque chaos de granit doré, surgit comme une vision d'apocalypse. On dirait qu'un monstrueux cataclysme s'est abattu sur la plaine, chamboulant tout. Aussi loin que porte le regard, on ne voit que des blocs de pierre empilés en vrac, de mamelons en dépressions, et jusqu'aux collines qui ferment le cirque naturel. Ce décor minéral dérange, on a l'impression d'être arrivé trop tard, après la fin du monde. Au premier coup d'œil, on ne voit personne, comme si les hommes étaient partis, et les dieux aussi. Perchés sur les hauteurs, à la manière des Grecs, les temples, épargnés par le fléau, sont vides.

On raconte ici qu'Hanuman, général de l'armée des singes et fils du vent, est responsable du désastre. Au départ, c'est une triste histoire d'amour. Il s'agissait d'aider Rama. L'enfant chéri de la mythologie hindoue, septième incarnation du dieu Vishnu, avait décidé de délivrer sa femme Sita, retenue prisonnière sur l'île de Lanka (Sri Lanka) par Ravana, son rival, le démon à dix têtes. Il fallait construire un pont pour franchir le détroit séparant la pointe sud de l'Inde et l'île. Hanuman et son armée de singes apporteraient les pierres. L'ouvrage fut construit en un clin d'œil. Alors les singes, malheureux de n'avoir pu se rendre plus utiles, se débarrassèrent des blocs de granit en les jetant n'importe où ! On mesure aujourd'hui l'ampleur de la débâcle en découvrant la place. Les descendants de ces agiles bataillons habitent toujours Hampi.

C'est en circulant sur le site, vaste comme la rive gauche de Paris, que l'on découvre les vestiges de l'ancienne capitale d'empire. En dentelle de granit doré, ils se cachent au milieu de ces éboulis, qui eux ne sont point des ruines, comme on l'avait d'abord imaginé, mais des rochers

Karnataka



هكذا من الاهل

travaillés par l'érosion. On se croit au centre d'une carrière démesurée, où l'on aurait élevé, çà et là, de formidables monuments. Les bâtisseurs de l'empire disparu n'avaient qu'à se baisser pour tailler la pierre. Douze temples principaux, précédés d'avenues à colonnades, s'étiraient, au XVIe siècle, le long de la rivière. Reste, parmi les mieux conservés, celui de Rama, tapissé de frises racontant ses fabuleuses épopées ; celui de Khrishna, divinité choyée entre toutes, ce joueur de flûte élevé par les bergers et toujours entouré d'une aimable cour, qui avait, dit-on, un millier de *gopi* (on dirait aujourd'hui *groupies*). L'ensemble le plus majestueux, le Vithala, s'inscrit dans une courbe de la rivière, entre deux collines. La cité, autrefois dressée autour du palais, se devine à l'intérieur des sept murailles qui l'enfermaient et dont il subsiste des pans entiers.

« *Sur 30 km²*, indiquent Visundhara et Pierre-Sylvain Filliozat, *sont dispersés quelques centaines de monuments, temples, vastes complexes ou simples sanctuaires, gopura, pavillons, avenues, portiques, fortifications, canaux, bassins, ponts, etc., ouvrages d'art qui ont presque tous été édifiés dans une période de temps assez restreinte, dans ce qui a été une des plus brillantes capitales d'Asie aux XVe et XVIe siècles* ». Le couple d'archéologues précise que le décompte provisoire des monuments permet déjà d'en dénombrer cinq cents.

Vasundhara Filliozat, née à 130 km au nord-ouest d'Hampi, est arrivée en France à l'âge de vingt-cinq ans ; pays qu'elle ne quittera plus, après avoir bouclé une thèse à la Sorbonne sur l'Epigraphie de Vijayanagar et épousé un spécialiste de sanscrit. Pendant dix ans, le couple travaille de concert sur le site, multipliant les séjours pour déchiffrer les stèles. On apprend que les maçons de l'époque construisaient très vite et que les architectes avaient une bonne dose de génie : poser des plafonds de plusieurs tonnes sur de frêles colonnettes relève du prodige. Lorsqu'on les tape avec les doigts, certaines produisent des notes de musique ; on les nomme colonnes musicales. « *Ce n'est pas le fait du sculpteur*, précise l'archéologue, *mais la qualité de la pierre, un granito-gneiss qui se désquame, et provoque ces résonnances.* »

Sari écossais, *tikka* rouge sur le front, et cheveux de jais, portés longs, comme le veut la tradition, Vasundhara Filliozat distille avec entrain la légende des noces sacrées. « *C'est à Hampi que Shiva s'est marié avec Parvati. Le dieu habitait la région et Parvati, très éprise, avait décidé de le séduire. Pour se faire remarquer, sachant qu'il aimait la vie rigoureuse et les bains d'eau fraîche, elle choisit de pratiquer l'ascèse en s'installant au bord de la rivière Tungabhadra. Shiva, satisfait de sa conduite, l'épousa.* » Chaque année, on commémore l'événement. Des milliers de pèlerins affluent de toute l'Inde, en novembre (ou décembre) pour les fiançailles, et en mars (ou avril) pour le mariage. Les dates exactes varient en fonction du calendrier lunaire : les dieux ne se marient qu'une nuit de pleine lune !

Quelque 5 000 inscriptions sur les stèles, les murs, les plaques de cuivre, ont permis à l'archéologue de reconstituer l'histoire. La construction d'une nouvelle capitale, textuellement « *Vijayanagar* », fut décidée vers 1336. Un siècle plus tard, la « ville nouvelle », tracée selon un plan urbain modèle, est debout. Les grandes avenues, bordées de galeries précédant les temples sur près d'un kilomètre, sont ouvertes. Durant les fêtes, on sort les dieux prendre un bain de foule le long de ces promenades. Ainsi chaque pèlerin – même celui dont la caste ne lui donne pas accès au temple – reçoit la grâce, dispensée par le regard divin.

Ces galeries à portiques, qui servent aussi d'abri pour les pèlerins, subsistent dans toutes leurs longueurs devant la haute tour du temple dédié à Shiva, et jusqu'au pavillon abritant sa monture, Nandi, le taureau sacré. C'est un lieu de prédilection, pour Bava Shankar, dont le nom emprunté au dieu qu'il vénère signifie : « Donneur de félicité ». Le *saddhu*, front bariolé de bandes rouges verticales, étoffe jaune nouée sur les reins, explique qu'il est venu pour rencontrer l'étranger, il était sûr de le trouver là. « *J'étais à Hospet* [c'est-à-dire à 14 km], *je vous ai vu, ensuite j'ai pensé à vous.* » Il a l'allure et le visage du Christ. Sans doute plus malin, pour glaner quelques roupies d'offrande, que réellement doué de télépathie. N'empêche, il fallait être perspicace pour choisir la bonne piste, dans ce champ de ruines, vaste comme le Paris du XVIIIe siècle. Ce chemin, que devait emprunter l'étranger, grimpe entre les éboulis, derrière le sanctuaire de Nandi et conduit à une verte vallée plantée de cocotiers d'où émerge le plus secret des temples et l'un des mieux préservés : celui de Vishnu.

Les éléphants caparaçonnés de soie de Chine, de brocart et de satin damassé.

A la troisième dynastie, le roi Krishnaraya (1509-1529) joue les mécènes. C'est l'âge d'or de Vijayanagar, les grands temples sont bâtis (celui de Khrishna commémore une victoire sur les rois d'Orissa) ou agrandis : le complexe monastique de Vithala sera enrichi de la grande salle hypostyle et de déambulatoires. « *Chaque soir*, écrit Domingos Paes en 1520, dans ses notes de voyage, *le sanctuaire est illuminé par 2 500 ou 3 000 lampes à huile.* » Le marchand portugais, qui assista en septembre de la même année à la fête de Dassara (toujours célébrée avec ferveur, elle marque la fin de la mousson et rappelle les victoires des divinités hindoues contre le mal), raconte ébahi ce qu'il voit. *Les feux d'artifice, les danseuses du palais couvertes d'or, de diamants et de perles ; les sacrifices (250 buffles et 4 500 moutons en neuf jours de fête !) ; les éléphants caparaçonnés de soie de Chine, de brocart et de satin damassé ; les cavaliers et leurs armures décorées de plastrons d'or et d'argent ; les troupes à pied, si nombreuses qu'elles couvrent la vallée et les collines environnantes.* « *Il n'y a rien qui puisse être comparable au monde*, écrit Domingos Paes ; *le roi a en permanence un million de soldats armés, 35 000 cavaliers en armures (...) 800 éléphants et 500 chevaux dans ses étables (...), et lorsqu'il veut montrer son pouvoir aux trois frontières, il met sur le terrain deux millions de soldats.* »

On découvre que le palais du roi, verrouillé d'une puissante muraille, est plus vaste que le château de Lisbonne ; que Vijayanagar est la ville la mieux pourvue de la planète. « *Riz, blé, céréales, haricots, y sont stockés en grande quantité, et vendus très bon marché*, précise le voyageur portugais. *Les rues et les marchés sont envahis, et les chars à bœufs, chargés à bloc, si nombreux qu'il est impossible de les compter.* »

Un millier d'Indiens, et quelques hippies rescapés de Goa, habitent aujourd'hui le village de Hampi, dont la petite grand'rue, qui regarde la Gopuram dédiée à Shiva, est encombrée d'échoppes de souvenirs. De la capitale proprement dite, il ne reste que ruines. L'esplanade du palais révèle par son ampleur la puissance royale. Il subsiste un magnifique bassin géométrique, mis à jour depuis peu.

La vallée, nourrie par les limons de la rivière, est fertile et cultivée dans les moindres parcelles de terre. Le riz et toutes sortes de céréales y prospèrent comme à l'époque de Domingos Paes. Les eaux de la Tungabhadra regorgent de poissons. Le pêcheur passe des heures dans les courants à traquer avec son épervier. Sa barque ressemble à celle d'autrefois : « *Une large corbeille ronde en bambous, doublée de cuir, et capable de transporter jusqu'à vingt passagers*, écrivait le Portugais il y a quatre siècles, *même des chevaux ou des bœufs.* » Aujourd'hui, la barque-panier est colmatée au goudron, et on embarque toujours aussi nombreux. « *Les ancêtres de ces bateliers étaient au service des rois de Vijayanagar* », affirme Vasundhara Filliozat. Rares survivants d'un empire évanoui.

La capitale, abandonnée en 1565, tomba dans l'oubli pendant trois siècles. Comme si Rome ruinée avait été, d'un coup, gommée de la mémoire collective. « *Même les officiers anglais n'osaient s'y aventurer*, précise l'archéologue. *Il a fallu attendre 1880, et la création du Service archéologique des Indes, pour que le site soit protégé.* » Depuis 1987, et grâce aux travaux de recherche des Filliozat, la ville est, en partie, inscrite sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco, qui en parle comme l'un des plus grands sites archéologiques de la planète. Comparable à Louxor, Persepolis, Angkor ou Pagan, Hampi demeure à l'écart des grandes migrations touristiques, ignorée des voyageurs, et les guides n'en disent que quelques lignes.

Que s'est-il passé ? L'archéologue raconte l'empire déchu. Le roi vaincu après la bataille de Talikota. Cinq sultans s'étaient ligués contre lui. Il s'enfuit avec 550 éléphants chargés d'or et de pierres précieuses, avant l'arrivée des armées musulmanes. La capitale est mise à sac. Le pillage dure six mois. Trop puissante pour être conquise : les intrus lâchent leur proie. Il n'y a plus d'armée. La population effrayée s'enfuit elle aussi. Alors Vijanayagar devient une ville fantôme, livrée durant trois siècles aux tigres, aux chacals, aux cobras, aux singes et aux chercheurs de trésors.

De notre envoyée spéciale
FLORENCE EVIN

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. L'Etat du Karnataka, 44 millions d'habitants pour une superficie inférieure à la moitié de la France, couvrant le centre-est de l'Inde du Sud, est dans sa quasi-totalité (hormis le rivage bordant la mer d'Arabie) perché sur le plateau du Deccan à une altitude moyenne de 600 mètres. Altitude qui explique son climat relativement clément. Bangalore, la capitale, à 1000 mètres, a été choisie, pour cette raison, comme site d'implantation de la « Silicone Valley » indienne. Durant les fortes chaleurs, qui débutent à la mi-avril et durent jusqu'à la fin mai, le mercure affiche 35 degrés, température douce pour un été indien. La mousson arrive par l'ouest en juin, et perd de sa vigueur en franchissant les Ghats, ces « escaliers » qui descendent le plateau jusqu'à la plaine côtière. Les pluies sont en général de grosses et courtes averses, qui lavent le ciel et ravivent les couleurs. Reste que la meilleure saison commence à la fin octobre, après la deuxième mousson, lorsque la campagne indienne est encore verte.

TRANSPORTS. Plusieurs compagnies aériennes (notamment Air France, Air India et Lufthansa), desservant l'Inde, proposent des tarifs qui permettent une arrivée et un départ par deux villes différentes. Le vol le plus direct pour le Sud est celui de Lufthansa (tél. : (1) 42-65-37-35, Paris-Madras, tarif promotionnel de 5315 F, valable à dates fixes, tout l'été, retour possible de Bombay). Deux solutions pour les grands trajets à l'intérieur du pays. Le train : il existe des forfaits de circulation illimité (en première classe, quinze jours 990 F, un mois 1500 F, Le Monde de l'Inde et de L'Asie, représentant en France des Chemins de fer indiens, tél. : (1) 46-34-03-20. Ou l'avion : les vols intérieurs sont bon marché. Au Karnataka, on se déplace en Ambassador, « *la berline indienne copie conforme de la Morris Oxford 1959* », et avec un chauffeur.

HÔTELS. Deux établissements simples, confortables et bon marché (environ 250 F la chambre) ont récemment ouvert dans les principales villes d'étapes de ce périple archéologique traversant le Karnataka dans toute sa longueur : le Malligi Tourist Home à Hospet (situé à 15 km d'Hampi), le Badami Court à Badami – au bord d'un lac, charmante bourgade calée au pied d'une falaise recelant des bas-reliefs rupestres des sixième et septième siècles, et située à proximite des remarquables temples de Pattadakal et Aihole ; l'hôtel Ashok est moins récent, mais bien tenu, à Hassan (à côté de Belur et Halebid). A Mysore, choisir le Lalita Mahal Palace, un palais kitsch construit pour les invités du Maharadja (environ 600 F la chambre), pour ses immenses chambres, ses salons et salle à manger néo-baroques, son billard et sa vue dégagée sur la campagne environnante.

ITINÉRAIRE. Les étapes citées ci-dessus font partie de l'itinéraire « individuel », une balade de huit jours dans le Karnataka, programmée par Asia, et dans le cadre duquel a été réalisé ce reportage : 5850 F – sans le vol international – sur la base de deux personnes voyageant ensemble, avec voiture et chauffeur, hébergement dans les hôtels mentionnés, repas, entrées, visites guidées – en français ou en anglais – et vol intérieur. Réservation, tél. : (1) 44-41-50-10. D'autres voyagistes proposent également une découverte à la carte du pays. Notamment Assinter, Forum Voyages (tél. : (1) 42-61-20-20), le Monde de L'Inde et de l'Asie, Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58), Orients (tél. : (1) 46-34-29-00), la Route de L'Inde (tél. : (1) 42-60-60-90), et Voyageurs en Inde (tél. : (1) 42-86-16-90). Parmi les rares voyagistes programmant la visite des sites archéologiques du Karnataka, Arts et vie conjuguera, cet été, en un formidable périple de vingt-quatre jours, le Karnataka avec le Tamil Nadu et le Kerala ; le Suisse Arthou (tél. : 41-22-311-84-08 à Genève) annonce pour sa part quatre départs d'ici la fin de l'année.

LECTURES. De Vasundhara et Pierre-Sylvain Filliozat, publiés par L'Ecole française d'Extrême-Orient, *Ls Inscriptions du temple de Vithala à Hampi* (*Bulletin* tome LXXIV de 1985) et *L'Epigraphie de Vijayanagar* (XCI, 1973), édités chez Adrien-Maisonneuve. Il n'existe pas d'autre ouvrage de fond en français sur Hampi. On lira en anglais *The Vijayanagar Empire*, de Domingos Paes et Fernao Nuniz, le récit des deux marchands portugais (National Book Trust), *A Forgotten Empire*, de Robert Sewell, l'histoire avec témoignages d'époque, et *Hampi Ruins*, de A. Longhurst, plus sommaire (Asian Educational Services) ; tous s'achètent sur place. Plus général, *Dans l'Inde du Sud, le Carnatic et le Maduré*, de Maurice Maindron (Kailash), et les romans de Narayan. Côté guides, en français : *Inde du Sud*, de Gallimard et *Inde*, de Lonely Planet et Olizane. On attend avec impatience l'*Inde du Sud*, en Guide Bleu (Hachette) prévu pour septembre 1995. Indispensable : *Le Dictionnaire de la civilisation indienne* (« Bouquins », Laffont). En anglais, *Bombay, Maharashtra, Karnataka* (Penguin Books), de Philip Ward.

SÉSAME. Office indien du tourisme, 8, bd de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : (1) 42-65-83-86. Le visa obligatoire s'obtient en quarante-huit heures.

ESPAGNE

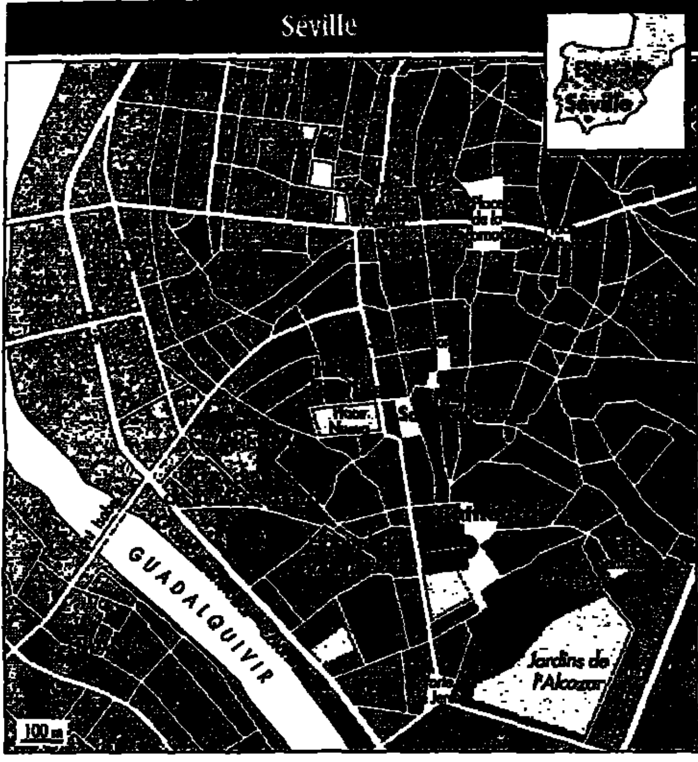
Sainte Séville

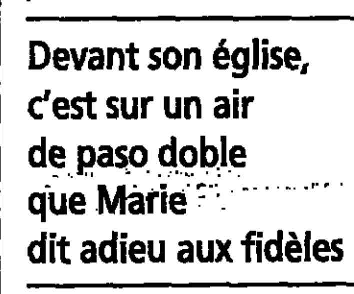
Quand se déploie la marche des pénitents.

NE pas traîner. Ne pas céder à la tentation d'errer en solitaire dans les ruelles blanches où flottent des senteurs de jasmin et d'iris. Bien qu'on soit *au cœur du printemps*, ces plaisirs-là seraient hors de saison tant la semaine sainte, à Séville, a des parfums autrement entêtants. Elle sent fort l'encens, la cire fondue *des cierges et la sueur* des hommes. Elle a ses chants, ses gestes et ses rites et nul, qu'il soit étranger ou andalou, n'a le droit de s'y dérober. Même dans les bodegas de Triana, le *quartier gitan*, les danses sévillanes sont suspendues jusqu'à Pâques. Les sérénades sur les places et les serments d'amour à l'ombre des orangers seront aussi pour plus tard. Pour l'instant, même Don Juan est dans la rue avec ceux de son quartier et il se signe, ostensiblement, au passage des *pasos*, ces chars où trônent des Christs et des Vierges couverts d'or, de velours, de fleurs et de toutes les larmes des fidèles. Durant une semaine, c'est au coude à coude que Séville va vivre sa passion.

A la tombée du jour, un mardi par exemple, à peine débarqué du taxi qui refuse d'entrer dans le centre de crainte de ne plus en sortir avant la Résurrection, vous *voici en quête* de votre première Vierge. On vous a prévenu : les processions, qui ont commencé le dimanche des Rameaux, vont durer, sans interruption, jusqu'à *Pâques*, mais les *grands jours* seront le jeudi et le vendredi saints. En tout, une cinquantaine de cortèges sillonneront la ville en tous sens. Chacun d'eux défilera sur la plaza San Francisco, *devant* la mairie, puis traversera immanquablement la cathédrale avant de regagner son église. Tous ne sont pas aussi courus. Le pavé a ses anonymes et ses vedettes dont il ne faut surtout pas manquer le passage. Mais pour l'instant, vous rangez dans votre poche le livret qui, aussi précis qu'un horaire de chemin de fer, indique l'heure et le lieu de « sortie » et d'« entrée » de chaque congrégation. Vous avez décidé de faire confiance au hasard.

A peine quelques pas, et le son d'une fanfare, avec tambours et cuivres, guide vos pas dans l'entrelacs des ruelles. La foule n'est pas très nombreuse : ce n'est pas une star, juste une Vierge de quartier *qui termine* une lente pérégrination de plus de huit heures. Il faudra quand même jouer des coudes pour apercevoir l'objet de toutes ces dévotions. Entourée de *fleurs, portée sur les épaules de* serviteurs invisibles, une statue au visage de douleur ondule au-dessus des têtes, entourée d'une cohorte de pénitents blancs en cagoule. Devant son église, c'est sur un air de paso doble que Marie dit adieu aux fidèles. Et pour exprimer combien elle aime le monde des hommes et avec quels regrets elle quitte la lumière d'avril pour la pénombre des chapelles, elle *multiplie les fausses sorties. Deux* pas en avant, un pas en arrière. Si seulement elle pouvait se tromper de porte et s'asseoir dans le bar, juste à côté…





Devant son église, c'est sur un air de paso doble que Marie dit adieu aux fidèles

D'emblée, vous avez tout *compris : quel que soit* le respect que l'on doit, en terre catholique, au martyre du Christ, c'est d'abord elle-même que Séville célèbre à travers ces chars. Chacune de ces figures, couvertes d'or du temps où le Guadalquivir ouvrait les portes de l'Amérique, raconte l'histoire de la ville et de ses tensions. On aime rappeler, par exemple, que le visage d'El Cachorro, un Christ ravagé par la douleur, *a été dessiné par* un sculpteur qui prit pour modèle un homme qui, poignardé par un gitan, était en train d'agoniser. Ou encore qu'à la mort de Joselito, un fameux toréador tombé dans l'arène, une Vierge est sortie en manteau noir pour porter le deuil de cet enfant du pays. Une reine des défilés a ainsi endossé la douleur de toute une communauté. Et ainsi de suite puisque la ville, *entre Carmen et Figaro, a mille* facettes.

Cette diversité, les congrégations, héritières des corporations, en sont aujourd'hui les gardiennes. *Ce sont* leurs membres qui règlent, d'une année sur l'autre, les moindres détails de la cérémonie. Le recrutement, aujourd'hui encore, ignore les habituelles *distinctions sociales. S'il* a l'honneur de défiler, un chef d'entreprise transpirera sous sa cagoule à côté d'un ouvrier ou d'un torero adulé. Rendu à l'anonymat par ce vêtement de bure qui ne laisse voir que les yeux, on se reconnaît d'une seule église et du même patron, que l'on soit riche ou pauvre.

Pas question, donc, de rester trop longtemps assis dans les tribunes *officielles* tendues de velours rouge installées devant l'hôtel de ville. On n'y découvrirait qu'un seul visage de la ville, et le plus solennel. Là, sous le drapeau national, des gardes en tenue de gala font le salut militaire et présentent les armes à chaque Christ qui passe, souvenir d'une Espagne où le sabre allait de concert avec le goupillon. Tous les notables sont là et l'on peut admirer les plus belles toilettes de la ville : les blazers stricts des hommes et, *surtout, à partir du jeudi, les* mantilles noires recouvrant le visage des femmes. Une tenue de deuil revêtue en l'honneur du Christ en croix, délibérément austère, ce qui n'empêche pas les robes, également noires et dépouillées, de remonter largement au-dessus du genoux. Car, la mort, ici, ne vient jamais tout à fait à bout de la vie.

Mais ce spectacle, malgré tout très formel, n'est qu'un des aspects de la semaine sainte. Les autres s'observent dans les quartiers, au passage des cortèges. Difficile, également, d'échapper au grand bain de foule qui, le vendredi, vous conduira sur le passage du Gran Poder, le Grand *Pouvoir. De tous les Christs de Sé*ville, c'est le plus célèbre. Tragique, il promène sa douleur, douze heures durant, jusqu'à l'aube. De l'église San Lorenzo, où l'on vient tout au long de l'année lui baiser le pied, jusque dans *des rues étroites de la ville. Sur* son passage, on se tait et l'on s'incline et l'on ne sourit surtout pas lorsque sa couronne d'épines manque d'accrocher les pots de géranium décorant les balcons. Car ainsi que l'écrit Joseph Peyré, le Gran Poder, *« avec la sueur et le sang de son dramatique visage, son hâle, semble avoir porté sa croix dans la poussière des chemins, sous les oliviers d'Ecija, qui sont aussi ceux d'une Judée »*. D'une majesté grave, semblant ne jamais finir, la marche des pénitents, armés chacun d'un cierge, se déploie comme un serpent, d'un bout à l'autre de la ville.

Dans le cœur des Sévillans, *cette procession ne souffre* qu'une seule rivale : celle de la Macarena qui, une année, arrivée en même temps que le Gran Poder à l'entrée du parcours officiel, aurait bien voulu, dit la légende, lui brûler la politesse en s'y engageant *avant lui*. Scandale au *pays* des hommes-rois : le porte-croix du Gran Poder l'aurait alors arrêtée en couchant sa croix en travers de la rue. Car la Macarena est tout l'opposé du Gran Poder. Couverte d'or et de fleurs, elle a l'humeur légère des filles de la ville. D'ailleurs, les hommes ne se gênent pas pour l'apostropher, comme ils le feraient au sortir d'un bar. *« Macarena ! Guapa, guapa ! »* Gardée par sa légion de centurions romains, précédée de clairons et de hautbois, elle sème l'allégresse sur son chemin, passant, comme un rêve, avec sa queue de paon, son manteau vert et sa traîne de feu…

Vous voici donc perplexe. Est-ce un drame qui se joue ici ou une comédie ? Entre les confréries qui gardent le plus pesant silence, comme pour un cortège funèbre, et celles qui laissent, déjà, exploser la joie de Pâques, chacun vit la semaine sainte à sa façon. Mais il est des rites invariables. Comme les grands coups d'encensoir balancé sur la foule. Ou les fidèles qui s'agenouillent, au risque de se *faire piétiner*, et font mille efforts pour frôler un orteil des statues sacrées. Ou encore le coup de marteau sec qui ordonne au défilé de s'arrêter. Les porteurs, alors, déposent, avec mille précautions, leur *paso* sur le pavé, et prennent le temps de souffler. D'une fenêtre s'élève une *saeta*, chant rauque où la voix traîne à l'infini pour dire toute la misère du monde. *« La* saeta, explique Mario Bois, écrivain amoureux de Séville et historien du flamenco, *c'est l'une des formes les plus authentiques du flamenco. Très dépouillée, puisqu'elle est privée de tout accompagnement musical, elle porte deux cris : un chant de compassion avec la douleur d'une mère et un appel au secours. Toi qui as tant souffert, Marie, aide-moi à venir à bout de mes épreuves actuelles. »*

Très vite cependant les joueurs de flamenco reprendront leur guitare et la société sévillane retrouvera ses passions profanes. La première corrida de la saison est pour dimanche.

Le Dieu chrétien est ressuscité. Il est temps de sacrifier, enfin, celui des païens…

De notre envoyé spécial
JEAN-LOUIS ANDRÉ


CHRISTINE SPENGLER

Des Vierges couvertes d'or, de velours, de fleurs et de toutes les larmes des fidèles.

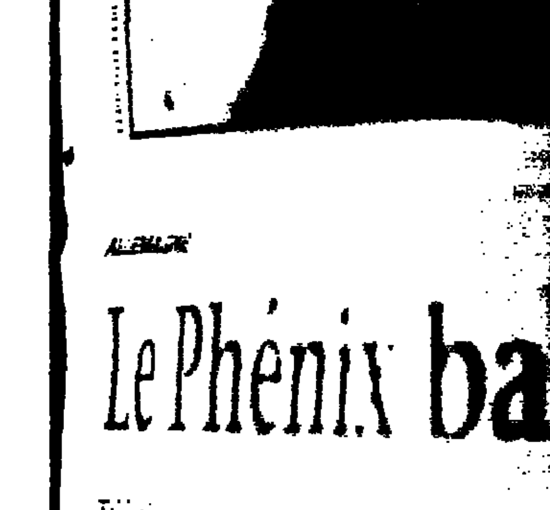
CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Les processions de la semaine sainte commencent le dimanche des Rameaux (le 9 avril) et se succèdent jusqu'au jour de Pâques (le 16 avril). Pour l'Exposition universelle de 1992, Séville s'était équipée d'une hôtellerie hors pair, petits et grands établissements traditionnels avaient été rénovés, et de nouvelles unités avaient ouvert leurs portes pour accueillir les visiteurs. On peut donc espérer trouver une chambre au pied levé, alors qu'autrefois il fallait réserver plusieurs mois à l'avance.

SÉJOURS. Pendant la semaine sainte, la meilleure et la moins chère des formules est le forfait « avion-hôtel » proposé par de nombreux voyagistes. Un prix par personne incluant billet d'avion et chambre double avec petits déjeuners. Citons notamment Visit Europe (2 nuits, à partir de 2 620 F le week-end, ou 2 710 F en semaine), Jet Tours Europe (2 190 F avec chambre réservée chez l'habitant ou 2 600 F, avec la nuit du samedi sur place, à l'hôtel San Gil – piscine sur le toit –, construit par l'architecte de l'Alphonse XIII (le grand palace de Séville), Planète (3 880 F, 3 nuits à las Casas de la Juderia, ancien palais du quartier Santa Cruz) et Donatello qui propose une sélection d'établissements de charme, dont l'Alvarez Quintero (week-end de 2 nuits, 2 520 F), Los Seises, un palais du XVI[e] siècle dans le centre historique (même forfait, 3 250 F) et l'Alphonse XIII (même forfait, 4 650 F). Bon choix également chez Marsans International avec de petites auberges (2 étoiles) dans le quartier de Santa Cruz, comme l'Hosteria del Laurel (7 nuits, 3 955 F) ou le Murillo (même forfait, 4 375 F).

LECTURES. Gallimard vient de publier un remarquable guide consacré à Séville. Chaque quartier, chaque ruelle, chaque église, palais et monastère y sont racontés avec force détails, anecdotes, plans, dessins, gravures et photos d'hier ou d'aujourd'hui. Au fil des pages de cette mini-encyclopédie, on découvre l'histoire, l'architecture, les peintres et les écrivains, les fêtes et les pèlerinages, dont la semaine sainte. S'y ajoutent des itinéraires en Andalousie et des fiches pratiques pour choisir musées, hôtels, restaurants, bars à *tapas* (pour prendre un verre à 21 heures, avant de dîner à 22 heures), etc. Egalement, Guide Bleu Hachette. On lira avec plaisir : *Le Flagellan de Séville*, de Paul Morand, *La Passion selon Séville*, de Joseph Peyré (Arthaud) épuisé en français, mais traduit en espagnol. *Le Flamenco*, de Mario Bois (Ed. Marval). *La Fête des taureaux*, de Mario Bois (Ed. Max Fourny). A paraître, début avril, *Saga maure* (Marval), photos de Martine Voyeux accompagnées d'une nouvelle inédite de Manuel Vasquès Montalban, pour la partie consacrée à Séville, et de Mohamed Choukri, pour la partie marocaine.

RENSEIGNEMENTS. Office espagnol du tourisme, 43 ter, avenue Pierre-I[er]-de-Serbie, 75008 Paris.
Tél. : (1) 47-20-90-54, ou Minitel 3615 ESPAGNE.



Le Phénix ba


FERRANTE FERRANTI

Un Atlante du Zwinger, faune au nez cassé.

ALLEMAGNE

Le Phénix baroque

Tel l'oiseau fabuleux, Dresde n'en finit pas de renaître.

FÉVRIER 1945. L'Allemagne est en deuil. Dresde vient d'être bombardée par les forces anglo-américaines et dénombre ses cadavres. Vingt-cinq mille à trente-cinq mille. Davantage peut-être. Comptabilité bien macabre pour cette ville qu'on appelait jusqu'alors le « balcon de l'Europe », la « Florence » ou encore l'« Athènes du Nord ». Paysage bien surréel que celui de ces quinze kilomètres carrés soudain jonchés de débris : corps calcinés, christs en bois étendus sur un lit de cailloux, montres, enseignes, jouets d'enfants, bâtiments rasés, vestiges d'un jeu de construction défait comme un château de sable. Natures mortes, coites, que contemplent çà et là quelques statues restées debout, tel cet apôtre couronnant la carcasse de la cathédrale : main tendue, paupières baissées, avec, sur les lèvres, un sourire séraphique qui, dans un plus doux contexte, l'eût fait prendre pour un ange d'Annonciation.

On crut Dresde anéantie. Rayée de la carte. On eut tort. Car le phénix devait bientôt renaître de ses cendres. Méthodiquement. Ce fut d'abord, dans les années 50-60, la cathédrale et le Palais japonais. Puis le Zwinger (l'« Enceinte ») et l'Opéra. C'est aujourd'hui le tour du château et de l'église Notre-Dame, tout récemment encore éventrée, abandonnée aux herbes folles, comme pour continuer à témoigner de la tragédie, de l'impossible oubli. Et, pour combler les espaces béants et dépourvus de vestiges, de grands bâtiments en ciment qui se mettent à pousser et qu'on espère un tout petit peu plus avenants que les immeubles-barres socialistes...

Oui, depuis la chute du mur de Berlin, partout à Dresde on manie la truelle. Partout, depuis les faubourgs et les quartiers résidentiels, rythmés de villas 1900, jusqu'au centre historique. Ici on détruit : les anciens camps russes, les silos, tous les témoins gênants de l'époque stalinienne. Là, au pied de l'hôtel de ville – le « ventre » de Dresde –, on creuse, on retourne, on fouille, à la recherche de ruines médiévales. Tout à côté, la Praha Strasse – les « *Champs-Elysées dresdois* », dit-on en plaisantant – vit déjà, elle, à l'heure américaine. Témoin les McDonald's, Burger King et autres fast-foods qui ont essaimé parmi les banques, grands magasins et hôtels de luxe rénovés. Marchandises moins exotiques, certes, que les soies, porcelaines et laques chinoises importées, au XVII[e] siècle, sur les bateaux de la Compagnie des Indes orientales...

Courtisane forclose et enclose

« *Une vieille ville toute neuve !* », se réjouissent les habitants. Et de ré-apprendre, au détour des échafaudages, l'histoire. La petite et la grande. Celle de la comtesse Cosel, pour qui fut élevé, en 1707, le palais Taschenberg. Une histoire rose d'alcôve qui finit sombrement : forclose, la courtisane trop éprise de politique, forclose et enclose, jusqu'à sa mort, dans un donjon. Et celle d'Auguste II, dit le Fort, à laquelle la ville doit son Zwinger. A l'origine, un théâtre de plein air en bois, reconstruit en pierre par Daniel Pöppelmann pour abriter, en 1719, les cérémonies du mariage d'Auguste III avec Marie-Josèphe de Habsbourg. Le Zwinger, symbole de la royauté : dominant le Pavillon du rempart, scandé par des atlantes, le souverain, présenté sous les traits d'Hercule portant le monde ; sur le balcon supérieur du même édifice, les lettres AR (*August (e) Rex*) ; dans le jardin, la fontaine aux jets d'eau mêlés pour rappeler le motif des épées croisées, emblème à la fois de la Saxe et de sa porcelaine. Le Zwinger, gardien des trésors accumulés par les princes dans leurs cabinets de curiosités. Tous enfermés dans le fabuleux musée du Zwinger, à l'exception des joyaux, aujourd'hui installés tout près, sous la voûte verte de l'Albertinum.

Pages conquérantes, souvenirs dorés, que ne cessent, également, d'effeuiller, à quelques pas de là, le *Cortège des ducs* – fresque de porcelaine où figurent, sur fond safrané, tous les ducs de la maison de Saxe-Wettin. Et, de l'autre côté du pont Auguste, dans le Neustadt (partie neuve de la vieille ville qui, dans l'ensemble, a mieux résisté aux bombardements), le Palais japonais. Anciennement Palais « hollandais ». Là où fut initialement abritée la collection de porcelaines. Là où, aujourd'hui, des vélos et des cartables, rangés contre un arbre, signalent des amours enfantines, des écoles buissonnières. Ici, les atlantes du Zwinger ont troqué leurs sourires faunesques contre des clins d'œil égrillards, masqué leur chevelure sous des chapeaux coniques, pour mieux rappeler le toit en pagode. Les ventres bedonnent, les seins pendent, comme des poitrines de vieilles femmes. Mais qu'importe ! Ils incarnent l'Orient. Celui, fantasque et rococo, du sculpteur Permoser. Celui des mandarins de pacotille, mandarins pour rire, que l'on voit se prélasser parfois sur les grands vases bleus de Saxe-Meissen.

Rêves d'ailleurs, chinoiseries, *putti*... Comme Prague, sa voisine et-rivale, à quelque cent cinquante kilomètres par le fleuve, et bientôt encore plus près par la future autoroute, Dresde se laisse aller à toutes les ivresses. Ivresses du passé, ivresses de la modernité : malgré la peur du chômage (70 % d'emplois supprimés), rentrer à son tour dans la course, enregistrer, numéroter et faxer. Imprimer sur ses cartes de visite, juste en dessous de sa fonction, les mots « free lance », montrer par cet en-tête qu'on fait cavalier seul. Courir, tout en savourant une nouvelle lenteur, un nouvel art de vivre. Art du temps « perdu », art de la *civiltà*.

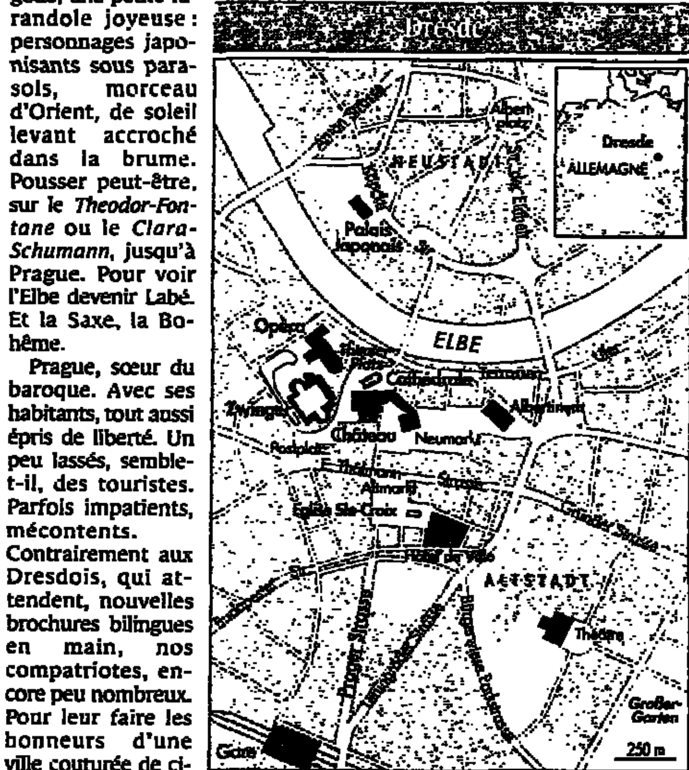
Le jour, déguster un capuccino au Café italien de la Theaterplatz : au siècle des Lumières, un ensemble de baraquements édifiés pour les ouvriers lombards et vénitiens travaillant à l'édification de la cathédrale ; sous la République de Weimar, une salle de bal et de plaisir. Dans une atmosphère bourgeoise, goûter à la douceur de vivre en suivant le pas léger des serveuses, tablier blanc et plateau d'argent, petites sœurs de *la Chocolatière* de Liotard, exposée dans la galerie des Anciens Maîtres du Zwinger.

Le soir, se parer de velours et de soie, jupe longue presque de rigueur pour les femmes, afin d'aller entendre Verdi ou Brückner à l'Opéra de Semper – « *Musique, maestro !* » Applaudir, en tenue moins huppée, la flamboyante Milva et ses *Canzoni tra le due guerre*, chants d'entre les deux guerres, programmés au Kulturpalast, ou, à l'église Sainte-Croix, les chœurs de la Manécanterie, inséparables, depuis quatre cents ans, de la tradition dresdoise.

Et, *primo di tutto*, remonter l'Elbe à bord des bateaux à aubes de la Weisse Flotte, la Flotte blanche, tout dernièrement privatisée. Redécouvrir le charme de la Suisse saxonne. Royale, forcément. La forteresse de Königstein, les châteaux de Loschwitz et Moritzburg. Celui de Pillnitz, longé par les vignobles. Peinte sur la façade de l'édifice, en dessous du toit en pagode, une petite farandole joyeuse : personnages japonisants sous parasols, morceau d'Orient, de soleil levant accroché dans la brume. Pousser peut-être, sur le *Theodor-Fontane* ou le *Clara-Schumann*, jusqu'à Prague. Pour voir l'Elbe devenir Labé. Et la Saxe, la Bohême.

Prague, sœur du baroque. Avec ses habitants, tout aussi épris de liberté. Un peu lassés, semble-t-il, des touristes. Parfois impatients, mécontents. Contrairement aux Dresdois, qui attendent, nouvelles brochures bilingues en main, nos compatriotes, encore peu nombreux. Pour leur faire les honneurs d'une ville couturée de cicatrices et de trésors. Celle où Kleist écrivit *La Cruche cassée*, Wagner créa le *Vaisseau fantôme* et Strauss son étrange et très cruelle *Salomé*...

De notre envoyée spéciale
THÉRÈSE ROCHER



CARNET DE ROUTE

Y ALLER. En toutes saisons puisque Dresde jouit, dit-on, d'un microclimat. En avion, de Paris/Roissy, avec Lufthansa (1) 42-65-37-35) via Francfort ou Düsseldorf (de 3100 à 5070 F) ou Eurowings (1) 48-62-79-38) via Nuremberg, de 1 520 à 4 470 F. Parmi les voyagistes programmant Dresde, citons DER Voyages (1) 47-42-07-09) et SEPT ET DEMI/Promotion touristique (1) 42-65-22-29) qui y proposent des séjours à la carte, et, côté circuits, Terrien (40-47-93-25) avec « les villes d'art d'Allemagne » (12 jours, 10 700 F), Cartour/Tourmonde (agences et (1) 44-56-30-30) avec un 8 jours (9000 F) et Clio (1) 53-68-82-82) avec un combiné Berlin/Potsdam/Dresde (4 jours, 5 825 F), en mai et octobre.

SE LOGER. Nombreux hôtels et pensions, de 80 marks (1 mark= 3,50 F) pour une chambre double avec petit déjeuner, à 450 marks pour le haut de gamme dont font partie le Palais-Hotel Gewandhaus et l'Hotel Mercure Newa.

VISITER. Une vingtaine de musées dont la Gemaldegalerie Alte Meister du Zwinger : Vierges à faire damner les saints, Sébastiens suppliciés sous un ciel nuageux ou impavide (Le Dominiquin, Antonello da Messina), Péchés capitaux (Cranach), tourtes, huîtres et raisins (Claesz, C. de Heem, Snyders). Des *Naturalia* et autres *Curiosa Artificialia* accumulés au fil des siècles par les souverains dresdois restent d'innombrables trésors exposés, tout comme les peintres allemands des XIX[e] et XX[e] siècles, dans l'Albertinum. L'exercice pourrait être de dénombrer les miniatures émaillées de la *Cour du Grand Mogol* (1731) ainsi que les joyaux utilisés par l'orfèvre Diglinger pour cette œuvre. On devrait obtenir un total de 165 personnages et objets, 4 908 roses de diamant, 164 émeraudes, 160 rubis, 16 perles, 2 camées et 1 saphir. Le Musée de la porcelaine est, après celui d'Istanbul, le plus important du monde. Le Musée historique de la ville mérite également le détour. Tout comme le Musée d'ethnologie et d'archéologie abrité dans le Palais japonais, avec le Musée de l'hygiène. Enfin, si la passion des trains vous tenaille, le Musée des transports vous tend les bras.

LIRE ET ÉCOUTER. Avant de poser le pied sur le sol dresdois, on peut, évidemment, écouter tout Schütz, tout Wagner et tout Strauss, lire l'intégrale de Kleist, se renseigner sur le mouvement expressionniste Die Brücke – « Le Pont » – afin de déterminer qui, de Kirchner ou de Schmidt-Rottluff, en fut le fondateur. On peut aussi, plus raisonnablement, s'en tenir aux *Entretiens sur le musée de Dresde*, entre Aragon et Cocteau (Editions Cercle d'Art) et à *La Destruction de Dresde*, de David Irving, un ouvrage discuté, publié chez Laffont, en 1964. Les paresseux regarderont au moins les terribles clichés du Dresdois Richard Peter senior, après le raid aérien de février 1945. Un sujet qui a également inspiré de funèbres dessins à Wilhem Rudolph. Sur place, on peut jeter un œil au Guide du routard, aux Guides Marco Polo et Baedeker (Hachette) ainsi qu'au Guide vert (Michelin).

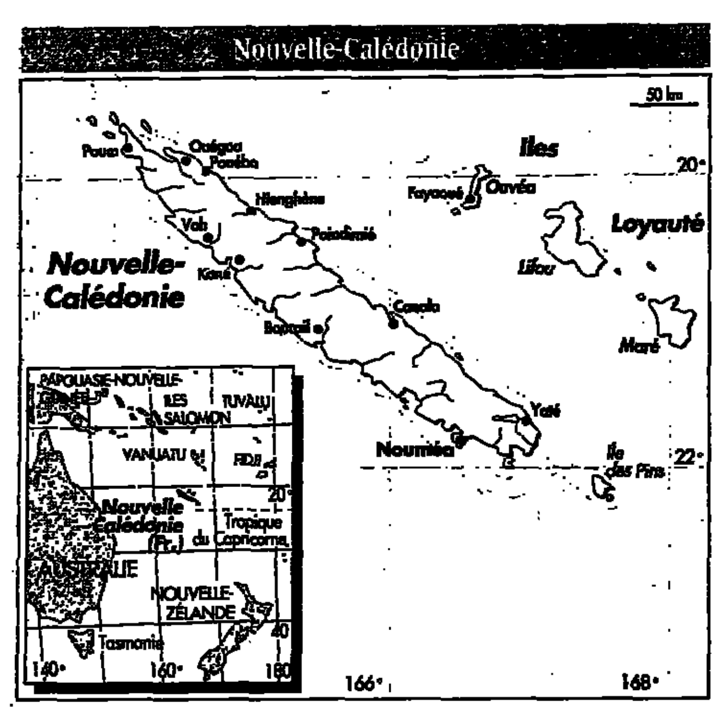
NAVIGUER. Sur l'Elbe, avec la Köln Düsseldorfer qui y propose des croisières, du printemps à l'automne avec des formules spéciales pour les fêtes de fin d'année. Citons, à partir du 29 avril, un circuit de 3 jours/4 nuits de Dresde à Wittenberg, entre 3 660 F et 4 185 F par personne en cabine double, selon la catégorie. Pour un circuit de 6 jours, de Wittenberg à Prague, compter entre 6 100 F et 6 970 F. Les bateaux, silencieux, sont propices à la contemplation du paysage. Renseignements auprès de Croisirhin, agent général de la KD en France, 11, rue Richepance, 75008 Paris, (1) 42-61-30-20.

SE RENSEIGNER. A l'Office national allemand du tourisme, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris, (1) 40-20-01-88. Minitel 3615 ALLEMAGNETOUR.

NOUVELLE-CALÉDONIE

L'Eden à l'envers

Belle et rebelle, un charme qui peut tourner au maléfice.



ALLONGÉE dans les eaux bleues du Pacifique comme une naïade dans son bain, elle est d'une beauté à couper le souffle. *« Je suis brune et pourtant belle »*, pourrait-elle dire, paraphrasant la Bible que lui apportèrent les pasteurs. Ils débarquèrent dans le sillage des colons et voulurent, comme tant d'autres, modifier son image. C'est pourquoi, aujourd'hui, son âme est incertaine.

Baie de l'Orphelinat, Nouméa dort. Entre les vallonnements qui la bercent, une anse d'eau, plate et miroitante. La marée basse pousse des plis tranquilles sur le sable. Les voiliers blancs, au mouillage, sont immobiles. Le charme de Nouméa vient de la mer. De ces baies qui la creusent, de ces bosses que les véhicules remontent avant de piquer du nez. Partout, les fenêtres cherchent l'océan.

Du nord au sud, une chaîne montagneuse traverse le Caillou. Elle sépare deux mondes, deux paysages, deux modes de vie. A l'ouest, le far-west, les grandes propriétés, les troupeaux errant sur les plaines brûlées. A l'est, la luxuriance des vallées enclavées, des montagnes qui tombent dans la mer, entraînant dans leur chute de vertigineux torrents.

Les Kanaks sont à l'est, les caldoches à l'ouest, les métropolitains, ou « Z'oreilles », préférant Nouméa. Ce sont des frères ennemis, attachés à la terre, pour des motifs différents. Les premiers y vivent depuis l'aube des temps, l'ayant reçue de leurs ancêtres ; les seconds, qui y firent souche au siècle dernier, ont peiné pour la mettre en valeur, édifiant sur elle leur fortune.

La marée basse pousse des plis tranquilles sur le sable

La nature est mère prolifique pour tous. Pour le Kanak comme pour le broussard caldoche portant jeans et ceinturon. Emblématique de la Grande Terre, le niaouli résiste aux feux de brousse, qui appauvrissent le sol aussi sûrement que les longues saignées de l'exploitation du nickel. Le tamarinier donne des gousses dont les graines font une confiture au goût légèrement amer. Le papayer porte ses fruits accrochés à son tronc quand le taro d'eau, un tubercule qui évoque la courge, les laisse sur le sol.

Oundjo est un village de pêcheurs avec cases et maisons sous les cocotiers. Les flamboyants balancent leurs grappes rouges au souffle violent des alizés. Discrets, les Kanaks sont pourtant très présents : un geste de la main, un sourire. En 1774 déjà, James Cook, débarquant à Balade, au nord-est de la Grande Terre, les avait trouvés *« courtois et bienveillants »*. Mieux encore. Les comparant aux habitants d'autres îles, il notait : *« Ils les surpassent en aménité et en probité. »*

Les alizés soufflent, mais la pluie ne tombe pas. A Voh, désolé, aride, comme à Gomen, village français des tropiques avec sa petite église, son monument aux morts et son école blanche au préau planté de bois noir. Gomen a donné son nom à l'huile goménolée, obtenue par distillation des feuilles de niaouli. Leurs pelotons, feuillage brillant sous le soleil, tronc d'argent mat, font comme une haie d'honneur sur la route qui conduit à Poum. Le même Cook, observateur avisé, avait remarqué cet arbre *« couvert d'une écorce blanche et douce, déchiquetée, que l'on pèle facilement (...). Le bois en est très dur, les feuilles longues et étroites, d'un gris terne et pâle, et l'odeur fine et aromatique »*. On ne saurait mieux décrire.

A la mine Pilou, les bagnards peinaient sous un soleil de plomb. Un soleil qui accable aujourd'hui une dépression ravinée où l'on reconnaît des bassins de décantation, la gueule d'un four à chaux et des canalisations rouillées. Un filet d'eau coule sur la terre exsangue. L'enfer, au mépris du paradis. Des affleurements de malachite et d'azurite, dont on extrayait le cuivre, il ne reste que des éclats parmi les pierres. La haute cheminée de brique, vestige de l'usine de fusion, tient toujours debout, mais les maisons des bagnards, sans toit ni fenêtres, sont envahies par les buissons. Est-ce l'empreinte de la souffrance ? Même les oiseaux pépient doucement.

Cascades, fougères arborescentes aussi hautes que les palmiers, villages blottis derrière des murs de fleurs – frangipaniers, hibiscus, flamboyants, lauriers –, bras de mer pénétrant les vallées : la côte Est est un enchantement. Des femmes se reposent sur l'herbe, des vieux prennent le frais sous les manguiers. Ici, un match de foot. Là, sur des tréteaux, de petits étalages de mangues, papayes, ananas, litchis, bananes et, parfois, de ce « pain marmite » qui sent si bon. Les grand mères le font cuire dans une marmite, d'où sa forme et son nom.

Hienghène. L'air vibre au rythme de la musique reggae. La population accourt sur le stade. Grappes de jeunes sous les arbres. Les maudites canettes de bière sont là. Sans elles, pas de « coup de fête ». On les retrouve le long des routes, enfilées à l'extrémité des branches, non loin des carcasses de voitures qui ont terminé leur course dans le fossé. Des maisons brûlées rappellent de mauvais souvenirs. Et pourtant un charme muet flotte sur les pentes de cette vallée gardée par « la Poule », noir rocher voguant sur l'azur.

Lifou. La plus grande des îles Loyauté. A trois quarts d'heure de vol de Nouméa. Larges sourires des femmes, accueillantes et timides. Impression d'ordre, de propreté, de bonheur simple et tranquille. Les murs du petit hôtel sont en bois peint en bleu, persiennes bleues soulevées. Koma, vingt deux ans, jolie comme un cœur dans sa robe mission, tresse ramassée en chignon, vous embrasse sur les deux joues. Une vieille femme, fleur de tiaré à l'oreille droite, rayonne. La fleur à droite, *« c'est le bonheur »*. Si l'*« on cherche un homme »*, on la met à l'oreille gauche.

L'horizon, un trait d'encre sur lequel s'élèvent des crêtes blanches

Les femmes, « ce sont des saintes », dit un de ces hommes de terrain qui *« entendent battre le cœur de ces gens-là tous les jours »*. Des saintes actives, dévouées, silencieuses. Le coupe-coupe à la main sur les routes, plantant les ignames dans les champs, faisant la cuisine à la maison, tandis que les hommes dorment ou palabrent. Elles n'ont guère le temps d'aller sur la plage, pourtant le plus bel ornement des îles. Baie de Luengoni. Un bois de fer incline ses paquets d'aiguilles au ras du sol. Brise fraîche, sable de velours, mer d'émeraude. L'horizon, un trait d'encre sur lequel s'élèvent des crêtes blanches courant comme un feu follet. Quel grand bruit doit accompagner, là-bas, le ferraillement perpétuel de la grande barrière de corail ! Soudain, des tonnes d'eau dégringolent dans un crépitement assourdissant, martelant les feuilles vernissées, les toits de tôle. Puis le soleil brille et le calme revient. La nature s'égoutte, les palmiers balancent leur ombre sur le sol.

Même petite musique discrète à Maré et à l'île des Pins. *« S'en tenir strictement à la plage »*, recommande un écriteau planté dans la baie de Kanumera. Les gendarmes, qui *« font de la prévention »* c'est-à-dire se baladent en short de rigueur, expliquent que *« le terrain et le rocher sacré appartiennent à la tribu »*. Les pins colonnaires, symboles et vestiges de la chefferie, ont sans doute donné son nom à l'île. Ils élèvent leur rectitude en arête de poisson au-dessus de la forêt, où la tribu vit en osmose avec la nature et la mer. Une pirogue à voile triangulaire et balancier glisse sur l'eau turquoise. L'homme qui tient la rame a noué sur ses reins un *manou* (paréo) rouge.

Belle entre les belles, Ouvéa. Irréelle et silencieuse. Un charme qui peut tourner au maléfice. D'où ce sentiment de vide, de dépossession. Car l'île, hantée par trop de morts, est devenue méfiante. Dans un *faré* (case) de cérémonie, ouvert aux quatre vents, des femmes fument le poisson, tandis que d'autres apportent du bois dans des brouettes. Ouvéa, fil de terre dénoué sur les eaux vertes du lagon, vaque à ses tâches coutumières.

De notre envoyée spéciale
DANIELLE TRAMARD



JEAN-FRANÇOIS MARIN/EDITING

Lifou, un bonheur simple et tranquille. La pêche au maquereau dans la baie de Santal.

La coutume

C'est à Ouvéa, belle et rebelle, que l'âme kanake exprime le mieux sa douleur. Par la voix d'un homme de trente ans.

« La coutume, c'est la façon de vivre chez nous, c'est notre dignité. On la respecte, sinon on est un homme sans racines, on est comme le vent, on ne sait pas où il va s'arrêter.

» La coutume, c'est l'habitude de vivre ce qui a été transmis des vieux, ces vieux qui ont vécu leur temps, et je crois qu'il y a plus de valeur dans ce temps-là. Il y a beaucoup de choses qui arrivent et les vieux n'ont presque plus de pouvoir. Ils essaient de retenir. Ils disent : « Dans notre temps, on était bien. Quand les vieux nous parlaient, on s'abaissait. Vous, quand on vous parle, vous ne respectez pas. Votre avenir, vous n'aurez rien. » C'est comme s'ils maudissaient.

» Si on veut une poule, ou faire du caillassage (lancer des cailloux), *après, on passe à la chefferie et on se fait fouetter par le nerf de bœuf. Le nerf de bœuf, ça fait mal, ça ouvre comme une lame. Ceux qui n'ont rien fait, ils passent aussi, pour partager la souffrance, pour que, la prochaine fois, tu ne fasses pas la connerie.*

» La coutume, elle met à côté de l'évolution. J'ai l'évolution qui vient vers moi mais il faut pas que je perde mes racines, sinon j'aurais, comment dire, un lavage de cerveau.

» Je crois que la coutume va se perdre avec le temps. Dans l'an 2000, on dira que c'était des légendes, parce que ça a été vécu. Nous, les jeunes, on est un peu perdu. On essaie de tenir. Parfois, on pleure un peu. On voudrait être comme les vieux, mais on n'a plus ce pouvoir.

» La coutume, c'est l'homme. La femme vient après. L'homme, c'est la force. La femme, c'est celle qui forme tout, qui garde tout.

» Quand j'ai un problème, je vais dans la forêt et je pose des questions. Ici, je suis en contact avec la nature. Quand je vais à Nouméa, il y a des trottoirs. J'ai la nostalgie de l'île. Quand je reviens, je retrouve ce qui m'est familier, le sable, les oiseaux, les cocotiers.

» Chaque individu est unique, c'est la façon de faire qui est différente. On a tous la même souffrance. Il y a des goûts amers. »

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Le plus grand lagon du monde (coraux fluorescents), des eaux limpides, des plages de sable blanc, une flore exceptionnelle (trois mille espèces endémiques), des paysages contrastés, la force de la coutume : la Nouvelle-Calédonie laisse une trace profonde.

SAISONS. Eté austral, de décembre à mars : alizés, pluies (parfois cyclones) et chaleur tropicale (26 à 35 C). Hiver austral, de juin à septembre, avec une température autour de 19 C.

COUTUME. Les Kanaks y sont viscéralement attachés. La terre appartient aux tribus. Ces dernières ignorent clôtures et portails. En conséquence, ne pas sortir des chemins, ne pas cueillir de fruits et avoir une tenue décente. A Ouvéa, suivre exactement les recommandations données. Si l'on est reçu en tribu, « faire la coutume » : offrir un billet ou des cigarettes et exprimer, les yeux baissés demande de protection et reconnaissance d'être ainsi accueilli. Ecouter la réponse. C'est un moment émouvant, même pour les Européens endurcis.

VOLS. Plus courts avec Corsair (à partir de 5 500 F A/R) et AOM (à partir de 7 200 F A/R). Egalement Air France (à partir de 7 480 F).

ETAPES. Bonne hôtellerie sur la Grande Terre. Sur chacune des îles Loyauté ainsi qu'à l'île des Pins, on construit un hôtel de style traditionnel.

CUISINE. Un excellent restaurant de brousse, *Le Normandon*, à Ouegoa, au nord de la côte est.

VOYAGISTES. Nouvelles Frontières, associé à Corsair, fait « un tabac » en proposant voitures de location (routes excellentes et peu fréquentées) et meilleurs hôtels. A Nouméa, le Méridien (460 F/personne/nuit jusqu'au 30 juin), et le Surf. A Hienghène, le Club Med. A l'extrême nord du Caillou, le Malabou (305 F/nuit), notre préféré, avec le Lifou Plaisance (240 F/nuit et petit déjeuner), dans les îles Loyauté. Deux bons spécialistes de la destination : le Quotidien Voyages (1) 47-47-11-16) et Tours 33 (agences).

D'ÎLE EN ÎLE. En ferry, en avion.

RENSEIGNEMENTS. A Paris : Maison de la Nouvelle-Calédonie, 7, rue du Général-Bertrand, 75007, 42-73-24-14. A Nouméa : office du tourisme, 24, rue Anatole-France ; bureau du tourisme de la Province Nord, 39, rue de Verdun ; Maison des îles Loyauté, 113, avenue Roger-Laroque, Anse Vata.

LECTURES. Guides Jaguar et Visa (Hachette). Un ouvrage de fond, *La Nouvelle-Calédonie*, d'Antonio Raluy (Karthala). Pour comprendre la coutume, une petite merveille, *Utê Mûrûnû, petite fleur de cocotier*, recueil de nouvelles de Déwé Gorodé, femme écrivain kanak (éditions Grain de Sable, 1994), *La Grande Case*, contes recueillis par Roselène Dousset-Leenhardt (Buchet Chastel, 1965) et la biographie de son père, pasteur, ethnologue et ami des Kanaks, *Maurice Leenhardt, personne et mythe en N-C*, de James Clifford (Jean-Michel Place, 1987). De James Cook, qui y débarqua en 1774, *Relations de voyages autour du monde* (La Découverte). Egalement *La vie quotidienne en N-C de 1850 à nos jours*, de Jacqueline Sénès (Hachette) et *N-C, un paradis dans la tourmente*, d'Alban Bensa. Un album de photographies en noir et blanc de Marcel Fortini et Mathieu Micheli (éditions Eric Koehler) : *L'ascendant des îles*. Quatre analyses socio-politiques, toujours d'actualité : *Tjibaou le Kanak*, d'Alain Rollat (La Manufacture), *l'Utopie calédonienne*, de Jean-Marie Colombani (Denoël), *Hienghène, le désespoir calédonien*, de Lionel Duroy (Barrault) et *Le Pays du non-dit*, de Louis-José Barbançon (L'Harmattan, 16, rue des Ecoles, 75005 Paris).



NÉPAL

Le royaume de l'au-delà

Longtemps interdit aux étrangers, le Mustang entrouvre, chèrement, ses portes.

LE Mustang commence ici, dans cette vallée sculptée par les vents et balayée par les rafales. A Kag Beni, ce village-sentinelle juché sur l'abîme de la rivière Kali Gandaki et qui marque la frontière méridionale du mystérieux *« pays de Lo »*. Citadelle de pierre sur la route de ce « bout du monde » longtemps resté interdit aux étrangers, Kag Beni n'est pourtant qu'un avant-poste, un lieu où le regard vise plus haut, plus loin, vers un royaume dont le cœur se situe bien au-delà de cette vallée aux falaises ocre lançant leur cathédrale de roches à l'assaut d'un ciel inaccessible. Encore qu'à deux ou trois heures de marche du petit aéroport de Jomoson, où, après un vol à saute-nuages entre le pic glacé du Macchapuchare et les sommets de l'Annapurna, se pose quotidiennement un petit bimoteur des Royal Nepal Airlines, le voyageur sait déjà qu'il a basculé dans un autre univers.

Le « désert des tartares » qui s'étend alors devant lui symbolise en effet la rupture entre deux mondes avec, pour trait d'union commercial et culturel, le cours de la Kali Gandaki. L'antique route des caravanes marque le passage entre les plaines du nord de l'Inde et les collines du Népal central, au sud, et les solitudes désolées du plateau tibétain, au nord. Grimpés sur de petits chevaux à l'étonnante agilité, les caravaniers, du Tibet occupé, transportent selles, couvertures de laine et produits chinois, pour rapporter du monde indien, soieries, tissus, riz et épices.

Le Mustang est un pays de culture tibétaine qu'un accident de l'Histoire a rattaché au Népal, il y a deux siècles. Un accident heureux qui permet à ce dernier d'enfoncer un « pouce » de mille deux cents kilomètres carrés à l'intérieur du Tibet chinois... Un pays tellement reculé qu'il a fallu attendre un explorateur britannique, un certain W. J. Kirkpatrick, pour qu'un Occidental mentionne, au dix-huitième siècle, le *« royaume de Moostang où règne, très au nord, un rajah tibétain »*. En 1898, le moine japonais Ekai Kawaguchi entreprit d'entrer secrètement au Tibet interdit en traversant le Mustang, où il séjourna douze mois. Et ce n'est que dans les années 50, lors du voyage du géologue suisse Toni Hagen, que l'on entendra de nouveau parler de cet énigmatique royaume.

En 1964, enfin, l'aventurier anthropologue français, Michel Peissel, se risquait à son tour dans cette région que l'invasion du Tibet par les soldats de Mao avait, soudain, rendue « stratégique ». C'est dans le bas Mustang que campent alors, en effet, les redoutables *khampas*, desesperados tibétains d'une guerre perdue d'avance, qui multiplient leurs attaques de l'autre côté de la frontière contre les troupes de Pékin. Ce qui n'empêchera pas l'explorateur parisien d'avoir la sensation d'un *« endroit où le temps demeure suspendu au-dessus d'un univers fermé et secret »*.

De Kag Beni, le sentier progresse à flanc de ravin, traverse le lit d'une rivière asséchée, franchit un pont surplombant les eaux bouillonnantes de la Kali Gandaki et s'engage dans une ascension épuisante vers des horizons lointains. Dans les villages aux maisons de pierre et d'argile, des femmes vêtues de la *chuba* tibétaine et du tablier à rayures lavent leur longue chevelure à la fontaine en échangeant des plaisanteries coquines avec le voyageur. *« Tu m'emmènes dans ton pays ? »*, lancent, en s'esclaffant, les beautés locales d'un peuple qui ne sait pas toujours que la Terre est ronde... Au fond des cafés sombres, autour du foyer, les hommes jouent aux cartes en buvant le thé au beurre rance ou le *tchang*, la bière de millet.

Après Chele, suspendue à mi-hauteur au-dessus de la rivière, un escalier de géant grimpe vers un nulle part de nuages, le long d'une falaise ridée par les siècles où d'invraisemblables architectures géologiques en forme de tuyaux d'orgue semblent interpréter une musique composée par les bourrasques. Plus haut, le ciel gris masque les montagnes, la pluie menace, mais un dernier soleil illumine encore le hameau de Ghyakar, inaccessible et sublime, de l'autre côté du précipice. Un village aux maisons de torchis blanc, aux fenêtres encadrées d'une bande de peinture ocre où les drapeaux à prières claquent, dans le vent fou, un *mantra* toujours recommencé. Sur un plateau, à flanc d'abîme, les champs de sarrasin en fleur étalent leurs escaliers mauves au pied de hautes montagnes vertes, elles-mêmes écrasées par des sommets enneigés voilés dans les brumes des altitudes.

Le passage du col du Nya La, à 4 000 mètres, fait office de « frontière » entre le bas et le haut Mustang. D'ici, l'horizon s'étend à perte de regard vers le Tibet qui encadre, à quelques dizaines de kilomètres, au nord, à l'ouest et à l'est, le « royaume de Lo ». *« Un pays aussi stérile qu'une biche morte »*, avait écrit Tashi, le guide de Michel Peissel. Stérile mais polychrome, moutonnement infini de collines, la *« biche morte »* a enfanté un paysage aride mais grandiose où les *chörten* de pierre rappellent la présence du Bouddha et où les villages-oasis encastrés dans les vallées sont la récompense du marcheur. Ghemi, par exemple, et ses chevaux fous se cabrant dans les ruelles avant de s'élancer à travers les champs de blé, d'orge et de sarrasin. Le soir, dans le *lodge*, la sœur du roi baratte elle-même, dans la grande cuisine, le thé au beurre. Son mari, longue natte enroulée, à la mode tibétaine, derrière le crâne, et turquoise sertie dans l'oreille, déguste, à petites lampées, le breuvage versé dans une tasse de porcelaine qu'il recouvre délicatement d'un couvercle d'argent travaillé.


RUNE ERAKER/HOLLANDSE HOOGTE/VU DIST

Le « pays de Lo », le « désert des Tartares », l'antique route des caravanes.

Odeurs sucrées, lumière rare.

Après Ghemi, Tsarang, et son monastère rouge dressé contre le ciel, apparaît, mémoire d'un autre âge, au détour du chemin, tel un rêve. Odeurs sucrées des lampes à huile. Lumière rare qui joue sur les reflets dorés de la statue de Maitreya, le Bouddha à venir. Et puis un jour, enfin, Lo Mantang, la capitale du royaume de Lo, apparaît depuis le sommet d'un dernier col, forteresse oubliée au centre de la *« plaine de la prière »*. Une fois franchies les hautes murailles, après des jours de marche dans un univers minéral, on entre dans le monde du silence ouaté où aucun son ne filtre, où le vent a cessé d'être. Un silence à peine troublé par les froissements d'ailes des oiseaux ou le cri sinistre de bataillons de corbeaux voletant sous un ciel gris et lourd, refermé, tel une cloche de plomb, sur la capitale des *Lobas*, ainsi que se désignent les habitants du Mustang. Les toits des maisons hautes et blanches dressent une étrange chevelure aux demeures. Le bois de chauffage, précieux dans ce désert, est entassé sur les terrasses au cas où la bouse de yak viendrait à manquer.

Les ruelles de la ville dessinent, sous les maisons, un écheveau compliqué de passages et les arrière-cours, serpentant entre *chörten* et monastères, forment des raccourcis souterrains qui débouchent, soudain, comme par miracle, devant la place principale, entre le « post office » et le « cinéma ». Un cinéma où les jeunes se réunissent à la nuit tombée pour, sur l'unique magnétoscope de la ville, regarder un film indien. Autour d'un foyer central où trône, en permanence, l'inévitable théière, Temba, le lettré de la ville, raconte l'histoire de son pays en avalant force *raksis*, l'alcool de riz ou de millet. Son épouse, une Tibétaine de Lhassa au visage cuivré, sert en permanence aux invités le thé salé tout en regardant son mari feuilleter les pages d'antiques manuscrits enluminés. Temba conte l'histoire d'un royaume au destin incertain, suzerain du Tibet jusqu'à la fin du treizième siècle, unifié par le *« grand roi Ame Pal »* au quatorzième, et qui, devenu indépendant, sera, dit-on, l'un des phares du bouddhisme lamaïque, un lieu où Lhassa envoie ses moines. Puis il perdra la guerre contre le royaume voisin de Jumla et sera, finalement, annexé au Népal, en 1799, par le souverain Gorkha Prithvi Narayan Shah.

Reste, aujourd'hui, un coin de Tibet sans les Chinois, témoignage unique (à l'exception du Laddakh indien et du royaume du Bhoutan) de ce qui subsiste de la civilisation bouddhiste tibétaine. L'ouverture du pays aux étrangers a déjà provoqué quelques changements, notamment à Lo Mantang où se sont ouverts, récemment, des auberges et trois magasins. Népalais de nationalité, les Lobas ont pourtant peu d'affinités avec le reste de leurs coreligionnaires. Dans la capitale, à peine plus de 10 % parlent couramment le népali, même si la plupart des jeunes connaissent la lingua franca du royaume népalais. *« On se sent tellement différents du reste du pays, nous, les gens du Mustang »*, confie Rajendra, vingt et un ans, dont le prénom a pourtant été « hindouïsé », signe d'une « népalisation » voulue par Katmandou.

Dans son grand palais du « centre ville », Sa Majesté Jigme Dorje règne sur ses quelques milliers de sujets. Affichant une sérénité à toute épreuve face à l'ouverture de son « royaume », ce « roi-paysan » parcourt ses terres en égrenant son chapelet, dans une atmosphère de totale bonhomie. Non sans savoir qu'il ne possède plus aujourd'hui qu'un pouvoir honorifique. Ainsi, si son prestige reste grand, il ne peut même plus lever des impôts, prérogative dont son père disposait encore. *« Nous sommes heureux de nous ouvrir au monde extérieur*, affirme-t-il. *Cette ouverture n'est pas une menace car notre culture est forte. Religieusement, nous sommes plus proches du Tibet, mais c'est Katmandou notre capitale et le Népal notre pays »*...



Chaque année, en hiver, le Mustang se vide. Les hommes partent vers le reste du Népal et en Inde faire du commerce. Si peu d'étrangers connaissaient les Lobas, eux, en revanche, fréquentaient l'étranger depuis longtemps ! Ce qui n'empêche pas les plus vieux de colporter de vieilles rumeurs, fruits de la peur ancestrale d'un pays assiégé. Ainsi observent-ils que, depuis l'arrivée des touristes, le vent souffle plus fort que de coutume dans les vallées du Mustang.

De notre envoyé spécial
BRUNO PHILIP

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Entrouvert au voyageur étranger depuis 1992 (1 000 entrées par an, seulement, sont autorisées), le Mustang fait payer très cher le droit d'accès à ses hautes vallées, perchées sur le toit du monde. Pas de limitation de durée de séjour, mais un permis spécial (70 dollars par jour) avec un minimum de 10 jours sur place (soit 700 dollars à régler, en devises américaines, à l'escale de Katmandou) et 70 dollars par journée supplémentaire. Des tarifs susceptibles d'être modifiés. Autre obligation : avoir recours à une agence spécialiste du « treck » (mesure dictée par le souci de protéger l'environnement) et à un officier de liaison (à équiper de pied en cap) qui suivra ce périple effectué dans une zone frontalière sensible. Ces contraintes, coûteuses, expliquent la rareté des voyageurs individuels. En revanche, quelques spécialistes des randonnées en petits groupes se chargent de l'ensemble de l'organisation.

ITINÉRAIRES. Un circuit de 18 jours (escale au Népal), dont 10 de randonnée au Mustang (liaison Katmandou-Jomosson en avion), est programmé, chaque mois, par Nouvelles Frontières, de la fin avril à la fin septembre (tél. : (1) 41-41-58-58, Minitel 3615 NF), au départ de Paris : 14 600 F, plus le permis spécial de 700 dollars à régler sur place.

A noter qu'on marche en terrain désertique, à moins de 5 000 m d'altitude, sur des sentiers assez accidentés, situés à flanc de montagne. Attention au vertige. Requises : une bonne condition physique et une certaine habitude de la marche. Néophytes s'abstenir, faute d'entraînement préalable. Hébergement sous la tente ou en lodges sommaires. Repas chez l'habitant. Bagages portés par de petits chevaux (selles en bois et tapis) qui peuvent être montés. Un cheval pour deux marcheurs.
D'autres randonnées proposées, notamment par Terres d'Aventure (tél. : (1) 43-29-94-50), au printemps et à l'automne : 19 jours dont 14 de marche (niveau soutenu), à partir de 22 900 F, permis spécial inclus. Périples plus faciles proposés dans la brochure « Esprit d'Aventure » : 15 jours dont 9 de marche ou de chevauchée assez facile, à partir de 20 500 F, permis spécial inclus. A consulter également : Allibert (tél. : (1) 48-06-16-61), Peuples du Monde (tél. : (1) 42-72-50-36) et Explorator (tél. : (1) 42-66-66-24).

LECTURES. *Mustang, royaume tibétain interdit*, de Michel Peissel (Olizane). *Trekking au Népal*, d'Antoine d'Abbundo (Olizane). *Himalaya, Guide de Trekking*, par Hugh Swift (Apsara). Dans les librairies de Katmandou, de bons guides en anglais.



INVITATION AU VOYAGE



CASH & GO

LOS ANGELES a/r	3.270 Frs	DELHI a/r	3.870 Frs
COPENHAGUE a/r	1.330 Frs	SYDNEY a/r	6.130 Frs
JOHANNESBOURG a/r	5.110 Frs	VANCOUVER a/r	2.630 Frs
BUENOS AIRES a/r	5.260 Frs	NASHVILLE a/r	3.060 Frs
MEXICO a/r	3.400 Frs	PEKIN a/r	5.710 Frs
CANCUN a/r	3.780 Frs	PAPEETE a/r	6.090 Frs
HONG KONG a/r	3.740 Frs	LE CAIRE a/r	2.670 Frs

3615 CASHGO
54, rue Taitbout - 75009 Paris
Tél. 44 53 49 49 - Fax 42 82 94 24

Garden Beach Hotel Juan les Pins ****
LE RETOUR DES BEAUX JOURS SUR LA CÔTE D'AZUR
«Les pieds dans l'eau», au cœur de la station, le Garden Beach Hôtel **** propose
Forfait Détente et Soleil
du 7/04/95 au 30/06/95, 7 nuits en 1/2 pension
accès gratuit à la plage privée (matelas et parasol)
à partir de : 4 340 FF/personne.
Demandez nos brochures forfaits
15-17 Bd Baudoin BP 89
06162 Juan Les Pins Cedex
Tél : 93 67 25 25 - Fax : 93 61 16 65
L'Hôtel est géré par A.H.M.I. (Groupe Thed International)

PROMOTION
HOMMES D'AFFAIRE, TOURISTES
Ch. Dwc TV Canal + 1 ou 2 pers. 300 F
Ch. Bwc TV Canal + 1 ou 2 pers. 350 F
OUVERT 24/24
accès périph. Porte BAGNOLET.
Place GAMBETTA - Métro GAMBETTA
HÔTEL
PYRÉNÉES GAMBETTA 2** NC
12, av. du Père-Lachaise, 75020 Paris
Tél : 47 97 76 57 - Fax : 47 97 17 61

Cadeau de réouverture
du 17 mars au 2 avril
2 nuits pour 1
à partir de 745 F au lieu de 1230 F
par pers. en chambre double
1 repas et 2 petits-déjeuners
Château de MONTCAUD
Hôtel **** - Restaurant
Bagnols/Cèze, 30 Km d'Avignon
Tél : 66.89.60.60 - Fax : 66.89.45.04

DES IDÉES DE SÉJOURS POUR UN WEEK-END OU PLUS
Séjours à thème, festivals, musée Picasso, salon des antiquaires, Marineland. *Forfaits hôteliers.*
Renseignements :
MAISON DU TOURISME
11, Place de Gaulle - 06600 ANTIBES
Tél : 92.90.53.00 - Fax : 92.90.53.01
3, rue du Fbg St-Honoré - 75008 PARIS
Tél : 49.24.06.22 - Fax : 49.24.06.09

HÔTEL ** MISSISSIPPI**
(St Martin - Antilles)
Tél : 74.27.71.71
Le Charme - Le Confort - La Convivialité
La perle Rare des Caraïbes.
Est vendu par : Tourinter - Voyages Gallia
Destination Golf - Arimare
et chez votre agent de Voyage

OSER... c'est déjà RÉUSSIR
Rémy LECLUSE
guide de haute montagne à CHAMONIX,
votre compagnon de cordée, vous propose : alpinisme, escalade, canyonning, randonnées glaciaires, voyages *(Népal oct. 95).*
De l'initiation au perfectionnement.
Stages semaine, week-end ou engagement à la course.
Renseignements : Rémy LECLUSE, chalet Lou Damou, Taconnaz,
74310 LES HOUCHES - Tél : 50.55.50.56

REMISE EN FORME EN DOUCEUR
Séjour comprenant :
1/2 pension, massages, gymnastique, sauna, Hammam
2 jours 1 000 F
7 jours 3 200 F
par personne
Hôtel WINDSOR
11, rue Dalpozzo
Tél : 93.88.59.35 - Fax : 93.88.94.57

SAINT-VERAN *(Parc rég. du Queyras).*
2040 m. site classé du XVIIIè siècle.
Eté-hiver, plus haute commune d'Europe.
2 hôtels - Logis de France.
Piscine, tennis, billard, salle repos.
Meublés, chambres studios, chambres.
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.
HÔTEL LE VILLARD ***
Tél : 92 45 82 08 - Fax : 92 45 86 22
ET HÔTEL LE BEAUREGARD **
Tél : 92 45 82 62 - Fax : 92 45 80 10

FNAIM
votre location de vacances estivales à réserver dès maintenant.
POOL IMMOBILIER SABLAIS
(16) 51 95 10 28
2, Place de Strasbourg - B.P. 77
85102 LES SABLES D'OLONNE

LE COMPTOIR BLEU

VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris

Singapour	4500 F
Bombay	4200 F
New York	1850 F

SÉJOURS & WEEK-ENDS

Croisière Egypte (Vols A/R + Bateau 5* 8J/7N + pension complète)	3800 F
Fort-de-France (Vols A/R + Hôtel 3* 8J/7N + petit-déjeuner)	4850 F
Bali (Vols A/R + Hôtel 4* 8J/7N + petit-déjeuner)	8950 F
Cuba (Vols A/R + Hôtel 4* 8J/7N + pension complète)	6900 F

Tarifs à partir de, taxes en sus. Tél : 40.44.72.73
AGENCE DE VOYAGES

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting
HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis France / Michelin
1/2 pension 260 F.
Tél : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.80.58

HÔTEL BOILEAU
Calme et sérénité
en plein cœur du 16è.
A 5 mn du Parc des Expositions du Parc des Princes et de Roland Garros
340 à 405 F - Jardin + bar,
bain, wc, tv. - Salles de séminaire
81, rue Boileau - 75016 PARIS
Tél : 42 88 83 74 - Fax : 45 27 62 98

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél : 53.29.95.94 - Fax : 53.28.42.96

Clio
Vers plus de 50 destinations, il s'agit d'itinéraires très étudiés permettant de découvrir l'histoire, les cultures, les arts et la réalité humaine des pays visités. Clio vous propose des vacances enrichissantes grâce à la compétence de ses guides-conférenciers et vous offre la garantie de voyager en petits groupes.
Plus de 13 000 voyageurs ont fait confiance à notre agence en 1994.
Rejoignez, vous aussi, l'univers de Clio. Choisissez de visiter les villes-musées européennes aux trésors inépuisables, telles que Prague, Saint-Pétersbourg, Florence, Rome, Venise, ou d'aller aux sources de notre culture au Proche-Orient, notamment en Israël, Syrie, Jordanie, Liban, Iran, Yémen, ou encore, préférez le dépaysement en sélectionnant un voyage long-courrier vers l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Cambodge, le Mexique, le Pérou, l'île de Pâques, Madagascar, la Namibie...
Demandez notre catalogue général
... rue du Hameau - 75015 PARIS
Tél : (1) 53 68 82 82 - Fax : (1) 53 68 82 60

DirecTours.
SANS INTERMÉDIAIRE, VOYAGEZ MOINS CHER

USA
32 PAGES POUR TOUS
les USA à prix imbattables
Ex : Location Hertz cat.J
assurance incluse en Californie :
800 Frs
Coupons hotels :
230 Frs/nuits/chambre

GRÈCE
UNE BROCHURE DE SPÉCIALISTE, TOUT LE MONDE HÉLLÉNIQUE
du petit hôtel
dans les Cyclades (85Frs/nuit)
aux Palaces de Crète
230 Frs/J. en 1/2 P.

MAROC
CIRCUITS DÉPARTS GARANTIS
Ex : Villes impériales
vol + hôtels 3* + 1/2 pens. 3.350 Frs
11 hôtels à Marrakech
du 3* 1 850 Frs au 5* Luxe 3 780 Frs
(avion + 7 nuits)

TUNISIE
SÉJOURS EN HÔTELS ET CLUBS
directement sur la plage
à partir de 1 890 Frs/semaine
et 3 990 Frs/2 semaines
en juillet/août

DIRECTOURS c'est aussi : Chypre, Ile Maurice, Vietnam, Oman, Dubaï etc... et des promotions régulières sur 3615 DIRECTOURS.

DIRECTOURS : 45 62 62 62
102, av Champs-Elysées PARIS

SÉJOUR EN SICILE	SÉJOUR SORRENTO HÔTEL 4****
HÔTEL-CLUB GARDEN BEACH 3.160 Frs* (vols charter A/R, tranf., logt 7nts demi-pension)	Dép. le dimanche 3.605 Frs* (vols charter A/R, transf., logt 7nts demi-pension)
CIRCUIT GRAND TOUR DE SICILE Dép. le samedi 4.090 Frs* (vols charter A/R, circuit 8jrs en pension complète)	*SÉJOUR NAPLES HÔTEL 4****** Dép. le dimanche 3.115 Frs* (vols charter A/R, logt 7nts petit-déjeuner)
SICILE CLEFS EN MAIN PALERME 2.122 Frs* CATANE 2.272 Frs* (vols charter A/R, location voiture 7jrs base 2pers.)	*PÂQUES À NAPLES* du 14 au 17 avril 95 Hôtel 4**** 1.775 Frs* (vols charter A/R, transf. logt 3nts en pet. déj.)
* A certaines dates, taxes en sus	*A certaines dates, taxes en sus
cit — Tél : 44 51 39 27 Minitel 3615 : Cit Evasion (Licence 18)	cit — Tél : 44 51 39 27 Minitel 3615 : Cit Evasion (Licence 18)

YÉMEN 9000F
Promotion exceptionnelle pour un voyage exceptionnel
15 jours, dont 7 de randonnée au cœur des montagnes.
Groupe de 10 à 13 participants - équipement - véhicule d'assistance et accompagnateur
- Vendredi 26 mai au vendredi 9 juin
- Vendredi 9 juin au vendredi 23 juin
- Vendredi 23 juin au vendredi 07 juillet
PEUPLES DU MONDE :
10, rue de Montmorency
75003 Paris - Tél : 42 72 50 36

Sur une plage de sable fin
Village de Vacances "LES CARRATS"
PORT-LEUCATE (Aude)
GRAND CONFORT
PENSION COMPLETE
Animation Adultes et Enfants
du 3 Juin au 23 Septembre 1996
Familles, Retraités, Groupes, Sportifs, Individuels, etc...
1638 F par semaine et personne
(dégressifs - de 11 ans). Chèques vacances et bons vacances acceptés.
RENSEIGNEMENTS : C.A.F. de L'AUDE
11872 CARCASSONNE. Tél : 68.71.02.76

DORMIR AU MOULIN
MOULIN ÉTAPE
44 HOTELS-RESTAURANTS DANS LE VENT
Renseignements et guide: moulin d'hauterive
71350 St Gervais-en-Vallière
TÉL : 85.91.55.56 - FAX : 85.91.89.65





Circuits culturels haut de gamme (16 participants maximum) et voyages sur mesure
Tibet, Bhutan, Mongolie, Chine, Indochine, Inde, Birmanie, Japon, Ethiopie, Yemen, Iran, Libye, Syrie, Liban, Madagascar, Afrique Australe, Amérique du Sud.
32, rue du Laos - 75015 PARIS
Tél : 43.06.73.13
LIC 175522

Nom : ....
Prénom : ....
Adresse : ....
....
LM/03-95

3615 DÉGRIFTOUR
LE VOYAGE À PRIX DÉGRIFFÉ -
PLUS LOIN PLUS SOUVENT PLUS LONGTEMPS...

INDE DU NORD
Circuit 6 nuits hôtels 4*
Départ Paris 5.980 F
(Lyon/Nice avec suppl.)

NEW-YORK
Vol A/R
Départ Paris 1.350 F

PRAGUE
Week-End 2 nuits hôtel 3*
Départ Paris 1.770 F

DUBLIN
Week-End 2 nuits hôtel 2*
Départ Paris 1 560 F

3615 DT 1,27 F/mn
LIC 195017

Bahamas
le bleu en 700 îles
Découvrez nos îles avec
jetset
AVION NON STOP DE PARIS
7 nuits en hôtel 2 étoiles
5 920 F*
*Prix par personne en chambre double
Taxe aérienne en sus
Pour toute réservation :
Tél : 53 67 13 00
ou votre Agence de Voyages habituelle

LA RÉUNION



Le Saint-Alexis ****
- 34 chambres luxueuses, originales, climatisées
- Salles de bains avec Jacuzzi
- Superbe piscine de 400 m².
- Deux restaurants.
- Salon et bar subaquatiques.
- Hammam, billard.
Toutes activités sur place ou à proximité. Toutes excursions.
Chez votre agent de voyage et chez les TO spécialistes de l'Océan Indien
44, Plage de Boucan Canot, 97434 - SAINT GILLES LES BAINS
Tél. (262) 24 42 04 - Fax (262) 24 00 13

Notre prochain rendez-vous Tourisme «Terres d'Europe» le 28 Avril 1995
Pour tous renseignements - Tél: 44.43.77.36

هكذا من الأصل



CROISIÈRES

Les fortes en thèmes

Quand les ponts se font scènes, le soleil cède la place aux feux de la rampe.

RIEN ne ressemble plus à une pièce de théâtre qu'une croisière. Avec, pour décor, la mer. Et, pour souffleur, le vent, qui a toujours son mot à dire. Embarquer, c'est, bien sûr, revêtir l'habit du passager. Mais c'est aussi devenir, au fil des jours et des nuits, spectateur et acteur d'une comédie humaine cosmopolite et narcissique où, de ponts en coursives, chacun, avec plus ou moins de talent, interprète un rôle de sa composition. Avec autant d'actes que d'escales, une unité d'action et de lieu et, surtout, l'art de donner du temps au temps. Trop heureux de pouvoir, l'espace d'un instant, s'abandonner au songe d'une nuit d'été.

Contexte idéal s'il en est pour s'adonner, en toute volupté, à son passe-temps préféré. Telle est d'ailleurs l'explication du succès des croisières à thème. A l'affiche, théâtre, cinéma, musique, opéra ou gastronomie. Et sur le pont, les têtes d'affiche (artistes, acteurs, comédiens ou conférenciers) dont les photos illustraient la brochure qui vous a fait craquer. Autant de noms qui, soudain, deviennent des visages. Avec la complicité d'un navire, qui favorise la convivialité. Les escaliers où l'on se croise, les salons où l'on répète une dernière fois, les chaises longues et les tabourets de bar propices aux confidences, et vous voilà complices. Embarqués dans une promenade intime au cœur d'un *art, à la découverte de l'envers du* décor et du charme des coulisses. Au gré d'escales mémorisées à jamais pour avoir été, l'espace d'un soir, de mémorables décors.

Autant de rendez-vous annuels, vécus, tel un rite, par des passagers à la fidélité exemplaire. A l'image de ce « Festival du théâtre en mer » qui, du 14 au 26 septembre (à partir de 20 710 F), fêtera ses vingt ans à bord du *Mermoz* (Costa-Paquet). Créé à l'initiative de Claudine Coster et Robert Manuel – toujours à la barre –, il aura accueilli une centaine de pièces et quelque soixante-dix conférences. A l'affiche, des académiciens, des sociétaires de la Comédie-Française et une poignée d'inconditionnels parmi lesquels Michel Galabru, Jean Piat, Alain Decaux et Jacqueline Cartier. Au programme, le classique l'emporte sur le boulevard, comédies et tragédies laissant parfois la place à des œuvres modernes, voire insolites. Ici plus qu'ailleurs, le public est roi et dicte sa loi. Plébiscités : Molière, Racine et Musset, suivis de près par Courteline, Guitry et Roussin.

La formule a ses inconvénients. Les négociations laborieuses pour obtenir la scène idéale, scène qui, indisponible au dernier moment, obligera les comédiens à improviser, dans la plus pure tradition de la commedia dell'arte. Les désagréments de sites en plein air où il faut transporter les décors, installer des loges de fortune et composer avec les caprices du temps. Autant d'aléas balayés par le souvenir d'une représentation de *Phèdre* dans le théâtre antique de Delphes, ou de *La Mégère apprivoisée* dans un petit bijou baroque, le Théâtre Sanzio, à Urbino. D'Aristophane à Bernard Shaw, de Molière à Courteline, de Racine et Corneille à Marguerite Duras, la cuvée 1995 s'annonce éclectique à souhait. Quant au bateau, il mettra le cap sur la Crète, la Syrie, la Turquie et le Liban, avec cinq escales nouvelles, les théâtres antiques de Milet et Byblos et, en apothéose, celui de Palmyre.

Un Orient mythique sur les traces d'Henri de Monfreid

Autre domaine à l'honneur, le cinéma, qui, cette année, fête son centenaire. Du 8 au 21 avril, à bord du *Mermoz* (à partir de 14 740 F), de Port-Victoria à Djibouti. Et sous le signe du coq, emblème de Pathé, première société française de films, qui sera associée à cette célébration. Côté conférences et animation, des amoureux du 7e art : Marcel Jullian, François Chalais, Jean Chatel et Claude-Jean Philippe. Côté vedettes : Claudia Cardinale, Marie-José Nat, Brigitte Fossey, Nathalie Baye, Richard Berry... Quant aux décors, ils seront naturels à souhait, avec pour escales les Seychelles et le Yémen.

Dès le début de la navigation à vapeur, la qualité de la table, à bord des paquebots français, a contribué, plus que tout, au prestige du pavillon tricolore. Certes, les repas ne constituent plus, comme autrefois, la principale distraction du bord. Ils n'en restent pas moins des rendez-vous quotidiens très attendus. A plus forte raison à l'occasion de croisières gastronomiques, fêtes du goût et du raffinement, qui, cette année, verront deux paquebots mettre les petits plats dans les grands. *Le Mermoz* d'abord, qui, du 13 au 23 mai (à partir de 11 820 F), invite en cuisine, aux côtés du chef Abauzit, Marc Menau (L'Espérance, à Saint-Père-sous-Vézelay), Emile Jung (Le Crocodile, à Strasbourg), Michel Trama (Les Loges de l'Aubergade, à Puymirol) et Guy Legay (L'Espadon, Hôtel Ritz). Egalement au menu : tables rondes, dégustations et visites de vignobles, à Porto et à Bordeaux. Une opportune mise en bouche avant d'embarquer sur le même bateau, à l'heure des vendanges, pour la « Croisière du vin », du 21 août au 1er septembre (à partir de 11 030 F), d'Anvers à Toulon. De son côté, le mythique *Queen-Elizabeth-II* (Cunard) étrennera ses nouveaux atours en accueillant à son bord huit chefs étoilés Michelin, pour une « Transat » gourmande de Southampton à New York. Du 26 juillet au 3 août, à partir de 11 820 F, prix incluant l'acheminement à Southampton, trois nuits à New York, les transferts, un tour de ville et le vol retour en classe économique.

Répétitions publiques, concerts en pleine mer au soleil couchant, initiation au chant. La musique est encore à l'honneur cette année. Du 6 au 19 juin, à bord du *Mermoz* (à partir de 21 310 F), avec un « Opéra sur mer » dans la Baltique. Et, pour temps forts, les Nuits blanches de Saint-Pétersbourg et un concert-récital dans la chapelle du Palais-Royal de Stockholm. Puis, dans la douceur d'une fin d'été, du 1er au 13 septembre, entre Italie, Grèce et Turquie, à bord du même bateau, à l'occasion du 39e « Festival de musique en mer » (à partir de 31 000 F). Parmi les solistes invités : Teresa Berganza, James Bowman, Maurice André, Yuri Bashmet et Aldo Ciccolini. Quant au *Monterey* (Starlauro), c'est sur le thème « Pablo Casals, musique et liberté » qu'il fera revivre, du 13 au 24 septembre (à partir de 18 050 F), entre Rhodes, Antalya, Tartous, Beyrouth, Santorin et Salerne, les chefs-d'œuvre qu'appréciait cet apôtre de la non-violence et de la liberté.

Le jazz, lui, s'installe du 3 au 10 juin à bord de *The Azur* (Croisières Festival, à partir de 6 425 F), avec des escales à Venise, Héraklion, Santorin, Kusadasi et Patmos. Jazz également sur le *QE2* à l'occasion d'un « Festival Newport », organisé du 5 au 10 août (à partir de 12 110 F, forfait identique à celui du Festival gastronomique) par Georges Wein, chef d'orchestre attitré des plus grands concerts de Newport, de New Orleans et de Nice. La pianiste Marian McPartland sera l'invitée d'honneur.

Si l'art n'est pas votre tasse de thé, il vous reste les plus universelles et érudites des croisières à thème : celles dont l'Histoire est la vedette au fil d'itinéraires destinés à remonter le cours du temps. Sur les traces d'Henry de Monfreid – et en compagnie de son petit-fils –, c'est un Orient mythique qu'entend ressusciter, du 19 avril au 2 mai, à bord du *Mermoz* (à partir de 15 320 F), une croisière baptisée « Mémoires d'Orient ». La mémoire également en vedette avec, à bord du même bateau, la « Croisière des Dix Commandants », qui, du 2 au 13 mai (à partir de 11 770 F), offrira aux passagers les mille et une anecdotes de ces aventuriers des temps modernes, capitaines mais aussi conférenciers de talent. Enfin, sur le thème « Des Etrusques aux Médicis », les amateurs éclairés sont invités, du 27 mai au 3 juin, à bord du *Club-Med-1* (Club Med, à partir de 10 900 F), à découvrir, entre Rome et Florence, et souvent en exclusivité, quelques-unes des plus exceptionnelles beautés nées sur cette terre propice à la création.

Tous les prix indiqués s'entendent par personne, sur la base d'une cabine double intérieure (cabine extérieure pour le *Club-Med-1*).

MICHÈLE VALENDINA

Une jonque dans la baie d'Halong

● **Au nord du golfe du Tonkin,** quelque trois mille rochers, îles et îlots aux formes étranges, nés, dit-on, des mouvements de la queue d'un dragon. Un décor féerique que Kuoni propose, en exclusivité, de découvrir à bord d'une jonque de bois de 22 mètres, propulsée par ses voiles « chauve-souris » ou par ses deux moteurs. A partir de 1490 F par personne en cabine double (36 h dont une nuit), 2280 F pour une croisière de 2 jours/2 nuits. A conjuguer avec un séjour à Hanoï, à partir de 8190 F par personne pour 2 nuits en chambre double et petit déjeuner, vol sur Thaï International. Dans la brochure « Asie, voyages individuels ».
Renseignements au (1) 42-82-04-02 ou 47-42-83-14.

Un voilier au paradis

● **La Polynésie** double la mise avec l'arrivée, en avril, du *Club-Med-2*, qui, grâce à son faible tirant d'eau, explorera les plus beaux lagons d'îles paradisiaques nommées Bora Bora, Huahiné, Rangiroa, Raïatea et Tahaa. Des croisières de 7 jours (11 600 F de Papeete plus l'avion A/R Paris, à partir de 5 700 F) que l'on peut scinder en 4 jours (de Papeete à Bora Bora) et 3 jours (de Bora Bora à Papeete), voire combiner avec un séjour dans l'un des villages locaux du Club, à Bora Bora ou Moorea.
Renseignements au (1) 42-96-10-00 et par Minitel 3615 CLUBMED.

CARNET DE BORD

LES COMPAGNIES (OU LEUR AGENT EN FRANCE). Club Med Croisières : (1) 42-61-85-00. Costa-Paquet : (1) 49-24-94-20. Croisières Festival : (1) 53-20-00-54. Cunard (Wingate Travel au (1) 44-77-30-40). StarLauro (Navy Club) : (1) 48-04-76-20.

LES AGENCES SPÉCIALISÉES. A Paris : L'Espace Croisières (54, rue François-Ier, 75008 Paris, (1) 45-62-59-00) ; Le Comptoir de la croisière (20 *bis*, av. Mac-Mahon, 75017 Paris, (1) 40-68-68-68) ; Havas Voyages Croisières (26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, (1) 42-60-29-53) ; Mondovoile (47, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris, (1) 44-41-32-90) ; La Boutique des Croisières (19, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, (1) 40-16-99-98).
En province : à Cannes, Canisphère, 11, rue du 24-août (92-99-01-02) et Voyages Mathez, 2, square Mérimée (92-99-25-25) ; à Nice, Le Monde des Croisières, 19, rue de la Liberté (93-82-21-21) ; à Lyon, Destination Croisières, 3, rue du Plat (78-42-11-94).
Plus de 200 agences sont également réunies au sein du Club Amiral, de Costa Paquet (liste sur demande).

UN GUIDE. *Le Guide de la croisière et des escales* (L'Archipel, 125 F), de notre collaboratrice Michèle Valandina. Sa nouvelle édition présente une centaine de navires et quelque 330 escales et sites à travers le monde.

Planète mode d'emploi

Gouverner, c'est choisir. Voyager aussi.

LONGTEMPS apanage *d'une minorité*, le tourisme, qui a pris une dimension planétaire, s'est aujourd'hui démocratisé. A présent, une multitude de voyagistes *offrent* le monde à la carte. Certes, les guides touristiques abondent mais on chercherait en vain, dans les multiples invitations au voyage, un semblant de méthode pour le bon usage d'une planète qui compte aujourd'hui quelque 185 pays. Le mode d'emploi qui suit entend fournir au voyageur perplexe quelques éléments *susceptibles de* l'aider dans son choix.

Commençons par l'Afrique. Le long de la Méditerranée, deux pays, au moins, s'imposent d'eux-*mêmes. L'Egypte, « don du Nil »* aux rives porteuses de cinq mille ans d'histoire. Les felouques qui remontent vers le sud montrent un pays qui, plus que tout autre, est *une terre des morts et des vivants*. Vient ensuite le Maroc, qui est non seulement un pays de plaines fertiles, de montagnes aux piémonts bordés de forêts de cèdres et de désert mais, avec l'Egypte et *l'Ethiopie, le plus vieil* Etat du continent. Colonisé pendant à peine cinquante ans, il fut, un temps, conquérant, de l'Espagne à Tombouctou. La Médina *de Fez, Marrakech et Meknès* gardent trace de cette grandeur. La partie la plus fascinante de l'Algérie, si belle en ses plaines côtières et dans ses massifs de Kaby*lie et des Aurès aux crêtes truffées* de nids d'aigles, est peut-être – maintenant que ce pays est comme interdit – son désert saharien, ponctué d'oasis telles El *Oued, Ghardaïa ou In Salah. Sans* oublier la splendeur du Tassili aux fresques millénaires.

Parmi les pays du Sahel, on peut préférer ceux qui sont arrosés par les grands *fleuves* nourriciers et magiques. Le Soudan nilotique, d'un intérêt exceptionnel tant par *sa beauté naturelle que par la variété* de ses populations, est aujourd'hui, hélas ! d'un accès difficile. *Le Mali*, irrigué par la bouche du Niger, est particulièrement séduisant avec Segou, Mopti, les fa*laises des Dogons, la riche culture* mandingue-bambara et, au nord de Gao, les franges de l'aire touarègue, hier menaçante pour le monde noir, aujourd'hui menacée. *Idéalement, il faudrait*, à l'Ouest, connaître au moins le plus peuplé et le plus complexe des Etats anglophones, le Nigéria, qui, à lui seul, peut résumer tous *les problèmes de l'Afrique subsa*harienne. En évitant toutefois Lagos, l'une des villes les moins sûres de la planète. Et, à l'est, le très singulier haut plateau chré*tien de l'Ethiopie et de l'Erythrée*, préservé, par sa nature alpestre et son Etat très ancien, des assauts musulmans venus de la Somalie. Vieilles églises et types humains, que l'on croirait surgis d'une histoire de rois mages, justifient une découverte de cette mosaïque ethnique et religieuse à l'épaisseur culturelle rare en Afrique. A défaut d'autres pays de l'Ouest africain, le Cameroun pourrait, à lui seul, par sa diversité linguistique, culturelle et géographique, *offrir une stimulante introduction*. N'étaient les conditions politiques, le Zaïre ferait partie des pays qu'on ne remplace pas. Pas d'Afrique plus profonde ni de fo*rêt plus redoutable, en effet*, que celles traversées par ce fleuve puissant dont la remontée, de Matadi à Kinshasa, est inoubliable.

Quant aux nostalgiques du Kenya d'avant-guerre, ils doivent savoir que ce qu'ils regrettent se trouve, aujourd'hui, en Tanzanie : parcs naturels, faune innombrable, *savane immense, paysages* hors pair dont un volcan éteint et magique ainsi que le plus haut sommet du continent, le légendaire Kilimandjaro cher à Hemingway. Reste *l'Afrique du Sud* qui, quel que soit votre centre d'intérêt, vaut, à elle seule, le déplacement. Avec le train qui, en deux jours, rallie Johannesburg au Cap. Non loin de là, on peut également parcourir à cheval le plateau montagneux du Lesotho, découvrir un Baden Baden 1900 à Luderitz, en Namibie, jadis colonie allemande, visiter un Botswana quasi désert avec ses grands étangs de roseaux ou contempler *les chutes Victoria, au Zimbabwe*. Au sud du Sahara, l'Afrique n'est guère riche en villes fascinantes. *D'où l'intérêt du Cap* auquel sa situation géographique exceptionnelle donne une beauté unique. Avec, aux portes de cette cité d'extrême Afrique, des vignes jadis introduites par des huguenots français. Sauf accident politique, l'Afrique du Sud sera, demain, l'une des grandes destinations touristiques du continent.

Impossible, aux *Amériques*, de ne pas aller, plusieurs fois plutôt qu'une, dans le pays qui, plus que tout autre, a marqué le XX[e] siècle : les Etats-Unis. Un pays que l'on croit *familier*, tant sa culture est omniprésente, mais qui, en fait, nécessite un long apprentissage dont un survol de quelques villes de l'Est et de l'Ouest ne peut tenir lieu. Difficile de ne pas commencer par New York (à elle seule, l'île de Manhattan est inépuisable), à *condition d'éviter l'été, caniculaire*. Descendre ensuite, début octobre (pour les couleurs d'automne), du Vermont vers La Nouvelle Orléans est une véritable leçon d'histoire, *sur fond de guerre* de Sécession. La Californie, elle, reste l'avancée ultime du rêve *américain*. A *l'européenne San* Francisco s'oppose Los Angeles, l'une des « villes » les plus déconcertantes pour un Européen. Au-delà du Rio Grande, s'im*posent le Mexique, du sud de* Mexico jusqu'au Yucatan, et son prolongement précolombien naturel, le Guatemala des Mayas avec Tikal, le vestige peut-être le plus exceptionnel du passé indien, avec celui de Palenque. De surcroît, le Guatemala est sans *conteste le plus beau pays d'Amé*rique centrale. Avant de l'atteindre, on aura vu Mexico, la ville la plus peuplée du monde, et son Musée anthropologique, le plus pédagogique d'un continent où la muséologie est souvent exemplaire.

Il y a trois Amériques du Sud. Le Brésil, un monde à lui seul. Lusophone, noir, mulâtre, blanc, amazonien. Un Nord-Est avec sa misère mais aussi Bahia et Recife. Un joyau : *Ouro Preto*. Et le triangle méridional Rio-Belo Horizonte-Sao Paulo, à la fois riche et masquant mal, *derrière* les fastes séduisants et fugitifs de la samba, la marginalisation de ses favelas. Un pays attachant et irritant avec cette réputation d'être une terre d'avenir dont périodiquement l'avenir recule. A cheval entre le Pérou méridional et la *tragique désolation du plateau* bolivien, la région andine est à la fois physiquement exceptionnelle et chargée de passé et de présent indiens. Entre Cuzco et ses murs monumentaux, *le* mystérieux sanctuaire du Machu Picchu, le lac Titicaca sillonné de pirogues en joncs tressés, et Potosi, les solitudes venteuses de la puna sont aussi mélancoliques que le son de la quema, la flûte indienne. Le cône sud de l'Amérique est, de *son côté, un monde blanc*, avec Buenos Aires, la ville sans doute la plus nocturne du continent, à l'égal de Barcelone et de Madrid. Quant au Chili, la géographie l'a *doté de tout, des sables* morts du désert septentrional battu par les rouleaux du Pacifique aux rigueurs glacées de la Terre de feu en passant par les régions cen*trales propices à un vignoble qui* donne des vins excellents. Le voyageur ne manquera pas d'emprunter le train surrané qui va de Santiago à Puerto Montt. Pour qui n'aurait le temps de ne voir qu'un seul pays andin et qui les résumerait tous, l'Equateur a l'avantage d'offrir, sur un espace limité, la forêt des Andes et la côte, les Indiens, les *Métis* et les *Blancs* et quelques beaux vestiges de la conquête. Enfin, s'il fallait, du monde caraïbe, ne voir qu'une chose, on devrait – à défaut d'être marin cabotant d'île en île – s'arrêter dans la plus belle ville hispanique du continent : Carthagène des Indes, en Colombie.

Nul besoin de louer le jardin du monde qu'est l'Europe. Aucune région ne concentre, *en un si petit* périmètre, autant de diversité et d'attraits. Les noms s'égrènent *d'eux-mêmes* : Italie, France, Espagne, Flandres, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Irlande, pays rhénans et alpins, îles grecques ; Prague, Budapest, Cracovie, Saint *Pétersbourg, etc. A butiner* au fil de vos week-ends, entre deux expéditions plus lointaines.

L'embarras véritable commence avec l'Asie et son épaisseur culturelle. On souhaiterait tout voir, même si l'on constate qu'il y faudrait des années. Alors, plus qu'ailleurs, c'est *l'histoire* qui décide. Le monde arabe, en Orient, tourne autour de Damas, de Bag*dad et du Caire. La Syrie s'ajoute* à une liste dont l'Irak est, compte tenu des circonstances, momentanément exclu. Comment ne pas voir Jérusalem ? Pas plus qu'il *n'est d'Orient sans la Turquie* et l'Iran, Istanbul, l'Egée et la Cappadoce, mais aussi, superposée au monde hellénique d'autrefois, l'empreinte magnifique des mosquées *seljoukides* ou *ottomanes*. Ispahan dispute à Venise l'honneur d'avoir la plus belle place du monde et, à Samarkand, sa splendeur. Et l'Iran, de Zoroastre aux Abbassides, est une des matrices du monde. Même si, depuis quinze ans, les temps ne sont guère *propices* à une visite, *pas plus* qu'en Afghanistan où la nature atteint une sorte de perfection. Reste, heureusement, le Yémen qui, pour le voyageur friand de *paysages* et *d'architecture*, ressemble à un miracle. S'il y a peut-être un pays aussi beau que le Yémen, il n'en ait *sans doute* pas de plus beau. Montagnes aux arêtes vives, cultures en terrasses, architecture exceptionnelle fondue dans le paysage. Un décor des *Mille et Une Nuits*.

Autre pays béni du voyageur, l'Inde, contrée de tous les rêves et de toutes les peurs. Du luxe des palais moghols aux cauchemars de l'extrême misère et de la violence sociale. L'Inde et la Chine, grands laboratoires historiques de l'Asie. *L'une comme l'autre ont* fortement marqué leur périphérie, et c'est à juste titre qu'on parle d'Etats hindouisés (Thaïlande, Cambodge, Laos) ou sinisés (Vietnam, Corée, Japon). A ces deux univers qui exigent du temps, des lectures et des retours, et dont les « satellites » *se sont*, depuis longtemps, détachés pour voler de leurs propres ailes, s'ajoute, outre les pays déjà cités, l'Indonésie dont le cœur, Java, fut marqué par l'Inde avant d'être islamisé. *Visiter* l'Asie, à l'est de l'Inde, c'est, pour l'Européen, entrevoir un monde en mutation *et découvrir* des pays qu'il a trop souvent négligés. Autant de pays à l'épaisseur culturelle considérable et, par ailleurs, adaptés à un tourisme bon marché (à l'exception du Japon et de la Corée du Sud) et accessibles aux femmes seules. *Armé d'un minimum de connais*sances historiques, on pourra savourer les chefs-d'œuvre architecturaux de l'Inde du Nord et du Sud, les grands sites bouddhiques de Pagan (Birmanie), d'Angkor (Cambodge) ou de Boroboudour (Java). Avec, parties intégrantes du décor, l'eau et le riz, univers familier d'une paysannerie patiente et méticuleuse. A découvrir depuis Bangkok, l'Asie orientale est, sans nul doute, la destination où, avec les *Etats-Unis, l'Européen* a le plus à apprendre et à savourer.

Point de voyage réussi sans quelques cités mémorables. On connaît celles d'Europe ou *d'Amérique du Nord. Mais* comment échapper à celles d'Asie ? On peut éviter Manille, Djakarta, Dacca ou Karachi. Mais il faut explorer, en y séjournant le temps qu'on peut, Tokyo ou Kyoto et ses jardins rigoureux. Ainsi que Hanoï, émouvante comme un film des années 30 en noir et blanc, Jogdjakarta (Java central), qui redonne une âme à un pays, et, bien sûr, Calcutta et Bombay, villes insondables, à parcourir de jour comme de nuit. Il y a aussi les joyaux essaimés par l'islam, grandes haltes caravanières ou villes-jardins destinées au repos du guerrier avec leurs fontaines si douces après les traversées désertiques : Jaïpur au Rajasthan, Lahore au Pakistan, Ispahan en Iran, Samarkand en Ouzbékistan.

Ainsi s'achève ce guide trop bref, guide d'avant les guides.

GÉRARD CHALIAND
(écrivain, globe-trotter et spécialiste des questions politiques et stratégiques)

